PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
AUG 14 1925

32e Année. N° 15. 1er Août 1925.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Chateaubriand. .	*Lettres à la comtesse de Castellane*	481
Sir Sydney Lee .	*Guillaume II et le Prince de Galles*.	497
Karen Bramson.	*Parmi les Hommes*. — I.	530
Avesnes	*Les Magnificences du comte de Raimondis*. — I. . .	553
Guy de Montjou.	*La Guerre du Rif*.	574
Henry Prior. . .	*Balzac à Milan* (fin).	602
Jean d'Esme . .	*Les Barbares* (dernière partie).	621
Albert Flament .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	662
Paul Souday. . .	Au Théâtre : *Le Mouvement dramatique*.	676
Henri Pouyanne.	La Vie financière : *Le Budget anglais*	684
André Chaumeix.	La Politique : *Les Négociations avec l'Allemagne* . .	704

Chronique bibliographique : J. Poirier; J.-M. Bourget.

Copyright 1925 *Revue de Paris*.

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1925

La *Revue de Paris* publiera prochainement :

HOLLYWOOD

par VALENTIN MANDELSTAMM

Des lettres de Richard Wagner à sa femme, Minna Wagner

TRADUITES PAR GEORGES KHNOPFF

L'œuvre, la vie et les amours d'Edgar Poë

par LUCIE DELARUE-MARDRUS

La nouvelle Littérature russe

par J. KESSEL

L'Amérique et la Paix

par S. E. MARIANO CORNEJO, Ministre du Pérou

Napoléon

et

Eugène de Beauharnais

par ARTHUR-LÉVY

LETTRES DE CHATEAUBRIAND

A LA COMTESSE DE CASTELLANE

Nous devons à l'obligeance de madame la Comtesse Jean de Castellane la communication des lettres de Chateaubriand que nous publions aujourd'hui. Cette correspondance, si curieuse par le ton et par les renseignements qu'elle donne sur les sentiments de Chateaubriand touchant un certain nombre d'événements, est d'autant plus précieuse que les lettres de l'illustre auteur des *Mémoires d'Outre-tombe* sont rares. L'écriture étant très difficile à déchiffrer, il est resté un ou deux mots d'une lecture incertaine, que nous avons indiqués. Les recherches qu'a bien voulu faire madame de Castellane avant de nous remettre le manuscrit ont permis d'éclairer par des notes de nombreux passages de ces lettres qui font allusion à des personnages ou à des incidents contemporains de Chateaubriand.

I

Dimanche, 7 juin 1824, 1 h. ½.

Je ne suis plus ministre [1]. Je vous verrai toujours à deux heures.

Signature : Une croix.

1. Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Villèle, fut relevé de ses fonctions par Louis XVIII, le 6 juin 1824.

II

Paris, le 14 septembre 1824.

Les journaux vous auront appris l'état du roi : nous allons perdre ce Prince digne de tous nos regrets. Je vous ai mandé que j'écrivais pour le moment. J'avais prévu. Je suis prêt et je vous enverrai quelques exemplaires de la petite brochure aussitôt qu'elle aura paru; elle ne contiendra que l'éloge mérité de Louis XVIII et de Charles X, et j'espère qu'elle trouvera grâce aux yeux de cette impolitique et abominable censure [1].

Vous devinez dans quel état nous sommes ici : toutes les agitations, toutes les conjectures. Moi qui n'ai rien à faire qu'à remplir les devoirs d'un loyal sujet, je suis fort peu agité, mais réellement fort affligé, parce que j'aimais le Roi *quand même*, et que je lui reconnaissais plusieurs qualités d'un grand souverain. J'irai faire ma cour à notre nouveau monarque avec la Chambre des pairs. Voilà pour la politique, voici pour l'intérieur de ma vie.

Madame de *Chateaubriand* doit être partie de Neuchâtel; elle revient; je l'attends à la fin de la semaine. Je n'ai point encore d'appartement et je ne sais point où elle voudra se fourrer, en attendant le palais dont vous avez fait le plan.

L'abbé est désespéré : il craint que vos embarras et les siens l'empêchent d'aller vous voir; il voudrait que vous revinssiez le plus tôt possible, il approuve tout ce que vous faites à Nancy sur la partie de votre lettre que je lui ai lue. Enfin, vous n'avez point d'ami plus dévoué, et il n'y a que madame Neale qu'il aime mieux que vous.

Peut-être recevrai-je une lettre de vous aujourd'hui. Je vous le dirai avant de fermer celle-ci.

Je reçois votre lettre du 10 et celle pour l'abbé. Mille remerciements. Tout sera fait.

Signature : Une croix.

1. Louis XVIII mourut le 10 septembre 1824. Chateaubriand publia à cette occasion une brochure ayant pour titre : *Le roi est mort, vive le roi!*

III

Jeudi, Paris, 1824, 16 septembre.

Hélas! le pauvre abbé est saisi de joie par votre bonne dernière lettre, mais pourra-t-il profiter de votre permission? il en doute beaucoup. Sa sœur arrive; le Roi vient de mourir ce matin; il ne sait au milieu de tous ces tracas ce qu'il pourra faire. Je vous écrirai ce qu'il me dira.

Je suis moi-même fort occupé. Ma brochure va paraître si j'obtiens la permission de la publier aujourd'hui. Je la mettrai à la poste pour vous si je réussis; sinon, ce sera pour samedi. Vous verrez que j'oublie facilement le mal qu'on me fait. Je ne puis vous écrire. C'est autour de moi un bruit et une confusion dont vous pouvez vous douter.

A samedi.

Signature : Une croix.

IV

Paris, le 19 septembre 1824.

J'espère une lettre de vous ce matin, mais elle arrivera sans doute après que la mienne aura été mise à la poste, car je me souviens que c'est aujourd'hui *dimanche*. Je me demande si la mort de notre excellent Roi n'aura rien dérangé aux projets de votre beau-père, et par suite aux vôtres. Elle me fixe dans les premiers moments à Paris. Vous aurez, j'espère, reçu la petite brochure qui me vaut plus de bienveillance que, certainement, je n'en mérite : il est si facile d'être loyal et de s'oublier soi-même, que je ne vois pas pourquoi on m'en sait tant de gré. Du reste, je me réjouis du succès qui passe tous ceux que j'ai obtenus jusqu'ici, parce qu'il est tout au profit de la Monarchie et de notre Roi-Chevalier.

Revenez-nous vite; c'est mon refrain éternel. L'abbé est toujours le plus désolé des hommes, et me charge de vous offrir ses hommages.

Signature : Une croix.

Il y a une grande nouvelle politique qui me comble de joie :

c'est l'entrée de M. le Dauphin[1] au Conseil. Enfin, nous serons sûrs que les libertés politiques ne seront plus sacrifiées à l'amour-propre ministériel.

V

Paris, le 21 septembre 1824.

J'avais à peine mis ma lettre à la poste dimanche dernier que votre bonne et grande lettre m'est arrivée. J'envie votre promenade et votre poule d'eau, Il me semble que je l'ai vue sur les grands étangs de Combourg. Au milieu de toutes les catastrophes de Paris, vous sentez que je suis bien embarrassé et que je n'ai rien à faire qu'à attendre où je suis. — Mais ce qui me console, c'est que vous revenez, dites-vous, à la fin du mois. Ce serait donc dans huit jours. Confirmez-moi une si bonne nouvelle. Je ne puis vous écrire plus longuement aujourd'hui.

Je suis assassiné d'affaires. J'ai fait la paix avec Édouard [2], et j'ai le cœur à l'aise.

L'abbé vous offre ses hommages et ses désolations.

Il est encore possible que je reçoive une lettre de vous ce matin après que la mienne aura été mise à la poste.

VI

Paris, ce jeudi 23 septembre 1824.

J'ai reçu votre bonne, triste et grande lettre, et je ne puis y répondre qu'un mot. Je pars pour Saint-Denis. C'est aujourd'hui la translation des restes du feu Roi. Je ne puis vous envoyer de brochures, je n'en ai pas une, selon ma coutume, et d'ailleurs, elle a été portée partout par les *Débats*, *la Quotidienne* et *le Moniteur* même. La loyauté réussit toujours en France. Revenez, bannissez toutes vos tristesses. Soyez *patiente* en volonté, et vous verrez des temps heureux. Sur-

1. Le duc d'Angoulême, dont les sentiments constitutionnels étaient connus. Son entrée au Conseil fut regardée comme un gage donné à la cause libérale. Il n'y joua d'ailleurs qu'un rôle des plus effacés.

2. Il s'agit sans doute de la duchesse de Duras, auteur du roman célèbre *Édouard*.

tout, soignez votre santé, c'est là la chose grave. L'abbé vous adore et maudit ses entraves.

Souvenez-vous que les heures de la poste s'arrangent mal et que vos lettres m'arrivent après le départ des miennes.

J'en attends une de vous ce matin même, tandis que je serai à Saint-Denis, et à laquelle je répondrai samedi.

VII

Paris, ce 25 septembre 1824.

Je n'ai vu dans votre dernière lettre que votre changement et les larmes de votre mère; revenez vite ici; nous vous soignerons, nous vous guérirons. Que faites-vous là puisque le château ne peut être arrangé, et que votre beau-père y a porté ses tempêtes? Revenez, nous causerons de tant de choses, et j'ai tant de choses à vous dire... Je vous ai mandé que j'avais fait ma paix avec Édouard, mais je crois que la guerre continuera avec tous les autres [1]. Ma loyauté ne désarmera ni les basses jalousies ni l'injustice, et il faudra bien que je réclame encore les libertés publiques, qu'on ne nous rendra pas, comme je viens d'appeler tous les Français autour du trône. Si les divisions continuent, cela ne sera pas ma faute, et j'ai assez prouvé que je sais oublier les offenses quand il s'agit de l'intérêt du Roi et de l'État.

Je n'ai dans la tête que votre santé. Revenez. L'abbé vous offre ses vœux et ses pieux hommages. Madame de Chateaubriand n'est point encore arrivée; je l'attends à tout moment. Offrez, je vous prie, mon respectueux hommage...

VIII

Ce dimanche 26 septembre 1824.

Je vous ai écrit hier et aujourd'hui. Je ne suis plus dans la position où j'étais hier. Vous ne sauriez croire le chagrin que j'éprouve. J'ai reçu une ordonnance du Roi qui m'assure une pension de douze mille francs comme ministre d'État. Vous ne doutez pas du parti que j'ai pris. Je ne pouvais,

1. Voir la note au bas de la cinquième lettre. La duchesse de Duras s'était efforcée d'amener une réconciliation entre Villèle et Chateaubriand.

avec honneur, recevoir une pension sous le ministère actuel[1]. Je ne puis être l'obligé de MM. de Corbière et Villèle ni me taire quand les libertés publiques sont attaquées, mais en même temps cette signature de Charles X me faisait une peine mortelle à repousser. Je l'aurais volontiers portée respectueusement, et en pleurant, à mes lèvres. Puisse cet excellent prince me pardonner une chose qu'il aurait faite lui-même à ma place! Vous sentez que ce refus sera commenté et envenimé par qui de droit; il rompt aussi tout projet de conciliation et de paix, et la guerre va recommencer avec une nouvelle activité. Cela est déplorable au commencement d'un règne. Il n'a pas dépendu de moi que tout fût oublié. D'un autre côté, je reçois des lettres de madame de Chateaubriand qui me désolent; elle ne veut plus ni reprendre l'infirmerie[2] ni revenir; elle me dit toujours que je suis une dupe, que ma sotte loyauté n'est plus de ce temps, et que ce que j'ai de mieux à faire, c'est d'aller la rejoindre et de quitter des méchants ou des ingrats; elle est d'ailleurs fort souffrante; je crains bien d'être obligé de faire encore une course à Neuchâtel. Si j'y suis forcé, je partirais à la fin de cette semaine pour être revenu vers le 20 octobre. J'attendrai d'avoir reçu votre réponse à ma lettre actuelle avant de prendre un parti; mais, je vous prie : réponse immédiate.

Je ne vous parle pas de l'abbé au milieu de tout ceci. Il est là pourtant et me persécute pour vous offrir tous ses hommages.

IX

Paris, le 30 septembre 1824.

Je me réjouis de vous savoir débarrassée et dans votre solitude — je ne m'explique pas plus que vous le barbouil-

1. Le ministère Villèle. Le comte de Corbière était, avec Villèle, celui des ministres qui avait le plus contribué à la disgrâce de Chateaubriand (Voir *Mémoires d'Outre-tombe*, éd. Biré, t. IV, p. 290).

Sur le refus de pension par Chateaubriand, V. *Mémoires d'Outre-tombe*, t. IV, p. 321.

2. L'infirmerie Marie-Thérèse, rue d'Enfer, fondée en 1819 par madame de Chateaubriand, destinée à secourir de pauvres femmes et à recueillir de vieux prêtres. L'établissement était sous le patronage de la duchesse d'Angoulême qui lui avait donné son nom (V. la description qu'en a faite Chateaubriand dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, t. VI, p. 1).

lage de madame P... il ne peut être question de l'abbé! puisque madame de R... n'est pas ici et que toutes vos conjectures pêchent ainsi par la base — est-ce de moi, sous le rapport politique, qu'elle voudrait vous parler? Je vous ai mandé où j'en étais, et le chagrin mortel que j'avais eu d'être forcé de ne pas accepter un bienfait d'un Roi pour lequel j'ai tant de fois bravé des ennemis puissants et pour lequel je donnerais si joyeusement ma vie. Il se peut bien que madame de P... eût entendu parler, comme tout le monde ici, d'ambassade, de je ne sais quoi encore pour moi. Comme si tous ces radotages pouvaient avoir le moindre fondement — qui peut jamais imaginer qu'après avoir été ministre des Affaires étrangères, je devienne ambassadeur sous un de mes collègues, qui voudrait bien, du fond de mon lit, où il est couché, m'envoyer des ordres à Pétersbourg — et quels ordres [1]. Le pauvre homme! Je ne sais si ce sont toutes ces pauvretés qu'a voulu vous mander votre amie, mais, dans tous les cas, n'en croyez pas un mot.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que je vais être obligé, selon toutes les apparences, comme je vous l'ai mandé, de retourner à Neuchâtel. J'attends votre réponse — si elle arrive cette semaine, je partirai dimanche au soir, 3 octobre, et je serai revenu, avec ou sans madame de Chateaubriand, pour les funérailles du roi, qui auront lieu du 20 au 30 octobre; il me tarde bien de savoir vos plans, ce que vous faites, quand vous revenez à Paris. Je suis patient; j'attends; vous le savez, c'est ma grande maxime; je ne désespère jamais; je crois toujours qu'on se tire de tout avec une volonté immuable, — mais rien par violence; — vouloir doucement et toujours : rien ne résiste à cette action de tous les moments.

Je n'espère pas vous voir avant mon départ; il faudrait que vous arrivassiez cette semaine, et cela n'est plus guère possible; j'irai avec Hyacinthe [2]; je n'emmène pas même

1. Le baron de Damas, entré au Conseil, grâce à Chateaubriand, contribua grandement au renvoi de son protecteur et lui succéda comme ministre des Affaires étrangères.

2. Hyacinthe Pilorge, secrétaire de Chateaubriand.

Baptiste[1] qui verrait des pigeons où il n'y en a pas. Mille hommages de l'abbé : il est dans la désolation de votre colère contre lui, il dit qu'il n'avait rien à vous dire de sa ..... que vous ne sachiez — pardonnez à cet excellent homme; il vous aime tant, il est si inquiet de votre santé. Vous savez ses radotages éternels. Je vous répète donc qu'il est possible qu'il m'arrive une lettre de vous ce matin même, mais trop tard pour que j'y réponde, d'autant plus que je vais à la *revue* faire mon métier, c'est-à-dire crier vive le Roi.

Grande nouvelle! *La censure est supprimée*! ai-je eu raison d'attaquer cette odieuse mesure? mais mille bénédictions à M. le Dauphin [2].

X

Vendredi 26 septembre 1824.

Mes succès sont dans tous les journaux ce matin; — je serais trop gauche à conter cela. L'archevêque a été très courageux, mais le courage tourne toujours au profit de celui qui l'exerce[3]. A deux heures, je serai auprès de vous. Ne songez qu'à vous guérir. Voilà tout pour le moment. A deux heures!

XI

Jeudi matin 7 mars 1825.

Comment êtes-vous ce matin, madame? Je vais m'informer pour les indemnités et je ne pourrai vous voir aujourd'hui. A propos des indemnités, voulez-vous que je vous parle de politique?

Si *M. Roy* [4] faisait l'amendement de prendre à la caisse

1. Valet de chambre de Chateaubriand. V. l'amusant passage qui le concerne dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, t. VI, p. 19.

2. La censure fut supprimée par ordonnance du 30 septembre 1824. Le dauphin avait contribué à l'adoption de cette mesure libérale.

3. M. de Quelen, archevêque de Paris, avait pris comme thème de son discours de réception à l'Académie : « L'alliance de la religion avec les lettres, les sciences et les beaux-arts », et y avait rendu un éclatant hommage à l'auteur du « Génie du Christianisme ». Ce discours fut d'autant plus remarqué que Chateaubriand était le chef le plus en vue de l'opposition.

4. Antoine Roy (1764-1847), député siégeant dans l'opposition à la Chambre introuvable, ministre des Finances (1819-21), pair de France; il combattit la conversion de la rente proposée par Villèle et fit partie du ministère Martignac. En 1830, il se rallia à la Monarchie de Juillet.

d'amortissement pour l'indemnité, j'ai acquis hier soir la presque certitude que cet amendement passerait. Quelle gloire pour M. Roy, qui frapperait de mort par ce double coup l'abominable loi de la conversion des rentes! C'est là une de ces chances dans la vie politique qu'on ne doit pas manquer. Il serait nécessaire aussi, pour préparer les voies que M. R. et mes amis me portassent pour la Commission des indemnités. Voilà, madame, une négociation digne de vous; mais qu'elle soit secrète et conduite par vous avec *discrétion*. Mille hommages, à demain matin, à une heure.

XII

Paris, 10 août 1825.

Enfin votre lettre de Pau est arrivée hier; elle a mis cinq jours à faire le voyage. Votre découragement me fait une peine extrême, mais je ne puis cesser d'espérer qu'après avoir trouvé aux Eaux-bonnes toutes les lettres de vos amis et des nouvelles de vos enfants, vous reprendrez de la force et de la santé. D'après la nouvelle adresse que vous me donnez pour les lettres, je vois que vous ne les recevez que trois fois par semaine: ainsi, cette lettre mettra six jours, ou peut-être sept, à vous parvenir. Vous ne la recevrez donc que le 16. Eh bien, vous serez prête à nous revenir et vous n'aurez plus de raison de nous donner des malédictions pour vous avoir invitée à vous soigner.

Je mène toujours la même vie et je travaille pour vivre un jour. J'oublie le présent en pensant à l'avenir auquel je suis déterminé d'arracher quelques jours de paix pour mes vieux ans. La monarchie durera bien autant que moi désormais et nous nous en irons ensemble [1]! Quand vous serez revenue, nous ferons de ces grands plans qui sont toujours bons à faire, ne fût-ce que pour passer le temps; tous vos amis vont bien, vos enfants toujours à merveille, tranquillisez-vous, prenez en paix vos eaux et vous verrez que, dans ce monde, il y a encore place pour quelque joie.

1. Chateaubriand mourut au lendemain des journées de Juin, le 7 juillet 1848.

XIII

12 août 1825.

Vous ne sauriez croire avec quelle impatience j'attends de vos nouvelles des eaux. J'ai une extrême envie d'apprendre comment vous vous serez trouvée à la fin de la route et si les lettres que vous aurez reçues et le repos que vous aurez commencé auront dissipé toutes vos craintes et vos tristesses.

Peut-être aurai-je cette lettre aujourd'hui, mais trop tard pour y répondre. Le temps avance, nous voilà au 12. Vous n'aurez guère cette lettre que le 20 et vous serez à huit ou dix jours de votre retour. Quand vous reviendrez, vous trouverez bien de l'ouvrage fait. J'ai travaillé à force. J'ai arrangé de grands plans de fortune avec mon pot-au-lait, et je tâcherai de ne pas sauter comme Perrette de peur d'accident. Notre solitude est plus profonde que jamais. Nos voisins sont partis ce matin pour leur campagne. Je me lève à 5 heures. Je paperasse jusqu'à 3; je vais me promener aux Tuileries ou sur notre boulevard. Madame de Chateaubriand se couche à neuf heures, et je reprends mon travail jusqu'à minuit. Voilà toute ma journée. Comme je ne vois personne et que je vis hors de la politique, je n'ai à vous mander que les ennuyeux détails.

Vous allez, j'espère, me parler des Pyrénées. C'est autre chose que les tours de Saint-Sulpice que je vois en vous écrivant. Rien de nouveau chez vous. On y a été hier. Tout était bien.

XIV

Paris, ce 18 août 1825.

C'est pour ne pas manquer un jour que je vous écris quelques mots aujourd'hui. Je suis obligé de sortir pour aller vendre des voitures, car il faut bien vivre, quoique j'espère, comme le cheval du Gascon, m'accoutumer peu à peu à ne pas manger. Malheureusement, j'ai avec moi madame de Chateaubriand que je ne puis pas mettre à ce régime.

J'espère une lettre de vous aujourd'hui. Tout va bien chez vous.

A demain.

XV

Paris, ce 22 août 1825.

Je vous ai écrit hier un petit mot à la hâte, en réponse à votre dernière lettre, et pour vous tranquilliser sur les sots propos d'un sot. Croyez que tout ce qu'il vous a dit n'a pas l'ombre de vérité ni de sens commun. Victime d'une prostituée et d'un intrigant, je n'ai cherché d'appui chez personne [1]. J'excuse même, en partie, au fond du cœur, ceux qui ont agi si ingratement envers moi, et je crois que, sans l'aide qu'ils ont trouvée et la tentation qu'on leur a offerte, je serais encore où je n'ai pas regretté un seul moment de n'être plus.

Ce n'est donc pas les instruments du mal qu'on m'a fait qui doivent vous persuader de ce qu'ils vous disent.

Revenez-nous promptement, restez avec nous si vous le pouvez, et vous verrez, comme je le répète toujours : que tout va bien.

Je souffre de mon rhumatisme à la tête et je ne puis écrire plus longtemps. Revenez, revenez. Mille choses de madame de Chateaubriand.

XVI

31 août 1825.

Savez-vous que je ne reconnais plus votre bonne tête? Vous me dites d'écrire à Cauterets, et j'écris. Vous me dites d'écrire ensuite poste restante à Pau, et j'écris. Maintenant, c'est à Bayonne qu'il faut écrire jusqu'au 2 septembre, et à Bordeaux le 3 et le 4. Mais vous oubliez toujours ainsi qu'il faut que vos lettres aient le temps d'arriver et les miennes de vous parvenir. Les lettres que je vais vous écrire à Bayonne n'y seront que le 5, le 6 ou le 9. Y serez-vous encore, puisque vous n'êtes pas tout à fait sûre d'y rester jusqu'au 5? C'est plus facile pour Bordeaux, parce que je prendrai mes précautions et j'écrirai double. J'espère que vous avez donné des ordres pour avoir toutes mes lettres de Cauterets et de Pau.

1. La lettre à laquelle Chateaubriand fait allusion ne se retrouve pas dans la présente correspondance. Il devait répondre aux allégations relatives à sa démission de ministre des Affaires étrangères et il paraît se plaindre ici de la comtesse du Cayla et de Villèle.

Enfin, vous revenez; voilà le bon de l'affaire. Je vous avais pourtant espérée plus tôt. Vous aurez vu la mer, et c'est une joie que je partage bien sincèrement. J'aime la mer comme ma mère et ma grand'mère : elle m'a vu naître et elle est si vieille! Je lui dois tous mes plaisirs et tous mes souvenirs. J'en suis fou, et je crois que je vais prendre une action dans le ridicule projet de l'illustre compagnie qui veut l'amener à Paris [1]. Je crois que je prendrai aussi le parti d'avoir de son eau en bouteille; aussi bien ferai-je bien puisque je ne puis plus acheter du vin.

Vous voyez que votre lettre m'a remis en bonne humeur, quoiqu'elle soit encore un peu triste et grognante. Votre récit des adieux de Frisel (?) m'a fait grand pitié. Je lui ai écrit de revenir prendre son quartier d'hiver sur la Manche.

Les enfants vont toujours bien; le soleil est beau et le temps pas trop chaud. Tout va bien quand vous revenez.

XVII

Paris, 28 et 29 octobre 1825.
Reçue à Secheran, près Genève.

Je vous ai écrit une première lettre du 26 et du 27. J'ai reçu vos deux lettres : l'une de Saint-Germain et l'autre de l'endroit où l'accident de votre voiture est arrivé. Vous étiez bien triste et découragée. Je le conçois et quand je pense que vous n'aurez, en arrivant, que des grogneries de vos retards forcés pour ce très inutile voyage, je vous plains de toute mon âme. Nous n'avons point encore vu la pauvre Panpan. Nous dormons nous-mêmes bien tristes dans notre coin de Paris, au milieu de tous nos malades. Je ne sais plus quand je pourrai aller à Fervaques [2]. L'archevêque ne peut convoquer le Conseil de l'Infirmerie la semaine prochaine, et je ne puis me mettre en route que cette affaire ne soit finie. Si vous étiez restée cet hiver à X..., j'aurais été vous voir en passant, et peut-être que madame de Chateaubriand, après avoir quitté

1. Il s'agit du projet du canal de Dieppe à Paris. En 1802, Napoléon avait examiné les avantages de la contruction du canal de Dieppe à Paris. En 1810, il avait demandé des plans détaillés. Après la chute de l'Empire le projet resta quelque temps en vogue parmi les entreprises et « spéculations » de l'époque.

2. Fervaques, château qui appartenait à madame de Custine.

ses pauvres, serait venue passer quelque temps avec vous. Mais enfin, il ne faut plus penser à tout cela. Rien de plus inutile que de regarder en arrière et de se lamenter sur le passé. Cette lettre vous rejoindra à Genève ou peut-être en Italie : aller en avant, c'est déjà être en route pour revenir; voilà ce qui est d'un bon esprit.

Vos enfants que vous aurez retrouvés, la distraction inévitable du voyage vous rendront le temps moins pesant. Vous avez commencé heureusement par le plus mauvais de l'affaire, la route solitaire de Paris à Genève.

Voici ma dernière et seconde lettre de Genève. Je vous écrirai demain à Milan, et toujours à Milan jusqu'à ce que vous m'ayez envoyé votre itinéraire. Vous voyez qu'il est nécessaire des deux côtés d'affranchir les lettres jusqu'à la frontière.

J'espère que Charles aura soutenu le voyage aussi gaiement qu'il l'a commencé et que vous aurez retrouvé pleins de joie et de bruit les deux grands diables d'Henri et de Sophie.

Mille hommages à vous et vos parents — donnez-moi des nouvelles de Fox.

XVIII

Paris, le 30 octobre 1825.

Je vous ai écrit hier à Genève. Je vous écris aujourd'hui un petit mot à Milan. J'ai reçu vos lettres de Villeneuve-sur-Yonne, de St-B...

J'espère que vous avez épuisé tous les guignons, sauf les neiges que vous avez peut-être rencontrées sur le Jura et dans les Alpes. Je calcule que c'est aujourd'hui même que vous devez arriver à Genève. Votre impatient beau-père vous accordera à peine deux ou trois jours, et vous arriverez à Milan presque avec cette lettre. Vous verrez par là que vos amis vous suivent de leurs vœux au delà des montagnes et qu'il n'y a pas de distance pour les cœurs qui vous sont attachés.

Vous êtes donc dans cette Italie que j'ai vue à des époques si différentes dans ma vie; que je reverrais encore une dernière fois avec un intérêt triste, car, quand on a un long passé derrière soi, il en coûte toujours un peu de regarder le chemin que

l'on a parcouru. Écrivez-nous tout ce que vous verrez. Faites-nous voyager avec vous. Mon instinct de pèlerin me fait prendre intérêt à tout récit de voyage : les vieux soldats aiment les grandes histoires de bataille.

Madame de Chateaubriand vous remercie de votre souvenir.

Mille hommages à monsieur et madame de Castellane. Parlez-moi donc de Fox ou je ne vous parlerai pas de mes chattes.

XIX

Paris, 31 octobre et 1er novembre.

Je vous ai écrit avant-hier ma première lettre à Milan. J'ai reçu votre lettre de Dijon et votre apostrophe aux places fortes m'aurait fait rire si vous ne m'aviez dit que vous étiez souffrante et découragée. C'est ma faute. J'aurais dû vous avertir de cette histoire; j'y ai été pris quatre fois l'année dernière en allant à Neuchâtel et en revenant. Vous n'avez pas pu passer par le val de Suze — il est sur l'autre route, de Troyes. Ne le regrettez pas. — Vous verrez les Monts et ceux(?) de la forêt. — Je meurs d'envie et je crains en même temps d'apprendre vos grogneries de Genève. Le mauvais temps aura augmenté son ...(?) et il se sera cru bloqué dans la sérénissime République. Je ne serais pas très étonné que vous l'eussiez trouvé parti. Je crains réellement que vous n'ayez eu des neiges dans le Jura, et ensuite dans les Alpes. Je lis avec effroi dans les journaux de grandes histoires de mauvais temps, — ici, tout va comme de coutume : de la politique, de la pluie et de l'ennui. Le pauvre monsieur de Saissival que vous aviez été si charitablement soigner vient de mourir. Cela vous fera de la peine.

Mais enfin, quand vous recevrez cette lettre, vous aurez franchi les Alpes; vous serez dans la belle et paisible Italie. En revenant, vous trouverez Rome où vous prendrez intérêt malgré vous, plus loin les orangers et les palmiers, et puis reviendrez aux bouleaux d'Acosta; ils valent bien tous les arbres de l'Italie. Il faut finir par rester chez soi. Dans quatre ou cinq mois, vous serez au milieu de vos amis.

Nous n'avons point encore vu Panpan, mais nous avons

appris indirectement, par madame de Nicolaï, qu'elle se portait très bien.

Je continuerai à vous écrire à Milan jusqu'au reçu de votre itinéraire. Je l'attends de Genève.

Je crois que je ferai la course à Fervaques à la fin de cette semaine et que nous remettrons l'infirmerie à mon retour. Je ne suis pas sorti depuis votre départ une seule fois. J'ai eu un gros rhume qui me tient encore un peu.

Mille tendres compliments de la part de madame de Chateaubriand et de la mienne. Donnez-nous des nouvelles de vos chers enfants.

XX

Paris, ce 2 et 3 novembre 1825.

J'ai reçu votre lettre de Poligny, aux pieds du Jura, et je vous réponds au delà des Alpes!... n'est-ce pas désolant? Voici ma troisième lettre à Milan, et, si, par malheur, vous êtes restée à Genève pour cause de santé, vous n'aurez à Genève que les deux premières lettres que je vous y ai écrites. J'attends une lettre de vous de Genève aujourd'hui. Mais cette lettre-ci sera mise à la poste avant qu'elle ne m'arrive. Je suis inquiet de ce passage du Jura et de votre santé. Le temps est assez doux ici, mais pluvieux. Vos enfants, du moins, et votre belle-mère vous auront un peu consolée du bruit de mon noble collègue

Rien de nouveau dans ma solitude, sinon que nous renvoyons ce matin même le sournois de domestique que vous, vous soupçonniez d'être un espion [1]. C'est de l'argent bien mal employé que de mettre des espions auprès de moi. La Police en saura-t-elle jamais plus que je n'en dis au public? Je n'ai rien à cacher dans ma vie.

Panpan n'est point encore venue nous voir. J'irai demain savoir de ses nouvelles et vous en manderai samedi en partant pour Fervaques. Je vous écrirai de Fervaques où je

1. La police était en effet chargée de renseigner Louis XVIII sur les faits et gestes de Chateaubriand et s'était assuré le concours d'un domestique de ce dernier. V. dans *le Temps* du 22 octobre 1898 un article d'Ernest Daudet, intitulé : « La police et Chateaubriand. »

ne passerai que quelques jours, mais comme j'enverrai mes lettres à Hyacinthe pour être mises à la poste et être affranchies à Paris, elles éprouveront quelque retard.

Je ne puis écrire plus longuement ce matin. Je vais chez Le Brun[1] qui me désole en ne finissant rien; il me laissera écraser sous le terrain; de là, nommer, si je puis, M. de Montmorency à l'Académie[2], et au milieu de tout cela, chercher un domestique!

Quand serai-je en repos? Revenez-nous, le plus tôt que vous pourrez : l'avenir vaudra mieux que le présent.

Madame de Chateaubriand vous remercie de vos bons souvenirs et vous les rend. Moi, je vous offre tous les souhaits d'un vieux voyageur. Ne m'oubliez pas auprès de vos parents.

(*A suivre.*)

1. Il s'agit du notaire de Chateaubriand.
2. Le duc de Mathieu de Montmorency fut effectivement élu à l'Académie en remplacement de Bigot de Préameneu.

GUILLAUME II

ET

LE PRINCE DE GALLES[1]

En 1888, les relations du Prince de Galles avec l'Allemagne entrèrent dans cette période d'incertitude qui devait durer jusqu'à sa mort. Ce n'était pas sans appréhension que depuis sa jeunesse le Prince avait suivi la politique allemande, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur; il avait bien des fois déploré l'intransigeance des principes anticonstitutionnels du Prince de Bismarck, et son attitude cyniquement agressive à l'égard des puissances étrangères. Et ses craintes ne trouvaient que trop d'aliment dans les propos et dans les lettres de sa sœur, la Kronprinzessin. Toutefois, les liens de famille s'opposant à toute idée de rupture définitive entre l'Angleterre et l'Allemagne, le Prince se flatta de l'espoir que l'accession au trône de son beau-frère, dont les tendances libérales reflétaient les sentiments de son épouse, déterminerait un revirement dans la politique allemande. Les ambitions croissantes de la France et les signes manifestes de son instabilité politique qui

1. Sir Sydney Lee est un écrivain bien connu en Angleterre pour ses travaux de critique et d'érudition. *La vie d'Édouard VII*, dont nous publions ici un important fragment, a remporté, de l'autre côté de la Manche, un légitime succès. Cette biographie — dont, à l'heure présente, la deuxième partie n'a pas encore paru — a été composée avec l'assentiment du roi George V. Tout a été mis en œuvre pour permettre à Sir Sydney Lee de réunir ou de consulter les documents nécessaires; c'est ainsi qu'il a été autorisé à prendre connaissance des archives de Windsor et de l'ensemble de la correspondance d'Édouard VII.

s'étaient développés depuis la mort de son ami M. Gambetta, en 1881, avaient momentanément refroidi l'intérêt qu'il portait à cette nation. Il en vint donc à admettre la possibilité d'une entente plus étroite avec l'Allemagne, à l'avènement de Frédéric III.

Cependant la maladie du Kronprinz — ce mal de gorge qui avait inquiété la famille royale d'Angleterre quand il était venu à Londres pour assister aux fêtes du Jubilé de la Reine Victoria — jetait une ombre sur cette perspective d'un avenir meilleur. Le Prince Édouard envisageait la mort de son beau-frère, non sans raison, avec pessimisme, car le Prince Guillaume de Prusse, l'héritier présomptif de la Couronne, émettait au sujet de son impériale destinée des opinions exaltées fort dangereuses et traitait ses parents et son oncle avec le même insolent dédain. Le Prince augurait qu'avec un tel tempérament, le jeune homme une fois au pouvoir susciterait non seulement des difficultés au sein de la famille, mais encore encouragerait délibérément les tendances de son peuple au militarisme et à l'autocratie, dans des proportions qui dépasseraient de beaucoup les aspirations du Prince de Bismarck.

Les propos calomnieux que le prince Guillaume avait tenus au Tzar sur ses parents et son oncle lors d'une récente visite n'étaient pas d'ailleurs les seuls mauvais présages de sa conduite future. Le vieil Empereur et le Chancelier étaient loin de blâmer le mépris qu'il affichait pour les théories pacifistes et l'anglophilie de son père, mépris que lui avaient inculqué ses camarades Junkers. Une inévitable rupture se préparait d'autant plus sûrement entre le père et le fils que Guillaume Ier approuvait le désir impatient de son petit-fils de jouer un rôle officiel. De son côté, le prince de Bismarck, tout en redoutant l'infatuation grandissante du jeune homme, l'avait autorisé depuis peu, sur la demande du souverain, à prendre connaissance des dépêches confidentielles et diplomatiques, afin qu'il s'initiât aux affaires. Son père protesta énergiquement contre cette décision. Dans la lettre qu'il écrivit au Chancelier à ce sujet, il le mettait en garde contre le manque de jugement et de culture de son fils, son inexpérience, « ainsi que contre ses dispositions à la vanité, à la présomption et enfin sa trop bonne opinion de lui-même ».

Semblables défauts, ajoutait-il, étaient susceptibles de faire de son fils un danger public dans toute situation lui conférant une certaine autorité.

***

Les fêtes du Jubilé terminées, le Kronprinz séjourna trois mois en Angleterre; pendant ce temps il essaya divers traitements capables d'enrayer les progrès de sa maladie. Durant cette période, le Prince et sa famille le virent fréquemment, sans qu'à aucun moment l'espoir d'une guérison suspendît leurs inquiétudes. Le malade, dont la vie était désormais condamnée, passa l'automne et l'hiver suivants en Italie, à San Remo. Au printemps de 1888, le Prince de Galles ayant selon son habitude pris quelque repos à Cannes — du 10 février au 3 mars — rendit visite à son beau-frère.

Il venait à peine de regagner Londres, lorsque toute une série de pénibles événements commença de s'abattre sur l'Allemagne. Tout d'abord, l'empereur Guillaume Ier rendit le dernier soupir le 7 mars, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Le Prince, dont on célébrait alors les noces d'argent, partit en hâte accompagné de son fils aîné. Ils arrivèrent à Berlin le 14 mars et descendirent à l'ambassade d'Angleterre. Le lendemain, le chancelier rendit au Prince une visite officielle; pendant tout le temps que dura cette brève entrevue, la foule ne cessa de manifester bruyamment en l'honneur de Bismarck, ce qui acheva de convaincre le Prince que le peuple allemand comptait sur la puissante autorité du Chancelier pour diriger le pays dans les jours difficiles qui l'attendaient.

S'associant au deuil public, le Prince s'abstint de toute discussion politique et l'opinion publique allemande se montra reconnaissante de la sympathie que Son Altesse témoignait à la famille impériale. Le kronprinz Frédéric, devenu l'empereur Frédéric III, dès qu'il avait appris la mort de son père, avait quitté San Remo et était venu s'installer à Charlottenbourg, près de Berlin. Mais l'état de sa santé ne lui permit pas de suivre avec son fils et le Prince de Galles le cortège funèbre qui accompagna la dépouille mortelle du vieil empereur au mausolée de Charlottenbourg. Il reçut cependant son beau-

frère et, bien qu'incapable de parler et obligé de traduire ses pensées par écrit, il donna au visiteur l'impression, illusoire, d'avoir recouvré quelque force.

Deux mois plus tard, en mai, le Prince reprenait le chemin de Berlin, donnant ainsi à l'Allemagne une nouvelle preuve de son attachement à la famille impériale. Ce second voyage était motivé par le mariage de la princesse Irène de Hesse, fille de sa sœur Alice, avec le cousin germain de celle-ci le prince Henri de Prusse, second fils des nouveaux souverains. La cérémonie, assombrie par les circonstances, eut lieu à Charlottenbourg le 24 mai. Par un effort surhumain de volonté, l'empereur Frédéric, portant déjà sur son visage les stigmates de sa fin prochaine, voulut assister au mariage. Le Prince Edouard flatta l'amour-propre allemand en portant l'uniforme des hussards de Poméranie, dont il avait été nommé colonel honoraire cinq ans auparavant. Après la cérémonie, il reçut à l'ambassade, à titre purement amical, le comte Herbert de Bismarck. Puis, pour mieux manifester son désir d'une sincère entente avec le gouvernement allemand, il se rendit à Stolp, en Silésie, où il passa en revue son régiment. Cependant, bien qu'il affectât une apparente tranquillité d'esprit, il était fort inquiet de la santé de l'Empereur, et de l'attitude de son neveu et du prince de Bismarck. Ceux-ci, bien qu'il fût facile de prévoir la fin prochaine du malheureux Frédéric III, prétendaient le forcer à abdiquer en faveur de son fils; et tous deux augmentaient l'amertume de son chagrin en invoquant le soi-disant appui du Prince de Galles en cette circonstance. Tandis que le Chancelier tâchait d'obtenir du mourant la confirmation de sa politique, l'arrogance du Kronprinz devint telle que sa mère dut lui interdire tout accès auprès de son père.

Ce fut à l'occasion du mariage du Prince Henri que le Prince Édouard vit son beau-frère pour la dernière fois. Peu de temps après, l'Empereur agonisant fut transporté dans son Palais de Potsdam, où il mourut le 13 juin. Son règne avait duré cent jours.

Le Prince apprit la fatale nouvelle aux courses d'Ascot le 14 juin. Tout en recevant les condoléances de ses amis, il rendit un hommage spontané à la mémoire de l'empereur

défunt, vantant la noblesse de son caractère et déclarant que sa perte était un désastre non seulement pour sa famille et son pays, mais encore pour le monde entier.

Le lendemain il partit en hâte pour Berlin, accompagné de la Princesse et de son fils aîné : c'était son troisième voyage en Allemagne dans l'espace de trois mois. A peine arrivé, le Prince se rendit au Palais de Potsdam, auprès de sa sœur, et, durant la semaine qu'il passa à Charlottenbourg, il ne manqua pas de lui consacrer chaque jour quelques heures. Les funérailles eurent lieu à Potsdam le 18 juin; le Prince y parut dans son uniforme prussien.

L'état de choses que le Prince constata à la cour d'Allemagne était beaucoup plus alarmant qu'il ne l'avait soupçonné. Guillaume II, avec l'assentiment, sinon à l'instigation du prince de Bismarck et de son fils, accablait sa mère d'humiliations. C'est ainsi qu'un cordon de troupes entourait le palais de Potsdam où la malheureuse femme était virtuellement prisonnière et que le nom de *Friedrichskron* que l'Empereur Frédéric avait donné à sa dernière résidence avait été remplacé, sans explication, sur l'ordre du nouveau souverain, par l'ancienne appellation de *Neues Palais*. Dans les entrevues que le jeune monarque condescendit à accorder à son oncle, il n'eut aucune parole rassurante. Son avènement mettait le comble à son orgueilleuse présomption. En invoquant son droit divin au trône, il prétendait justifier sa brutalité et son arrogance à l'égard du commun des mortels. C'est à peine s'il exprima quelque regret de la mort de son père et il laissa entendre qu'il tenait en médiocre estime la mémoire du défunt.

A leur tour les Bismarck père et fils choquèrent le Prince par la façon dont ils dénigrèrent Frédéric III. Le comte Herbert alla même jusqu'à dire en parlant de lui, qu'il n'avait été qu'un « poids mort » et un « insignifiant visionnaire ». Et lorsqu'il ajouta *ex abrupto* au cours de son entretien avec le prince « qu'un empereur incapable de parler était indigne de régner », le prince de Galles perdit patience, comme il en fit la confidence au prince de Hohenlohe (plus tard Chancelier de l'Empire).

Toutefois, en dépit de ces sinistres présages, le prince

s'accrochait à l'espoir que Guillaume II adopterait à son tour l'idéal de politique libérale cher à ses parents. Il lui en coûtait de renoncer à la trompeuse espérance que les intentions attribuées au souverain disparu seraient respectées par le jeune monarque. Il ne voulait pas admettre que celui-ci n'aurait pas, comme son père, l'ambition de réparer les torts passés, ces torts qui selon lui avaient terni la gloire de la Prusse. Il savait que le sujet était délicat, mais, en considération de la mémoire de son beau-frère, il n'hésita pas dans une conversation, quelque peu contrainte, à aborder cette question épineuse avec le comte Herbert. Ses remarques, exagérées à dessein, parvinrent aux oreilles du Kaiser, qui en conçut un violent dépit. En fait, cet incident marqua les débuts d'un antagonisme entre l'oncle et le neveu, qui, bien qu'atténué dans la suite par des protestations d'affection familiale ou des velléités d'entente politique, dura jusqu'à la mort d'Édouard VII. Dans certains milieux, tant en Angleterre qu'en Allemagne, on considéra cette inimitié privée comme un danger public, en raison même du développement tapageur du chauvinisme sous le règne du nouvel empereur. Le prince, désireux d'éviter les occasions de froissements internationaux en attachant trop d'importance aux querelles d'ordre domestique, ferma bien souvent les yeux, aux dépens de son amour-propre et dans l'intérêt général, sur les actes blessants et la morgue de son neveu.

Mais c'est le Kaiser que l'histoire doit tenir responsable de la froideur des relations personnelles entre les deux souverains. L'insolence de Guillaume II, jeune homme, se transforma plus tard en un égotisme à peu près sans équivalent et sur lequel les liens de famille n'avaient aucune prise. Peut-être, toutefois, le Kaiser fit-il une exception parmi ses parents anglais en faveur de sa grand'mère la reine Victoria, à laquelle on voudrait croire qu'il fut sincèrement attaché. Il évoquait avec complaisance le souvenir des visites qu'il lui avait faites étant enfant, ce qui ne l'empêchait pas de s'exprimer sur son compte, soit en paroles, soit dans ses lettres, en termes désobligeants.

En quelques circonstances que ce fût, publiques ou privées, il lui fallait avant tout imposer sa prédominance. Il prenait

Dieu à témoin de la légitimité de ses prétentions. Malheur à qui, parent ou sujet, s'avisait d'en douter! Le prince de Bismarck compta parmi ses premières victimes et, s'il l'avait pu, il aurait volontiers agi de même avec son oncle qui lui inspirait une intense jalousie. Au cours de ses visites théâtrales aux souverains étrangers, qui flattaient si fort sa vanité, il s'aperçut que son oncle était généralement mieux accueilli que lui. Il voyait dans le prince de Galles, d'abord en tant qu'héritier présomptif et plus tard en tant que souverain, son rival le plus redoutable dans l'acquisition de cette suprématie mondiale à laquelle il prétendait sans vergogne.

***

La première des nombreuses querelles qui surgirent entre le Kaiser et son oncle fut la conséquence des délicates questions que le prince de Galles crut devoir poser au comte Herbert de Bismarck. L'incident démontre en quelle estime le prince tenait les sentiments d'équité de son beau-frère, l'étendue de la sympathie qu'il portait au Danemark et à la France et encore combien il avait souffert de la vengeance que la Prusse avait tirée de ses parents de Hanovre. Le prince avait quelque motif de supposer que l'empereur défunt projetait dans ces trois cas d'adopter une politique absolument différente de celle qu'avait suivie son père Guillaume Ier. Il croyait, à tort ou à raison, que l'Empereur Frédéric avait eu l'intention de restituer l'Alsace et la Lorraine à la France, le Schleswig au Danemark et de rendre au duc de Cumberland, marié à la plus jeune sœur de la princesse de Galles, les biens personnels de la famille royale de Hanovre que la Prusse avait séquestrés.

Il est évident, étant donné la responsabilité du prince de Bismarck dans ces spoliations, que la démarche du prince était assez inopportune, puisque c'était par le fils du chancelier lui-même qu'il prétendait savoir ce qu'il y avait de fondé dans les velléités de réparation prêtées à l'empereur Frédéric. Il céda, dans cette circonstance, à une généreuse impulsion.

Le comte Herbert rapporta immédiatement au Kaiser et à son père la conversation du prince, en en déformant le ton et

la portée. Le prince, prétendit-il, avait suggéré à Guillaume II l'idée de réaliser, dès son avènement, les projets pacifiques que l'on prêtait à son père. Le rapport du comte Herbert exaspéra le jeune souverain, en particulier l'allusion concernant les provinces françaises. Par la suite, le comte Herbert compliqua la situation en racontant l'histoire à sa manière au tzar, lorsqu'il accompagna Guillaume II à Saint-Pétersbourg, en juillet de la même année.

Un peu plus tard, le prince de Galles remit les choses au point. Il qualifia de « mensonge formel » la version qu'Herbert de Bismarck répandait à ce sujet. Il déclara, à propos de l'Alsace-Lorraine, s'être borné à demander à son interlocuteur « s'il était vrai que *Fritz* aurait souhaité, si possible, rendre ces provinces ». A quoi le comte avait répondu « que ces bruits n'étaient pas fondés ». Et « l'affaire en était restée là ». Dans ces conditions, il n'avait fait qu'effleurer la question du Schleswig et celle de la famille royale de Hanovre (*Lettre du prince de Galles au prince Christian*, 3 *avril* 1889).

Le Kaiser, pas plus que le prince de Bismarck, n'étaient disposés à enterrer l'incident. Le chancelier se hâta de déclancher une campagne acharnée contre le Prince dans la *Deutsche Zeitung* et dans d'autres journaux où il était tout puissant, ainsi que dans la presse autrichienne par l'intermédiaire des correspondants berlinois. On accusa le prince d'avoir offensé l'orgueil national allemand et on insinua que le Kaiser pouvait tout aussi bien à son tour critiquer la politique intérieure de l'Angleterre, en particulier dans ses difficultés avec l'Irlande.

Guillaume II choisit son moment pour engager les hostilités avec son oncle. Après l'enterrement de son père, il quitta le Prince de Galles en affectant une grande cordialité. Il acquiesça à sa demande de recevoir aux prochaines grandes manœuvres allemandes trois officiers anglais que son oncle lui désigna et ne manifesta quelque irritation que lorsque le Prince s'enquit de ses dispositions à l'égard de sa mère. Plus tard il se plaignit à la reine Victoria (6 juillet) de ce que le Prince se fût mépris sur ses intentions, assurant sa grand'-mère qu'elles étaient très bienveillantes. Mais l'Impératrice douairière devait encore longtemps souffrir de l'attitude de

son fils et la sollicitude du Prince pour sa sœur était parfaitement justifiée. Cependant, à ce moment même, les rapports du Prince et de son neveu n'étaient pas ouvertement tendus.

Cette réserve ne dura pas longtemps et l'occasion ne fut pas négligée de divulguer les reproches que le Kaiser faisait à son oncle, sur le témoignage du comte Herbert, au sujet de cette grave offense. Une cérémonie officielle fournit au jeune Empereur vers la mi-août un excellent prétexte pour protester publiquement contre les propos attribués au Prince, vis-à-vis de la France, du Danemark et du Hanovre. Présidant, le 16 août 1888, l'inauguration du monument élevé à Francfort sur l'Oder à la mémoire de son cousin, le prince Frédéric-Charles, qui avait joué un rôle actif dans la Guerre de 1870, il termina son arrogant discours sur ce blâme à peine déguisé à l'adresse de son oncle :

Certaines personnes ont l'audace de soutenir que mon père avait l'intention de se séparer des provinces qu'avec l'aide du Prince défunt il conquit sur le champ de bataille. Nous, qui le connaissions bien, ne saurions tolérer même un instant une telle insulte à sa mémoire En réalité il chérissait la même idée que nous, c'est-à-dire ne rien restituer de ce qui fut acquis dans ces jours glorieux... Sur ce point, il ne saurait y avoir qu'une seule opinion, à savoir que nous préférerions sacrifier nos 18 corps d'armée et nos 42 millions d'habitants, plutôt que de rendre une seule pierre de ce que mon père et le prince Frédéric-Charles ont gagné par les armes.

Le Prince ne tarda pas à s'apercevoir que ce discours n'était qu'un prélude à des récriminations plus blessantes encore.

A peine monté sur le trône, le Kaiser s'invita à la cour de Russie et à la cour de Vienne, bien que la reine Victoria, l'eût engagé à tenir compte de son deuil récent. Le Kaiser répondit à sa grand'mère qu'il fallait cesser désormais de le traiter en enfant, et qu'il avait organisé ce voyage dans l'intérêt de la paix et de son pays. « Il est nécessaire, — lui écrivit-il, — pour nous, Empereurs, de bien nous entendre. » Il se proposait aussi de multiplier les attentions dont il entourait la Russie, espérant par là inquiéter l'Angleterre. Ce voyage lui fournit l'occasion d'infliger au Prince de Galles, sous le

prétexte de se venger de ses prétendues offenses, un affront prémédité.

Le Prince avait accepté l'invitation que l'Empereur d'Autriche lui avait faite d'assister, vers le milieu de septembre, d'abord aux grandes manœuvres, puis à des chasses, où il devait retrouver l'Archiduc Rodolphe. Le Prince, à sa grande satisfaction, avait été nommé par l'Empereur François-Joseph, le 5 mars de la même année, colonel honoraire du douzième régiment de hussards et il avait hâte de venir en personne remercier le souverain de cet honneur. A l'annonce que le Kaiser devait être reçu à Vienne à la même époque, le Prince, se trompant sur l'humeur bizarre de son neveu, lui écrivit de Hombourg le 15 août; il lui avouait ingénument son plaisir à l'idée de le revoir à la cour d'Autriche et lui demandait à quelle époque il comptait arriver. Le Kaiser ne répondit pas.

Après une brève visite au duc de Cumberland à Gmünden, en quittant Hombourg, le prince de Galles arriva à Vienne le 10 septembre où il revêtit pour la première fois l'uniforme resplendissant de son régiment de hussards. Il apprit alors par son hôte, et à sa grande déconvenue, que son neveu avait stipulé qu'aucun personnage royal, hors lui-même, ne devait être présent à la Cour de Vienne durant son prochain séjour. Il n'y avait pas à se méprendre sur le sens de ces paroles. Sir Augustus Paget, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, fit savoir au Prince, d'après une information due à son collègue allemand, le prince de Reuss, que le Kaiser refusait de rencontrer son oncle. Deux autres témoignages, ceux du kronprinz Rodolphe qui ne sympathisait guère avec le Kaiser et du comte Kalnoky, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, vinrent corroborer cette confidence et ne permirent pas au Prince de douter des intentions blessantes de son neveu.

Il fut très sensible à cet affront et s'efforça en vain de trouver un palliatif à la situation qui en résultait. Sur son ordre, son écuyer, le général Ellis, écrivit au colonel Swaine, l'attaché militaire anglais à Berlin, une lettre destinée à être mise sous les yeux de Guillaume II. Le prince, y disait-on, proposait d'aller à la rencontre du Kaiser à la gare de Vienne dans son uniforme prussien. — Le colonel Swaine, qui à cette époque se trouvait avec le kaiser aux grandes manœuvres, avait jus-

que là été en très bons termes avec lui, mais du moment où il lui eut fait remettre la lettre du général Ellis, le Kaiser lui tourna carrément le dos. Pour mettre le comble à la gêne du Prince, la presse de Vienne se fit l'écho de rumeurs sans fondement. On insinuait qu'il était venu offrir son intervention officieuse à la conférence qui devait avoir lieu entre les empereurs d'Allemagne et d'Autriche; on l'accusait en outre de vouloir détourner les deux souverains, d'une entente avec la Russie et au contraire de prétendre amorcer un accord entre eux et son pays favori, la France.

L'empereur François-Joseph, tout en craignant de déplaire à son jeune collègue impérial et impérieux, fit au prince un chaleureux accueil, tant à son arrivée à Vienne qu'aux grandes manœuvres de Croatie. Le comte Kalnoky, ministre des Affaires Étrangères, eut de fréquents entretiens avec lui et expliqua la nécessité où était l'Autriche d'affirmer son influence dans les Balkans contre les desseins de la Russie. A Miskolcz en Hongrie, le Prince passa en revue deux escadrons de son régiment de Hussards et adressa à l'empereur François-Joseph un télégramme où il le tutoyait et dans lequel il lui exprimait sa reconnaissance pour la réception enthousiaste faite par ses soldats; François-Joseph répondit sur le même ton, tutoyant cordialement Son Altesse. Le Prince fit beaucoup de sport, particulièrement en compagnie du kronprinz Rodophe sur qui circulaient des bruits malveillants, lesquels d'ailleurs n'atteignirent pas les oreilles du Prince.

Mais il n'y avait pas moyen d'échapper à l'humiliation de quitter le territoire autrichien, durant les huit jours que le Kaiser comptait passer à Vienne. A la veille de l'arrivée de son neveu (3 octobre), le Prince accepta l'hospitalité du roi et de la reine de Roumanie dans leur résidence d'été des Carpathes. Il retourna à Vienne le 12 octobre, le lendemain du départ de son neveu, pour y prendre congé de l'empereur d'Autriche.

***

Une réconciliation entre l'oncle et le neveu paraissait difficile, et la situation ne se trouva pas améliorée après un

séjour de trois mois que l'impératrice Frédéric fit auprès de sa famille anglaise, sur l'invitation de la Reine (novembre 1888-février 1889). Lord Salisbury, qui à cette époque s'efforçait de sonder les intentions du Kaiser à l'égard de l'Angleterre, avait proposé de retarder la visite de l'Impératrice; mais le prince de Galles (26 octobre) avait objecté qu'il était inutile de compter amener la reine à changer d'avis à ce sujet. La souveraine n'eut pas la satisfaction de voir se réaliser son désir que certaines démonstrations publiques de sympathie fussent ménagées à sa malheureuse fille. Le prince entoura sa sœur d'une sollicitude toute fraternelle. Il alla à sa rencontre à Flushing le 18 novembre et l'accompagna à Port Victoria où la reine l'attendait. « Ce fut pour l'impératrice un bien triste retour au foyer de sa jeunesse, » écrivit-il à Mrs Liddell. — Au mois de janvier suivant, l'Impératrice le rejoignit à Sandringham.

Au début de l'année suivante, le différend entre le Kaiser et son oncle entra dans une phase nouvelle, par suite de la proposition spontanément formulée par Guillaume II de faire en Angleterre sa première visite de souverain. Il se proposait d'arriver à Cowes au mois d'août. La reine Victoria se montra ravie des bonnes intentions de son petit-fils. Le gouvernement de Lord Salisbury partageait l'opinion de la reine, quant à l'intérêt qu'il y avait pour le pays à maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne. En dépit de l'humeur capricieuse du nouveau monarque, on espérait à Londres trouver le moyen de concilier les intérêts des deux pays. Mais le prince, sans entrer dans des questions d'ordre politique annonça immédiatement qu'il ne saurait prendre part à la réception du Kaiser, si celui-ci ne s'excusait pas à propos de l'incident de Vienne.

La reine Victoria et lord Salisbury, tout en sympathisant avec Son Altesse, le persuadèrent pour des raisons de nécessité politique de clore le différend avant l'arrivée de l'Empereur en Angleterre. Le prince ne se montra nullement implacable. Avec l'assentiment de la reine il chargea son beau-frère, le prince Christian, oncle de l'impératrice, qui devait se rendre à Berlin en avril, de demander à son neveu d'exprimer ses regrets par lettre. « J'espère de tout mon cœur,

écrivait le prince à lord Salisbury, après l'arrivée du prince Christian à Berlin, que le jeune Empereur acceptera le rameau d'olivier que je lui tends. C'est le moins que je puisse lui demander. Ce serait un bien grand soulagement pour moi si l'incident pouvait enfin s'arranger à l'amiable une fois pour toutes. »

Le Kaiser n'était pas homme à reconnaître ses torts. Il fit peu de cas de la médiation du prince Christian, refusa d'entrer dans les détails, et nia carrément toutes les allégations de son oncle, prétendant que le prince de Reuss, ambassadeur allemand à Vienne, avait manqué de tact, et que les personnages officiels de la cour d'Autriche avaient pris trop à la lettre un désir vaguement exprimé. Le prince, commentant le rapport du prince Christian, fit remarquer que le Kaiser avait mauvaise mémoire, et exprima à nouveau l'espoir de voir son neveu revenir à des sentiments plus conciliants.

L'affaire resta de longs mois en suspens, ce qui obligea lord Salisbury et la reine à différer l'organisation de la visite du Kaiser en Angleterre. Au mois de juin, la reine Victoria manda à Londres sir Augustus Paget, ambassadeur anglais à Vienne, de qui elle voulait tenir la genèse de ce malencontreux incident. La reine décida de servir d'arbitre dans la dispute, dont elle rendait particulièrement responsable la mauvaise volonté du prince de Bismarck et de son fils.

Le Kaiser, qui avait le plus grand désir de venir en Angleterre, sentait l'imprudence qu'il y avait à irriter l'opinion anglaise. La reine, évitant d'aborder les détails épineux, lui écrivit, le priant de traiter le prince avec toute la considération due à un oncle et termina en demandant à son petit-fils de ne pas renouveler ses offenses. Le Kaiser répondit, en termes aimables bien qu'évasifs, qu'il était heureux d'apprendre que sa grand'mère considérait l'incident de Vienne comme enterré, et qu'il abondait dans le même sens de tout cœur. « Je serai heureux, ajoutait-il, de revoir l'oncle Bertie à Osborne » (23 juin 1889). Le prince, qui, au dire de sir Augustus Paget, était « beaucoup plus calme qu'on ne pouvait l'espérer », consentit non sans répugnance, sur les instances de sa mère, à oublier ses griefs et à se retrouver avec son neveu à Osborne. Mais à la fin de juin, le premier ministre constatait encore chez

le prince quelque velléité d'irritation. Heureusement, par la suite, il se montra d'humeur plus traitable. Admettant la nécessité de favoriser la politique conciliante de lord Salisbury vis-à-vis de l'Allemagne, il consentit à traiter le Kaiser avec toutes les attentions dues à un puissant souverain européen. La discorde entre l'oncle et le neveu avait cependant des causes profondes que les circonstances pouvaient peut-être atténuer mais non supprimer entièrement. Pour le moment la paix semblait régner entre eux, mais des différends devaient bien souvent les séparer dans la suite.

***

La reine et ses ministres remuèrent ciel et terre pour préparer au Kaiser une réception susceptible de satisfaire sa vanité. Le Kaiser avait récemment fait sienne l'ambition de ses amis pangermanistes de transformer l'Allemagne en une grande puissance maritime. L'avenir devait démontrer la signification de cette aspiration. Mais, pour le moment, ni le prince, ni la reine Victoria, ni leur entourage politique n'étaient disposés à prendre au sérieux les prophéties enflammées du Kaiser. Jusqu'ici l'Allemagne s'était contentée d'une flotte minime et l'opinion publique anglaise avait peine à admettre qu'avec le temps et des efforts soutenus la marine allemande pût atteindre de formidables proportions.

Vis-à vis de la reine et du prince, le Kaiser fit ressortir, assez tortueusement, comme un hommage à l'Angleterre le dessein de son pays d'accroître ses forces navales. Il allait même jusqu'à prétendre que ce désir était né de l'admiration qu'il avait éprouvée pour la flotte anglaise, lorsque étant tout enfant, pendant un séjour chez sa grand'mère dans l'Ile de Wight, son oncle le duc d'Edimbourg lui avait fait visiter l'arsenal de Portsmouth. Mais il admettait franchement qu'un des motifs de sa prochaine visite à Cowes était de parfaire sa connaissance de l'équipement naval de l'Angleterre. La reine et ses ministres décidèrent alors de flatter ses désirs et de lui conférer, en vue d'une entente générale, le titre d'amiral honoraire. Il n'y avait pas plus de deux ans que, à l'occasion du jubilé de la reine, le prince avait été promu au rang d'amiral,

mais il ne fit aucune objection à ce projet. Le Kaiser reçut la nouvelle de la décision de la Reine avec une joie délirante et enfantine.

« Quel bonheur de porter le même uniforme que Nelson! Il y a de quoi me faire tourner la tête », écrivait-il à sir Édouard Malet, le 14 juin 1889.

Par reconnaissance le Kaiser conféra à sa grand'mère le titre de colonel honoraire du 1er Dragons de la garde, qu'on désigna désormais sous le nom de « Régiment de la reine d'Angleterre ». Au même moment on décidait d'organiser en l'honneur du souverain attendu une revue navale dans le Solent.

Le prince, mû par sa bienveillance caractéristique, chercha avec la reine et le premier ministre à donner à l'opinion publique allemande toutes les satisfactions possibles. Lord Salisbury pensa que la reine aplanirait bien des difficultés en étendant ses amabilités au chancelier. Le prince consulta à ce sujet le comte de Hatzfeldt, ambassadeur allemand à Londres, avec lequel il était en très bons termes, et l'on décida d'un commun accord d'envoyer au chancelier jusqu'ici tout-puissant une copie d'un portrait de la reine, exécuté par un peintre allemand, Von Angeli.

Le Kaiser arriva à Spithead le 1er août, escorté de douze navires de guerre allemands, dont un, l'*Irène*, était commandé par son frère le prince Henri. Le prince de Galles, dans son uniforme d'amiral et accompagné par le duc de Cambridge et son fils le prince George, vint à la rencontre de son neveu sur le yacht royal l'*Osborne*. Les navires anglais qui devaient prendre part à la revue navale étaient déjà en position. Les yachts anglais et allemands firent route côte à côte avant que le prince n'abordât le *Hohenzollern*. Finalement l'oncle et le neveu débarquèrent à Cowes et se rendirent à Osborne House où la reine et lord Salisbury les attendaient. Pendant les cinq jours que le Kaiser passa en Angleterre, il dîna quatre fois avec sa grand'mère et le prince. La revue navale eut lieu le 5 août. Le prince accompagna le Kaiser et son frère, le prince Henri, à bord du yacht royal, le *Victoria and Albert*, où la reine remit à son petit-fils le titre tant désiré d'amiral.

Quoique en apparence il régnât un accord parfait entre la

famille royale et son hôte, certains symptômes ne laissaient pas que d'inquiéter le prince. Le Kaiser manifesta à l'occasion des Régates de Cowes, qui se déroulèrent durant son séjour, un enthousiasme que le prince jugea franchement importun. Mais il se garda bien de montrer ses sentiments. En sa qualité de *Commodore* du *Royal Yacht Squadron*, il posa la candidature de son neveu comme membre du *Royal Yacht Club* et, le soir du 6 août, il lui offrit un banquet au club même, banquet au cours duquel hôte et invité prononcèrent des discours. Le prince, portant un toast à la santé de son neveu, exprima le désir de voir l'armée et la marine allemandes garantir la paix du monde. Le Kaiser lui répondit « dans des termes empreints de respect et d'affection », vantant en éloges dithyrambiques la flotte anglaise qu'il proclamait la plus grande du monde. Toutefois, lorsque Guillaume II fit en compagnie du prince une inspection minutieuse des navires de guerre anglais assemblés dans le port, le prince eut de la peine à garder son sang-froid devant son invité qui voulait passer pour un expert en fait d'armement naval. Le Kaiser assaillait tous ceux qui l'entouraient de questions incohérentes concernant des détails d'ordre technique et laissait entendre qu'un jour prochain sa propre flotte surpasserait celle de l'Angleterre, tout au moins au point de vue du perfectionnement scientifique. Tant et si bien que, le 7 août, le prince se fit excuser, en prétextant un mal de genou, à une revue organisée à Aldershot en l'honneur du Kaiser.

Cependant le prince, en dépit de ses appréhensions, prit congé du Kaiser sur des démonstrations réciproques d'amitié et de bonne entente. Les deux princes se dirent définitivement adieu à bord du *Hohenzollern*, avant que le bâtiment n'appareillât pour Wilhelmshaven. De retour à Berlin, le Kaiser vanta bien haut la cordialité de l'accueil que la reine et le prince lui avaient réservé et l'impression profonde que lui avait faite la flotte anglaise. Il revenait volontiers sur le plaisir qu'il avait eu d'assister aux régates de Cowes, se promettant de le renouveler bientôt. Mais le prince n'était pas seul à avoir des inquiétudes. Le *Times* se demandait si l'on avait agi avec prudence en stimulant les ambitions du Kaiser, en lui permettant d'étudier aussi librement l'organisation navale

de l'Angleterre. D'ailleurs le ton sur lequel Guillaume II exprima à la reine sa reconnaissance pour lui avoir conféré le titre d'amiral était à peine rassurant :

Tous mes remerciements, écrivit-il de Bayreuth à la reine le 17 août, pour les amabilités dont nous avons été l'objet durant ma visite et pour l'honneur qu'on me fit en me nommant amiral. J'en ai ressenti un tel plaisir que je puis maintenant m'intéresser à votre flotte comme si c'était la mienne et c'est avec l'intérêt le plus profond que je suivrai son développement ultérieur, persuadé que les cuirassés anglais, associés aux miens et à mon armée, sont les plus solides garanties de paix, paix que je demande au Ciel de nous conserver ! Si, cependant, la Providence devait un jour nous obliger à nous battre pour nos foyers et notre vie, puissent la flotte anglaise combattre aux côtés de la flotte allemande, et les grenadiers anglais marcher aux côtés des grenadiers poméraniens.

***

Le Kaiser, avec cette étonnante confiance en soi qui le caractérisait, profita de sa nouvelle dignité pour donner des conseils à la reine, au prince et aux ministres anglais sur toutes les questions touchant la marine de leur pays. Deux mois après cette visite, le Kaiser devait à nouveau troubler la sérénité de ses relations avec son oncle, en critiquant bien haut, pour le soi-disant bénéfice du prince, l'état actuel de la flotte anglaise.

L'incident se produisit au mariage de la troisième sœur du Kaiser, Sophie, avec Constantin, duc de Sparte, héritier présomptif du trône de Grèce. Cette union promettait de consolider les liens familiaux de quatre maisons royales d'Europe. La fiancée était la nièce du prince Édouard et la sœur du Kaiser, tandis que le fiancé était le neveu du prince de Galles et le petit-fils du roi de Danemark, ainsi que l'héritier du trône de Grèce. Le mariage, célébré à Athènes le 22 octobre 1889, réunit les souverains d'Allemagne, de Danemark et de Grèce ainsi que le prince de Galles et sa famille. La cérémonie servit de prétexte à une manifestation navale autant qu'à une réunion de famille. Le prince arriva au Pirée à bord du yacht royal l'*Osborne*, escorté par l'escadre de la Méditerranée, sous le commandement de l'Amiral sir Anthony Hoskins.

L'empereur, l'impératrice, et une suite nombreuse, y compris le comte Herbert de Bismarck, alors ministre des Affaires étrangères, arrivèrent sur le *Hohenzollern*, battant pavillons anglais et allemand. Le Kaiser, dans son uniforme d'amiral anglais, s'empressa de passer en revue l'escorte du prince dans la baie de Phalère et déjeuna à bord du navire de l'amiral anglais, le *Dreadnought*, où il demanda qu'on hissât son propre pavillon d'amiral. Il déclara plus tard que ce jour-là avait été un des plus heureux de sa vie.

Pendant leur séjour à Athènes, le Kaiser profita de l'occasion pour confier au prince ses doutes sur la puissance de la flotte de l'amiral Hoskins, craignant qu'elle ne pût répondre à l'effort qu'on serait peut-être un jour obligé d'exiger d'elle.

Fort heureusement, le prince sut se libérer des apartés de son neveu prodigue en critiques de tout genre. Avec son fils aîné, le prince Albert-Victor, il se rendit à Ismaïlia à bord de l'*Osborne*, où le jeune homme s'embarqua pour les Indes sur le paquebot *Océania*. Le prince saisit l'occasion de revoir l'Égypte, désormais soumise au protectorat anglais. De son côté, le Kaiser en quittant Athènes se rendit à Constantinople, où il fut l'hôte du sultan Abdul-Hamid, avec qui il devait amorcer cette entente entre l'Allemagne et la Turquie si dangereuse pour l'Angleterre.

***

Pour des raisons tant politiques que personnelles, le Kaiser se croyait obligé de proclamer la bonne entente qui régnait alors entre lui et son oncle. L'attitude de la Russie venait d'éveiller ses soupçons. De nombreux signes annonçaient un rapprochement entre ce pays et la France. Et le Kaiser sentait refroidir en lui son prétendu enthousiasme pour le tsar. Le prince de Bismarck, toujours fidèle à son vieux principe de « garder deux fers sur le feu », s'efforçait de maintenir une apparence de cordialité dans ses rapports avec l'Angleterre d'une part et la Russie de l'autre — il songeait, à l'insu de son maître, à renouveler l'accord secret signé en 1887, pour trois ans, entre la Russie et l'Allemagne et qu'il appelait le « traité de Tranquillité ». — Le Kaiser ne partageait pas son avis et

préconisait plutôt une entente réelle avec l'Angleterre, capable de servir de correctif utile en cas de difficultés avec la Russie. En fait l'obstination du Kaiser sur ce point menaçait de provoquer une crise sérieuse dans son entourage politique. Le chancelier supportait mal l'entêtement avec lequel Guillaume II affirmait son autorité. Or les deux hommes différaient d'avis dans la conduite des affaires aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. La situation était donc assez critique, mais c'était jusqu'alors une question d'ordre intérieur allemande. Sans doute la famille royale d'Angleterre avait-elle ses raisons pour considérer le vieil homme d'État avec méfiance; le Kaiser, avec son inconséquence habituelle, voulut que ses parents anglais approuvassent le projet qu'il mûrissait de mettre le chancelier à la retraite.

Au nouvel an, en 1890, Guillaume II adressa, par l'intermédiaire de la reine, une invitation au prince de Galles et à son second fils George, l'aîné étant aux Indes, de venir à la Cour impériale au mois de mars suivant. Il promettait à son oncle une réception aussi brillante que celle qu'il avait offerte l'année précédente à l'empereur d'Autriche, au roi d'Italie et au Shah de Perse. Il se proposait également de décorer son cousin, le prince George, de l'ordre de l'Aigle noir. La reine éleva des objections contre ce programme éblouissant et le prince de son côté montrait peu d'enthousiasme. Sur ces entrefaites, la grand'mère du Kaiser, l'impératrice Augusta, mourut le 7 janvier. Le Kaiser sembla décidé à porter le deuil. Mais lorsque la reine émit l'idée que le prince rendît une visite non officielle à son neveu, à une date plus avancée, simplement pour « lui présenter ses vœux, à l'occasion de ses trente et un ans » (27 janvier), le Kaiser répliqua que la première visite à Berlin depuis le début de son règne de l'héritier présomptif anglais exigeait un faste digne de la circonstance. La reine et le prince durent s'incliner.

Le prince et son fils arrivèrent à Berlin le 21 mars 1890, à titre d'invités officiels. Le Kaiser, sa mère, ses deux sœurs, Victoria et Margaret, ainsi qu'une brillante suite, les attendaient à la gare de Lehrter. Puis une imposante escorte de soldats les accompagna jusqu'au château. Le programme des fêtes s'annonçait grandiose. Le Kaiser était transporté

d'aise et traita le prince avec tous les honneurs dûs à un souverain régnant. A un banquet offert en l'honneur du prince, le Kaiser, vêtu de son uniforme d'amiral anglais, porta un toast à la santé du prince et de son fils; il exprima une fois de plus l'orgueil qu'il ressentait de faire partie de la flotte britannique et discourut sur la fraternité historique des armes anglaises et prussiennes, qui avait été scellée sur le champ de bataille de Waterloo. A son tour, le prince se félicita de porter l'uniforme des hussards prussiens. Il y eut une réunion solennelle du chapitre de l'ordre de l'Aigle noir, au cours de laquelle le prince George reçut en grande pompe, des mains de l'Empereur, et en présence de son père, les insignes de sa nouvelle dignité.

En plus d'un point la réception revêtit l'allure d'une démonstration militaire. Le 24 octobre, toute la garnison de Berlin participa, en l'honneur des princes anglais, à une petite manœuvre, où le Kaiser en personne prit le commandement de l'armée assiégeante. Le 25 du même mois, le Kaiser fit visiter au prince l'École de tir de Spandau, où il put examiner un nouveau fusil et assister à des essais d'emploi de poudre sans fumée.

La série des réceptions s'acheva par un concert donné au château; mais le prince resta à Berlin trois jours encore qu'il consacra à sa sœur, et à quelques visites d'ordre privé dans des milieux politiques ou mondains.

Durant le séjour du prince à Berlin eut lieu un congrès international du travail, organisé par le kaiser, contre l'avis du prince de Bismarck. Ce Congrès avait pour but d'étudier les moyens d'améliorer la situation des classes ouvrières dans tous les pays d'Europe. L'impératrice Frédéric, qui s'intéressait vivement à ce genre de questions, pria son frère d'assister à un dîner offert aux délégués. Le prince se montra particulièrement affable envers les délégués anglais, Sir John Gorst et Thomas Burt, l'ouvrier mineur élu Membre du Parlement.

Au moment même où le prince cessa d'être un hôte souverain, des événements particulièrement intéressants agitèrent les cercles politiques de la capitale prussienne et retinrent son attention. Le but poursuivi par le Kaiser, en recevant son oncle, avait été souligné par la présence parmi les dignitaires de sa Cour du général von Schweinitz, ambassadeur allemand

à Saint-Pétersbourg. Celui-ci devait en manière d'avertissement discret, dès son retour en Russie, décrire au Tzar la réception triomphante du prince et donner au chancelier russe, M. de Giers, l'impression que l'Allemagne et l'Angleterre s'entendaient à merveille. Le prince, mettant sa liberté à profit, fit une longue visite au comte Paul Schouvaloff, ambassadeur de Russie à Berlin, qui l'éclaira utilement sur la politique tortueuse de son neveu.

Mais un coup de théâtre allait se produire et piquer au vif la curiosité du prince de Galles.

Deux jours avant l'arrivée de ses hôtes à Berlin, le Kaiser avait, selon l'expression maritime, « débarqué son pilote ». Le 19 mars il avait enjoint au prince de Bismarck de prendre sa retraite. Non que l'homme d'État remercié, malgré ses soixante-quinze ans, eût montré des signes de sénilité dans la conduite du gouvernement, mais les obstacles qu'il mettait à l'indépendance du nouveau souverain irritaient profondément celui-ci. Dès que la démission forcée du chancelier fut officielle, le Kaiser télégraphia à sa grand'mère que le prince de Bismarck était obligé de se retirer pour des raisons de santé; mais, dans une lettre écrite huit jours plus tard, il révélait ingénument les véritables motifs de sa décision : « C'est au prince de Bismarck que je dois mon éducation politique, il est temps maintenant que je montre ce dont je suis capable. »

Le prince de Galles, mis au courant de ces événements par son neveu, qui lui communiqua le texte de la lettre qu'il avait envoyée à la reine Victoria, ne savait qu'en penser. Poussé par la curiosité et dégagé de la tutelle du Kaiser, il rendit visite à l'ex-chancelier (26 mars). Il le trouva bouillonnant de colère, protestant avec véhémence contre son humiliation et déblatérant contre le Kaiser, critiquant son caractère et ses capacités.

« Le Chancelier est terriblement blessé et peiné d'avoir été contraint à démissionner, mais il me semble en parfaite santé », — écrivit à son tour le prince Édouard à sa mère. Le chancelier se montra sensible à la démarche du prince, qu'il interpréta comme une marque de sympathie, et le comte Herbert, ministre des Affaires étrangères, invita Son Altesse

à dîner. En dépit des différends récents, le prince accepta l'invitation; il apprit de la bouche même de son hôte la détermination que le Kaiser avait pris de régner seul. Et il comprit que, dorénavant, rien ne contrecarrerait plus l'obstination et les impulsions de son neveu. Non sans raison, il aurait pu conclure avec Sir William Harcourt : « Que pensez-vous de la chute du grand manitou allemand? Ce n'est pas gai de penser que l'Europe est désormais à la merci d'une tête chaude qui me paraît aussi être celle d'un imbécile. »

***

Le prince, dans une lettre adressée à sa mère (31 mars), disait : « Notre visite (alors terminée) s'est de tous les points de vue parfaitement passée, et William a fait certainement de son mieux pour la rendre agréable et intéressante : il m'a traité en véritable souverain et considéré comme votre représentant. » De son côté, Sir Édouard Malet constatait à la même date (29 mars) : « Tout a marché à merveille... il n'y eut aucun contre-temps. L'empereur et notre prince parurent tout à fait heureux et satisfaits. » Lorsqu'à son retour à Londres, le Prince de Galles dîna avec le premier ministre, Lord Salisbury, le 11 avril, il se déclara « très favorablement impressionné par le désir que le Kaiser avait manifesté de rester en bons termes avec l'Angleterre ». Transmettant à la reine cette remarque du prince, Lord Salisbury ajouta prudemment : « Tant que ces heureuses dispositions dureront, tant mieux..., mais dureront-elles? »

Cependant Lord Salisbury, jugeant le moment opportun pour profiter des bonnes dispositions du Kaiser, décida de tenter une démarche décisive pour arriver à un accord anglo-allemand; aussitôt après le départ du prince de Berlin, le premier ministre proposa de conclure un échange territorial entre les deux pays, échange qui lui semblait avantageux pour les deux parties contractantes. Il suggérait, reprenant une proposition allemande antérieure, de céder Héligoland, dans la Mer du Nord, en échange de protectorats dans l'Afrique occidentale que l'Allemagne revendiquait sur Zanzibar, Witu et le Somaliland. L'Amirauté anglaise approuva la cession

de Héligoland, alléguant qu'à moins de dépenser d'énormes sommes d'argent pour fortifier cette île, afin qu'elle pût assurer sa propre défense, elle ne serait d'aucun secours en cas de guerre avec l'Allemagne. L'acquisition de Zanzibar et de la région avoisinante paraissait avantageuse à l'Angleterre, non seulement au point de vue matériel, mais encore pour des raisons d'ordre sentimental, car cette possession lui permettait d'accroître son influence pour l'abolition de l'esclavage dans l'Afrique orientale. Le Kaiser accueillit la proposition avec enthousiasme.

Aux yeux du nouveau Chancelier allemand, le comte von Caprivi, et de son nouveau ministre des Affaires étrangères (remplaçant le comte Herbert de Bismarck), le maréchal von Bieberstein, connu pour son chauvinisme, la possibilité d'acquérir Héligoland parut une chance inespérée. Le prédécesseur de Lord Salisbury, Lord Granville, avait toujours soutenu la nécessité de garder cette possession. Aussi le revirement de Lord Salisbury était-il inattendu. Les pangermanistes convoitaient l'Ile d'Héligoland afin de la transformer en une place forte, susceptible de protéger contre une attaque le canal de Kiel, depuis longtemps en projet. Le comte de Hatzfeld, ambassadeur allemand à Londres et principal négociateur allemand, ne fit aucune allusion au point de vue des pangermanistes dans les discussions qu'il eut avec Lord Salisbury, et rien ne vint évidemment éveiller l'attention du premier ministre à ce sujet.

La reine hésitait à conclure cet accord et le prince, tout en approuvant l'esprit de conciliation de Lord Salisbury, partageait l'avis de sa mère. « Les considérations que vous me faites valoir, écrivait-elle au premier ministre après qu'il lui eut exposé la proposition en détail, le 23 mai 1890, me paraissent sérieuses et l'alliance avec l'Allemagne précieuse, mais le fait que vous songiez à échanger une de mes possessions me cause de l'inquiétude, et je ne donnerai mon consentement que sur votre assurance formelle que l'accord en question ne constituera pas un précédent. » Quelques jours plus tard elle ajoutait : « Renoncer à ce qu'on a est toujours une mauvaise chose. » Sir Charles Dilke, un des plus anciens amis du prince, fut presque le seul parmi les hommes d'État anglais à pro-

tester contre la conclusion du marché. La convention anglo-allemande n'en fut pas moins dûment signée à Berlin le 1er juillet 1890 par l'Ambassadeur anglais, Sir Edward Malet, et le Chancelier allemand von Caprivi.

Cet accord semblait établir une base solide, une entente entre l'Allemagne et l'Angleterre. Et, en suprême garantie de ses loyales intentions, le 4 août, le jour même où la reine avait donné son assentiment au bill de la « Convention anglo-allemande », le Kaiser arrivait à Cowes.

Le yacht royal *Victoria and Albert*, ayant le prince à bord, vint à la rencontre dans le Solent du *Hohenzollern* qui amenait le Kaiser. Le prince accompagna son neveu, qui avait revêtu son uniforme d'amiral anglais, jusqu'à Osborne où la reine les attendait. En dépit des appréhensions qu'avait laissées dans leur esprit la cession de Héligoland, la reine et le prince témoignèrent une affabilité marquée à leur hôte. Guillaume II était naturellement d'excellente humeur et bien que sa visite en Angleterre fût, proclamait-on, d'ordre purement privé et non politique, Lord Salisbury fut convoqué à Osborne pour s'entretenir avec lui. Le Kaiser exhorta vivement le premier ministre à s'intéresser désormais sans parti pris à la Triple Alliance.

Le prince passa en compagnie de son neveu la majeure partie de son séjour, lequel dura cinq jours. Le 5 août au soir, le Kaiser, comme dans une précédente occasion, fut invité au banquet annuel du *Royal Yacht Squadron*, présidé par le prince. Oncle et neveu burent à leur mutuelle santé, s'engageant en termes solennels à maintenir entre eux paix et amitié. Le lendemain matin, le prince accompagna le Kaiser à Eastney, près de Porstmouth, où ils assistèrent à des manœuvres. Le 7, à la requête du Kaiser, ils firent ensemble l'inspection de l'Arsenal de Portsmouth — le 8, après avoir dîné avec le prince sur l'*Osborne*, le Kaiser prit congé de son oncle. Il se rendit à bord du *Hohenzollern* jusqu'à Héligoland.

Là, il proclama publiquement son autorité souveraine sur l'île nouvellement acquise.

Sans coup férir, sans une larme, prononça-t-il dans un discours grandiloquent, cette belle île est passée en ma possession. Nous l'avons acquise par un traité librement conclu avec une Nation qui

nous est unie par les liens du sang. Je bois à la santé de l'illustre Reine à qui nous sommes redevables de cet échange.

***

Les espoirs fondés par les politiciens anglais sur l'accord d'Héligoland ne devaient pas se réaliser. La négociation amicale ne porta pas ses fruits. Le Kaiser continua à importuner l'Angleterre pour qu'elle se joignît à la Triple-Alliance, où l'Allemagne était maîtresse. Mais ses insistances déplacées, ainsi que celles de ses ministres, ressemblaient à des menaces et l'Angleterre resta insensible. Et tandis que les ambitions coloniales de l'Allemagne augmentaient de jour en jour et que sa flotte se développait, l'attitude du Kaiser vis-à-vis de son oncle devenait de plus en plus arrogante et provocante. Les grandiloquentes assurances de bonne volonté ne pouvaient abuser ni la famille royale ni le peuple anglais. On peut dire que, de 1894 jusqu'à la fin du siècle, les relations personnelles des deux princes, comme celles des gouvernements de leurs pays, évoluèrent dans une atmosphère orageuse.

Chaque année, de 1891 à 1895, le Kaiser vint de sa propre initiative rendre visite à ses parents anglais, dans le but de proclamer, bien souvent avec une véhémence inopportune, son ambition d'amener l'Angleterre à se ranger aux côtés de son pays. A chacun de ses voyages, la tension de ses rapports avec son oncle alla en s'accentuant, à tel point qu'une rupture semblait inévitable entre le Prince et Guillaume II.

En 1891, la reine Victoria et son gouvernement crurent diplomatique d'inviter l'Empereur et l'Impératrice à faire en Angleterre leur première visite officielle depuis leur avènement. Guillaume II accepta avec empressement. Durant la première partie de leur séjour (du 4 au 8 juillet), les souverains allemands furent les hôtes de la Reine à Windsor et, du 8 au 13, à Buckingham Palace. Le Prince prit part à toutes les réceptions données en l'honneur de son neveu et de la Kaiserin. A un banquet officiel organisé le 7 juillet à Saint-George's Hall, à Windsor, ce fut lui qui au nom de la Reine porta un toast à la santé du couple impérial. Il était encore aux côtés du Kaiser lorsque celui-ci fut reçu au Guildhall le 10 juillet

et que la municipalité de Londres lui accorda le *droit de cité*. Guillaume II en profita pour réitérer ses habituelles protestations : « Autant qu'il sera en mon pouvoir, je travaillerai à maintenir l'amitié historique qui unit nos deux nations, mon but suprême étant de sauvegarder la paix. »

Dans la suite du Kaiser se trouvait le ministre des Affaires étrangères, le maréchal von Bieberstein, notoire pangermaniste, qui eut plusieurs entretiens avec Lord Salisbury, alors Premier Ministre. Celui-ci ne manifesta aucun désir de resserrer les liens entre les deux pays, et n'encouragea en aucune façon le projet d'alliance anglo-allemande du Kaiser. Toutefois le souverain allemand ne perdait pas espoir d'arriver à ses fins, car dans sa vanité il n'admettait point la possibilité d'un échec. Le Prince prit congé de son neveu à la gare de King's Cross, en termes empreints de la plus grande cordialité et le Kaiser se rendit à Leith, d'où il partit pour une croisière en Norvège.

Mais le mois suivant un incident vint stimuler les ambitions du Kaiser. En août, le prince Henri de Prusse accompagné de la princesse sa femme, et de leur fils, le prince Waldemar, étaient à Osborne les hôtes de la reine. L'atmosphère de la réunion fut assombrie par la nouvelle que la flotte française, commandée par l'amiral Gervais, était attendue à Portsmouth sur l'invitation du Gouvernement anglais, au moment où le frère du Kaiser et sa famille jouissaient de l'hospitalité de la reine. Cette dernière regretta, vu les circonstances, d'avoir à assumer la tâche, imposée par son gouvernement, de recevoir à Osborne les officiers français et de passer en revue la flotte française au large de Spithead. Le prince qui se trouvait à Hombourg à ce moment-là était très embarrassé. Cependant, il vint au secours de sa mère en mettant à la disposition de ses neveux son yacht *Aline* à bord duquel ils pourraient entreprendre un tour dans la Manche, pendant que la reine recevrait ses visiteurs français. Il était pour ainsi dire impossible qu'en Allemagne on acceptât avec indifférence l'initiative de Lord Salisbury. La flotte française venait de Russie où elle avait été reçue par le tsar à Cronstadt. L'Europe étonnée vit dans cet incident la confirmation du vague bruit d'une alliance secrète conclue entre

la France et la Russie. Lord Salisbury n'avait nullement l'intention de se joindre aux nouveaux alliés, mais le fait qu'il recevait la flotte française nouvellement arrivée des eaux russes, indiquait, en tout cas, qu'il envisageait les complications étrangères d'un œil indifférent. Le prince n'était pas d'avis de pratiquer une politique d'isolement, mais admettait en ce moment critique la difficulté de choisir ses alliés. Le Kaiser, toujours confiant en soi, comprit la nécessité de faire pression sur l'Angleterre, afin de réaliser son rêve d'une quadruple alliance.

***

Tout d'abord il eut soin de dénier toute apparence de raison politique aux quatre séjours que de 1892 à 1895 il fit à Cowes. Il venait, assurait-il, présenter ses respects à sa grand'mère à Osborne, et se reposer en compagnie de son oncle aux Régates de Cowes. Le programme de la semaine qu'il passait là variait d'ailleurs fort peu d'année en année. Il arrivait au début d'août, à bord du *Hohenzollern*, avec une petite escorte de navires de guerre et de cuirassés habituellement commandée par son frère, le prince Henri. Pendant son séjour il établissait son quartier général à bord de son yacht, ce qui donnait à certains de ses sujets l'occasion de dire que sa famille anglaise ne manifestait pas grand enthousiasme à l'accueillir dans son sein. Cependant, à chacun de ses passages à Cowes, la reine Victoria le recevait toujours deux fois à Osborne, une fois en famille et une autre officiellement. Son oncle montrait beaucoup d'empressement à l'inviter à bord de son yacht l'*Osborne*. A partir de 1893, l'oncle et le neveu effectuèrent ensemble de nombreuses croisières sur le cotre du Prince, le *Britannia*. Chaque année, Son Altesse présidait invariablement un banquet organisé en l'honneur du Kaiser, au *Royal Yacht Squadron Club*, où en termes conventionnels les deux convives se portaient des toasts réciproques.

Cependant ces visites « désintéressées » de Guillaume II en Angleterre ne laissaient pas que de présenter des symptômes

de plus en plus inquiétants. Le Kaiser, sous le prétexte de se reposer, saisissait la moindre occasion de poursuivre ses desseins politiques. Durant son séjour dans les eaux anglaises, il faisait venir le comte von Hatzfeld, son ambassadeur à Londres, et s'efforçait d'organiser des conférences politiques avec le ministre anglais des Affaires étrangères. Tant et si bien que Cowes, pendant ses séjours, devenait le centre d'un véritable réseau d'intrigues. Par ailleurs, le gouvernement anglais découvrait chaque année de nouveaux motifs de se méfier d'un tel hôte. La politique coloniale de l'Allemagne dans les Iles Samoa et diverses contrées africaines, ainsi que son attitude contradictoire à propos des questions d'Extrême et Proche-Orient depuis 1893 n'étaient pas sans mettre sérieusement à l'épreuve la patience anglaise [1]. Guillaume II, de son côté, estimait qu'on ne le traitait pas avec assez de respect et considérait que les hommes d'État anglais lui faisaient un véritable affront en n'approuvant pas les nombreuses combinaisons politiques, coloniales ou autres qu'il exposait au cours de ses conversations de vacances. Lord Salisbury, dont l'indifférence l'irritait tout particulièrement, fut en 1892 remplacé aux Affaires étrangères par un ami personnel du prince de Galles, Lord Roseberry. Le nouveau ministre donna au Kaiser encore moins de satisfaction que son prédécesseur, en refusant catégoriquement de faire droit à la plupart des requêtes allemandes. Guillaume II, qui dans son orgueilleuse présomption était prêt au moindre symptôme à croire que le

1. En 1895, le Kaiser ridiculisa la « sentimentale » sympathie que l'Angleterre témoigna aux Arméniens persécutés par son ami le sultan de Turquie et protesta contre la façon dont elle encourageait les ambitions du Japon. Durant son séjour à Cowes en 1894, il manifesta une irritation croissante vis-à-vis de l'Angleterre, parce qu'à ce moment-là un changement allait se produire dans la direction des Affaires étrangères. Après avoir quitté le Solent, Guillaume II télégraphia le 28 octobre à sa grand'mère que le chancelier von Caprivi venait de démissionner et serait remplacé par le prince de Hohenlohe. Cet aimable septuagénaire, « l'oncle Chlodwig Hohenlohe » comme on l'appelait, était un ami de jeunesse de sa grand'mère et un parent par alliance de la demi-sœur de la Reine. Il se montra absolument nul dans ses fonctions. Sa nomination coïncida avec la décision du Kaiser de remettre l'entière direction de la politique étrangère allemande entre les mains du ministre des Affaires étrangères, le Marschall von Bieberstein, connu pour son tempérament agressif, et le Geheimrath Fritz von Holstein, le mystérieux Directeur de la section politique des Affaires étrangères.

succès allait couronner ses efforts, avait peine à admettre le peu de considération que le prince et les ministres anglais accordaient à ses offres politiques [1]. Mais avant la fin de 1894 il ne lui restait plus beaucoup d'illusions. Les Gouvernements anglais et allemand différaient totalement d'opinion sur toute question politique en suspens, soit en Europe, soit ailleurs. Aux yeux du Kaiser, le prince était personnellement responsable de ces nombreux malentendus.

Il avait récemment multiplié ses efforts pour se concilier la sympathie de la Russie et donné en 1894 des preuves évidentes de son amitié au tsar Nicolas II. Passé maître dans l'art de la coquetterie, il flattait la Russie dans l'espoir de blesser le gouvernement anglais et son oncle, et reprochait même à celui-ci de lui couper l'herbe sous le pied. Il alla jusqu'à l'accuser de fomenter à Saint-Pétersbourg un complot insidieux contre lui et son pays.

Le dernier séjour du Kaiser à Cowes en août 1895 ne ressembla guère à des vacances. Lord Salisbury était revenu aux Affaires étrangères en juillet. Le Kaiser le convoqua à bord de son yacht dans le Solent (8 août 1895) et l'accabla d'insultes, lui reprochant de repousser les avances de l'Allemagne [2]. Le Prince de Galles protesta contre l'insolence de

1. Constamment aveuglé par sa vanité, le Kaiser avait tendance à déformer les faits. Un jour, à Cowes, en août 1893, la Reine transmit à son petit-fils un télégramme confidentiel de Lord Roseberry, dans lequel le ministre donnait à entendre qu'une grave crise pourrait surgir entre l'Angleterre et la France, en raison des revendications de cette nation au Siam. Le Kaiser considéra cette marque de confiance de la Reine comme une invite à se joindre à la Grande-Bretagne dans une guerre contre la France.

2. L'entrevue abonda en incidents fâcheux. Lord Salisbury, premier ministre et ministre des Affaires étrangères, venait de prendre possession de son poste. Il avait accepté, sur l'invitation du Kaiser, de se rendre à bord du *Hohenzollern*, afin de discuter les termes d'une protestation contre les massacres des Arméniens en Turquie (le Kaiser avait déjà rejeté avec mépris la suggestion de Lord Salisbury d'une action commune dirigée contre la Porte par les Grandes Puissances, les six « Impuissances », comme il les avait appelées dans une impertinente lettre à sa grand'mère). Lord Salisbury malheureusement arriva au rendez-vous avec une heure de retard. Guillaume II le reçut froidement et l'entretien s'en ressentit. Il railla le projet prêté à Lord Salisbury de démembrer l'Empire ottoman. Après sa visite, le Premier anglais fit remarquer à un ami que le Kaiser oubliait évidemment qu'en sa qualité de premier ministre de l'Angleterre, il ne pouvait prendre d'abord à cœur les intérêts de l'empereur d'Allemagne. Mais d'après le Kaiser, il aurait offert à

son neveu qui cherchait à intimider le Premier Ministre. Mais le Kaiser n'était pas d'humeur à réfréner ses rancunes politiques ou personnelles. La reine Victoria essaya d'excuser le caractère irascible de son petit-fils, en le traitant charitablement de « jeune homme impétueux et orgueilleux » (22 janvier 1895). On excusera la grand'mère qui oubliait que le Kaiser allait à cette époque entrer dans sa trente-huitième année!

Mais Guillaume II réservait pour sa visite à Cowes de 1895 le pire des affronts qu'il eût jusqu'ici infligé au Prince, en ajoutant à son escorte navale les deux nouveaux cuirassés : le *Wörth* et le *Weissemburg*. Ces navires de guerre portaient le nom de villes d'Alsace où en 1870 l'armée prussienne avait remporté d'éclatantes victoires sur les Français. Il se trouvait aussi que le vingt-cinquième anniversaire de ces faits d'armes tombait les 4 et 6 août. Le Kaiser arriva dans le Solent le 5 août; le lendemain 6, anniversaire de la bataille de Wörth, il prononça, à bord du cuirassé portant ce nom, une harangue belliqueuse qui ne pouvait manquer de blesser les susceptibilités françaises. Le prince protesta, alléguant que le discours agressif de son neveu était un outrage à l'égard de ses hôtes. De son côté la presse conservatrice anglaise accusa l'orateur d'avoir enfreint les lois de l'hospitalité. La presse allemande répondit en termes virulents et un duel acharné s'engagea entre les journaux des deux pays. Quelque cinq mois plus tard le Kaiser se plaignit dans une lettre à la reine Victoria (le 8 janvier 1896), disant :

> Notre presse n'a pas encore oublié les articles publiés par le *Standard* lors de mon séjour à Cowes, articles non seulement malveillants pour moi, mais encore beaucoup plus blessants pour l'amour-propre allemand, que leurs auteurs ne l'imaginèrent.

Le Kaiser ne se reconnaissait aucun tort et affectait de se poser en victime de la malveillance anglaise. En arrivant à Berlin, en août 1895, il jura d'abandonner l'Angleterre

Lord Salisbury de reprendre l'entretien le lendemain matin. Le Premier anglais, ayant mal compris, ne vint pas au rendez-vous. Et c'est à peine si les excuses qu'il fit présenter au souverain par le comte von Hatzfeld purent calmer sa colère (Voir Eckardstein, *Ten years at the Court of St. James's*, p. 57-60).

et déclara que sept années d'efforts constants en vue d'une entente politique entre les deux nations venaient d'être anéantis par « l'égoïsme et la mauvaise foi » de l'Angleterre.

Ce ne furent pas seulement les dissensions politiques qui achevèrent d'envenimer en 1895 la vieille querelle pendante entre l'oncle et le neveu. Des années durant, le Kaiser s'ingénia à lasser la patience du prince de Galles même sur des questions d'ordre privé. Les succès remportés par le prince dans les épreuves sportives du Solent excitèrent Guillaume II à rivaliser avec son oncle aux Régates annuelles de Cowes. Lorsque, en 1893, le prince mit en ligne son nouveau yacht le *Britannia*, de son côté le Kaiser s'empressa d'engager dans la course son yacht, le *Météor I* et, le 13 août, le Kaiser eut la satisfaction de battre son oncle dans la Coupe de la Reine. Chaque propriétaire était à bord de son embarcation. Le Kaiser manifesta encore son zèle en offrant un challenge qui devait se courir annuellement. En principe on ne reprochait pas au Kaiser de s'être engagé contre son oncle dans cette course de yacht, mais le Kaiser, jaloux et tyrannique, se permettait en toute occasion des insinuations désagréables qui ne pouvaient manquer d'irriter le prince.

Un épisode des régates de 1893 montrera comment à chaque instant l'arrogance du Kaiser était susceptible de susciter des difficultés au prince. Le 2 août, Son Altesse Royale accepta un match, étant à bord de son yacht, le *Britannia*, avec le duc d'York, contre la *Satanita*, appartenant à M. A. D. Clarke. La course consistait en un circuit autour de l'île de Wight avec départ et retour à Cowes. Le Kaiser décida de suivre la course à bord de son yacht le *Météor I*. Par suite de circonstances fortuites, le départ ne fut donné qu'à 8 heures du soir. Or ce soir-là la reine avait organisé en l'honneur du Kaiser un dîner officiel à Osborne, auquel le prince et son fils devaient également assister. Le prince comprit dès le début de la course qu'il lui serait impossible d'être à Osborne à temps pour le dîner et, voulant épargner à sa mère un contretemps possible, il envoya un message au Kaiser, le priant d'abandonner le match, et de prendre le train à l'endroit le plus proche afin de se trouver à Osborne en temps voulu. On avait donné l'ordre à la chaloupe canonnière du Kaiser d'escorter les yachts

en cas de besoin. Mais l'empereur refusa péremptoirement de se soumettre à cette proposition. En définitive, l'oncle et le neveu arrivèrent à Osborne lorsque le dîner offert par la reine était terminé [1].

A sa dernière visite à Cowes, en août 1895, l'esprit de rivalité du Kaiser se manifesta avec plus de force encore que précédemment. Il voulait ravir à son oncle la direction des Régates et son titre de « Commodore du Royal Yacht Squadron ». N'y ayant pas réussi, il essaya de compromettre le succès des épreuves sportives. A nouveau, il engagea son yacht *Météor I* contre son oncle pour lui disputer la coupe de la reine, puis, mécontent du handicap, il refusa de partir, laissant son concurrent courir seul (6 août).

En presque toutes les circonstances, Guillaume II ne laissait que trop voir en quel dédain il tenait le prince de Galles. Bien qu'on respectât le cérémonial d'usage à bord de l'*Osborne* et du *Hohenzollern*, le Kaiser, en s'adressant à son oncle ou en parlant de lui, ne ménageait pas les expressions désobligeantes. Il lui lança un jour en pleine figure le reproche de n'avoir jamais fait de service militaire actif et, dans une conversation privée avec quelques-uns de ses familiers, il le traita de « vieux paon », propos qui parvint aux oreilles de Son Altesse.

Le prince se plaignit au baron von Eckardstein, secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres, avec qui il était en bons termes, disant : « Jusqu'ici les Régates étaient pour moi une récréation agréable, mais depuis que le Kaiser prétend s'imposer, elles sont devenues une source de vexations de toute espèce. »

Heureusement, le Kaiser ne reparut plus aux Régates, et le prince y retrouva la paix — paix relative, d'ailleurs, car de loin Guillaume II contribua encore à l'animation des courses, en faisant engager ses couleurs dans les principales épreuves. Sa rage de vouloir lutter avec son oncle dans le Solent n'était pas apaisée. Avant de faire ses adieux à Cowes

1. Voir *Ten years at the Court of St. James's*, par Eckardstein, p. 45-46; le *Times*, 3 août 1893. Une personne présente au dîner en question m'a assuré que la version donnée de l'incident par Eckardstein, version reproduite avec amplification par M. Lytton Strachey dans son ouvrage *The Queen Victoria*, ne mérite aucun crédit. (*Note de l'auteur.*)

en août 1895, il chargea l'architecte qui avait dessiné le yacht de son oncle, le *Britannia*, de lui soumettre le plan d'un yacht de course semblable dans l'ensemble, mais plus rapide. C'est ainsi qu'on vit, en l'absence du Kaiser à la saison de Solent, en 1896, le nouveau yacht *Metéor II*, lequel prouva bientôt par ses exploits que le *Britannia* était détrôné. Le prince accepta la défaite en silence, mais en 1897 le *Britannia* ne s'aligna plus dans aucune course.

SYDNEY LEE

(Traduction A. TOUGARD DE BOISMILON.)

(*A suivre.*)

PARMI LES HOMMES

I

Il s'appelait Erik Brandt. Mais ce vieux nom scandinave ne lui convenait véritablement pas, car il ressemblait surtout à sa mère, une Italienne. Il tenait cependant de son père, qui était Danois, sa haute taille, sa sveltesse, et des yeux bleu d'acier qui contrastaient curieusement avec une peau brune et des cheveux noirs.

Au moral comme au physique, il était « un mélange ». La sentimentalité et l'égoïsme, la raison froide et une tendance à la rêverie mystique s'amalgamaient en lui avec une joie intense de vivre et un profond dégoût pour les bassesses humaines.

Il aimait tellement la vie qu'il en était amoureux. Comme un amant regarde passionnément la femme dont il est épris, il observait avec une curiosité attendrie toutes les manifestations de la Nature. Et tout lui appartenait : le flamboiement éblouissant d'un coucher de soleil était un cadeau dont les Dieux le comblaient personnellement; un insecte aux ailes d'opale, brillant sur une feuille, était comme une caresse que la Nature lui accordait par un don spécial.

Son intime et secrète relation avec la Nature remontait à son enfance passée sous les tropiques. Elle était restée dans sa mémoire comme une longue suite de merveilleux contes de fée, transformés pour son plaisir en réalités.

Son père, un riche planteur, était comme un roi dans sa petite île des Antilles, roi blanc de sujets couleur d'ébène. Le grand-père d'Erik, le vieux Christophe Brandt, avait con-

quis ce trône par la force de sa volonté. Il avait débuté petit capitaine au long cours; puis, des spéculations habiles sur le café firent un jour de lui le maître incontesté de l'île, ancienne propriété de la vieille famille française des Marsillac.

La richesse de l'île en sucre, en café, en bois précieux, avait créé la dynastie des Marsillac qui, autour de leur château, avaient édifié une vraie petite ville avec mairie, église, cimetière, et promulgué leurs propres lois. L'île était comme un État libre, dédaignant tout ce qui était au delà de sa ceinture de corail.

Mais les derniers des Marsillac dissipèrent leur fortune dans l'Europe pernicieuse et laissèrent le petit royaume insulaire aux griffes d'intendants et d'autres bêtes de proie : ce fut la ruine.

Harry Brandt, le père d'Erik, seul héritier du vieux Christophe, avait des aptitudes naturelles à l'autorité et à l'économie. Sous sa domination, les nègres rendaient largement la somme de travail qu'on pouvait normalement escompter par kilo de chair humaine. Pourtant, il employait rarement les rigueurs du fouet; au contraire, il pratiquait le système des récompenses. Des perles de couleur et des morceaux d'étoffe bigarrés étaient, pour les esclaves, d'habiles encouragements, peu dispendieux et pratiques, qui stimulaient leur avidité et leur reconnaissance.

Des années d'abondance survinrent; l'argent afflua; et, lors d'une escale de son bateau à l'une des grandes îles voisines, un amiral italien laissa sa fille Béatrice entre les mains solides d'Harry Brandt.

Béatrice n'imaginait pas qu'une jeune fille pût souhaiter autre chose que ce qu'avait décidé son père. Son éducation, dans un couvent de Sienne, ne lui avait pas appris qu'une telle possibilité pût exister.

Ils vécurent heureux.

D'ailleurs le bonheur n'est, souvent, qu'une question de bonne volonté, et les jeunes mariés étaient pour ainsi dire forcés d'être heureux, sinon la vie eût été intolérable, dans cette île perdue...

Ils furent presque trop heureux. Béatrice ne contredisait jamais son mari. Aussi l'occasion manquait-elle à Harry

de frapper sur la table en criant qu'il était le maître. Il y eut par suite en lui des besoins de domination inassouvis : et les nègres furent punis plus souvent qu'autrefois.

A part cela, rien que du bien-être et du calme... Aucun malheur à surmonter, aucune tentation à combattre. Cet immobile bonheur en vint à ressembler à une grande indifférence. Mais ils ne s'en aperçurent point...

Aussi loin que remontaient les souvenirs d'Erik, il avait vu son père et sa mère se sourire très poliment. Bien élevé, il souriait avec eux.

Baïna, la vieille Hindoue, chargée du soin de l'enfant, avait accueilli cet honneur comme un devoir sacré. Avant de s'approcher du berceau d'Erik, elle baisait le plancher et faisait le signe de Siva. Elle lui apprit sa langue mélodieuse et elle lui chantait ses chansons gutturales que les Dieux aimaient. Le petit maître blanc avait le droit de tout connaître : il était lui-même un petit Dieu, l'envoyé de quelque être surnaturel... cela se lisait dans ses yeux bleu pâle, des yeux comme on n'en avait jamais vu dans l'île.

Baïna lui donna toute sa connaissance des choses. Elle lui enseignait la vie des oiseaux; elle lui montrait les traces des bêtes; elle imitait leurs appels, lui expliquait leurs combats et leurs colères. Elle lui révéla toute la vie secrète de la Nature, la signification des bruits étranges des nuits tropicales...

Erik, fasciné, écoutait, fixant le visage fanatique de la vieille femme, pour qui la Nature était la divinité. Elle baissait la voix, par déférence, en parlant de l'âme des fleurs, de l'éclat ardent de leurs pétales, de la substance magique des plantes, qui guérissaient ou donnaient de la sagesse.

— Tu possèdes tout cela, petit maître. Tout a été créé pour toi, — disait-elle, et elle baisait les pieds de l'enfant.

Cette adoration était leur secret. Erik comprenait, si petit qu'il fût, que personne ne devait savoir comment Baïna lui parlait, et il buvait ses paroles comme il aurait aspiré le suc de beaux fruits défendus.

Il lui rendait son adoration, puisque c'était Baïna qui lui donnait tout. Par le mystère enchanté de ses paroles, les beaux oiseaux multicolores, les arbres qui se tordaient comme

des serpents, toutes les fleurs qui faisaient comme une mer de couleurs merveilleuses et sauvages, tout cela était à lui. Les paroles de la vieille Hindoue exaltaient si fortement l'imagination de l'enfant que son regard en devenait lointain.

Mais sa mère n'y prêtait aucune attention. Elle lui chantait ses petites sérénades italiennes et l'embrassait légèrement sur le front. Les yeux bleu pâle d'Erik lui étaient trop étrangers. Rien en elle ne vibrait en face de leur étincelante limpidité.

Quand Erik se glissait le long d'une branche penchée au-dessus du grand bassin du parc, il voyait scintiller, à travers le cristal verdâtre de l'eau, la multitude grouillante des poissons. Il y en avait de toutes les formes et de toutes les couleurs : des gueules énormes, des yeux comme des lanternes, des queues en voile ondulées, des ventres tout ronds en argent, des dos en or vert! Et tout cela sautait, tourbillonnait, luttait et se frôlait aux mille bras recroquevillés d'algues fantastiques.

Les yeux d'Erik brillaient fiévreusement. Tout cela était à lui! Il en éprouvait une joie si intense qu'il mordait l'épaisse branche jusqu'à ce que la sève amère lui brûlât la langue.

Au crépuscule, il s'échappait de la maison pour écouter les bruits et aspirer les parfums de la forêt voisine. Chut!... un serpent sifflait dans l'ombre; plus loin, bourdonnaient de grandes mouches luisantes; puis d'invraisemblables et gigantesques scarabées verts poussaient leurs petits cris perçants...

Erik retenait son souffle...! N'avait-il pas entendu le pas souple et félin d'un tigre? Grand Dieu!... Non, il s'était trompé.

Une brise, faite de mille senteurs, le grisait et lui donnait envie de se coucher sur ces fleurs qui étaient à lui et qui, s'il les abandonnait, devaient gaspiller inutilement, dans la nuit, leurs délicieux parfums.

Mais Baïna était à sa poursuite. Elle savait toujours où le trouver. Son instinct la guidait tout droit vers son petit Dieu.

— Venez, petit maître, des dangers vous guettent!

Des dangers! Erik ne voulait jamais y croire.

— Il y a des serpents qui haïssent les vies précieuses, —

chuchotait Baïna, — au fond des ténèbres il y a des puissances qui menacent...

Et elle l'emportait dans ses bras. Quand il était couché, elle caressait, doucement, le corps de l'enfant pour lui communiquer le calme et la force de résistance de sa race. Erik éprouvait un doux bien-être qui le forçait à fermer les yeux et à cesser de penser.

De très loin, du salon aux glaces..., de ce monde qu'il ne possédait pas... montaient quelques strophes des sérénades que chantait sa mère. Il s'endormait.

Une nuit, Baïna le réveilla, l'enveloppa dans une couverture et l'emporta silencieusement dans ses bras. Il voulut la questionner, mais il lut sur son visage crispé d'angoisse que quelque chose de secret et de dangereux allait se passer. Baïna courut dans la nuit, tremblant comme dans la fièvre. Si elle était prise, la punition serait terrible.

Erik souriait dans ses bras; près d'elle, il était à l'abri de tout danger. Il écoutait les bruits de la forêt et il respirait avidement le parfum des fleurs sauvages.

Ils arrivèrent au village nègre. Aux lueurs vacillantes des torches, un groupe d'hommes était assis par terre, en cercle, murmurant un chant de prière monotone.

Une femme agonisait. C'était la femme de Niouma, le chef, celle qui avait un si bon sourire pour tous. Pendant le jour, Niouma travaillait dans la plantation de café, comme tous les autres nègres, mais la nuit, délivré du joug des blancs, il redevenait un chef.

Nashda, sa femme, était la joie de ses yeux, et chaque jour il lui faisait des cadeaux de perles de verre et de fruits savoureux. Mais le surveillant, un diable blanc, dont tous avaient peur, avait remarqué la peau soyeuse de Nashda. La veille, il lui avait pincé le bras d'une manière significative, et Nashda n'avait ni grogné avec fureur ni tourné le blanc de ses yeux. En rentrant, le soir, Niouma, subitement pris d'une irrésistible rage, l'avait presque assommée avec une racine d'arbre. Il arrivait au village traînant sur ses épaules le corps inanimé de sa bien-aimée, hurlant de désespoir.

Tous les hommes se pressaient autour de Niouma et tous accompagnaient de leurs gémissements les lamentations

de leur chef. La nouvelle de l'horrible malheur s'était répandue dans l'île avec la rapidité du vent. Aussi Baïna avait-elle décidé de sauver la bonne Nashda, bien qu'elle fût d'une race étrangère à la sienne. Seul, son petit Dieu blanc pouvait accomplir ce miracle.

Elle s'agenouilla près de la natte où Nashda gisait sans vie, inclina Erik au-dessus d'elle, et dit :

— Pose ta main blanche sur son front, petit maître, et appelle Nashda trois fois, tandis que tu regarderas l'étoile brillante au-dessus de nos têtes.

Erik, qui vivait dans un monde secret, ne s'étonnait de rien quand Baïna parlait. Une grande fierté fit battre son cœur et empourpra ses joues : il était donc devenu lui-même un des dieux de Baïna!

Avec une énergie qui n'était pas de son âge, il concentra toute sa volonté dans sa petite main en touchant le front de Nashda. Et il appela : « Nashda, Nashda, Nashda », pendant qu'il regardait l'étoile brillante au-dessus de leurs têtes.

Soudain un frémissement courut par le corps de Nashda... La vie était revenue!

Niouma se prosterna à terre, hurlant de joie, et tous firent comme lui.

Baïna, tressaillant d'émotion, pressa Erik contre son sein et disparut dans la nuit. Ils purent rentrer sans être aperçus.

Éveillé dans son lit, le sang lui martelant les tempes, Erik pensait : « J'ai donc en moi des forces étranges! Je peux faire des choses merveilleuses! Baïna le sait! »

***

Assise dans la chambre d'Erik, Baïna le guettait.

— J'ai attendu toute la journée, — dit-elle en le regardant tristement de ses yeux fidèles. — Le petit maître n'est plus à moi. Il devient un homme.

— J'ai chassé un chat sauvage, — dit-il, et il s'approcha d'elle.

Il posa sa tête sur l'épaule de l'Hindoue : c'était le plus grand bonheur de celle-ci de recevoir d'Erik cette caresse.

— J'ai une chose grave à te dire, Baïna! J'ai vu des lézards

noirs de ceux qui ne sortent de leurs trous qu'avant un tremblement de terre. Tu m'en as montré un autrefois, t'en souviens-tu?

— Combien en as-tu vu?

— Beaucoup.

Baïna pâlit sous sa peau jaune. Elle fit le signe de l'angoisse :

— Siva... Siva... — murmura-t-elle.

— N'as-tu rien senti? — demanda Erik.

Baïna ne répondit pas. Elle resta longtemps, les coudes aux genoux et les mains sur le front.

— La terre est tranquille, — dit-elle, — mais il y a des mouvements soudains.

— Alors, cela n'arrivera pas tout de suite?

— Personne ne le sait.

Erik croyait fermement aux dons de voyante de Baïna. Cent fois il lui avait dit : « Apprends-moi cela! »

Mais elle lui faisait toujours la même réponse :

— Vous ne pouvez pas savoir, ni voir, vous autres. Pas encore. Dans des milliers d'années... Vous êtes trop jeunes et vous êtes tarés.

— Qu'est-ce que c'est d'être taré, Baïna?

— C'est de méconnaître le sort auquel les Dieux vous ont destiné. C'est de haïr, et d'envier, c'est de toujours désirer au lieu de remercier. Vous avez tué mes ancêtres et volé nos trésors, vous autres. Petit maître, garde-toi de la tare! Admire la beauté de ce monde et sois content.

Baïna restait penchée sur elle-même.

— Que vois-tu? — interrogea Erik, de nouveau anxieux.

Alors, elle le regarda avec des yeux pleins de larmes. Elle lui saisit la main et la baisa.

— Ce qui est décidé arrive. Mais ceux qui sont bons ne seront jamais séparés!

« Séparés! » Erik tressaillit. Voyait-elle donc que l'un d'eux devait mourir?

— Comme tu es étrange, Baïna! Personne n'est comme toi. D'où viens-tu? Dans l'île, il n'y a que toi de ta race. Pourquoi es-tu venue?

— Pour te rencontrer, puisque c'est arrivé. J'étais destinée à ouvrir ta pensée.

— Ma pensée?... à quoi?

— A la divinité de la Nature. Elle te donnera de la bonté et de la force; elle sera ta richesse et t'aidera à n'envier personne. Ainsi tu répandras de la lumière, et un jour, tu seras utile aux autres.

Au dîner, comme d'habitude, les deux parents, avant de s'asseoir, effleurèrent d'un baiser le front de leur fils. Et, comme d'habitude, le père dit :

— J'espère, Béatrice, que tu as passé une bonne journée; — et il souriait distraitement, tandis que ses yeux cherchaient à lire à distance ce qui était écrit au crayon sur le menu en porcelaine.

Et la mère répondit comme d'habitude :

— J'ai chanté un peu. Mais comme j'avais une terrible migraine, j'ai dû me reposer sur le divan, — et ses yeux cherchaient sur le visage de son mari un indice de compassion.

N'en ayant découvert aucun, elle prit en soupirant son face-à-main incrusté pour lire tout haut le menu.

L'un et l'autre avaient chaque jour quelque critique à faire :

— Encore du filet de bœuf! — s'exclama le père. — Ce cuisinier manque de variété!

— Oui. C'est la quatrième fois dans ce mois qu'il nous sert de la crème de vanille, — objecta la mère.

Tous deux prirent des mines contrariées. Après quoi, les deux domestiques nègres, gantés de coton blanc, apportèrent le potage. On mangea en silence.

Après le dîner, Erik se dirigea vers la vérandah. L'île s'étendait devant lui dans sa beauté câline. Pas un nuage. Là-bas, l'Océan se pailletait d'or et d'argent sous le ciel rouge du couchant.

Il regarda ses parents. Son père, assis dans un fauteuil, fumait béatement un gros cigare, tandis que sa mère, allongée sur un divan, polissait les diamants de ses bagues avec son mouchoir de dentelle.

Erik eut subitement l'impression qu'à cette minute, il *voyait* ses parents pour la première fois, et il éprouva une pitié infinie pour ces deux pauvres êtres aux visages mornes, sans pensée. Comme ils étaient mesquins dans la haute salle

de marbre blanc, sous les grands lustres de cristal! Et ils n'avaient pas l'idée de jeter un coup d'œil sur le merveilleux ciel d'or et de pourpre qui déployait ses splendeurs devant eux.

Erik pensa à Baïna et un flot de reconnaissance lui gonfla le cœur... Baïna qui avait ouvert sa pensée! Baïna dont les yeux rayonnaient de joie devant la beauté d'une fleur!

« Vous êtes plus jeunes que nous... des milliers d'années!... la tare!... désirer au lieu de remercier... envier!... »

Soudain, il pâlit. A l'horizon, un nuage noir s'élevait rapide, au-dessus de l'Océan. Un cyclone?... Mais les lézards avaient annoncé un tremblement de terre...

— Papa, — s'écria-t-il, inquiet.

— Quoi?

Erik se tut. A quoi bon effrayer ses parents!

Qu'y a-t-il?

La voix de son père était impatiente.

— J'ai peur que... que... nous ayons un tremblement de terre.

Béatrice se dressa d'un bond.

— Qui vous a prévenu, monsieur le prophète? — nargua son père, dissimulant mal son inquiétude.

— Baïna m'a appris des signes... que j'ai vus, — balbutia Erik, — et voyez donc ce nuage là-bas, père!

Harry Brandt s'avança vers la fenêtre.

— En effet, — dit-il, et il devint grave.

Le nuage qui grandissait avec une rapidité inquiétante prenait une forme cônique, bizarre. On eût dit un amas de laine épaisse, noire, enchevêtrée. L'Océan, d'une teinte gris brun, demeurait immobile comme un sombre miroir.

Au-dessus du nuage, le ciel avait brusquement changé de couleur. L'or et la pourpre s'étaient évanouis, et un voile grisâtre enveloppa le couchant.

« Diable, pensait le père, s'il arrivait un cataclysme...! » Heureusement, les trois chargements qui venaient de quitter le port étaient bien assurés...

Béatrice, entra dans sa chambre, prit du bromure et se mit à égrener son chapelet, la tête cachée dans la couverture du lit.

Le soir tomba. Il ne se passa rien. Le grand nuage noir

était descendu s'élargissant et, comme un couvercle, il semblait enfermer l'atmosphère.

Tous les bruits de la forêt tropicale s'étaient tus. Ce calme angoissant, inhabituel, faisait frémir les nerfs et personne ne put dormir. La chaleur était accablante.

Erik, dans son lit, attendait, les yeux grands ouverts. Il savait que « cela » allait venir, car Baïna l'avait « senti ». Elle était assise à son chevet, tenant la main d'Erik dans la sienne. Elle souriait de bonheur dans l'obscurité.

... Cela commença par un grondement souterrain. Puis, l'écorce terrestre fut violemment secouée et se brisa en vagues qui descendaient, le long de la montagne, vers la mer. Le cratère de l'île vomit des pierres et des cendres; la lave vint ensuite. Aux explosions souterraines, l'atmosphère répondit par un effroyable tourbillon qui balayait tout ce qu'il rencontrait.

Et pour que cette catastrophe fût la plus épouvantable que l'on eût vue de mémoire d'homme, la mer se souleva en une vague gigantesque, qu'elle projeta sur l'île. Tout fut emporté par le raz-de-marée : arbres, maisons, bétail, êtres humains. Un village nègre disparut complètement. Le port fut comblé, les navires et les barques furent projetés contre la falaise et fracassés.

Sur les flancs de la montagne, les secousses terrestres faisaient leur œuvre de destruction. Des maisons en pierre il ne restait que des amas de décombres.

Baïna ne lâchait pas la main d'Erik. A chaque secousse elle se penchait au-dessus de son lit pour le couvrir de son corps.

On les retrouva tous deux inanimés, ensevelis sous les poutres du plafond effondré.

Le lendemain, le soleil se leva dans un azur splendide, sans nuages, éclairant de sa lumière indifférente le désastre de la nuit.

Harry Brandt errait parmi les ruines, comme un somnambule. C'était la première fois qu'un malheur le frappait. Mais il ne tarda pas à retrouver son énergie, dirigeant les secours, donnant des ordres. Avant que la semaine fût écoulée les premiers travaux de reconstruction étaient déjà en train.

Béatrice avait reçu un choc nerveux dont elle ne pouvait

pas se remettre; elle ne se levait de son lit que pour prier. La pensée d'avoir été si près de la mort la bouleversait. De combien de péchés n'avait-elle pas encore à rendre compte! Les robes, par exemple, qu'elle faisait venir de Paris, quand tant d'autres étaient malheureux!

Une poutre avait frappé Erik à la tête, et l'ébranlement cérébral le laissa longtemps inconscient.

Baïna fut la première personne qu'il appela quand enfin il rouvrit les yeux. Il vit une infirmière étrangère à son chevet; alors, il ne posa pas de question. Il savait...

— Baïna, — murmura-t-il.

— Mon pauvre enfant, elle est morte de ses blessures, — dit la mère; — j'ai prié pour son âme.

— Elle n'est pas morte, — répliqua-t-il vivement. — Ceux qui s'aiment ne sont jamais séparés...

— Il a encore le délire, — chuchota Béatrice à l'infirmière.

Et elle quitta furtivement la chambre pour aller prier.

II

Erik avait seize ans quand il eut sa première aventure d'amour avec Stella, la fille du directeur de la sucrerie.

Un sang chaud coulait sous la peau mate de Stella; seule, dans l'île, elle avait une chevelure rousse, dorée, comme on en voit dans les tableaux du Titien. Malgré ses quinze ans, elle regardait déjà les hommes avec l'aplomb d'une femme. Mais ses dents étaient laides, gâtées par l'abus du sucre; aussi, quand elle riait, cachait-elle vite sa bouche avec sa petite main d'un geste charmant, et comme empreint de timidité.

Stella faisait ses études avec les jeunes gens de l'île. Harry Brandt avait fait venir d'Europe deux professeurs pour compléter l'éducation de son fils; un seul ne suffisait pas, car Erik était travailleur et avide de s'instruire. Harry Brandt autorisa les fils des hauts employés de l'île à participer aux études d'Erik; il admit même leurs filles. C'était très scandinave et très « avancé », de mettre les filles sur le même rang que les garçons.

Erik fut vite dégoûté des allures obséquieuses de ses cama-

rades. Il avait honte pour eux. Sous leur courtoisie il sentait leur envie et leur haine, et il lui en coûtait de s'y habituer. Mais à la longue celá l'amusa de deviner leurs calculs. Lui, le fils du grand propriétaire, pouvait si souvent leur rendre service en leur prêtant de petites sommes d'argent, son tennis, un poney...

Ces jeunes garçons formaient une petite société dont Erik était le chef, et les maladies communes aux sociétés sévissaient déjà parmi eux : l'ambition, la cupidité, l'envie. Chacun cherchait à être le favori du prince, et chacun aurait avec joie piétiné l'usurpateur Erik au lieu de lui faire des courbettes.

Baïna!... « Vous êtes des tarés!... Vous avez tué mes ancêtres et volé nos trésors... »

Erik haussait les épaules. Tant pis! Quelle importance avait cette comédie enfantine quand, le soir, il contemplait la descente majestueuse du soleil dans un brasier d'or et de pourpre, ou quand le parfum grisant des nuits tropicales ramenait à sa mémoire et à ses lèvres les chants sacrés de la vieille Hindoue...

Stella était le seul être qui le déconcertât. Pourquoi, pendant les leçons, rencontrait-il toujours son regard attaché sur lui..., ses yeux qui, sous des paupières demi-fermées semblaient se perdre dans un rêve?

Sa peau était très fine! Aucune des fillettes avec qui il avait parfois joué enfant n'avait une peau semblable. Oh, l'effleurer! Caresser doucement cette nuque blonde...

Il s'adonna ardemment à ses études pour ne pas penser à elle. Mais les lettres dansaient sous son regard, et il ne voyait que les yeux rêveurs de Stella le fixant sous leurs paupières mi-closes.

Il devint sentimental, écrivit des vers. La peau de Stella était « blanche comme les plumes d'une colombe » et ses cheveux ressemblaient « au soleil jouant sur la crête des vagues ». Puis il essaya de se mépriser, car elle était impardonnablement inintelligente. La veille, elle avait répondu si bêtement au professeur!

— Qu'est-ce que la volonté? — demandait le maître.

— C'est de... faire des projets, — avait-elle répliqué.

Réponse absurde! Donc elle était sotte.

Ou bien avait-elle répondu ainsi parce qu'elle ne pensait qu'à lui? Aussitôt après avoir parlé, elle avait de nouveau attaché sur lui son regard rêveur. Un jour enfin, Erik fut convaincu que c'était l'explication véritable de l'énigme et la joie l'étrangla. Il se mit à chanter, courut à l'écurie pour embrasser la tête de son petit poney, puis se lança au galop à travers le bois. Il revint juste à temps pour la leçon, rouge et essoufflé.

— Pardon, — dit-il en adressant un sourire à Stella.

Elle devint pourpre. Qu'est-ce que cela signifiait? Lui qui ne la regardait jamais! Le tenait-elle enfin?

Erik vit la rougeur de Stella, ses mains devinrent moites d'émotion. Elle répondait donc à son amour! O Dieu, que la vie était belle! Qu'une poitrine d'homme était petite pour contenir l'immense bonheur qui la gonflait!

Comme d'habitude elle le regardait sous ses paupières mi-closes, et pour la première fois il lui rendit longuement son regard. Alors elle dut fermer les yeux pour dissimuler leur éclair de triomphe.

Mais les yeux d'Erik devinrent tendres et suppliants, ils se livraient complètement.

« Il est à moi, il est à moi », pensait-elle, « et dans deux ans il sera majeur. »

Les grandes caisses qui arrivaient de Paris avec des robes pour la mère d'Erik étaient connues de toute l'île. Des dentelles, des fourrures, des souliers argentés dansaient devant les yeux de Stella...

La leçon finie, ils partirent ensemble.

Tout ce qu'il avait décidé de lui dire s'envola de son cerveau, tant son émotion était grande. Ce fut elle qui dut rompre le silence.

— Que me voulez-vous, Erik?

— Je ne sais pas. Seulement être ici près de vous.

Il lui prit la main.

— Tenez-vous à moi, Stella? — demanda-t-il doucement.

— Oui, — dit-elle tout bas, et, de nouveau, elle rougit, car il lui parut subitement que c'était vrai. Il était le plus joli de tous ces garçons. Ses yeux luisaient comme de l'acier sous ses cheveux noirs...

Il promena timidement sa main sur la nuque de la jeune fille; alors, ils se tournèrent silencieusement l'un vers l'autre, et d'un mouvement instinctif, irrésistible, leurs lèvres se cherchèrent. Leurs corps frissonnaient de jeunesse et de désir, et Erik murmurait dans son ivresse :

— Je t'aime...

— Je t'aime aussi, — répondit Stella en souriant. — C'est toi que je préfère...

Ah, ce sourire! Il déchira le cœur d'Erik. Comment pouvait-elle sourire dans un moment pareil? Une femme sentait-elle avec moins de force qu'un homme la grandeur de l'amour?

Son incroyable bonheur de l'instant précédent devint une douleur cuisante. Et cela seulement parce qu'elle avait souri! Il se reprocha aussitôt sa stupidité.

Mais le parfum de sa joie s'était évanoui. Déjà le doute le rongeait. Était-elle une simple coquette qui avait fait un calcul? Il se rappelait la mine de chatte féline avec laquelle elle accueillait les galanteries de tous les autres garçons.

— Je ne te crois pas, — s'écria-t-il brusquement.

Stella, interloquée, n'avait pas prévu ces sortes de caprices chez un homme. Avait-elle été maladroite en disant qu'elle le « préférait »? Mon Dieu, si son espoir allait s'écrouler! Elle fut si accablée que les larmes lui vinrent aux yeux.

— Que t'ai-je fait? — demanda-t-elle humblement. Mais elle ajouta aussitôt, les narines tremblantes de colère : — Ah, comme les hommes sont vils! Dès que vous avez obtenu ce que vous voulez, vous nous méprisez. Maintenant que je t'ai avoué mon amour...

Erik fut désespéré. Il était un misérable. Stella avait des larmes dans les yeux! De vraies larmes! Il lui avait donc fait injustement de la peine! Ah, son abominable méfiance!...

Il saisit la main de Stella et la baisa.

— Pardonne-moi. Je te crois. Je t'aime. Aie confiance en moi...

Mais Stella resta silencieuse. Il serait difficile à tenir, songeait-elle. Il n'était pas comme les autres, on ne savait jamais au juste ce qu'il pensait...

Il vint une période où, pour Erik, un bonheur infini et un désespoir violent alternèrent plusieurs fois par jour.

Il ne supportait plus que Stella jetât des coups d'œil à ses camarades. Mais elle ne pouvait résister à son envie de le tourmenter, bien qu'elle comprît qu'il n'était pas sans danger de le rendre jaloux. C'était trop amusant de voir ses yeux étinceler de colère et de se dire qu'elle était capable d'allumer de telles flammes.

Du reste, elle savait très bien l'apprivoiser après ses accès de fureur. Elle avait découvert que si elle l'embrassait sur la nuque et lui caressait en même temps les joues de ses bras nus, il ne pouvait plus lui résister; il lui prenait les mains et les baisait éperdument, puis il posait sa tête sur l'épaule de Stella en murmurant : « Tu es la seule que j'aime. »

Stella était trop femme pour garder son triomphe secret. Elle se jouait de la jalousie qui consumait tous les autres garçons et elle l'entretenait savamment par des regards provocants et de petites promenades ignorées d'Erik. La haine des camarades pour Erik, pour l'Élu, s'exaspéra. Ils cessèrent même de lui emprunter de l'argent.

Un jour, Stella et Erik arrivèrent en retard à la leçon. Stella s'était échappée de la maison avant l'heure pour faire une promenade à cheval avec lui. Elle avait son plan! Elle *voulait* être en retard; et avec ses espièglerie, ses fantaisies d'amazone et ses câlineries, elle réussit, en effet, à faire perdre la notion du temps à son compagnon.

Lorsqu'elle fit son entrée en même temps qu'Erik, une vague d'indignation parcourut toute la petite classe; des mains se serrèrent convulsivement.

Stella souriant, comme si rien ne s'était passé, jeta des petits bonjours à droite et à gauche.

Mais Erik était pâle de colère contre lui-même : c'était mpardonnable de sa part d'avoir ainsi exposé Stella aux médisances. Il lisait sur tous les visages ce qu'on pensait de l'équipée. Ah, comment protéger son aimée? C'était désespérant de n'avoir que seize ans.

Quelques jours plus tard, son père l'appelait à son bureau. Erik en fut très surpris : c'était la première fois que la chose arrivait.

Il était au reste en excellents termes avec son père, qui, depuis quelque temps, le traitait comme un homme.

Un jour, il lui avait dit : « Tes professeurs m'apprennent que tu es travailleur et intelligent. J'en suis très satisfait. Aussi te laisserai-je désormais faire ce qui te plaira. A partir d'aujourd'hui tu pourras toucher à la caisse les sommes que tu voudras. Nous autres Danois, nous sommes pour la liberté individuelle. »

Erik, à la fois fier et ému, avait sauté au cou de son père pour le remercier, et tous deux, peu habitués à de tels élans d'émotion, s'étaient regardés un peu gênés.

« Que pouvait-il donc avoir à lui dire aujourd'hui? » se demanda Erik.

— On raconte de jolies histoires sur toi et sur la fille du directeur de la sucrerie, — dit Harry Brandt sur un ton gaîment scandalisé.

Erik devint pâle de colère à l'idée qu'il allait être forcé de parler de son bonheur intime.

— Est-il vrai que tu es fiancé à Stella?

— Non.

— Alors, que signifient tes excursions avec elle et vos rendez-vous?

Erik ne répondit pas.

— Ne crains pas de l'avouer, mon enfant, — dit le père avec un sourire. — A seize ans, nous avons tous été romanesques. Libre à toi de donner des rendez-vous à toutes les jeunes filles; veille seulement à ce que les parents m'épargnent leurs plaintes.

— Les parents?...

— Oui. Le père de Stella vient de me demander comment tu entendais « réhabiliter » sa fille, compromise par toi au cours d'une promenade à cheval. Il y avait dans ses paroles des menaces dissimulées de faire du scandale. La jeune fille assure que vous êtes fiancés. Bien entendu, je l'ai mis doucement à la porte.

— Fiancés! Elle ne peut pas avoir dit cela, — balbutia Erik. — Il n'en a jamais été question entre nous.

— Évidemment. A ton âge! — Le père haussa les épaules. — J'ai bien vu qu'il s'agissait d'un chantage peu ingénieux.

Mais tiens-toi sur tes gardes! N'oublie pas que tu es une magnifique proie pour les petites demoiselles.

En quittant le bureau, Erik aurait voulu mourir. L'angoisse l'étouffait. Comment savoir la vérité? Son amour, son bonheur, sa vie étaient en jeu. Stella avait-elle employé ce mensonge seulement pour se défendre contre son père? Comment savoir la vérité?

Il fallait aller droit au but.

— Sais-tu que ton père a demandé au mien d'autoriser ce qu'il appelle nos fiançailles? — demanda-t-il à Stella après la leçon.

Il était très calme en apparence, mais son cœur battait, et ses mains tremblaient.

— Non, — répondit-elle, en s'efforçant d'avoir l'air très étonnée.

Il vit qu'elle mentait. Ah, comme elle mentait mal! C'était piteux.

— Alors, que penses-tu de cette nouvelle? — s'écria-t-il d'une voix presque gaie. Il décida d'aller au fond de la chose : il voulait la forcer à se trahir.

Par une intuition rapide, elle comprit qu'il avait deviné son mensonge. Que faire? Toute sa destinée dépendait de son adresse en cet instant.

— Erik, — dit-elle en lui prenant la main, — je n'ai pas voulu t'inquiéter, je n'ai pas voulu te raconter la vérité...

— Quelle vérité?

— Il y a quelques jours, mon père a reçu une lettre anonyme qui lui dévoilait nos rendez-vous. Il voulait me tuer. Alors, j'ai dit que nous étions fiancés...

Erik soupira profondément. Si elle disait vrai! Mais comment le savoir?

— Alors, pourquoi m'as-tu dit d'abord que tu ignorais sa visite chez mon père?

— Il ne m'a pas dit qu'il allait le voir.

Erik la regarda. De nouveau, elle avait les larmes aux yeux. Étaient-elles sincères? Les femmes avaient-elles le don de disposer des larmes à leur gré?

— Si c'est vrai, j'ai été injuste envers toi, dit-il, — et en ce cas, je te promets de me considérer comme lié à toi, jus-

qu'à... jusqu'à ce que je puisse t'épouser. Je ferai la même promesse à ton père, pour qu'il nous laisse tranquille. Je vais le lui dire tout de suite. Viens! — Il voulut l'entraîner.

— Mon Dieu, que faire? Comment l'empêcher d'interroger son père?

Elle lui prit le bras.

— J'ai peur, Erik... ne va pas à la maison... Mon père est si violent.

— Peu m'importe.

Stella éprouva comme un vertige. Fini, son rêve! Pourquoi avoir été si sottement impatiente? Si Erik allait découvrir que l'histoire de la lettre anonyme était un mensonge et que c'était elle qui avait tout révélé à son père pour l'inciter à exiger les fiançailles, alors, bien entendu, la partie était perdue. Le désespoir la rendit subitement très pieuse et elle pria : « Aidez-moi, aidez-moi, ô mon Seigneur! Inspirez-moi... que dois-je lui dire? »

— Erik, — balbutia-t-elle en sanglotant, — j'ai menti.

— Je le savais, — dit-il d'un ton bref et froid.

— Mon père s'est douté de mon amour pour toi et il m'a menacée de m'envoyer dans une pension en Europe... alors... pour ne pas être séparée de toi, j'ai dit que nous étions fiancés.

Erik ne répondit pas. Une douleur atroce torturait son cœur. Était-il possible qu'une femme pût faire du mal à ce point? Il avait envie de crier, de la battre, de se tuer! Mais il se maîtrisa, car il lui restait encore à savoir si elle avait conçu, dès le premier jour, le projet de le faire tomber dans les filets du mariage. Subitement, il se mit à rire... Mais oui! Comment donc! Véritablement, il avait été trop bête...

— Stella, — dit-il, toujours en riant, — te rappelles-tu qu'un jour le professeur t'a demandé : « Qu'est-ce que la volonté? » et tu as répondu : « C'est de faire des projets? » Ta réponse m'a paru horriblement sotte... mais je comprends maintenant combien elle était fine. Avoue que c'était à moi que tu pensais!

Stella, se méprenant sur son sourire et contente d'être jugée fine, avoua avec orgueil :

— Bien entendu, c'est à toi que je pensais.

Aussitôt, il la saisit par les épaules et la secoua brutalement.

— Enfin, je réussis à te faire avouer, menteuse, comédienne!

Terrifiée, Stella comprit que tout était fini; elle cria, furieuse :

— Oui, je *voulais* t'avoir! Mais je te hais! Je te hais! Dieu que je te hais! — et elle fit mine de lui égratigner le visage.

Mais il la tenait serrée comme dans un étau.

Elle criait et frappait des pieds.

— As-tu compris? — hurlait-elle, — je te hais, je te hais, sache-le, imbécile, et j'ai bien ri chaque fois que je me suis promenée dans la forêt avec un autre.

De nouveau, il la secoua violemment et la jeta à terre. Stella, souple comme une chatte, tomba sans se faire de mal. Elle continua ses cris, pendant qu'il courait à la maison en pleurant.

Tout le jour, il resta effondré sur son lit. Le lendemain, il se réveilla étonné. Que s'était-il donc passé? Pourquoi n'était-il pas déshabillé? Stella...! Ah, maintenant, il se rappelait tout. Et il se préparait à sentir de nouveau au cœur l'affreuse torture de la veille... mais aucune souffrance ne vint.

Il fut stupéfait de se sentir au contraire allégé et joyeux, lui qui, la veille, croyait qu'il allait mourir de désespoir. Une sensation de délivrance parcourut tout son être. Aujourd'hui, il n'allait donc plus trembler de colère en voyant Stella lancer en cachette un regard provocant à un de ses camarades! Tout cela était fini, bien fini!

Il n'en revenait pas. C'était ça, le chagrin d'amour, la grande déception, les illusions brisées? Rien que cela? Si Stella avait su lui mentir plus habilement, il aurait été enchaîné jusqu'à la fin de ses jours...

— Dieu merci. Je suis libre, libre! — s'écria-t-il avec bonheur et il adressa à Stella une pensée reconnaissante pour la leçon qu'elle venait de lui donner. Au fait, à peine âgé de dix-sept ans, il connaissait toute la comédie de l'amour. Ah, il savait ce que c'était que de mettre à nu son âme et son cœur, d'anéantir son moi dans un frémissement d'adoration et de désir... pour servir de jouet à une intrigante. Il était bien armé pour la vie! De nouveau, il fredonnait sa chansonnette...

Mais l'amour n'existait donc véritablement pas, puisque l'illusion pouvait s'évanouir subitement comme une bulle

de savon qui éclate, sans laisser de trace? Ou bien, la destinée lui avait-elle, en cela aussi, accordé des dons spéciaux? Savoir se libérer rapidement de ses déceptions, ne pas traîner leur fardeau à travers la vie, quel don magnifique!

Peu de temps après, il alla trouver son père.

— Je voudrais partir pour l'Europe, — lui dit-il.

— Tiens, tiens, — fit son père. « C'est évidemment pour échapper à cette petite », pensa-t-il, et il approuva l'énergie de son fils. — Ce sera vide sans toi ici... Tu manqueras à ta mère!

— Oh... maman!... nous ne nous voyons guère qu'aux repas, et elle ne me parle que de nos péchés.

— Je serai seul maintenant à supporter cela, — pensait Harry Brandt, et il poussa un soupir de résignation. — Pars, mon garçon, tout pour les jeunes, — dit-il. — Où veux-tu aller?

— A Londres, pour y suivre les cours de l'Université.

— Et quelle carrière penses-tu choisir?

— Je suivrai probablement des études de géologie et de chimie. Le droit est d'une logique trop morte pour mes goûts. Quant à la philosophie, j'aime mieux la vivre que l'apprendre.

Harry Brandt sourit. Erik parlait de temps à autre comme un vieil homme expérimenté.

— Soit. Nous allons donc nous séparer, mon petit Erik. Mais tu nous reviendras bientôt, j'en suis sûr. Toi, qui es habitué à l'air pur de notre île... Ah! l'Europe! Quand j'évoque mes souvenirs d'Europe, je ne vois que des cheminées d'usine et des individus qui luttent pour voler les places des autres et faire des dupes.

— Ce n'est pas encourageant, — fit Erik gaîment.

« Baïna...! vous êtes des tarés... »

***

Il y avait du brouillard et de la pluie, le jour où il arriva à Londres. Un gros poids alourdissait sa poitrine. Quel spectacle! Des maisons grises, un ciel gris, des pierres grises, des

visages gris, de la boue grise sur les pavés! Il comprit que les maladies de foie régnaient ici, que dans cette ville on devenait aigri et neurasthénique. Quelle consolation pouvait-on trouver à tous les petits ennuis de la vie quotidienne dans cette atmosphère de gris sur gris? Si là-bas, dans l'île, on sortait de mauvaise humeur, si l'on heurtait du pied un caillou aux couleurs charmantes, ou si l'on frôlait une haie piquante de fleurs sauvages, on se réconciliait tout de suite avec l'univers. Mais ici! la misère humaine apparaissait dans sa brutale nudité : des mendiants grelottants dans des guenilles sales, des chiens affamés et boueux, de vieux chevaux épuisés, aux genoux tordus, la tête basse. O cruelle tristesse, plate, sinistre!

Les gens, ruisselants d'eau, se hâtaient, le long des murs. Les automobiles lancées à toute vitesse éclaboussaient les piétons; les autobus, archi-combles, passaient dans un grand tumulte et des trains traversaient les ponts avec de sourds grincements de ferrailles.

On eût dit qu'un garde-chiourme gigantesque et invisible fouaillait toute la ville : vite, vite, en avant! Vers quel but?

Ils ignorent, pensait Erik, que rien ne presse, qu'il y a le temps pour tout. Pour savoir cela, il faut avoir vécu dans la Nature, là où toutes choses se renouvellent d'elles-mêmes et reviennent au temps voulu.

Selon ses projets, Erik opta pour la chimie et les sciences naturelles et ses études lui inspirèrent un nouvel amour de la Nature. La disposition des atomes, leur consistance, leur possibilité de dissociation, leurs aptitudes à se reformer et leur persistance indéfinie lui apparurent comme une série de combinaisons kaléidoscopiques géniales qui semblaient être des accidents, avant qu'une étude approfondie lui révélât la manifestation d'une pensée unique dont la puissance dépassait l'entendement. Mais quelle misère d'observer les choses sans connaître leurs causes, de deviner l'existence d'une force créatrice illimitée sans que la raison pût la concevoir...!

L'intelligence d'Erik attira sur lui l'attention de ses professeurs. Lui-même s'étonnait de la rapidité avec laquelle

il absorbait tout ce qu'on lui enseignait. Les travaux de l'Université ne furent pour lui qu'un jeu, et il eut le loisir de se livrer à des travaux personnels tandis que les autres étudiants se penchaient encore sur les premiers chapitres de leurs cours. C'est ainsi qu'il écrivit des études d'histoire naturelle en s'inspirant de ses souvenirs d'enfance et de sa connaissance de la végétation tropicale.

L'un de ses maîtres lui dit un jour : « Vous ne serez pas un savant. Vous ferez de la littérature. »

Erik sourit, car il avait déjà son premier livre dans la tête.

Les visages moroses qu'il voyait dans les rues, dans le métro et les autobus lui avaient donné l'idée de raconter à ces citadins que, là-bas, à quelques milliers de lieues, le ciel était d'azur, l'air velouté, la mer de lapis étincelant, les fleurs d'un coloris magnifique. Et tous ces trésors étaient généreusements offerts aux humains sans qu'ils eussent à payer même le petit droit d'entrée du Jardin Zoologique! Pourquoi donc ces gens préféraient-ils s'entasser dans des voitures cahotantes, pleines de microbes, où ils toussaient et éternuaient, alors que, là-bas, ils pouvaient s'enfoncer dans une forêt vierge, pour cueillir ses fruits et couper ses bois précieux?

Il résolut d'écrire un livre pour les habitants de ces fourmilières, ensevelis dans les habitudes déprimantes d'une existence morne et sans beauté. Allez là-bas, voulait-il leur dire, vous apprendrez à moins haïr votre prochain, parce que personne n'y possédera plus abondamment que vous le bien le plus précieux au monde : le Soleil. Là-bas, vous pourrez voir les étoiles, que ne vous cacheront ni murs ni cheminées, et vous serez face à face avec l'immense voûte céleste, qui vous forcera à comprendre que votre moi infime n'est pas le centre d'un cercle infini.

Il composa son livre. Il y décrivait l'esclavage lamentable d'un petit fonctionnaire et de sa femme dans une grande ville européenne, un de ces couples dont l'unique souci est de gagner le pain et les billets de tramways quotidiens, dont le seul soulagement est de haïr ceux qui sont plus favorisés et de regarder avec une satisfaction mauvaise ceux dont l'existence est pire que la leur.

Il imaginait le miracle d'un héritage tombant sur ces

deux êtres, et suivi d'un autre miracle : l'éveil en eux d'une personnalité nouvelle.

Ces personnages, il imaginait ensuite de les faire partir, non vers de nouvelles misères dans une ville de gratte-ciels, mais vers une terre ensoleillée, où ils vivaient dans la chaleur de la Nature et se nourrissaient de ses fruits.

Là, ils s'épanouissaient comme des plantes que l'on a retirées d'une cave, et ils prenaient conscience d'eux-mêmes... ils devenaient des êtres humains.

Erik écrivit son livre en danois, dans la langue qu'il avait parlée enfant avec son père. Il l'intitula : *La Ville des Morts*.

Inconnu dans le pays natal de son père, il envoya à tout hasard son manuscrit à un éditeur de Copenhague, en l'accompagnant simplement de son nom et de son adresse. Il pouvait toujours essayer!

Ainsi commença sa carrière d'auteur. Le livre eut du succès. Une certaine curiosité s'attacha à cet écrivain que personne ne connaissait. Les critiques le louèrent honnêtement, car il n'y avait aucun intérêt à le démolir : il n'était d'aucun parti politique et ne barrait la route à personne.

L'ouvrage parut ensuite en Angleterre, où il obtint un succès considérable.

Un économiste connu prit ce roman au sérieux et le réfuta solennellement. Il voyait un danger dans le tableau séduisant de ces émigrés et tâcha de prouver que cet employé de bureau et sa femme, grâce à des économies rationnelles, auraient fort bien pu se payer du soleil et de l'air sans quitter le pays, par exemple du samedi après-midi au lundi matin dans le parc de Richmond.

Un socialiste prit alors en termes véhéments la défense du livre. Pour lui, c'était une nouvelle pièce à joindre au dossier de l'exploitation des travailleurs. Mais il était inutile d'émigrer. Au contraire! Il fallait rester et montrer les dents.

Le livre fut donc lancé, et Erik goûta les douceurs de la célébrité...

KAREN BRAMSON

(*A suivre.*)

LES MAGNIFICENCES
DU
COMTE DE RAIMONDIS

CHEF D'ESCADRE AU TEMPS DU ROI SOLEIL

« Tu demandes la Cour, mon fils, et tu la dusses défier. »

(La Trémouille à son fils.)

NOTE PRÉFACE

Cédant aux sollicitations de nombreux amis, nous nous sommes décidé à livrer au public quelques fragments choisis de la relation écrite par Julien de Raimondis, capitaine des vaisseaux du roi, au moment du séjour qu'il fit à Versailles, à la fin de l'automne de 1702, lorsqu'il fut appelé à la Cour de Louis XIV après le désastre de Vigo, qui engloutit dans cette rade désormais fameuse les trésors que treize galions chargés de richesses rapportaient du Nouveau Monde.

Julien de Raimondis commandait l'*Alcide*, navire de haut bord, de 74 canons. Séparé, avec l'un des galions qu'il escortait, par un coup de vent, de l'escadre de Château-Renault, le sieur de Raimondis fut assez heureux pour aborder, après maints combats, périls et aventures de mer, dans un port du nord de l'Espagne, le Passage, non loin de Saint-Sébastien, et pour y conduire sain et sauf son précieux compagnon, le galion le *Bienvenu*.

Il parvint à débarquer, sans en perdre une parcelle, les lingots d'or, les barres d'argent, les pierreries, les piastres, les pistoles, les écus, les marchandises de toutes sortes, dont

celui-ci était rempli. Son arrivée fut, comme on pense, accueillie avec bonheur par Philippe V, dont les finances, fort obérées par la guerre et par une administration que nous serons modéré, croyons-nous, en qualifiant de médiocre, ressentaient un urgent besoin de subsides.

Il advint en somme à peu près à Julien de Raimondis ce qui arriva quelque dix ans plus tard à Ducasse, lieutenant général des armées navales, lorsqu'il aborda à Cadix avec une nouvelle « flotte d'argent », moins opulente, mais plus chanceuse que celle de Vigo, et dont les ressources permirent au petit-fils de Louis XIV de continuer la guerre de la Succession, à laquelle, sans cette circonstance quasi providentielle, il eût été littéralement contraint de renoncer.

M. de Raimondis ne fut pas, comme Ducasse, honoré de la Toison d'Or par Sa Majesté Catholique, ni de la charge de capitaine général d'Espagne. A la vérité, il ne ramenait qu'un seul galion et Ducasse en ramena plusieurs.

Cependant, dans la déconvenue suscitée par la malencontreuse affaire de Vigo, le succès de M. de Raimondis attira la renommée sur sa personne.

Le roi Philippe V, dans son enthousiasme, et dans une pensée de généreuse reconnaissance, le gratifia d'un tiers des biens qu'il avait sauvés par sa fermeté, son courage, sa conduite avisée, et grâce aussi, hâtons-nous de l'écrire, à l'heureuse étoile qui présidait à son destin.

Après toutes sortes de fêtes et d'honneurs à la Cour d'Espagne, Julien de Raimondis fut mandé à Versailles par Louis XIV. Il fut présenté au grand Roi, au Roi Soleil, qui le nomma chef d'escadre, chevalier de Saint-Louis, et tint lui-même à lui donner l'accolade.

C'est cette partie de son récit, rédigé, comme l'écrit M. de Raimondis, « pour servir à l'instruction de ses enfants », que nous prenons la liberté de placer aujourd'hui sous les yeux du lecteur. Évidemment, le journal de M. le comte de Raimondis — ainsi est-il qualifié dans ses brevets et dans son acte de décès — ne nous apporte pas grand enseignement nouveau sur l'époque de Louis XIV, et ne nous apprend guère que ce que nous savions déjà. Mais n'en est-il pas de même de beaucoup de livres d'histoire? Toutefois, ce récit

nous a paru d'un tour souvent piquant, assez vivant par les traits de mœurs qu'il contient, tout ensemble sur la Cour et sur la province.

A dessein, nous n'avons rien voulu retrancher des fragments que nous publions. Nous les avons laissés tels quels, tels qu'ils ont été pensés, écrits au jour le jour, dans leur simplicité, dans leur sincérité, dans leur crudité même, qu'on voudra bien, à l'occasion, excuser. C'étaient celles de l'époque où, à des pompes pleines d'ostentation et de magnificence, se mêlaient quelques saillies encore barbares et grossières.

Ainsi les habits de brocart de ce temps montrent-ils, lorsqu'on les déplie, une doublure et un envers de toile rude.

Pour éclairer la relation de M. le comte de Raimondis, nous avons ajouté à sa transcription deux lettres de son régisseur, Loiseau; une de sa sœur, Philiberte-Christine-Angélique de Raimondis, qui devait mourir prieure de l'abbaye de Saint-Julien-du-Pré; et quelques feuillets d'une autre relation due au sieur du Pinault, seigneur de Bonnefonds, écuyer, huissier par quartier de la chambre du roi. Ces huissiers, on le sait, étaient au nombre de seize, et l'une de leurs prérogatives consistait à introduire chez le Roi[1].

François-Noël du Pinault se trouvait de service lorsque M. de Raimondis séjourna à Versailles. Il était donc bien placé pour noter les particularités de cette visite, recueillir et nous conter ce qu'il entendait dire autour de lui.

Noël du Pinault, du reste, ne manquait pas de lettres. Il a, nous confie-t-il, « suivy les maximes de son temps, n'ayant pu prévoir les changements qui sont survenus depuis ».

Cet aveu candide n'est pas, semble-t-il, dépourvu de charme. Du Pinault se piquait aussi de bel esprit. Aux feuillets à l'écriture jaunie dans lesquels il narre les épisodes et les anecdotes se rapportant au séjour que fit M. de Raimondis à la Cour du Roi Soleil, se mélangent d'autres feuillets bien usés. Ces derniers nous présentent les lambeaux informes d'une tragédie en vers, du genre héroïque et classique, intitulée : *Horace ou la Vertu guerrière*. Malheureusement, le manuscrit est en fâcheux état. Plusieurs pages sont déchirées. L'encre

1. Voir l'*État de France*, t. I. Paris, Prud'homme, imprimeur au Palais, à l'enseigne « La Bonne foi couronnée ».

a tellement pâli que nous n'avons pu réussir à la rendre lisible, en dépit de l'emploi des procédés les plus modernes et au risque d'anéantir complètement ces précieuses reliques d'un siècle de gloire. Avec mille peines cependant, nous sommes parvenu à déchiffrer les deux premiers vers du prologue, que voici :

> **Horace, combattant pour la gloire de Rome,**
> **Surpasse la valeur ordinaire de l'homme.**

C'est peu, sans contredit. C'est assez néanmoins pour témoigner en quelle estime François-Noël du Pinault, à l'instar du Roi son maître, tenait les actions de guerre. Il convient de chercher là l'origine du culte déférent que le seigneur de Bonnefonds finit par vouer à M. de Raimondis et de l'attention qu'il mit à capter ses faits et gestes au milieu d'événements beaucoup plus considérables. Nous ne saurions nous dissimuler toutefois que les exploits, les largesses, pour ne pas dire les prodigalités du chef d'escadre, un peu grisé par la faveur subite dont il se vit l'objet, défrayèrent un moment la chronique de l'Œil-de-Bœuf. De là naquit ce surnom de Magnifique par lequel ses contemporains et ses propres parents le désignèrent souvent dans la suite.

Ces papiers — et d'autres — avaient été confiés à nos soins par le si savant et si regretté abbé Mineau, ancien curé du Vivier. Nous devions les classer et nous avions formé jadis le projet de dresser l'inventaire et le catalogue complets des archives inestimables et presque inexplorées du curieux château du Vivier, l'un des spécimens d'architecture les plus intéressants que possédât le département de Sarthe-et-Loir. En vain, l'homme propose... Survint la Grande Guerre et le cortège d'irréparables malheurs qu'elle devait entraîner avec elle. Le comte Jean de Raimondis, dernier rejeton survivant d'une longue lignée d'hommes de guerre et d'hommes de mer qui compta au nombre de ses principales illustrations Jean de Raimondis, grand maître de l'artillerie de France sous Charles VIII, chevalier de l'Ordre du Roi; et Julien de Raimondis, chef d'escadre au temps du Roi Soleil; le comte Jean de Raimondis, dis-je, lieutenant de vaisseau, périt sans postérité, à Dixmude, lors de l'immortelle défense de cette vieille petite

cité des Flandres, par les fusiliers marins, en 1914. Peu après, le château du Vivier fut incendié par des mains aussi impies que criminelles. Ses archives et ses peintures, uniques par certains côtés, — je ne crains pas de l'affirmer hardiment — alimentèrent quelque temps les flammes; et aujourd'hui il n'en reste plus rien, non plus que de la race des vaillants serviteurs du pays qu'il abrita pendant plusieurs siècles.

Les documents confiés à nos soins devinrent donc ainsi — *ab intestat* — notre propriété, et nous avons l'honneur, aujourd'hui, d'en placer quelques fragments sous les yeux du public, persuadé que nous sommes que les historiens, les hommes de mer, et les simples curieux, trouveront peut-être à les parcourir quelque intérêt et quelque profit.

Qu'il nous soit permis, en terminant cette courte préface, d'y ajouter l'expression de notre respectueuse gratitude envers M. le commandant de Saint-Gelais, capitaine de vaisseau en retraite, commandeur de la Légion d'honneur; ancien chef du comte Jean de Raimondis, le commandant de Saint-Gelais a conservé pour sa mémoire un profond attachement. Nous avons pris la liberté lorsqu'il s'agit pour nous de publier les pages qui vont suivre, de solliciter son avis. Il a bien voulu nous prodiguer les plus bienveillants encouragements et nous nous plaisons à inscrire son nom dans cette épître liminaire. « En cette heure de décadence temporaire de notre marine, nous assura le commandant de Saint-Gelais, je ne saurais trop vous féliciter, monsieur, de vous efforcer de tirer de l'ombre tout ce qui a trait à sa gloire passée. Rien ne saurait mieux nous aider à surmonter la terrible épreuve que nous subissons que le souvenir des fastes que nous a légués notre histoire maritime. Ce sont eux qu'il faudra invoquer encore lorsque viendra le jour du combat, où, mieux armés qu'aujourd'hui, nous saurons reprendre, Dieu aidant, notre suprématie navale. Et le sentiment de ce que nous avons été hier sur mer nous fortifiera dans la tâche de demain. Vous remplirez ainsi un véritable devoir... »

Ce devoir, le voilà rempli. Avons-nous besoin d'une meilleure excuse vis-à-vis du lecteur?

FLORIAN-CHACON
Archiviste du département de Sarthe-et-Loir.

EXTRAITS DU JOURNAL DU SIEUR DU PINAULT, SEIGNEUR DE BONNEFONDS, HUISSIER DE LA CHAMBRE DU ROI.

20 octobre 1702. — Le Roi courut le cerf l'après-dîner. Madame la duchesse de Bourgogne était avec lui dans la petite calèche. Monseigneur et Messeigneurs ses enfants étaient à la chasse; Madame y fut aussi dans une calèche. M. Orry, qui a déjà fait plusieurs voyages en Espagne par ordre du Roi pour des affaires de finances, arriva hier ici de Madrid d'où il était parti après qu'on y eut la nouvelle de la défaite de M. de Château-Renault à Vigo. La flotte ennemie avait débarqué beaucoup de troupes auprès de cette baie, et elles ont attaqué les batteries que nous avions faites pour empêcher l'entrée de la rivière. Ces troupes, après un assez grand combat, se sont rendues maîtresses de nos batteries, et ont ensuite rompu l'estacade et la chaîne qui barraient l'entrée. Après quoi, leurs vaisseaux pénétrèrent dans la rade. M. le comte de Château-Renault, voyant qu'il n'était plus en état de défendre les siens et qu'il fallait céder au grand nombre, a mis le feu, et a brûlé nos vaisseaux, de peur qu'ils ne tombassent entre les mains des ennemis. Nous avions là quinze vaisseaux de guerre et douze galions.

On estime la perte à six vingts millions d'or et huit millions de marchandises, car les Espagnols y avaient tous ceux qui ont apporté l'argent du Mexique. La consternation est grande, tant à Madrid qu'à Paris et à Versailles. On a pu, toutefois, acheminer quelque argent, à dos de bœuf et de mulet, à Lugo, qui est dans les terres, à plus de trente lieues de Vigo. M. Orry se montre très mortifié, Toutefois, le Roi, à son dîner, garda bon visage. Il parla à l'ambassadeur d'Espagne, louant fort le comte de Château-Renault qui a pris dans cette affaire-là tous les bons partis qu'il pouvait prendre, et l'ayant fait sans avoir reçu d'ordre. Le Roi le loua sur sa capacité, sur son courage, ajoutant qu'il avait toujours été heureux jusqu'ici dans les affaires dont on l'avait chargé. Le soir, il y eut comédie; on joua la tragédie d'*Amasis*, de M. de la Grange, maître

d'hôtel ordinaire de Madame, et la comédie de l'*École des Maris* de Molière. Cependant M. Orry chuchota quelques particularités d'Espagne à l'oreille de M. de Vespéran, lieutenant général, qui me les redit dans la soirée, car il est fort de mes amis. Les députés de tous les royaumes seraient arrivés à Madrid pour donner à la Reine de nouvelles assurances de leur fidélité et lui offrir leurs biens, pour Elle, le Roi et le Royaume. Le connétable vint à la tête des grands de la noblesse. La Reine, qui était encore à sa toilette et les cheveux épars, le fit entrer. Il lui dit qu'ils venaient recevoir ses ordres. La Reine loua fort leur zèle, les remercia, et leur assura que, pour donner l'exemple, elle mettrait toutes ses pierreries en gage. La perte de ces vaisseaux sera ressentie jusqu'en France. On parle de la diminution des monnaies pour le printemps, et elle sera grande. Les louis diminueront de dix sous et ne seront plus qu'à treize francs, les écus diminueront de deux sous et ne seront plus qu'à trois livres dix sous. Le Roi aurait l'intention de réformer son argenterie et d'en faire fondre, ainsi que de reprendre les édits pour réprimer les excès des étoffes de soie et de brocart dans les vêtements, tant des hommes que des femmes. L'hiver sera triste. Toutefois, M. Orry finit disant qu'il ne fallait pas désespérer de tout et que M. de Château-Renault n'avait à Vigo que douze galions sur treize qu'il avait avec lui en partant de la Vera-Cruz. Le treizième, qui s'appelle le *Bienvenu*, aurait été séparé de l'escadre de M. de Château-Renault en deçà du Grand Banc par un fort coup de vent, que la *flotte d'argent* a essuyé au large. Le *Bienvenu* était accompagné du vaisseau de Sa Majesté, l'*Alcide*, de soixante-quatorze canons, commandé par le sieur de Raimondis, capitaine des vaisseaux du Roi. Il y aurait apparence que ces deux bâtiments fussent sauvés et qu'ils fussent présentement en sûreté au Passage, dont le port est très bon, mais l'entrée en est difficile, parce qu'il n'y a point de rade. On ne laisse point parler aux officiers de ces vaisseaux, ni aux matelots de peur qu'ils ne donnent l'alarme à l'ennemi avant que leur débarquement soit opéré. Le *Bienvenu* contiendrait de grandes richesses, et, ainsi qu'en convint plaisamment M. le marquis de Vespéran, serait en ce cas le bien nommé.

25 octobre 1702. — Le Roi, Monseigneur, ni Messeigneurs

ses enfants ne sortirent point de tout le jour, à cause de la pluie. Le soir, il y eut chez Monseigneur une musique où l'on chanta un Opéra, *Coronis*. Les vers en sont de Morel. En sortant de chez Monseigneur, M. le marquis de Vespéran vint au coucher du roi et me fit part de quelques nouvelles. On a avis de Madrid que l'*Alcide* et le galion le *Bienvenu* sont en sûreté au Passage et que le sieur de Raimondis a opéré le débarquement le plus heureusement du monde, sans avoir été incommodé par l'ennemi qui en était dans l'ignorance. Le chargement consistait en plus de vingt millions d'écus, car, par une rencontre merveilleuse, le *Bienvenu* était le galion le plus richement chargé. Les dépêches mandent qu'il y a huit millions en lingots d'or, un million en barres d'argent, un million en pistoles, les reste en piastres, en pierreries, en marchandises. Le Roi, la Cour et le royaume sont dans la joie. Le Roi a ordonné un *Te Deum*. On délibère présentement sur la manière dont on disposera des effets de ces deux bâtiments. On veut empêcher les fraudes que l'on a accoutumé de faire en Espagne en pareille occasion. Le roi d'Espagne a mandé le sieur de Raimondis à sa cour et lui a fait grand accueil. On dit qu'il l'a gratifié du tiers des biens du galion, ce que d'aucuns trouvent excessif, le sieur de Raimondis n'ayant fait après tout que remplir fidèlement son devoir. D'autres prétendraient que, par délicatesse, et vu la misère du temps, il eût dû refuser le présent de Sa Majesté Catholique.

Ce Raimondis est de souche provençale et descend, croit-on, d'un conseiller et maître d'hôtel du roi René qui s'établit dans le pays du Maine où ce Raimondis est né. Son père était capitaine au régiment de Navarre, et lui n'est point marié. Il passe pour bel et habile homme. Les dames en sont fort tourmentées. Le Roi a dit qu'il les contenterait et il a ordonné à M. de Pontchartrain qu'on fît venir l'*Alcide* à Brest le plus promptement qu'il sera possible, d'où le sieur de Raimondis se rendra ici en poste, avec la plus grande diligence. Le Roi entend que le sieur de Raimondis lui soit présenté, et il en témoigne l'impatience. Plusieurs disputent de sa naissance; d'autres, de ses mérites. Tous conviennent néanmoins, non sans une pointe de jalousie et d'aigreur, qu'il ramène avec lui les rayons d'un soleil qui, à l'approche de l'automne, commen-

ait de pâlir. Certains remarquent qu'il arrivera, selon l'apparence, durant l'été qu'on nomme celui de la Saint-Martin. Le Roi en a repris de la vigueur, et il a quitté ce matin son quinquina qui lui a fait tous les biens du monde. Le sieur de Raimondis logera au château, dans l'appartement de M. le marquis de Vespéran qui s'occupe de déménager deux ou trois chambres à cet effet. Le Roi veut qu'il occupe celles de l'aile du Nord, qui ont vue sur les jardins et sur la pyramide d'eau. Il a recommandé sur toutes choses à M. de Vespéran que son hôte ne manquât de rien de ce qui pourrait être sa commodité, et Sa Majesté a ajouté en riant qu'il saurait en rendre M. de Vespéran responsable.

7 novembre 1702. — M. le comte de Toulouse arriva hier après-midi et le Roi l'a fort entretenu de sa campagne. Il est demeuré six semaines sur son vaisseau devant Messine. Il allait tous les jours se promener dans la ville, mais il revenait tous les soirs coucher sur son vaisseau. Le Roi lui a demandé s'il n'avait point ouï parler du sieur de Raimondis et lui a conté son action, à quoi M. le comte de Toulouse répondit qu'il le connaissait parfaitement bien pour un officier de mérite et qu'il s'était déjà acquis de la réputation dans le corps de la marine par d'autres actions d'une valeur assez distinguée. Il y a plus de quinze ans qu'il sert sur les vaisseaux du Roi et il a débuté sous M. du Quesne. Il y a apparence que le Roi fera quelque chose pour lui et l'avancera, quoiqu'il soit encore jeune capitaine de vaisseau. On a nouvelles que l'*Alcide* est entré hier dans le port de Brest. On attend M. de Raimondis d'ici trois jours au plus. Les dames s'en émeuvent. Milord Marlborough, s'en retournant en Hollande, a été pris par un parti espagnol de la garnison de Gueldre, puis relâché sur un passeport qu'avait M. de Gildmersheim qui le fit passer pour son écuyer. Le partisan qui l'avait pris fut assez simple pour le croire. On en fait ici des gorges chaudes. Madame la duchesse de Bourgogne et monseigneur le duc de Berry sont revenus à Versailles. Madame la duchesse de Bourgogne est, elle aussi, très curieuse de M. de Raimondis. Tout le long de la route, elle en entretint sa fille d'honneur, mademoiselle de Vespéran, nièce du lieutenant-général, pour qui elle nourrit l'amitié la plus vive. Elle lui commanda expressément de ne

point oublier de le lui amener, lorsqu'il serait descendu chez son oncle, et d'en épier les paroles. Ce que mademoiselle de Vespéran lui promit, car, toute jeune qu'elle est, elle est fort éveillée, et des plus coquettes. On dit d'elle qu'elle est la plus « nymphe » de la Cour.

12 novembre 1702. — M. de Raimondis fut présenté au Roi hier à son petit lever, M. le comte de Toulouse et M. le comte de Pontchartrain l'y amenèrent. Je pus le considérer de près avant que de l'introduire. C'est un fort honnête homme, encore qu'un peu rude au premier abord, selon qu'il est accoutumé d'être aux gens de mer. Sa taille est au-dessus de la moyenne et il paraît bien fait, d'un assez grand air et assez audacieux. Il porte une mouche au coin de la joue qu'il a pleine sous un œil large et rempli de feu. Il était vêtu avec recherche, et même quelque extravagance, d'un habit de velours incarnat, bordé d'or à la Bourgogne, et il y avait sur les coutures de son habit et mêlé aux broderies une manière de galon fait avec des diamants. Cela fut jugé excessif et les courtisans en murmurèrent. Un moment je pus craindre que le Roi ne lui en fît le reproche avec sévérité. Mais Sa Majesté l'accueillit de la façon la plus obligeante et le plus gracieuse, le pressant de mille questions sur ses services, sa dernière navigation, et le félicitant d'avoir abordé si à propos. Après qu'un fort coup de vent eut séparé l'*Alcide* et le *Bienvenu* de l'escadre de M. le comte de Château-Renault, M. de Raimondis eut à soutenir deux combats, l'un avec trois gros vaisseaux hollandais, l'autre avec dix-huit galères. Il eut le bonheur de se tirer d'affaire, et, non seulement de se frayer un passage, mais d'occasionner à l'ennemi des dommages de conséquence. Le Roi l'écouta avec intérêt, car il est fort attentif aux moindres actions qui peuvent contribuer à la gloire de ses armes. S'adressant à M. le comte de Toulouse, il voulut lui en faire une sorte d'instruction.

— Il faut, — lui assura-t-il, — aimer la gloire comme une noble maîtresse. La chaleur que l'on a pour elle n'est point une de ces passions qui se ralentissent par la possession. Ses faveurs, qui ne s'obtiennent jamais qu'avec effort, ne donnent aussi jamais de dégoût. La gloire enfin, n'est pas une maîtresse qu'on puisse jamais négliger ni être digne de ses faveurs, si l'on n'en souhaite incessamment de nouvelles.

Et il prit occasion de la présence de M. de Raimondis pour donner sa résolution en exemple.

De quoi le capitaine de vaisseau, tout hardi et tout important qu'il soit, se trouva confondu. Il se fera bien des jaloux à la Cour, et il s'en est déjà fait. Comme il se retirait, après avoir été honoré des bontés du Roi et d'un long entretien avec Sa Majesté, plus long qu'il n'est accoutumé, même à des personnages autrement considérables que ce simple gentilhomme, je pris la liberté de le tirer un peu à part et lui dis tout simplement, qu'ayant été ému et émerveillé par le récit de ses actions que j'avais entendues de sa propre bouche, je croyais bien faire en l'avertissant qu'il aurait à naviguer ici sur une mer plus périlleuse encore et certainement plus perfide que celle dont il avait l'habitude; qu'il ne s'offensât point de ma hardiesse, que je n'agissais ainsi qu'afin de le mieux servir et qu'il y vît plutôt une marque de mon admiration pour lui et d'un dévouement que je saurais lui prouver en toutes circonstances.

Bien loin de s'offenser, M. de Raimondis me remercia avec transport et m'assura qu'il ne voulait plus d'autre guide à la Cour que moi-même. Il faut convenir que, sous des dehors peut-être un peu trop avantageux, c'est vraiment un fort honnête homme, obligeant, poli, avec beaucoup d'esprit et une sorte d'éloquence naturelle. Même hors des choses de son métier, il y a plaisir et profit à l'entendre parler. Il aime le Roi, l'État, et le bien pour le bien, qui est chose devenue bien rare. Il voulut à toute force me prier à souper le soir même dans une auberge de Versailles. Il voulait me régaler, disait-il. J'acceptai, car j'étais curieux de le connaître un peu plus; et, malgré l'envie qu'il inspire, chacun ici se montre avide des récits qu'il fait, principalement les dames qui n'ont pas les yeux assez grands ouverts pour le voir, lui et son habit tout enrichi de diamants. S'il en faut croire quelques paroles échappées à M. le comte de Toulouse et à monseigneur de Pontchartrain, la jeunesse de M. de Raimondis n'a point été exempte de certains petits dérèglements, et le beau sexe ne lui était jamais indifférent dans les contrées où les hasards de sa profession le transportaient. Mais M. le comte de Toulouse ne consentit pas à s'étendre davantage là-dessus, bien que plusieurs dames,

et du plus haut parage, l'en priassent avec insistance. Jusque-là, nos beautés n'avaient ouvert que les yeux pour contempler M. de Raimondis, son air avantageux, sa belle taille et son bel habit. Désormais, elles ouvrirent encore davantage les oreilles, en attendant autre chose, et il n'y a pas de stratagème savant qu'elles n'emploient pour l'amener à parler et à leur faire ses confidences. Elles voudraient interroger ceux qui l'ont connu, mais, hormis M. le comte de Toulouse et M. le comte de Pontchartrain qui ne savaient de lui que ce qu'ils savent de tout autre officier, il n'y en a point ici, et il n'a pas de parents à la Cour, au moins que l'on sache. On a écrit à l'intendant de sa province, pour s'informer de sa naissance avec exactitude. Cependant, on le croit en général de bonne maison. Dom Cassio, bénédictin, a commencé à s'occuper de ses preuves. Il y eut, sous le roi Charles VIII, un Jean de Raimondis, grand maître de l'artillerie de France, capitaine de cent hommes d'armes, chevalier de l'ordre du Roi. Sans doute, M. de Raimondis, le capitaine de vaisseau, et dont le prénom est Julien, est-il du même estoc. Dom Cassio correspond là-dessus avec dom Combault, supérieur des Bénédictins dans la province du Maine.

EXTRAITS DE LA RELATION DE M. LE COMTE DE RAIMONDIS, SUR LE SÉJOUR QU'IL FIT A LA COUR DE VERSAILLES DURANT L'AUTOMNE DE 1702, ÉCRITE POUR SERVIR A L'INSTRUCTION DE SES ENFANTS.

Je n'ai point dessein, mes enfants, de vous donner ma vie en exemple. Dieu, dans sa bonté, a prolongé mes jours au delà de la soixante-dixième année, et cela, dans une existence qui, depuis le jeune âge, s'est passée parmi les périls, et qui a connu plus d'heures de combat que d'heures de repos. Je l'en remercie humblement, avec les sentiments d'une véritable piété et d'une reconnaissance profonde.

Mon but est de rendre utile à la patrie les heures perdues que me causent de fréquentes insomnies jointes à la retraite et à la solitude auxquelles je me livre désormais.

Vous apprendrez ici comment je connus votre mère, comment j'eus le bonheur d'approcher le plus grand et le meilleur des Rois, que je fus assez heureux pour servir et qui me combla de ses bontés. Je crois que les mémoires d'un homme qui n'a percé les ténèbres que par une suite assez longue d'entreprises hasardeuses pourront être pour vous une exhortation à vous consacrer, ainsi que je l'ai fait, au Roi et à l'État.

La jeunesse, destinée à suivre le parti des armes, apprendra de bonne heure en les lisant qu'une véritable ardeur à s'acquitter de ses devoirs mène souvent plus loin qu'on n'aurait osé le prétendre; que l'honneur redouble le courage dans les dangers pressants; qu'il inspire l'adresse et la force de les surmonter; que le plus sûr moyen de conserver la vie et l'honneur est de compter pour rien la vie quand l'honneur parle; et qu'enfin la Cour, plus attentive que bien des gens ne le croient à démêler la conduite des particuliers, sait les récompenser quand leur zèle est aussi grand qu'il doit l'être.

Je commencerai cette partie de ma relation au mois de novembre 1702, lorsque ayant laissé l'*Alcide* au port de Brest, pour se réparer, et l'ayant confié aux soins du chevalier des Augiers, mon capitaine en second, dont j'avais éprouvé la valeur et la capacité, je vins en poste à Versailles, avec la plus grande diligence, selon ce que m'avait mandé M. le comte de Pontchartrain, sous-secrétaire d'État au département de la Marine, d'après les ordres qu'il avait reçus du Roi.

Mon premier étonnement fut de trouver à l'arrivée un officier qui me pria de ne point me mettre en peine de chercher un gîte à l'auberge où je me préparais à descendre. Le désir de Sa Majesté était que je prisse mon logis au château même dans l'appartement de M. le marquis de Vespéran, lieutenant-général, qui déjà avait mis ses soins à disposer trois chambres pour mon usage, celui de mon chirurgien et celui de mon valet. Je ne tardai pas à faire la connaissance de mon hôte qui me fit aussitôt mille honnêtetés, auxquelles je répondis de mon mieux. Je me rendis compte bien vite — il était aisé de s'en apercevoir — que c'était un personnage considérable, tant par sa naissance que par ses services et par ses mérites, et il ne me laissa pas longtemps ignorer qu'il était fort bien en Cour et fort avant dans les bonnes grâces du Roi qui avait com-

mandé que je lui fusse présenté dès le lendemain, à son petit lever. Ce qui me charma encore davantage que l'empressement et les nobles manières de mon hôte, ce fut la vue de sa nièce, âgée alors d'environ vingt-deux ans.

Qui m'eût dit, en cet instant, que je l'épouserais un mois plus tard, je l'eusse traité de fou. Cependant, il devait en être ainsi. A plus de trente ans de distance, après dix que j'eus le chagrin de la perdre, je la revois aussi présente que si elle était encore devant moi.

Rien ne peut rendre les délices de sa tournure et de sa démarche, son esprit, sa vivacité et l'air mignon et délicat qu'elle avait, mêlé d'enjouement et d'espièglerie qui tempéraient ce qu'une bonne éducation lui faisait observer de réserve vis-à-vis d'un étranger et d'un inconnu. Sa tête menue fixait l'attention par son éclat. On y trouvait de la douceur, de la grâce, une sérénité spontanée, enfin tous les agréments. Elle me parut belle comme les anges. La bouche était riante, mais petite; les lèvres vermeilles, la taille fine, le teint admirable, et elle avait le pied le mieux tourné du monde. Je n'osais trop l'observer, tant mon regard avait de mal à la quitter par la suite; je mesurais en moi-même tout ce qui me séparait d'elle, et pourtant il me semblait qu'elle m'épiait de son côté lorsque, à force d'empire sur moi, mes yeux se détournaient d'elle.

M. le marquis de Vespéran étant veuf, ce fut mademoiselle sa nièce qui l'aida à faire les honneurs de la collation et des rafraîchissements qu'il avait préparés à mon intention. J'étais honteux d'être servi par une pareille beauté et j'eusse volontiers donné ma vie pour la servir. Je ne pouvais prêter, malgré tous mes efforts, qu'une faible attention aux avertissements que le lieutenant-général me donnait pour l'audience du Roi le lendemain, et, tandis qu'il m'enseignait l'étiquette du lever de Sa Majesté, dont j'ignorais tout, et sur lequel j'aurai sujet de revenir. Enfin la collation terminée, mademoiselle de Vespéran s'en fut rejoindre madame la duchesse de Bourgogne, dont elle était la fille d'honneur la mieux aimée, étant la plus gaie. Mais, ainsi qu'un soleil éblouissant ne saurait disparaître de l'horizon sans laisser aux nuages une pourpre qui survit à son ardeur, l'image de cette jeune fille,

d'une perfection si achevée, ne quittait pas mon esprit, et je m'ingéniais à découvrir par quels moyens je viendrais à bout de la revoir.

Et cependant, mes enfants, quel spectacle inoui avais-je autour de moi, qui eût dû ravir tous mes sens à la fois! J'étais à la Cour du plus grand Roi du monde, et à qui l'univers entier rendait hommage comme à son plus bel ornement. Dès ma tendre jeunesse, j'avais été nourri pour sa personne et pour ses vertus de sentiments d'amour et d'admiration. J'avais sacrifié mille fois ma vie pour sa gloire, et il daignait jeter les yeux sur moi. J'allais le voir. Peut-être me parlerait-il, et peut-être lui parlerais-je. Un tel bonheur me pénétrait et se mêlait à l'image de mademoiselle de Vespéran allant et venant, donnant ses soins à la collation. Le lieutenant-général occupait un appartement situé dans l'aile nord du château, tout en haut, dans l'attique. La vue des chambres qu'il m'avait cédées s'étendait sur les jardins, sur la fontaine de la Pyramide, sur des eaux jaillissantes et des parterres réguliers, peuplés de statues dont les formes et les mouvements m'enchantaient à l'envi. Quoiqu'on fût à l'extrême automne, l'art des jardiniers y rassemblait des plantes et des orangers en fleurs dont le parfum remplissait l'air et montait jusqu'à moi.

Et si cela peut se dire du dehors, de quelle sorte s'exclamer sur le dedans!

On eut raison d'assurer qu'avec les actions éclatantes de la guerre, rien ne marque davantage la grandeur et l'esprit des princes que les bâtiments. La postérité les mesure à l'aune de ces superbes maisons qu'ils ont élevées durant leur vie. Ainsi, consacrera-t-elle la mémoire du roi Louis XIV que j'eus l'honneur de servir et d'approcher. Versailles seul suffrait à établir sa gloire, car ce palais surpasse tous ceux des autres royaumes dans la science des bâtiments.

Venez, curieux; venez, peuples et savants de la terre. Vous admirerez l'habileté, la connaissance, la conduite, la délicatesse des ouvriers. Vous admirerez la grandeur, la somptuosité, la magnificence, la libéralité du Prince. Vous avouerez que Versailles efface tous les palais de l'Histoire et de la Fable. Figurez-vous quel est l'éclat de cette longue suite d'apparte-

ments superbes, les ameublements d'or et d'argent, les dorures, les marbres, les tapisseries, les tableaux, les statues et les vases antiques, les rideaux en étoffe d'argent lamée d'or, les lustres aux mille bougies dont la cire elle-même apparaît constellée de petits soleils d'or, les tapis que l'on foule, blancs et jaunes, aux couleurs du grand Roi, du Roi des Rois, du Roi Soleil!... Et Lui-Même, au cœur de ces merveilles, simple et bon, accessible à tous. Que ses sujets sont heureux de pouvoir le regarder; que dis-je? de pouvoir rire et parler à un grand Roi qui, retiré dans son cabinet, demeure l'effroi de l'Univers!

Le jour où je devais connaître pour la première fois ce bonheur arriva enfin. Je me vêtis le plus magnifiquement que je pus pour ne point paraître trop déplacé, ni trop arriéré parmi tant de splendeurs et parmi une foule chamarrée où les princes, les ambassadeurs, les maréchaux, les courtisans se pressaient. Je m'étais fait, heureusement, et par précaution, accommoder en Espagne un habit et une veste de la meilleure façon, et, après que S. M. le Roi Catholique m'eut généreusement gratifié du tiers du chargement rapporté par le *Bienvenu*, j'avais ordonné qu'on entremelât des diamants à la broderie des coutures et des manches de manière à former ainsi une sorte de galon d'une valeur et d'une rareté singulières. M. le marquis de Vespéran lui-même en parut surpris lorsqu'il vint me prendre pour me conduire chez le Roi, et M. le comte de Toulouse, ainsi que M. le comte de Pontchartrain qui nous attendaient dans le salon de l'Œil-de-Bœuf, en marquèrent de l'étonnement, mais déjà l'huissier de la porte de la Chambre nous appelait, Sa Majesté ayant ordonné qu'on nous fît entrer. Et puisque je viens d'écrire ce mot *d'entrée*, peut-être serez-vous bien aises, mes enfants, de connaître le détail de ce qu'est le lever du Roi.

Le Roi se lève à l'heure qu'il a marquée le soir avant que de se coucher, et même, s'il ne s'éveillait pas à l'heure qu'il a donnée, le premier valet de chambre l'éveillerait. Un quart d'heure avant que le Roi s'éveille, le premier valet de chambre entre doucement dans la chambre de Sa Majesté où un officier ou un garçon de fourrière vient faire du feu, si c'est en été, ou remettre du bois au feu si c'est en hiver. En même temps,

les garçons de la chambre ouvrent doucement les volets des fenêtres, ôtent le mortier et la bougie qui ont brûlé la nuit. Ils ôtent pareillement la collation de nuit. L'heure que le Roi a dite venant à sonner, le premier valet de chambre s'approche du lit du Roi, puis il va ouvrir au garçon de la chambre, dont il y en a un qui, un demi-quart d'heure auparavant, a été avertir le grand chambellan et le premier gentilhomme de la chambre en année. Un autre va avertir au Gobelet et à la Bouche pour apporter le déjeuner; un autre prend possession de la porte, et laisse seulement entrer les personnes auxquelles le Roi en a accordé le privilège. Sa Majesté a réglé les entrées de sa chambre, les distinguant en entrées familières, grandes entrées et premières entrées. Les entrées familières sont tous les Princes du sang, M. le duc du Maine, M. le comte de Toulouse, quelques ducs et pairs, le premier médecin, les premiers chirurgiens, madame la nourrice. Les grandes entrées sont le grand chambellan, les premiers gentilhommes de la chambre, les grand maître et maître de la garde-robe, MM. les maréchaux de France, le premier apothicaire de quartier, les barbiers et les horlogeurs. Les premières entrées sont MM. les ducs et princes, les secrétaires de la chambre et du cabinet, les lecteurs, les intendants et les contrôleurs généraux, le médecin ordinaire, le chirurgien ordinaire, les médecins consultants, les apothicaires, et un officier de la fourrière. Viennent ensuite les valets de chambre, les portemanteaux, le porte-arquebuse, et enfin les gens de qualité, cardinaux, archevêques, évêques, ambassadeurs, lieutenants-généraux, premiers présidents, les principaux officiers de la maison de Sa Majesté, les courtisans, toute la noblesse et le reste des officiers que l'huissier laisse entrer à mesure qu'ils arrivent, selon le discernement qu'il fait des personnes plus ou moins qualifiées.

Il est du devoir de l'huissier de demander le nom et la qualité de ceux qu'il ne connaît pas; et, lorsqu'il le demande, qui que ce soit ne le doit trouver mauvais, parce qu'il est de sa charge de connaître tous ceux qu'il laisse entrer.

Étant avec M. le comte de Toulouse, nous fûmes de l'entrée familière, ce qui me marqua dès l'abord toute la faveur que la bonté du Roi voulait me témoigner.

Sa Majesté était à son fauteuil, en robe de chambre, et les pieds chaussés de mules.

Son auguste visage, quoique pâle, n'était point altéré et il frappait par la beauté et la régularité de ses traits.

Tel je vis, mes enfants, pour la première fois, le roi Louis, quatorzième du nom, et à qui aucun n'est, ne fut, ne sera jamais comparable.

Les princes se tenaient debout à ses côtés; le grand chambellan, les maîtres de la garde-robe, veillaient à ses soins derrière le fauteuil, et il parlait à tous, informé de tout, ne se relâchant en rien de son application, sachant à toute heure le nombre et la qualité de ses troupes, de ses vaisseaux, réglant la dépense et la recette de son État, recevant et lisant les dépêches, dictant lui-même à mesure les réponses à ses secrétaires, distribuant ses grâces à propos, car les services qu'on lui rendait, même loin de lui, n'étaient pas perdus. Ce grand prince n'apprenait jamais une action de valeur du moindre de ses sujets qu'il ne lui en fît connaître sa satisfaction par quelque grâce. Il faut croire, mes enfants, que les Rois sont hommes, mais je ne crains pas de vous assurer qu'ils le sont moins que nous quand ils sont véritablement Rois, parce qu'une passion maîtresse et dominante qui est celle de l'intérêt de l'État, et celle de leur grandeur et de leur gloire, étouffe toutes les autres en eux.

Quand vint mon tour d'être interrogé, le Roi, qui m'avait entendu nommer à l'entrée après M. le comte de Toulouse et monseigneur de Pontchartrain, me fit signe d'approcher de son fauteuil jusqu'à toucher la balustrade et il me questionna avec bonté. Je fus pénétré de la douceur et de la noblesse qui régnait dans ses moindres paroles et dans ses moindres gestes. Il daigna paraître content de mes faibles services, et désira principalement s'enquérir de mon action contre les trois vaisseaux hollandais. Je dus lui conter dans le détail comment j'avais tout d'abord espéré leur échapper grâce à la marche plus prompte de l'*Alcide*, mais que le *Bienvenu*, alourdi par sa cargaison, gêné par le médiocre état de sa carène, avait traversé mon premier dessein. Dès lors, plutôt que de laisser le galion devenir la proie de nos ennemis, je n'avais pas balancé à carguer mes basses-voiles et à demeurer de l'arrière

afin de le couvrir, faisant en cette occasion l'office du Bon Pasteur qui s'expose à périr pour sauver son troupeau. A toute aventure, et de quelque manière que la chose tournât, j'étais déterminé, dis-je, à ce que le pavillon du Roi ne serait jamais baissé tant que je vivrais, par d'autres mains que celles de ses ennemis. M. le chevalier des Augiers, mon capitaine en second, était charmé de ma résolution, mais le capitaine du galion manifesta plus d'effroi. Faisant mettre sa chaloupe à la mer, il se rendit à mon bord pour me représenter le risque et le péril que j'allais courir. Mais il se heurta à mon inébranlable volonté. J'avais remarqué que le sort de presque tous les conseils que j'avais vu tenir a été de choisir le parti le moins honorable et le moins avantageux. Ainsi, je mourrai persuadé que, dans les occasions où le péril est grand et le succès incertain, c'est au commandant à décider et à prendre sur lui le risque des bons ou des mauvais événements. Autrement, la nature, qui abhorre sa destruction, suggère imperceptiblement à la plupart des conseillers tant de raisons plausibles sur les inconvénients à craindre que le résultat est toujours de ne point combattre parce que la pluralité des voix l'emporte. Ainsi donc, faisant honte à mon capitaine de galion de sa faiblesse passagère, je l'exhortai à combattre de son côté de son mieux, si mon mauvais sort voulait que je succombasse sous le nombre et que les ennemis vinssent à bout de le joindre.

Dieu bénit mes soins et permit que le premier vaisseau, l'*Aigle Noir*, qui me vint combattre à portée de pistolet fût, en trois ou quatre bordées de canon et de mousqueterie données à bout touchant, démâté de tous ses mâts et rasé comme un ponton.

Restaient les deux autres, le *Delft* et le *Honstaerdick*, mais chacun d'eux était moins fort que moi et leur marche, par une rencontre inespérée, était inégale, le *Delft* étant le plus rapide des deux.

Me souvenant fort à propos d'une histoire antique et que le sieur Corneille a traduite en vers français, je m'avisai d'imiter le stratagème d'Horace lorsqu'il vainquit les Curiaces. Je donnai l'ordre de hisser toutes mes voiles et je pris chasse vent arrière; la brise soufflant fraîche, ce que j'avais prévu arriva.

Les deux vaisseaux hollandais, oubliant par bonheur le galion qui fuyait sous le vent, couvert par ma résistance, s'attachèrent à ma poursuite, espérant me réduire et venger leur compagnon. Mais le *Honstaerdick* avançait avec peine; quand le *Delft* eut gagné sur lui une certaine avance, je virai de bord lof pour lof lorsqu'il fut tout près de moi, et, abattant sur lui je lui lâchai toute ma bordée de mousqueterie et de canon que j'avais fait charger à double charge, étant presque bord à bord. J'étais si près de lui que j'apercevais distinctement, à travers la fumée, son brave capitaine qui se portait de l'arrière à l'avant de son vaisseau, essuyant une grêle de coups de fusils dont ses habits et son chapeau étaient percés. Le Roi, qui honorait la valeur jusque dans ses ennemis, me demanda son nom, mais l'ignorant, je ne pus satisfaire Sa Majesté. Bientôt, du reste, le *Delft* sauta en l'air par le feu qu'un boulet mit à des caisses emplies de gargousses et qui se communiqua à la soute aux poudres. Heureusement j'avais pu m'éloigner de lui en temps utile. Je soumis aisément le *Honstaerdick* qui restait et lui ôtai l'envie de nous suivre, puis je rejoignis le *Bienvenu* qui n'avait point eu à combattre. J'avais été quelque peu maltraité, une soixantaine de mes officiers ou de mes matelots se trouvaient hors de combat. Deux coups de canon avaient pénétré dans ma fosse aux lions, me causant des voies d'eau, quatre autres dans mes mâts de beaupré et de misaine.

Toutefois, nous nous en tirions à bon compte, et je rendis grâces à Dieu qui, encore une fois, avait favorisé la gloire de Sa Majesté. Le Roi me donna force louanges, et, ne se lassant point, voulut entendre ma rencontre avec les dix-huit galères ennemies, un peu avant que d'aborder au Passage, et qu'une brume, s'élevant à propos, me permit de traverser sain et sauf, avec le *Bienvenu*, après un court engagement.

Ce qui me fit le plus honneur fut que Sa Majesté prit occasion de mon récit pour exhorter M. le comte de Toulouse et les assistants à chérir la gloire. « Ainsi, dit-il, qu'une noble maîtresse, dont on devait toujours rechercher les faveurs d'en obtenir de nouvelles. »

J'en étais confondu. Sur quoi, le Roi me demanda si j'étais marié. Et je lui répondis que non. Il reprit qu'il fallait songer à

m'établir, qu'il était sûr que maintenant je ne manquerais pas de partis, et qu'au besoin, il y veillerait. Il me sembla qu'à cet instant, il tourna la tête un peu du côté de M. le marquis de Vespéran. Mais celui-ci, volontairement ou non, feignait de regarder avec attention monseigneur de Pontchartrain. Sa Majesté, ayant fini avec moi et m'ayant honoré trop longtemps de son attention, la porta vers d'autres sujets plus considérables, et nous sortîmes, après toutefois que j'eus pris la liberté de représenter au Roi l'intrépidité du chevalier des Augiers, mon second capitaine, et de le recommander aux bontés de sa Majesté. Il voulut bien me les promettre. Quant à moi, j'étais tout pénétré des siennes et des témoignages d'estime que je venais d'en recevoir. Il est vrai que personne mieux que ce grand monarque ne connaissait le prix de la vertu et ne savait mieux la récompenser.

Les marques d'attention qu'il m'avait prodiguées me rendaient un objet d'envie pour tous, dans cette foule de courtisans où je ne connaissais personne, hormis M. le comte de Toulouse, monseigneur de Pontchartrain et M. le marquis de Vespéran. Je ne fus donc pas peu surpris lorsque, les entrées terminées, je me sentis tiré par ma manche et, me retournant, me trouvai face à face avec l'huissier de la chambre qui nous avait introduits. Devant mon air étonné, il s'excusa le plus honnêtement du monde sur le désir qu'il avait, m'ayant entendu, de me connaître davantage, et de m'entendre plus longuement si je voulais bien m'y prêter.

Il me parut avenant, de bonne mine et de bon conseil. Il s'offrit avec toute l'obligeance du monde à me guider parmi les intrigues et l'étiquette de la Cour dont je ne savais rien. Cela me plut et j'acceptai son offre. Je le priai le soir même à souper à l'auberge « L'Image Notre-Dame » qu'on assurait être bien fournie et où je voulais premièrement descendre.

J'avais donc l'idée qu'il pourrait sans doute me renseigner sur la manière de revoir mademoiselle de Vespéran dont la pensée ne me quittait point, surtout après les paroles du Roi!

AVESNES

(*A suivre.*)

LA GUERRE DU RIF

LES DEUX ZONES DU MAROC

La France entière a les yeux tournés vers le Rif. Pourtant nos préoccupations étaient, voici quatre mois à peine, portées sur de tout autres points. Chacun croyait alors le Maroc définitivement pacifié et doté de frontières solides, opinion logique, étant donné ce que l'on savait des moyens dont, jusqu'alors, les rebelles avaient disposé contre nous. Cependant nous étions coupables d'avoir méconnu la nécessité impérieuse où se trouve toute colonie, de s'étendre peu à peu, pour les absorber, sur les pays environnants demeurés à l'état sauvage.

N'était-ce pas précisément pour cette raison, si l'on ne tient pas compte des prétextes immédiats, tels que les assassinats de Casablanca et de Marrakech, que nous avions occupé en 1903 l'oasis de Figuig, en 1907 Casablanca et Oudjda, puis étendu notre emprise sur la Chaouia, et enfin sur la partie entière du Maroc où le traité de Protectorat nous laissait les mains libres ?

Mais les subdivisions de Fez et de Taza étaient occupées, depuis 1914, à refouler en zone espagnole les harkas qui en provenaient et qui revenaient peu après, reposées, réapprovisionnées et renforcées, ce qui obligeait à les refouler de nouveau, sans que l'on pût prévoir la fin de cette comédie sanglante, rendue possible par l'observation scrupuleuse de conventions internationales maladroitement conçues.

Nous recevons en ce moment une leçon cruelle mais il faut

nous en prendre un peu à nous-mêmes, pour n'avoir pas exigé plus tôt l'exercice d'un droit naturel, celui d'aller mettre le holà de l'autre côté d'une ligne frontière du reste jamais déterminée avec précision pour la bonne raison qu'il eût fallu deux corps d'armée pour accompagner les topographes qui en auraient été chargés. Cependant, tandis que les Espagnols éprouvaient de leur côté des difficultés puis des revers répétés, qui les amenaient en fin de compte à jeter le manche après la cognée et à laisser les indigènes dont ils avaient entrepris la soumission se débrouiller comme ils l'entendraient, la France accomplissait une œuvre grandiose.

Alors que, pour achever la conquête de l'Algérie, cinquante années furent nécessaires, douze ans après le début de l'entreprise, la pacification du Maroc semblait chose accomplie. C'est en 1911 que nos colonnes pénétrèrent à l'intérieur du pays; en 1924, quelques mois à peine devaient suffire à soumettre les quelques tribus berbères réfugiées dans la montagne. En même temps, l'outillage économique du pays était richement assuré. Huit ports jalonnaient la côte, dont celui de Casablanca, lancé en plein océan, couvre 140 hectares; 1 700 kilomètres de voie ferrée à écartement de 0 m. 60, faisaient, en 1922, 31 millions de recettes, 462 autres à écartement normal étaient en exploitation deux ans plus tard; 3 246 kilomètres de routes peuvent être enviés par bien des États d'Europe. Le commerce extérieur qui, en 1907, était de 70 millions de francs, atteignait en 1918 la somme coquette de 429 millions et montait en 1923 à 1 milliard 52 millions, sur lesquels, en cinq ans, la part de la France était passée de 60 à 72 p. 100.

La civilisation pénétrait avec une telle rapidité que la ville de Casablanca, peuplée en 1907 de 3 à 4 000 âmes, en avait 110 000 dix ans plus tard et battait de beaucoup tous les records des villes-champignons d'Amérique. Cependant les indigènes, loin d'être molestés, voyaient leurs coututumes respectées, leur administration maintenue mais devenue à la fois plus équitable et moins vénale, leur richesse accrue grâce au perfectionnement des méthodes de culture et aux moyens d'échange centuplés : bref ils étaient les premiers bénéficiaires de notre ingérence dans leurs affaires.

A ces réalisations magnifiques, le nom du maréchal Lyautey demeurera lié. Il a tout conçu, décidé et ordonné, secondé par une équipe d'hommes qu'il a su choisir de toute première valeur, utilisant l'outil de pénétration, de pacification et de colonisation première merveilleux qu'est l'armée française, à laquelle succédèrent à l'heure de l'exploitation des colons hardis, audacieux, avertis et positifs.

Le Maréchal était en droit, l'an passé, sa tâche de créateur, d'animateur et d'organisateur accomplie, de penser qu'il pourrait, pendant ses vieux jours, assister à l'opulente récolte de la moisson semée par ses soins.

Mais si l'on pouvait aisément prédire que nos troupes devraient éternellement rouler une sorte de rocher de Sisyphe, refoulant en zone espagnole les pillards qui en sortiraient indéfiniment pour y rentrer et en ressortir ensuite, il était difficile de prévoir ce qui allait se passer. Car le mal est devenu bien plus sérieux, puisque les erreurs et les fautes de nos voisins ont accumulé chez eux les matières inflammables, puis les ont allumées, provoquant l'incendie qui a ravagé leur territoire et peut, sans aucun doute, si nous ne parvenons pas à enrayer sa progression, ruiner totalement nos possessions en Afrique du Nord, après avoir traversé le Maroc. Il faut envisager sérieusement, et sans vouloir mésestimer le danger, les conséquences qu'entraînerait pour nous l'abandon de la lutte, lutte à laquelle nous nous trouvons contraints parce que nous n'avons pas su étouffer plutôt le foyer de l'incendie. Si nous hésitions à faire l'effort immédiatement nécessaire, nous verrions rapidement prendre feu nos beaux départements d'Algérie, et plus loin la Tunisie. Et même si nous limitions les ravages du feu, provisoirement, au Maroc, ou tout simplement au Rif, la perte de notre domaine africain serait seulement retardée. Nul Français n'ignore aujourd'hui, après l'expérience de la grande guerre, qu'il est nécessaire à la vie même de la patrie.

Du reste nous avons compris la nécessité d'un effort et fait de suite beaucoup. Si nous n'avons pas encore fait tout ce qu'il est indispensable que nous fassions, cela tient à ce que la France n'a peut-être pas une idée exacte de la nature du fléau.

Il progresse toujours et cependant trois longs mois sont passés depuis son apparition. A très grand tort, je crois, on nous envoie chaque jour un communiqué dont la forme et la teneur rappellent fâcheusement ceux que nous lisions avidement de 1914 à 1918. Ces informations insuffisantes ont provoqué deux courants divergents dans l'opinion. Le premier entraîne les pessimistes qui découvrent dans les communiqués des sous-entendus, des omissions, des contradictions, qui l'apparentent davantage encore à son prédécesseur. Chacun des noms cités, généralement introuvable sur les cartes, évoque pour eux la vision sanglante d'un champ de bataille, les tribus mentionnées, impossibles également à situer, sont réparties sur tout le pays et le Maroc doit être à feu et à sang.

Pour les optimistes, avant que n'ait été annoncé le départ d'un second maréchal de France, il devait s'agir d'une opération de police un peu plus sérieuse que les autres. Le jour où le maréchal Pétain prenait le départ à Toulouse, cette opinion était encore exprimée. Depuis, l'inquiétude s'empare des optimistes mêmes, ils ne comprennent pas plus que les autres, comment il peut se faire que nos régiments puissamment armés, savamment commandés, accompagnés d'avions et de tanks, n'ont pu encore réduire à merci des bandes indigènes.

A l'étranger, nos ennemis se réjouissent, nos amis sont anxieux, les neutres se demandent si notre force militaire n'a pas subi un amoindrissement tel que nous ne soyons plus de taille à relever le gant que l'Espagne a définitivement laissé à terre.

Les personnes qui connaissent le Maroc ne sont pas les moins étonnées. Il est en effet malaisé pour elles d'admettre que nos postes aient cessé d'être imprenables, nos colonnes d'être, tôt ou tard, victorieuses, nos tribus rigoureusement protégées. Tout cela en effet est nouveau, car nous sommes aujourd'hui en présence d'un adversaire tel que nous n'en avons encore jamais rencontré au cours des campagnes coloniales. C'est d'une vraie guerre moderne, mettant en action toutes les armes scientifiques, qu'il s'agit désormais. Hâtons-nous de dire que, s'il est vrai que nous devons consentir un sérieux effort, pour sauver notre empire africain et notre pays même, il ne faut cependant pas dramatiser les choses

et douter du succès final. Je voudrais tenter de le démontrer en exposant les faits aussi objectivement que faire se peut. La France doit les regarder tels qu'ils sont en réalité, afin de prendre courageusement les décisions nécessaires. Elle ne les a pas encore prises.

LES POSTES ET LE SERVICE DES RENSEIGNEMENTS

Il est difficile, ai-je dit, de rapporter ce qui se passe aux notions préalablement acquises sur le Maroc. Elles sont contredites en tous points. Mais, précisément, la meilleure méthode pour expliquer le présent est peut-être de montrer tout d'abord ce qu'était le passé, afin de mettre les contrastes en évidence.

La rapide pacification de notre protectorat est due à l'application des méthodes du maréchal Lyautey. A chaque année, sa tâche a suffi, de faible envergure en apparence, mais définitivement acquise, telle fut la pratique du fameux principe de la « tache d'huile ». Le territoire gagné était aussitôt totalement organisé. « L'occupation consiste moins en opérations militaires qu'en une organisation qui marche », dit le maréchal, et les centres de cette organisation étaient les postes. Ils avaient en outre un rôle militaire à remplir, celui de résister aux agressions afin de protéger contre les populations insoumises celles qui s'étaient récemment soumises; et un rôle diplomatique, celui de permettre l'entrée en relations avec les dissidents.

Pour remplir leur rôle militaire, ils étaient disposés en une ligne dont les feux se croisaient et qui entourait du côté de l'ennemi notre récente conquête. Une garnison les occupait, forte de 50 à 150 hommes environ, avec un ou deux canons de 75 et quelques mitrailleuses, le tout abrité par des murs en pierres sèches, un fossé et un étroit réseau de fil de fer. Ils étaient ainsi, en cas de danger, comparables à nos châteaux forts du moyen âge, où les villageois venaient placer leurs familles et leurs biens à l'abri des tours crénelées. Ainsi conçus, ils inspiraient aux indigènes une absolue confiance et à nos troupes également, au point que des groupes mobiles un peu

trop bousculés se considéraient comme au repos et en sécurité, aussitôt que la ligne des postes était placée entre eux et les rebelles. Jamais un seul poste n'était tombé. Celui de Tarzout avait résisté, en 1915, avec 150 territoriaux aux assauts de 4000 Berbères commandés par Sidi-Raho. Les visiteurs saluent à Fez, au musée du Bata, son drapeau criblé de balles. Le 26 avril 1916, un des journalistes de Casablanca les plus avertis des choses du pays écrivait encore : « Nos postes sont en état de repousser tout assaut, cela est hors de doute. » Et chacun là-bas pensait comme lui.

Dans l'enceinte même de certains postes, ou dans une enceinte voisine, afin qu'il ait une certaine indépendance, habitait l'officier du Service des Renseignements.

Ce Service, dont la Direction est placée auprès du Résident général, administre les régions militaires entre lesquelles est répartie la zone non encore confiée à l'administration civile : ceux de ses officiers dont le rôle nous intéresse en ce moment sont les occupants des postes de la frontière. Rude métier que le leur, qui demande une sorte de vocation, au moins une très grande abnégation. Loin des centres urbains seuls Français, dans un grand rayon, à moins qu'ils n'aient un adjoint, ils vivent de la vie des tribus qu'ils dirigent et conseillent afin de les faire bénéficier des avantages de la « paix française », rendant la justice, nommant les caïds ou chefs de tribus, et contrôlant leur gestion, levant les impôts, traçant les pistes, ouvrant des dispensaires, améliorant les cultures, bref se conduisant en tuteurs de leurs administrés. Il leur faut avoir vécu longuement parmi eux pour en être connus, estimés, obéis.

Pour administrer sagement et faire ainsi aimer la France en assurant à ses protégés les avantages de la civilisation, s'il faut un officier, cela tient à ce que, là-bas, les deux sortes de pouvoirs, civil et militaire, ne sauraient être séparés dans l'esprit des indigènes et que la seule autorité réelle à leurs yeux est celle qui repose sur la force des armes. Mais la mission de l'officier des Renseignements ne se borne pas là. Il doit préparer la soumission des tribus encore dissidentes en face desquelles il se trouve. Et pour ce faire, l'autorité que lui confère son grade est encore précieuse. Il doit se mettre en

relations envec elles, connaître leurs chefs et leurs vues, se ménager chez elles des informateurs et des amis, agir sur elles par la persuasion en exerçant une pression constante, tirer parti de leurs attaches et de leurs divisions, de leurs haines et de leurs affections. Avant tout, il dispose de deux grands moyens d'action, les mêmes en tous pays : la crainte et l'intérêt.

L'officier des Renseignements exerce du reste souvent un commandement militaire, car on lui donne une troupe destinée à faire la police de son cercle ou de son annexe, et à protéger ses administrateurs en repoussant les incursions des pillards, en les poursuivant et en les châtiant. C'est le rôle des *goums*, composés en principe de 127 fantassins et de 41 cavaliers, encadrés par des Français et des Algériens, et dont les hommes contractent un engagement de deux ans renouvenable. Il a encore des soldats indigènes d'une autre sorte, les moghaznis, librement entrés au service sans engagement et qui peuvent le quitter de même ou être remerciés. Les uns et les autres, les goumiers surtout, et toujours sans défaillance, sont de bons serviteurs du Maroc et de notre pays.

Mais le plus souvent l'action politique ne suffit pas à nous amener des soumissions nouvelles. Il faut alors en appeler aux armes et l'officier des Renseignements devient juge de l'opportunité qu'il y a, selon les circonstances, à porter le coup décisif, à marcher, pour telle ou telle raison, dans une direction déterminée. C'est lui, ensuite, qui facilite la marche des colonnes en leur procurant des intelligences chez l'ennemi, en les renseignant sur les forces qui doivent leur être opposées, sur les obstacles ou les facilités que le terrain leur fera rencontrer. Alors c'est comme officier qu'il agit et qu'il sert.

Du reste, pour soumettre une tribu nouvelle, des opérations étaient presque toujours nécessaires, parce que l'honneur commande aux marocains de ne se rallier qu'après avoir manifestement tout fait pour demeurer libres. Mais, ce point d'honneur satisfait, ils acceptaient leur sort et devenaient dès le lendemain pour nous d'aussi fidèles auxiliaires qu'ils avaient été de terribles adversaires. Leur loyauté reconnue, ils recevaient des armes, grâce auxquelles ils pouvaient se défendre contre des bandes audacieuses, se porter au secours

de nos convois attaqués, enfin guider et flanquer nos colonnes et prendre part avec elles au combat. Une fois soumises, rares étaient les tribus qui repartaient en dissidence : la confiance en notre parole et en notre force était absolue et le châtiment redouté. Du reste, l'officier des Renseignements prévoyait la possibilité de la défection et prenait les mesures nécessaires pour l'empêcher, telles que l'envoi bien loin à l'arrière des femmes, des enfants, des bestiaux, des provisions extraites des silos. Bien plus, il est arrivé que l'on enlevât, comme les sultans le faisaient autrefois, toute une tribu de son territoire pour la remplacer par une autre absolument sûre.

C'est donc aux officiers du Service des Renseignements que la France doit en très grande partie d'avoir si rapidement rangé sous sa loi, une population de cinq millions de berbères et d'arabes rebelles depuis des siècles et des siècles à toute administration régulière, car le Sultan régnait sur des terres très réduites en étendue et ne recevait guère d'impôts qu'en les prenant par la force. Ils ont fait une œuvre méritoire et les bureaux de la rue Saint-Dominique sont fautifs de ne pas leur avoir toujours réservé dans les promotions annuelles, la place qui leur revenait en toute justice.

Ils ont su imposer aux indigènes deux notions essentielles grâce auxquelles notre prestige fut longtemps assuré, à savoir que nos postes étaient imprenables et que nous protégions efficacement ceux qui se plaçaient à l'ombre de leur drapeau.

C'est du reste ce que chacun, au Maroc, croyait fermement, ainsi que l'affirmait encore le 26 avril dernier un des journalistes les plus distingués de Casablanca et celui qui est, peut-être, le mieux averti des choses du Maroc, lorsqu'il écrivait textuellement :

« Nos postes sont en état de repousser tout assaut, cela est hors de doute. Mais notre rôle ne se borne pas à défendre des murailles, il est surtout de protéger les tribus soumises. Ne pas le remplir serait manquer à la parole donnée et nous exposer à subir les malheurs que les Espagnols se sont attirés en ne le remplissant pas. »

L'AGRESSION.

Or voici que le 12 avril dernier, la grande tribu des Beni Zeroual, sur laquelle s'appuyait notre politique riffaine, tribu qui n'était pas dans la ligne de nos postes mais nous payait l'impôt et, par suite, avait droit à coup sûr à notre protection, voit son territoire envahi par les partisans d'Abd-el-Krim. Elle fait en vain appel à notre secours. Sous menace de mort, les familles partent en dissidence, emmenant leurs troupeaux, tandis que leur chef, le Chérif Derkaoui, fidèle ami de la France, commandeur de la Légion d'honneur, fuyait à Fez sa demeure incendiée.

Ce jour-là le prestige de la France reçut une atteinte grave.

Le 18, le caïd des Beni Ouriaguel, tribu établie dans la zone de nos postes, en arrière des Beni Zeroual, voit pénétrer chez lui des Riffains qui lui mettent le couteau sur la gorge et l'obligent à donner à ses administrés l'ordre de partir.

Puis le mal se propage, des populations qui se croyaient à jamais en paix, voient des rebelles s'infiltrer entre nos postes, menacer tous ceux qui refusent de passer de leur côté, assassiner les recalcitrants, razzier femmes, enfants et troupeaux, et, parfois, à plus de trente kilomètres en arrière du front, on voit s'élever les flammes des incendies qui détruisent en longues lignes de ruines, les Kasbas, les douars et les récoltes. Sous peine de mort, les habitants partent, et cela signifie que les hommes, aussitôt, conformément à leurs conceptions séculaires, parce que nous manifestons notre impuissance à les protéger, vont grossir les forces de nos adversaires et attaquent nos positions. Nos officiers, appelés partout, ne peuvent porter secours nulle part et notre front se dégarnit. A M'Zoua, le caïd vient annoncer l'approche de cavaliers dissidents et demander à l'officier français un secours qu'il est incapable de lui procurer. Deux heures plus tard, les hommes du village lancent des grenades sur le poste.

Après s'être ainsi « infiltrés » entre nos postes, le plus souvent de nuit, les Riffains, toujours, continuent l'application d'une tactique immuable en devenant derrière notre ligne

de plus en plus nombreux, puis en se réunissant pour former des groupements plus compacts. Le 20 avril ils avaient pénétré sur notre territoire à une profondeur de 35 kilomètres et se trouvaient en force à 40 kilomètres de Fez au plus.

Certes, le maréchal avait prévu depuis plus d'un an qu'il allait être attaqué, et il avait même précisé vers quelle époque. Au mois de décembre il avait demandé des renforts qui devaient lui parvenir en deux échelons, l'un en février au plus tard, l'autre pour le premier avril. Le premier fut envoyé en temps voulu, le second, réclamé entre temps, avec insistance, par une dépêche du 17 mars, puis une troisième du 15 avril, fut accordé seulement le 18. Il n'était du reste pas extrêmement important mais on doit noter qu'à cette exception près, depuis le début de la guerre, les demandes du Maroc ont trouvé de la part du Gouvernement un accueil toujours favorable. Ce n'est donc pas là, malgré ce qui a été dit dans certains journaux, que doit être cherchée la cause de nos revers.

Quoi qu'il en soit, les pluies, qui, au Maroc, tombent en abondance pendant l'hiver et le printemps pour cesser entièrement vers le mois de mai, avaient empêché ou rendu très difficile le rassemblement des forces destinées à repousser l'invasion. Chacun se souvient des épisodes pénibles de cette époque et notamment de la perte de l'équipage de ponts convoyé sur l'Ouergha que nos sapeurs durent couler, après avoir perdu plusieurs hommes. Cependant, les mesures rapidement adoptées, qui sont décidément notre salut, parvinrent à ramener les agresseurs, non pas au delà de nos postes, mais dans leurs approches.

Malheureusement, nous avions perdu déjà une partie de notre force morale, non pas la plus négligeable. Les tribus ne purent conserver la certitude que nous les protégions et dès lors toute soumission devenait plus difficile à obtenir que précédemment; les dissidences, par contre, s'accélérèrent peu à peu sous la pression progressive de l'ennemi, appliquant toujours sa politique de menaces, immédiatement suivie d'exécution. Une première ligne de tribus tombée, la seconde est entamée et la dissidence, gagnant notre arrière-front, vient nous susciter des difficultés nouvelles, en même temps que les rangs de l'ennmi s'épaississent car, aussitôt leur défection acquise, il

encadre ses nouveaux auxiliaires solidement, les arme s'ils ne le sont déjà et les lance tout de suite contre nous.

En même temps, la seconde conviction précieuse que nous avions imprimée dans les cerveaux berbères, à savoir que nos postes étaient imprenables, s'effaçait brusquement, et sa perte venait accroître les raisons déjà convaincantes, pour lesquelles nos protégés sans protection devenaient nos ennemis. En effet, dès le 6 mai, un d'entre eux était emporté d'assaut et sa garnison disparaissait avec une pièce de 75 et quatre mitrailleuses, premier malheur qui eut un retentissement déplorable dans le Maroc entier.

Enfin, troisième cause de désillusion à notre endroit, dès le 5 mai, un des deux groupes mobiles alors formés, voulant atteindre un poste afin de le ravitailler et de le renforcer, se heurta à des organisations défensives de l'ennemi, contre lesquelles il échoua et, le soir, il dut rebrousser chemin. Or il était rare encore d'avoir vu au Maroc une colonne française incapable de camper le soir plus ou moins tardivement, ou le lendemain, mais de camper tout de même, sur les objectifs qui lui étaient assignés.

Dans une région extrêmement accidentée, véritable labyrinthe de vallonnements étroits, serrés entre des escarpements rocheux, formant des crêtes aiguës, nos soldats trouvaient devant eux des combattants bien commandés, instruits et armés, merveilleusement adroits à tirer du terrain toutes les ressources possibles et, ce qui était plus surprenant encore, terrés dans des tranchées savamment établies, avec feux de flanquements, lignes successives, et camouflage.

Pour examiner rapidement comment s'était formée la puissante organisation déclanchée contre la France, il nous faut faire un retour en arrière.

ABD-EL-KRIM ET LA RÉPUBLIQUE RIFFAINE

Le nouveau semble-souverain, qui règne de façon absolue sur la soi-disant république riffaine est bien connu maintenant par tout ce que la presse en a dit, aussi passerai-je rapidement sur sa personnalité, rappelant seulement que son père, qui portait indûment le titre de Caïd d'Ajdir, fut l'artisan

initial de sa fortune et lui laissa en mourant, au cours de l'automne 1919, une harka de 300 hommes, levée pour le compte des Espagnols. Elle avait été formée afin de soutenir une politique indigène néfaste, consistant à s'emparer, en vertu de contrats douteux et pour des sommes infimes, de terres destinées à être revendues avec grand profit. Les auteurs et bénéficiaires de ces fructueuses combinaisons avaient mis à profit les suggestions présentées par les Allemands et venant de la société fondée par les Mannesman, *Las Minas del Riff*. Repoussées, les idées en question furent reprises en Espagne où fut formée une autre Société qui devint toute puissante dans le Rif : *la Colonizadora*. Les exactions qu'elle commit mirent le comble à la haine séculaire des indigènes contre l'Espagne, le général Sylvestre provoqua la révolte par ses rodomontades; Abd-el-Krim, cadi révoqué de Melilla, à la solde de l'Allemagne comme l'avait été son frère, souleva le pays, rassembla les guerriers autour de sa harka et remporta les victoires d'*Iguirriben*, du *Mont Abarran*, d'*Anoual* et du *Mont Arrouit*.

Abd-el-Krim, jusqu'alors, était demeuré dans la banalité des précédents et avait observé la coutume berbère qui veut que pour la guerre seulement un chef soit désigné. Si, en effet, dans le *bled maghzen*, ou pays soumis au sultan, il désigne des caïds pour gouverner les tribus, celles qui habitent le *bled siba* ou dissident sont extrêmement démocratiques et régies seulement par l'assemblée des notables ou de tous les hommes, nommée *djemaa*.

Il y a, au degré inférieur, des djemaa de fractions de tribu et encore au-dessous les djemaa de chaque village. Mais, pour diriger les opérations de guerre, les berbères ont depuis bien longtemps, avant que les alliés ne s'en soient, en 1917, rendu compte, saisi les avantages de l'unité de commandement. De même, si parfois une de leurs tribus soumet à son autorité quelques autres et tient à les conserver sous sa domination, cette sorte d'état de siège, créé par une situation reposant sur l'exercice de la force, fait que la tribu dominante se donne aussi un chef, nommé l'*amrar*. Abd-el-Krim est en réalité l'*amrar* des *Beni Ouriaguel*, sa tribu et l'instrument de sa domination. Mais, grisé par le succès, jaloux aussi certainement des lauriers de Mustapha-Kemal, voyant de plus quel

parti il pouvait tirer de la propagande pan-islamique et de la haine xénophobe exaspérée par les administrateurs espagnols, il voulut davantage. Pour être sultan il faut être chérif, c'est-à-dire descendant du prophète. Abd-el-Krim qui est un berbère zenète, et par suite n'est même pas un arabe, s'est forgé une ascendance alaouite, qui le rattache aux princes de la famille actuellement régnante au Maroc, et l'apparente à Mahomet par sa fille Fathma, puis il s'est fait proclamer « sultan du Rif » par une assemblée de 20 adouls (notaires) et de 20 oulemas (docteurs de la loi coranique). Il a fait dire dans les mosquées, la prière en son nom, enfin, portant plus loin encore son ambition, il a fini par déclarer que, seul il était sultan légitime, le véritable devant être considéré comme un jouet dans les mains de la France, et par affirmer que son empire allait de la Moulouya jusqu'à l'Atlantique, et d'Ajdir jusqu'au delà d'Agadir.

A l'infime bourgade d'Ajdir, située au fond de la baie d'Alhucemas, il a donné le titre de capitale, et, en réalité, en a bien fait le centre du commandement de son territoire. Sous prétexte de modernisme, il a fait tendre, par des électriciens européens ou instruits à Fez dans nos usines, un réseau téléphonique partant d'un énorme standard devant lequel il trône et reçoit ses visiteurs européens ou américains. Des routes ont également été tracées par son ordre, rayonnant de même autour d'Ajdir.

Il a su plier sous son joug, en premier lieu, ses proches les Beni Ouriaghel, parmi lesquels il a recruté ce qu'il appelle son Conseil des Ministres, conseil qui comprend du reste des hommes intelligents, tels que le ministre de la Guerre, Si Ahmed Boudra et le ministre de la justice, Sidi Mohammed Azerkham.

Puis il a étendu son influence sur les tribus, les riffaines proprement dites, établies entre la côte de la Méditerranée et la crête des montagnes qui portent le nom du pays. Chacune d'elles a envoyé dans la capitale des délégués chargés en réalité de transmettre les ordres du maître, mais il en a fait, vis-à-vis des étrangers, les membres d'une sorte d'assemblée délibérante jouant le rôle de Parlement.

Certes son autorité n'est pas acceptée sans hésitation et ce n'est qu'en supprimant ses contradicteurs qu'il obtient de n'avoir pas d'opposition. Cependant ses succès constants, et inespérés au début tout au moins, lui ont valu une grande faveur. Il ne faudrait pas croire qu'elle s'étende sans réserve à tout le Maroc et que tous les indigènes voient l'extension de son domaine avec sérénité. Il n'est aux yeux des Marocains instruits et traditionalistes qu'un usurpateur après tant d'autres successivement disparus, le Rogui notamment en dernier lieu. Les habitants des villes ne voient pas sans terreur la possibilité de l'entrée victorieuse des hordes berbères dans leurs souks prospères et les nombreuses populations qui apprécient l'avénement d'une paix, d'une sécurité et surtout d'une justice bienfaisantes, ne se laissent pas séduire par les promesses qu'il adresse en tous lieux, disant que bien plus rapidement et énergiquement que les Français, il saura faire jouir le Maroc des bienfaits que les chemins de fer, le téléphone et les machines apportent avec eux.

Il faut cependant convenir de cette évidence que, dans les campagnes habitées par les berbères, dans les régions depuis peu soumises, dans celles où du mécontentement règne pour une cause ou une autre (par exemple exactions non encore réprimées de quelque caïd ou impôts trop lourds au gré des contribuables) il a des partisans qui souhaitent sa venue. Et puis, le Marocain aime la guerre, ce n'est peut-être pas sans un certain plaisir que certaines tribus belliqueuses espèrent se venger de leur défaite encore récente.

Mais c'est avant tout à la violence qu'il doit l'accroissement de son domaine, et on ne saurait reprocher à ceux que nous ne défendons pas assez de nous en vouloir et de se ranger du côté de celui dont ils ont tout à craindre.

La première conquête d'Abd-el-Krim fut la région des *Djebala*, que les Espagnols venaient d'abandonner totalement lorsque son frère, *Ould Mohammed Abd el Krim*, à la tête des Riffains, attaqua le fameux Raissouli dans les conditions que le marquis de Segonzac nous a ici même racontées, et s'empara avec lui de tout le pays soumis imprudemment à son autorité. Comme jamais les Espagnols n'étaient parvenus à se débarrasser de ce brigand de grande allure, et que dès sa première

tentative, Abd-el-Krim en vint à bout, il lui en échut un immense surcroît de prestige.

C'est donc à l'Espagne qu'Abd-el-Krim doit tout. Il recueillait de sa victoire des fruits qu'il ne pouvait espérer si merveilleux, puisque c'était sans coup férir qu'il occupait la bande de terrain énorme que le général Primo de Rivera abandonnait de son plein gré en 1924. Brusquement, pour des raisons politiques, ce dictateur avait décidé de reculer toute la ligne des postes qui défendaient du côté de l'est, la partie de la zone espagnole située à l'ouest du Maroc au long de l'Atlantique, et de la porter en arrière, à 20 kilomètres au plus de la côte, en contre-bas des montagnes, c'est-à-dire dans une position défavorable pour la défensive et qui rendait difficile la reprise éventuelle d'une marche en avant vers le Rif. Comme il réduisait en même temps les effectifs de l'armée d'occupation, qui, de juin à novembre 1924, passa de 115 000 hommes à 64 000, et comme, de plus, la nouvelle ligne était plus étendue que l'ancienne, Abd-el-Krim avait tout lieu de se réjouir. Il en retira non seulement des terres, des hommes et de l'autorité, mais aussi des armes, des munitions en immense quantité. Il est en effet en Afrique du Nord un fait qui perpétuellement se renouvelle et que, fort malheureusement, nous semblons avoir oublié, à savoir que celui qui recule perd la face, en ce sens qu'il est censé être vaincu, et que, outre cet échec moral, il risque fort un échec matériel, car les ennemis accourent de toutes parts, accrochent ses arrière-gardes et harcèlent ses flancs, bref lui font une conduite de Grenoble à laquelle nous avons été ces temps-ci trop souvent exposés et que les Espagnols se sont largement procuré lors de leur retraite. Aussi pour éviter à quelques-unes de ses garnisons les dommages généralement provoqués par cette pratique néfaste, l'Espagne a fait appel très fréquemment à la diplomatie et poursuivi avec l'ennemi des négociations compliquées sur la nature desquelles nous n'insisterons pas, mais qui ont eu pour résultat de grossir les stocks de canons, de fusils, d'obus et de cartouches des Riffains.

LES CAUSES DE L'AGRESSION RIFFAINE

Abd-el-Krim, enfant chéri de la victoire, ne connaissait plus de bornes à ses ambitions et ses sujets étaient grisés par un succès constant dont ils souhaitaient la persistance. Il est aisé de dégager de tout cela les raisons pour lesquelles il a lancé sur nous la machine de guerre que l'Allemagne avait forgée et mise entre les mains de son père, puis déclanchée sur l'Espagne pour des raisons également connues. Voyant les Espagnols incapables d'occuper et par suite de pacifier et d'administrer le Rif, les Allemands avaient abandonné en effet tout espoir de prendre un jour livraison par leur entremise des terrains miniers prospectés par les Minas del Rif et pour lesquels ils avaient obtenu des indigènes un certain nombre de concessions. Il fallait cependant installer dans le pays un gouvernement quelconque susceptible d'en permettre l'exploitation et la seule façon de procéder leur parut être d'aider un chef local intelligent à chasser les Espagnols et à fonder un État suffisamment solide pour faire la police et permettre aux Européens de venir travailler.

Ensuite il était bien tentant de diriger contre le protectorat français une manœuvre susceptible de gêner sérieusement l'organisation de notre défense nationale, d'absorber une partie de nos forces, de nous causer des pertes importantes en hommes et en argent. Qui sait si, les succès survenant, les Allemands n'ont pas envoyé aux rebelles des instructeurs et de l'argent dans le but grandiose de soulever peu à peu toute notre Afrique du Nord ? Il semble bien qu'Abd-el-Krim soit poussé et conseillé dans ce sens.

D'autre part, il est fort probable que cet autocrate est souvent forcé d'obéir.

Né de la guerre, le pouvoir d'Abd-el-Krim est destiné à disparaître si la guerre vient à cesser. Peut-être a-t-il une seule chance de conserver le pouvoir, c'est de se porter au faîte des honneurs en héritant de l'autorité morale des Empereurs chérifiens. Mais si, au moment de la paix, il n'est encore aux yeux de ses troupes que l' « amrar », il est plus que probable que, du jour au lendemain, il devra rentrer dans la vie privée.

Du reste il n'a pas eu de mal à lancer ses troupes contre la zone française. Célèbre sur la Méditerranée comme pirate, le montagnard du Rif exerça de tout temps sur terre une profession similaire. Il a vécu depuis des siècles de ses rapines et c'était lui donner une satisfaction complète que de le diriger vers les riches plaines de l'Ouergha et des Cheraga, vers la ville opulente de Fez, qui, espérons-le fermement, méritera encore cette fois-ci son nom de « Fez la bien gardée ».

Peut-être faut-il encore accuser de sa décision les encouragements reçus de la part des communistes, il en faut à coup sûr charger pour une part les subsides et les conseils des bolchevistes dont le concours apparaît aussi clairement presque que celui de l'Allemagne.

De ces quelques considérations, il résulte avec évidence que si nous avions prévu bien des choses en signant la convention de novembre 1912 qui déterminait la situation de l'Espagne au Maroc, aussi bien qu'en repoussant les offres dont il a été question en 1919, du moins n'avions-nous pas prévu que la zone d'influence espagnole deviendrait le nid d'une organisation dirigée contre notre protectorat et destinée à le faire vaciller sur ses bases. De même si l'agression riffaine a été prévue par nos chefs plus d'un an avant qu'elle ne soit lancée, elle ne l'avait certainement pas été sous la forme qu'elle a réellement revêtue.

Mais, dira-t-on, les désastres éprouvés par l'Espagne auraient dû nous ouvrir les yeux. A cette objection il faut se borner à répondre en rappelant combien nous avons manifesté à cet égard un des défauts les plus graves de notre tempérament national, qui nous pousse à « blaguer » inconsidérément certaines infortunes. Que la leçon nous serve et puissions-nous abandonner cette coutume qui, en l'occurrence, semblait fort déplaisante à ceux qui savaient combien la guerre au Maroc, telle que jadis on la pratiquait, était déjà cruelle. Nous avons trop sous-estimé la valeur des adversaires de l'Espagne, en même temps que celle de ses troupes qui, en maintes circonstances, ont fait preuve au Maroc d'un courage surhumain et dont les malheurs méritaient tous les respects.

L'ARMÉE D'ABD-EL-KRIM

Il faut cependant considérer que, depuis ses victoires sur l'Espagne, l'armée d'Abd-el-Krim n'a cessé de croître en nombre et en valeur.

Son armement tout d'abord a été constitué précisément par le butin alors rassemblé. Avant le début de cette fâcheuse affaire, on estimait le nombre de ses canons de campagne de 75 millimètres à 150 au moins et 200 au plus, parmi lesquels il en est quelques-uns de montagne du calibre de 70 millimètres, le tout venant de batteries espagnoles et sortant de la maison Krupp. Il faut leur ajouter, pour dénombrer l'artillerie que nous trouvons aujourd'hui, et pour la première fois, chez des Marocains rebelles des mortiers de 105, et malheureusement aussi maintenant, quelques-uns de nos précieux 75, dont certains servent à exciter par leur exhibition dans les ksour, l'enthousiasme des populations.

En fait d'armes portatives, il y a chez l'ennemi, au moins 70 000 fusils espagnols Mauser du calibre de 6 mm. 5, excellents, pas mal de Lebel (Mle 86-M. 93) et plus récents, vendus dit-on, en majeure partie, par les Allemands et venus par conséquent de notre front de France, puis des Emington, des Winchester et enfin des mitrailleuses allemandes et des fusils automatiques que l'on a fréquemment entendu crépiter.

Les munitions existent en abondance. Les postes européens furent de précieux ravitailleurs, il en est qui contenaient 300 000 cartouches et, sur les marchés, on les vend 4 francs le cent alors qu'en 1918 elles valaient à Tétouan 1 franc pièce.

Près d'Ajdir a été créée une fabrique de grenades, elles sont analogues à celles que nous avions au début de la guerre, c'est-à-dire que ce sont des boîtes métalliques, généralement en fer-blanc, et remplies de cheddite et de balles. Les Riffains en ont ramassé aussi en quantité chez les Espagnols, celles-là, ovoïdes, sont très dangereuses. Enfin ils ont des grenades françaises V. B. Il leur en a été procuré beaucoup par la contrebande.

L'importance de leur armement, la quantité des munitions dont ils disposent, l'économie qu'ils mettent à leur emploi, fait que les espoirs généralement placés dans l'efficacité éventuelle d'un blocus sont malheureusement vains. A supposer

que l'on puisse fermer rigoureusement la frontière de la zone internationale de Tanger, ce qui exigerait une force de police très supérieure à celle dont la formation a été décidée, ainsi que la frontière d'Algérie et les côtes, Abd-el-Krim aurait encore de quoi soutenir la lutte pendant de longs mois, pour ne pas dire pendant des années. Ce n'est pas là qu'il faut chercher la solution.

Les troupes riffaines peuvent être considérées comme comprenant des réguliers, des forces supplétives et des partisans, c'est-à-dire comme formées suivant le type des armées chérifiennes d'autrefois.

Le sultan Moulay Ismaïl, l'émule jaloux de Louis XIV qui lui fit demander par ses ambassadeurs la main de mademoiselle de Conti, institua une armée permanente et régulière : les *abids*. Chez Abd-el-Krim leur correspondent environ 10 ou 11 000 hommes formés en compagnies de 100 hommes commandés par des Caïds Mia, et comprenant chacune deux pelotons commandés par des Caïds *Rhamsin*, divisés eux-mêmes en deux sections que commandent des Caïds *Rhamsa-Ou-Achrin*. Les sous-officiers ou *Mokaddems* sont chacun à la tête d'une escouade de 5 hommes.

Ces réguliers, surtout Beni Ouriaguels, reçoivent une solde et deux pains d'orge chaque jour, sont armés du Mauser espagnol et revêtus d'un uniforme qui semble être devenu kaki mais qui était jusqu'à présent composé de la djellaba des montagnards, sorte de courte mais large pèlerine à manche et à capuchon, de couleur marron clair, serrée à la taille par un ceinturon espagnol. Ils portent au côté le sac marocain en cuir appelé *djebira*, dans lequel sont leurs vivres, des grenades et 150 cartouches. Cette troupe fournit à l'*amrar* une garde personnelle et constitue sa réserve, qui donne aux grands jours. Quant aux Mokhaznis, ils jouent un rôle spécial, semble-t-il, celui d'émissaires : ils sont chargés des infiltrations initiales, de l'encadrement des nouveaux contingents, et surtout d'instruire les équipes destinées à la manœuvre des pièces, ou appelées à utiliser les armes nouvelles; bref, ce sont des hommes de confiance destinés à toutes sortes de missions exigeant une instruction militaire supérieure à la moyenne.

Les sultans avaient ensuite à leur service des tribus dites

guich astreintes à leur fournir en permanence des contingents de soldats. Elles accompagnaient souvent le souverain dans ses déplacements et avaient dans chaque capitale, Fez, Rabat, Marrakech, Meknès, des kasbas, ou enceintes fortifiées, à l'intérieur desquelles elles étaient casernées avec leurs familles entières. En rémunération, elles recevaient des donations en terres, qui sont connues sous le nom de « biens guich ».

A ces tribus guich correspondent chez les Riffains les tribus proprement riffaines, établies le long de la côte et qui donnent un effectif total de 40 000 guerriers approximativement. Il faut en défalquer les 11 000 réguliers, ce chiffre de 40 000 représentant le total des combattants bien encadrés, armés, instruits et fidèles par essence, qui forment la masse principale et sérieuse de l'armée ennemie.

Enfin viennent les *partisans*, fournis par les tribus des Djebalas et celles qui étaient auparavant soumises à l'Espagne ou à la France et ont fait défection. Aussitôt, elles sont encadrées, armées à moins qu'elles ne le soient déjà, et leurs contingents grossissent ceux de l'ennemi. Elles doivent pouvoir mettre en ligne au bas mot 20 000 guerriers sinon davantage.

Abd-el-Krim avait au début de sa puissance peu de cavalerie, environ 800 hommes, mais les dissidents doivent avoir triplé au moins ce chiffre. Au total notre estimation donne 60 000 hommes.

Abd-el-Krim commande de son poste central d'Ajdir, mais il a réparti tout le front en un certain nombre de secteurs, dont un chef assume le commandement. Les secteurs sont reliés à Ajdir par le téléphone et par des pistes qui permettent le passage des convois de ravitaillement, les dépôts étant en général situés à côté du Poste de Commandement de chaque secteur.

Auprès d'Abd-el-Krim se trouve un État-Major comportant au moins cinq officiers allemands, et dans toutes les formations se trouvent des Européens, soit venus directement, soit déserteurs de la légion étrangère espagnole ou de la nôtre.

Les Riffains ont un service de santé sommaire. Ils enterrent leurs morts aussitôt que possible et les emmènent en cas de retraite. Les blessés, dans ce même cas, sont emmenés si possible; en cas d'avance au contraire on laisse les blessés sur

place et on les ramasse seulement l'action terminée; ils sont soignés en général dans leur village d'origine. On a trouvé sur des morts des paquets de pansement allemands et sur d'autres un linge blanc semblant en tenir lieu.

Abd-el-Krim enfin a des automobiles, pas en grand nombre, trois dit-on, mais il s'en sert et impressionne avec elles les Riffains qui constatent le modernisme de leur chef. Quant aux avions, on a prétendu qu'il en avait. C'est indéniable puisque quatre ou cinq appareils espagnols sont tombés entre ses mains et qu'il en a acheté un ou deux en Tunisie, lors de la dissolution d'une entreprise de transports aériens. Mais il ne paraît pas à craindre qu'il s'en serve, en raison des rechanges nécessaires (pièces de moteur ou de cellule). Néanmoins depuis que j'ai constaté que son pays était rarement survolé, sinon sur une faible profondeur, je ne m'étonnerais pas qu'il parvînt un jour à en équiper un pour aller jeter quelques bombes sur Fez, ce qui ferait le plus mauvais effet sur les populations. Certes il serait ensuite démoli par les bombardements, mais comme il est préférable de prévoir que de pourvoir, mieux vaudrait empêcher cette éventualité.

Nous étudierons la tactique des Riffains en parlant des opérations.

LES OPÉRATIONS

Nous ne nous engagerons pas dans l'historique, même sommaire, des hostilités.

Leur exposé nous montrerait le renouvellement perpétuel de divers systèmes, toujours identiques à eux-mêmes, dont il suffira de faire une seule fois le résumé.

Nous avons vu ce que sont les « infiltrations », et comment elles deviennent invasion. En mai, les Riffains, pour attirer nos tribus, leur assuraient que, si elles se joignaient à eux, elles pourraient revenir victorieusement dans leurs villages en temps voulu pour faire la moisson. Comme, de notre côté, nous ne pouvions assurer la protection de nos partisans l'argument paraissait convaincant. Les Riffains venaient de nuit enlever les récoltes des nôtres et les massacrer eux-

mêmes tandis que, de leur côté, on moissonnait en toute tranquillité. Il nous a manqué à ce moment des obus et des grenades incendiaires, grâce auxquelles les aviateurs auraient pu incendier les champs de l'ennemi et hâter ainsi sa défaite en le privant de vivres. Or de tels obus n'existaient plus, car, par un sentiment qui nous honore mais qui est hors de saison lorsque l'on fait la guerre, ils avaient été supprimés comme inhumains.

Comme on ne parvint pas à protéger nos tribus, les défections augmentèrent en quantité et en importance, ouvrant ainsi un vide dans notre couverture indigène. A l'heure ou j'écris ces lignes, toutes les tribus établies au nord de la route Fez-Taza, ont changé de parti. De plus, il est à craindre que les Ghiata, au sud de cette route, ces terribles guerriers avec lesquels nous avons éprouvé les plus grandes difficultés, ne les suivent et n'entraînent dans leur révolte les Beni Ouarain et autres tribus du Moyen Atlas, ce qui rendrait la situation beaucoup plus inquiétante.

Ces défections constituent à coup sûr le point le plus sombre du tableau; nul ne peut prévoir exactement ou elles s'arrêteront.

Après avoir obtenu ces premiers résultats d'ordre politique, les Riffaius passent aux opérations proprement militaires.

L'infiltration est devenue invasion, elle menace peut-être la route de Fez à Oudjda par Taza, route indispensable car elle est notre seule voie de communication avec l'Algérie. Ou bien encore elle est dirigée contre Ouezzan, contre Taza, plus encore contre Fez. Abd-el-Krim, en effet, a déclaré qu'il comptait entrer dans la ville sainte pour se faire élire par les adoul et les oulema sultan du Maroc.

En toute hâte, car le Service des Renseignements ne renseigne plus comme autrefois et la surprise est presque chaque fois renouvelée, il faut lancer sur les envahisseurs un groupe mobile important capable de leur barrer la route.

De deux choses l'une. Ou bien l'ennemi disparaît, ou bien il résiste. Dans le premier cas, le coup porte dans le vide, tandis que, à quelque 100 ou 200 kilomètres de là, une autre infiltration se dessine à laquelle il faut parer d'urgence. Alors

les bataillons qui tout le jour ont marché, sont embarqués dans les camions automobiles ou entreprennent une longue marche afin de se porter au point critique où tout est à recommencer.

Dans le second cas, si les Riffains font tête, ces élèves dociles et intelligents des nombreux Allemands qui les encadrent, nous opposent tout un système de défenses en terrassements dont le relevé provoque l'admiration. Rien n'y manque. Profitant des crêtes aiguës de leurs montagnes, ils placent les tranchées au début de la contre-pente, et les couvrent de dalles de pierre ou de rondins, portant une épaisseur de terre, avec tous les trois ou quatre mètres un trou destiné au tir et à l'observation.

Le Riffain, et tous les habitants de la région sont des fantassins remarquables, qui ont pour les jeux de la poudre exécutés à pied le même amour que d'autres Africains portent aux fantasias équestres. Ils ont même cette particularité de faire à pied des fantasias pleines de pittoresque et dans lesquelles ils déploient une étonnante adresse à manier leurs armes. Ce sont des sortes de ballets, avec mouvements purement artistiques ou bien simulacres de combats. J'ai eu l'occasion d'en voir une, lorsque les Senhadja de Mosba demandèrent l'aman, à la suite d'un bombardement intensif poursuivi deux jours durant par l'aviation de Fez que je commandais alors.

Par sa force musculaire, son habileté au tir, son aptitude instinctive à utiliser le terrain, le guerrier riffain s'égale aux meilleurs combattants européens. Trente Riffains ont arrêté net, à trois reprises différentes, au combat de Bibane, un bataillon de la légion, par trois fois lancé contre eux et qui ne connut que, une fois la tranchée enlevée, le petit nombre de ses défenseurs. De tels faits ont démontré qu'il fallait effectuer, avant de déclancher l'attaque, une préparation d'artillerie. Ce « pilonnage » doit être sérieux. On cite certain village qui reçut 3 000 obus de 75 et 682 obus de 155 et que l'on ne put cependant enlever que le lendemain, après l'avoir tourné.

Mais, depuis quelque temps, les effectifs et les moyens de l'ennemi étant grossis, il parvient à tenir sur place. On voit

par exemple dans les communiqués que le groupe mobile envoyé sur le Haut Leben, est aux prises du côté de Bab Taza, depuis près de trois semaines, avec des rassemblements ennemis demeurant sur les mêmes positions.

La même situation apparaît par ailleurs lorsque nos colonnes, cherchant à ravitailler ou à faire évacuer un poste, ne peuvent, en dépit de leurs efforts, parvenir à l'atteindre. Nous avons vu que le cas s'était présenté au début de la campagne. Malheureusement, depuis lors, il s'est renouvelé et nous a coûté quelques postes et leurs garnisons. En effet, outre les opérations dites de police conduites sur les territoires des tribus défaillantes, et les refoulements tentés sur les avances de l'ennemi, les groupes mobiles ont pour occupation essentielle de se frayer un passage au travers des masses qui ont dépassé la ligne des postes, afin de tendre la main aux défenseurs, soit pour les ravitailler en eau, en vivres, en munitions et en médicaments, soit pour détruire les installations si une plus longue résistance paraît impossible. Ces postes sont approvisionnés en général pour vivre un mois sans secours, mais l'ennemi les encercle d'un réseau de tranchées, amène des canons et des mortiers, qu'il enterre et camoufle, et, après une préparation d'artillerie, qui démolit les murailles et défonce les bâtiments, l'assaut est donné à la grenade. A moins que le commandant ne parvienne à se faire sauter lui, sa troupe et son réduit, les survivants du combat et du massacre qui le suit ne sont pas très nombreux. Il en est cependant qui furent amenés, dit-on, en tournée triomphale dans le Rif et gardés comme otages. Les munitions, les canons et les fusils vont rejoindre les stocks déjà constitués.

Beaucoup de postes purent être évacués par les occupants, souvent au prix de fortes pertes. Mais, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, il arrive que nos troupes ne peuvent parvenir à joindre les assiégés et soient contraintes de les abandonner à leur triste sort.

Actuellement, nous ne conservons plus que deux postes au nord de l'Ouergha, Tafrant et Taounat, dont le ravitaillement périodique exige la mise en action de forces considérables. Ces postes ont été renforcés par l'installation de plu-

sieurs bataillons et de plusieurs batteries, et ils constituent de véritables camps retranchés.

Les seuls postes de cette région qui résistèrent furent ceux dont le chef comprit que les nouvelles armes utilisées contre lui exigeaient l'emploi de nouvelles défenses et qui, sans se préoccuper des bâtisses, fit creuser rapidement un système de tranchées, ceux aussi dont le commandant avait su s'attirer la vénération des tribus avoisinantes et qui ont reçu l'appoint de plusieurs guerriers fidèles, au jour du départ en dissidence du reste de la population. L'exemple du lieutenant de Seroux qui sauva Taounat est à cet égard éloquent. Partout des traits d'héroïsme furent accomplis qui soulèveront, lorsqu'ils pourront être racontés, l'admiration de la France entière.

N'oublions pas qu'à l'heure actuelle il est encore des poignées de braves enfermés dans les murs d'un grand nombre de postes situés autour d'Ouezzan ou de Taza. Leur défense est admirable. Du reste partout nos soldats, Français, légionnaires et tirailleurs rivalisent de valeur. Je ne résiste pas au désir de reproduire la citation obtenue par un bataillon dont je connaissais le chef, lequel, trois jours après l'avoir obtenue, tomba mortellement frappé en même temps que 50 autres de ses hommes. Aux obsèques de ce héros le Maréchal Lyautey voulut bien m'emmener pour me permettre d'apporter aux combattants tombés le salut de la mère patrie. La voici :

Du 25 avril au 25 mai le 4e Bataillon du 19e R. T. N. A. sous les ordres de son chef légendaire, le commandant Stefani, a participé à toutes les opérations de couverture sur le front du Moyen Ouergha.

Troupe de choc incomparable, toujours placée en tête des colonnes d'attaque, a enlevé de vive force en plusieurs assauts sanglants, habilement préparés et énergiquement conduits par le commandant Stefani, des positions solidement organisées et défendues par un ennemi fermement résolu à se faire tuer sur place.

S'est particulièrement fait remarquer aux affaires du 28 avril, au Djebel Messaoud, du 2 mai à l'Aoudour, et des 13, 19 et 25 mai au Bibane par ses attaques vigoureuses qui ont contribué largement au succès.

Malgré les lourdes pertes subies (220 en un mois) a conservé un entrain et un moral qui forcent l'admiration.

La France peut être fière de tels hommes; ses enfants d'adoption donnent leur vie pour elle aussi vaillamment que ses fils nés sur son sol.

« Nous sommes tous à genoux devant l'aviation », m'a dit le Maréchal. Le 37e régiment, celui du Maroc, vient de recevoir la fourragère aux couleurs de la croix de guerre des T. O. E. Son chef, le colonel Armengaud, mérite la reconnaissance de tous. Ses avions surveillent les postes encerclés pour les aider en réglant leur tir, en signalant les positions de l'assiégeant, en bombardant ses canons et ses tranchées, en ravitaillant les assiégés en vivres, en grenades, en cartouches, en outils de chirurgie même, comme à Aoulai, où le capitaine Dubair, deux fois blessé, fit des amputations.

Pour les groupes mobiles, l'aviation rend les mêmes services. Elle a sauvé des colonnes sérieusement compromises et permis l'avance d'autres unités, arrêtées dans leur progression. Maintes vies humaines lui sont dues.

L'AVENIR

Il faut que l'aviation fasse davantage encore. Il faut que, disposant d'un plus grand nombre d'appareils avec une plus grande capacité de transport en explosifs, elle aille bombarder par formations imposantes et en renouvelant rapidement son attaque, les postes de commandement, les convois, les centres d'approvisionnement, les marchés, les villages, les villes et les rassemblements, bien loin dans la zone ennemie qui n'est large que de 60 à 70 kilomètres. Il ne faut pas espérer que son action seule suffise à nous assurer la victoire, car il n'y a pas pour elle d'objectifs qui soient pour l'ennemi absolument vitaux : grandes villes, nœuds de communication ou usines. Mais elle peut produire un effet moral considérable, une lassitude, une gêne constante, capables de hâter le découragement des rebelles.

Il ne faut pas espérer non plus que l'emploi d'un matériel de guerre scientifique nous doive assurer sur l'adversaire une supériorité certaine. Les chars d'assaut dits légers, pesant 6 tonnes 5 et dont les camions porte-chars pèsent 7 tonnes, sont limités dans leur rayon d'action par l'impossibilité de franchir la plupart des ponts. Des modèles plus légers, plus rapides et plus maniables rendront par contre je crois, de grands services. La multiplication des armes à répétition, fusils

mitrailleurs Madzen ou de Châtellerault, des mitrailleuses et aussi l'augmentation de la cavalerie, sont unanimement réclamées par les troupes. Mais c'est avant tout par les deux armes essentielles, l'infanterie et l'aviation, que la victoire sera rendue possible, l'aviation pouvant distraire de sa tâche d'auxiliaire, des autres armes un grand nombre de ses appareils, afin de les appliquer uniquement au pilonnage intensif de l'ennemi, bien loin à l'arrière. Quant à l'infanterie, après avoir assuré les deux missions qui lui incombent seules aujourd'hui, à savoir le refoulement des avances ennemies et le repliement des postes, elle pourra former le noyau des colonnes, qui s'en iront au cœur du Rif couper les relations d'Ajdir avec les P. C. du front, empêcher les ravitaillements et occuper le pays.

Car, et c'est là que la franchise est par-dessus tout nécessaire, et avec la franchise le courage de faire ce qu'il faut pour appliquer ses déductions, tant que le Rif ne sera pas occupé et pour jamais désarmé, il sera vain de songer à voir la paix régner sur le Maroc. Avec d'autres j'ai cru, voici peu de temps encore, que l'on pourrait, après avoir remporté une victoire militaire indiscutable, obtenir par la persuasion, par l'offre des avantages que nos protégés trouvent sur nos marchés et dans nos villes, par le rétablissement du commerce, et d'autres faveurs plus ou moins tangibles, que les Riffains désarment. Je ne le crois plus. Une victoire complète est nécessaire. Lorsque nous l'aurons obtenue, les tribus se sépareront et leur bloc sera dissocié. Nulle ne peut traiter pour les autres, il faut discuter dès aujourd'hui, certainement, non pas avec un chef dont nous n'avons que trop contribué à former le prestige, mais avec chacune, séparément, des tribus qu'il dirige encore.

A supposer même qu'Abd-el-Krim soit assez fort pour faire la paix et l'imposer aux siens, ce qui n'est pas, ce serait une paix comme celle de la Tafna. Il est stupéfiant que les leçons de l'histoire soient à ce point méconnues par certains hommes qui se croient des capacités d'hommes d'État.

Il est une autre leçon, plus dure encore et plus récente, celle de la Grande Guerre. Reportons-nous à ses enseignements, nous sommes encore en train de faire la guerre. Ne reculons

pas devant cette constatation, donnons à nos soldats les moyens et les avantages qu'ils avaient pendant la guerre, en fortifiant et en unifiant le commandement, en leur assurant plus de bien-être et de solde, en empêchant que des traîtres auxquels on ne se résigne pas à donner ce nom, ne travaillent derrière eux pour l'ennemi. Ne nous effrayons pas non plus. Certes d'autres soucis nous accablent. Débarrassons-nous donc de celui-là au plus tôt. Mais considérons qu'il s'agit encore de l'existence même du pays et que d'autres puissances coloniales, les Anglais notamment en 1857, ont vécu de semblables heures.

En terminant, je tiens à donner aux familles de nos héroïques soldats, une consolation qui peut éventuellement leur être précieuse. Il est au Maroc un service dont le fonctionnement mérite toutes les louanges, le Service de Santé. Jamais on ne dira suffisamment à quel point il a subi des transformations judicieuses, surtout en ce qui concerne l'évacuation des blessés et des malades. L'affreux cacolet d'autrefois est maintenant remplacé par des automobiles sanitaires, des auto-cars et des avions dont les pilotes sont admirables de dévouement. Les résultats obtenus font honneur à M. le médecin principal Oberlé et à ses auxiliaires qui, par leur zèle, ont acquis la vénération des soldats.

Mais pour éviter que des vies nombreuses ne soient sacrifiées encore, il n'est qu'une seule méthode : envoyer les hommes et les munitions nécessaires, et porter la lutte au cœur du territoire ennemi. Pour accomplir la dernière partie d'un tel programme, il sera sans doute nécessaire d'effectuer un débarquement sur la côte méditerranéenne, le passage des hautes montagnes du Rif étant fort difficile.

GUY DE MONTJOU

BALZAC A MILAN[1]

— 1837 —

Un bibliophile bien connu, M. Georges-Emmanuel Lang, a eu, il y a quelques mois, la rare bonne fortune de découvrir un manuscrit inédit de Balzac. Il s'agit d'une très courte nouvelle intitulée *les Fantaisies de la Gina* qui a paru dans le *Figaro* du 29 octobre 1922, et dans le second numéro des *Cahiers Balzaciens*.

L'action de ce récit se passe à Milan et on a voulu reconnaître, dans quelques traits des deux principaux personnages, le prince Porcia et la comtesse Bolognini. Il est fort possible, il est même très probable, que Balzac se soit rappelé, en l'écrivant, ses deux amis milanais et quelques détails secondaires de temps et de lieux donnent assurément une forte vraisemblance à cette supposition, mais nous devons exclure d'une façon absolue que les héros de la nouvelle soient les portraits de ces deux amis.

Les rares survivants de l'époque où il vivait encore se refusent à trouver la plus lointaine ressemblance entre le caractère du très grand seigneur qu'était le prince Porcia et celui du marquis Gregorio Ventura, le héros de la nouvelle, et nous, qui avons connu dans ses dernières années la comtesse Bolognini, devenue princesse Porcia, femme de la plus haute distinction, tout réserve, tact, modération, nous ne saurions la retrouver dans le langage d'une singulière hardiesse et dans les étranges confidences faites à un étranger, qui distinguent la Gina imaginée par Balzac. La princesse Porcia avait une autre envergure.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet.

Il convient également d'observer que *les Fantaisies de la Gina* ont été écrites d'un premier jet et n'ont jamais été imprimées du vivant de l'auteur. Or, on sait à quels changements se livrait Balzac sur les épreuves mêmes de ses ouvrages et il est permis de supposer que, si la nouvelle avait été publiée par lui, le texte définitif en serait probablement fort différent de celui que nous connaissons [1].

On sait également combien sont décevantes les ressemblances que l'on a pu signaler entre la plupart de ses héros et telles individualités connues de l'époque. Cela est si vrai que l'on a trouvé quelquefois un grand nombre de modèles à quelques-uns des personnages de la *Comédie Humaine* et lui-même écrivait après le succès de la *Peau de chagrin* :

J'en suis à la soixante-douzième femme qui a eu l'impertinence de se reconnaître en Foedora.

Le cas de Foedora n'était pas un cas isolé.

Quoi qu'il en soit, pendant toute la durée du séjour de Balzac à Milan, le prince Porcia ne cessa de le combler d'amabilités et de prévenances. Il avait mis à sa disposition sa voiture, sa loge à la Scala, il voulait l'accompagner partout, le présenter à tous ses amis et ne savait qu'imaginer pour lui procurer des distractions. La collection de Chantilly

1. On a publié en 1911, une autre nouvelle inédite de Balzac intitulée *l'Amour masqué* ou *Imprudence et Bonheur* dont le manuscrit avait été offert par l'auteur lui-même à la marquise de Talleyrand-Périgord, duchesse de Dino, née Valentine de Sainte-Aldegonde. Cette nouvelle qui est de premier jet se trouve exactement dans le même cas que *les Fantaisies de la Gina* et le lecteur impartial doit convenir qu'on n'y retrouve ni le *faire*, ni le style de Balzac. Il n'est cependant pas possible d'en discuter l'authenticité dont la preuve existe à Chantilly. C'est une déclaration de la première propriétaire :

« Le petit manuscrit *Imprudence et Bonheur* m'a été donné à Rochecotte, chez ma belle-mère madame la duchesse de Talleyrand, en avril 1844, par M. Honoré de Balzac qui a bien voulu me le dédier et l'écrire pour moi à cette époque. »

DUCHESSE DE DINO-TALLEYRAND

19 mars 1867.

Ajoutons que la duchesse de Talleyrand, la belle-mère, dont il est ici question, parlait de Balzac à peu près dans les mêmes termes que les sieurs Apponyi et Balabine, c'est-à-dire avec le plus parfait dédain. Et c'était la célèbre duchesse de Dino, née Dorothée de Courlande, celle qui passait pour avoir une âme d'une *qualité supérieure*.

— Grétry ! les oreilles des grands...

possède quelques-uns des billets que le prince lui écrivait journellement; la lecture en est touchante.

Un soir Balzac, qui avait promis d'aller lui faire une petite visite à la fin de la soirée, le trouva endormi; il ne voulut pas qu'on l'éveillât et se retira. Le lendemain à son réveil il recevait ces lignes :

A une heure après minuit.

Je ne pourrais pas me coucher sans vous faire mes excuses. Harassé de fatigue, je me livrais au sommeil sur un fauteuil en vous attendant; la comtesse, après une journée de souffrances, jouissait d'un repos bienfaisant. J'ouvre les yeux et je vois, à mon grand étonnement, qu'il est minuit passé. La fille de chambre me prévient que M. de Balzac n'a pas voulu me faire réveiller. C'est généreux et cruel de votre part. Toute occasion de vous voir manquée est un malheur pour moi. J'ai toujours bien des choses à vous dire et à vous demander. Je voudrais pouvoir vous questionner toute la journée et à présent que j'ai commencé la lecture du *Livre Mystique* il y en aurait à n'en plus finir. Mais comme toujours j'abuse de votre patience même en vous écrivant. Direz-vous à mon domestique jusqu'à quelle heure vous restez chez vous?

Addio, caro, carissimo, a rivederci.

Tout à vous,

PORCIA

Mes compliments au marquis de Saint-Thomas que j'espère de surprendre dans son lit[1].

A monsieur de Balzac.

Autre billet :

Porro[2] m'a dit que vous n'étiez pas bien hier. J'aurais été vous chercher, mais j'ai eu toute la matinée l'espoir de vous voir chez la comtesse[3]. Êtes-vous bien aujourd'hui? Aura-t-elle l'honneur de votre visite? Ferons-nous une promenade en voiture fermée? Irons-nous ensemble dîner chez Fontana? J'ai un besoin ardent de faire quelque chose avec vous pour me dédommager d'une journée entière passée sans vous voir. Addio.

A monsieur de Balzac.

Ces petits billets, qui prouvent qu'en quelques jours Balzac avait su gagner la sympathie et même l'amitié du prince

1. Le marquis de Saint-Thomas de Turin, alors à Milan, était également descendu à l'hôtel de *la Bella Venezia.*

2. Le marquis Gilbert Porro-Lambertenghi connu par ses idées libérales et naturellement mal vu du Gouvernement de Vienne. Silvio Pellico avait été son précepteur avant d'être arrêté.

3. La comtesse Bolognini.

Porcia, suffiraient, s'il en était besoin, pour le laver de la sotte accusation, qu'on a portée contre lui, d'avoir abusé de la bonté et de la générosité de ce très grand seigneur. Le prince avait assez de cœur et d'intelligence pour apprécier toute la valeur de Balzac et, comme il avait des lettres, il se souvenait sans doute aussi d'un vers célèbre de Voltaire sur l'*amitié d'un grand homme...*

C'est à cette époque, c'est-à-dire dans les tout premiers jours de son séjour à Milan, que notre voyageur eut une aventure assez désagréable, dont s'emparèrent les petits journaux de Paris et d'ailleurs, heureux d'avoir une nouvelle occasion de dauber sur son compte sans miséricorde [1].

Comme il rentrait à son hôtel, entre chien et loup, il s'arrêta, le nez en l'air, pour admirer la sévère architecture de la belle église *San Fedele* à deux pas de chez lui. Mais tandis qu'il était plongé dans ses méditations, un *pick-pocket*, qui sans doute s'*intéressait* à lui depuis quelques minutes, crut le moment venu de profiter de sa distraction, lui enleva adroitement sa montre et disparut dans l'obscurité.

Voici du reste le récit qu'en fit la victime elle-même dans sa déclaration à la police :

A quatre heures et demie, en arrivant par la *Contrada Magnani* sur la place *San Fedele*, au coin de l'auberge de la *Bella Venezia*, un jeune homme assez grand s'est jeté sur moi et m'a pris ma montre par la chaîne. Quatre trous en rubis; façon de la chaîne : (ici un dessin qui représente une chaîne formée de boucles ovales à jour, fascées d'un large plein).

La chaîne vaut cent cinquante francs; la montre huit cents francs. Elle est à répétition, les chiffres du cadran sont en chiffres romains. La clef est en or et à criquet et suspendue par deux petites chaînes du même modèle que la grande.

HONORÉ DE BALZAC [2]

On comprend facilement le dépit que dut éprouver Balzac, mais ce dépit dura peu. Ses amis se mirent en campagne, les autorités firent du zèle et le soir même le voleur était pris. Le bon prince Porcia en avisa immédiatement son nouvel ami qui rentra aussitôt en possession de sa montre. L'histoire ne dit pas quelle fut la punition du coupable; il est probable

1. *Vert-Vert, la Montre de M. de Balzac*, 18 mars 1837.
2. Collection Lovenjoul à Chantilly.

cependant que Balzac ne demanda pas qu'il fût pendu comme l'avait fait l'illustre marquis Beccaria — l'auteur du *Traité des délits et des peines* — à qui semblable mésaventure était arrivée.

La France était alors représentée à Milan par un homme d'une haute valeur, le consul général baron Denois. Balzac dut naturellement entrer en relation avec lui pour des visas de passeport et des légalisations de documents relatifs aux affaires Guidoboni. Le consul, lui aussi, subit le charme du romancier et, tout comme le prince Porcia, devint son ami dévoué en quelques jours. Bien qu'il fût peu mondain, le plaisir de jouir de la compagnie de Balzac le décidait à l'accompagner dans quelques maisons amies où ils étaient priés tous les deux.

Le lendemain du vol de la montre il lui écrivait ce court billet :

Vous savez, monsieur, que nous sommes attendus demain matin à déjeuner chez le marquis Visconti[1]. Je compte aller vous prendre un peu avant dix heures et demie. Je ne suis inquiet que d'une chose, c'est que, à présent qu'on vous a débarrassé de votre montre, vous ne m'attendiez pas et que vous ne partiez avant l'heure. Je n'espère que dans votre valet de chambre qui, sans doute, n'aura pas éprouvé, comme vous, l'inconvénient de lire l'inscription latine de *San Fedele*.

Adieu, cher et *malheureux* compatriote. Je serai chez vous demain à l'heure voulue, à moins qu'on ne m'ôte aussi les moyens de la savoir.

Tout à vous,

BARON DENOIS[2]

Milan, ce mardi soir.

A *Monsieur de Balzac*
à la Bella Venezia.

1. Ce Visconti, chez lequel Balzac devait déjeuner, était le marquis Antoine Visconti, dernier représentant d'une des nombreuses branches de cette illustre Maison, celle des Visconti-Goldoni-Ajmi. Son frère Jacques Visconti faisait de fréquents séjours à Paris et il était bien connu de la haute société française. Tous deux s'étaient liés avec le prince Louis-Napoléon qui se servit du passeport du marquis Jacques pour quitter la France après l'évasion de Ham. Cette branche compte aussi parmi ses membres le fameux maréchal Annibal Visconti, 1660-1747, nommé maréchal de camp en 1716 par Charles VI, et plus tard commandant suprême des armées impériales dans le duché de Milan, et, plus près de nous, cette séduisante marquise Joséphine Visconti dont le maréchal Berthier était si follement épris et dont le beau portrait par Gérard se trouve au Louvre.

Les Visconti-Ajmi, qui étaient alors fort riches, tenaient un grand état de maison et recevaient beaucoup.

2. Collection Lovenjoul, Chantilly.

Étienne-Henri-Ferdinand baron Denois, né à Paris le 16 janvier 1792, fut

Cependant Balzac ne négligeait pas madame Maffei. On peut dire qu'il la visitait chaque jour et qu'il prenait grand plaisir à passer quelques heures dans sa compagnie. Cette femme intelligente le comprenait et par cela même lui plaisait tout particulièrement. Elle l'accompagnait dans ses expéditions artistiques, à l'atelier de Marchesi, au musée de Brera et au palais Litta où il fut enthousiasmé des grandioses fresques de Luini qui se trouvent aujourd'hui au Louvre. Et le soir il aimait à se retrouver au milieu du petit cercle de ses amis parmi lesquels il avait naturellement ses préférences, ses sympathies [1].

C'est là qu'il connut un jeune sculpteur, Alexandre Puttinati [2], qui se prit pour lui d'une vive amitié à laquelle il ne tarda pas à répondre. Ce jeune artiste était alors favorablement connu par des petites statues d'amis ou de personnages en vue, qu'il exécutait avec une charmante facilité. Il voulut faire celle de Balzac et il fit un chef-d'œuvre dont le romancier fut émerveillé et dont il pensa naturellement de faire hommage à madame Hanska :

Vous aurez probablement ma statue en marbre de Cararre (*sic*) et en demi-nature, c'est-à-dire de trois pieds de hauteur environ et merveilleusement ressemblante [3].

pendant bien des années consul général à Milan où il sut gagner la sympathie et l'estime de toute la ville. On n'y a pas oublié le rôle important qu'il joua pendant les célèbres cinq journées de 1848. Le feld-maréchal Radetzky ayant déclaré qu'il allait faire bombarder la ville pour écraser une population rebelle, Denois prit l'initiative de se présenter aux autorités militaires autrichiennes, à la tête du corps consulaire au grand complet, et protesta avec indignation contre la menace du Maréchal. La ville ne fut pas bombardée. Le jour même des affiches annoncèrent aux habitants la belle conduite de Denois :

Cittadini! Il console generale della Repubblica francese protesta contro l'arbitrio del nemico che noi stiamo vincendo. Le grandi nazioni sono fatte per intendersi. Viva la patria e la Vittoria! — Quartiere generale della Sicurezza Pubblica. Ordine! Concordia! Coraggio!

Le baron Denois mourut le 8 août 1861, au château de Villebon (Eure-et-Loir). Une de ses sœurs avait épousé Théodore de Lesseps, frère de Ferdinand.

1. On a prétendu que Balzac avait connu la marquise de Castries chez madame Maffei. C'est une erreur. Il la connaissait bien avant son premier voyage en Italie et il ne l'a jamais rencontrée à Milan.

2. *Puttinati Alexandre*, né le 26 janvier 1800, mort le 1er juillet 1872 à Milan. Célèbre sculpteur dont le chef-d'œuvre est la *Masaniello* qui se trouve au Musée du *Château Sforzesco* à Milan. Il est également l'auteur de la statue du poète Carlo Porta, érigée aux jardins publics de la même ville.

3. *Lettres à l'Étrangère*, I, 384.

Cette statue a été une œuvre d'affection; elle en porte le cachet. Elle est faite à Milan par un artiste nommé Puttinati; il n'a rien voulu. J'ai à grand'peine payé les frais et le marbre. Mais je l'emmène à Paris avec moi; je lui montrerai Paris et je lui commande un groupe de *Séraphita montant au ciel entre Wilfrid et Minna.* Le piédestal sera composé de toutes les espèces et de toutes les œuvres terrestres dont elle est le produit. Je mettrai de côté deux mille francs par an pendant trois ans que durera l'exécution et cela suffira [1].

Cette statue qui représente Balzac dans son froc de moine, les bras croisés, la figure pleine de vie et d'expression, se trouve actuellement à Chantilly et c'est certainement un des documents les plus précieux que nous ayons pour l'iconographie du modèle [2].

Malgré les instances de Balzac, Puttinati ne put jamais venir à Paris pour y faire le séjour que son nouvel ami désirait, et il n'exécuta jamais le groupe qui devait être l'apothéose de *Séraphita.* Balzac pourtant ne l'oublia pas, il lui

1. *Lettres à l'Étrangère,* I, 385.

2. Il semblerait cependant que Balzac, malgré ses promesses, n'offrit pas à madame Hanska la statue qui se trouve à Chantilly, car, d'après une note de M. de Lovenjoul, celle-ci proviendrait de la succession de la comtesse Guidoboni-Visconti. Du reste Puttinati faisait quelquefois plusieurs répliques de ces petites statues et il est donc possible que Balzac en ait eu deux exemplaires. Dans tous les cas un troisième exemplaire existait à Venise il y a quelques années; il nous y avait été signalé, mais il a disparu à la mort de la personne qui le possédait.

Cette statue ne fut achevée que l'année suivante si l'on doit en juger par le billet suivant qui se trouve à Chantilly : « Je prie monsieur le caissier de MM. de Rothschild de remettre au porteur du présent la statue qui est chez eux, en lui présentant mes compliments les plus distingués.

» DE BALZAC »

14 mars 1838.

Il n'est pas sans intérêt de citer ici, un article paru dans *l'Écho de Paris,* du 30 mai 1897.

Le grand mouvement d'opinion que suscite le *Victor Hugo* de Rodin a remis en question son *Balzac,* dont le célèbre maître a exécuté d'ailleurs deux maquettes fort intéressantes. Et voici que l'attention des artistes est appelée sur un document inédit qui sera d'un grand intérêt pour tous ceux qui pourront le connaître. Il s'agit d'une statue de Balzac exécutée par un artiste italien vers 1848, et découverte par M. Marquet de Vasselot.

Balzac se trouvant à Milan chez la comtesse X..., accepta de poser chez un sculpteur de cette ville. Il fut représenté debout, vêtu d'une sorte de robe monastique et l'artiste poussa le scrupule réaliste jusqu'à rendre la corpulence un peu excessive et la petite taille de son modèle. La tête en est belle, les détails en sont un peu frustes, l'ensemble constitue avant tout un document d'extrême précision. M. Marquet de Vasselot en a donné une copie coloriée qui a été exposée au salon de la Rose-Croix et qui a passé inaperçue parce que personne n'en connaissait l'origine. La statue de Balzac était restée en Italie dans la famille X..., jusqu'au jour où la petite-fille de l'hôtesse de Balzac en a fait don à M. Marquet de Vasselot.

C'est assurément de la statue de Puttinati qu'on veut parler. Quelques inexactitudes, quelques erreurs...

écrivit quelquefois, — lettres détruites malheureusement, — il le nomme fréquemment dans sa correspondance avec des Milanais et lui dédia *La Vendetta*[1].

C'est aussi chez madame Maffei que Balzac fut présenté à une jeune fille fort intelligente, teintée de lettres et qui passe pour avoir été très jolie, ce qui ne gâte rien. C'était mademoiselle Juliette Pezzi, fille d'un journaliste apprécié, pour laquelle Balzac éprouva subitement une vive sympathie et que, fidèle à sa manie de donner des surnoms, il avait baptisée *l'ange*. Quelques années plus tard, mademoiselle Pezzi devait éprouver une affection qui dura peu, mais qui pesa sur toute sa vie. On sait que Franz Liszt était devenu, dans des circonstances romanesques, le protecteur d'un jeune israélite, Hermann Cohen, singulièrement doué pour la musique. Le célèbre artiste prit en amitié le jeune homme, devint son maître de piano et d'harmonie, et l'emmenait avec lui dans ses voyages, habillé en jeune fille. C'était le pendant de l'aventure Marbouty. Mais nous étions alors en plein romantisme. Quand nos deux voyageurs vinrent à Milan, Cohen — il avait alors dix-sept ans — fut présenté à la blonde mademoiselle Pezzi et ce fut le coup de foudre, la grande passion...

Ces amours ne durèrent que quelques semaines; Cohen et Liszt s'en allèrent et mademoiselle Pezzi vécut du souvenir de ce rayon de soleil qui avait illuminé sa mélancolique existence[2].

Nous avons pu feuilleter l'album de Juliette Pezzi, dans lequel nous avons trouvé, à côté d'une lettre de Victor Hugo, quelques lignes de Balzac :

De même que chez la nature humaine, l'âme triomphe de l'enveloppe et finit par embellir les plus grossières des formes et qu'ainsi le masque le plus laid peut devenir sublime, de même l'art peut et doit

1. Texte de la dédicace : *Dédié à Pultinati, sculpteur milanais.*

2. Juliette Pezzi, née en 1816, morte à Milan le 31 janvier 1878. Elle a écrit deux romans, l'un en italien : *Un nido di rondini* (*Un nid d'hirondelles*), et l'autre (1847) en français : *Une fleur d'Israël.*

Quant à Cohen, il se convertit, entra dans les ordres et devint le célèbre Père Augustin, connu par l'éloquence enflammée de ses prédications. Il mourut glorieusement et jeune encore, pendant la guerre de 1870, d'une maladie contractée en soignant les blessés.

se faire jour malgré les conditions les plus difficiles et triomphe des données les plus absurdes. Socrate de qui la figure était hideuse, a fini par atteindre la plus haute expression de Beauté et Michel Ange a fait une admirable statue avec le *Pensiero* qui est un homme bardé de fer.

DE BALZAC

Dans l'album de madame Maffei, Balzac figure à deux reprises; la première est une simple allusion à l'âge de sa nouvelle amie :

A vingt-trois ans, tout est avenir!

La seconde, qui est une page écrite le jour même de son départ de Milan, est conçue en ces termes :

Rien ne ressemble plus à la vie humaine que les vicissitudes de l'atmosphère et que les changements du ciel. Le temps est le fond de la vie comme la terre est le fond sur lequel agissent les intempéries et les beautés du soleil et des saisons. Tantôt il arrive des journées splendides, pendant lesquelles tout est azur et fleurs, verdure et rosée; tantôt des clairs-obscurs où tout est piège et doute dans la Nature; puis de longues brumes, des temps lourds, des nuées grises.

La plupart des hommes ont une pente qui les porte à s'harmoniser avec cette instabilité de l'air; mais pour ceux qui se réfugient dans le domaine moral et qui comptent pour rien tout ce qui n'est pas la vie de l'âme, il peut toujours faire beau dans le ciel. Le souvenir est un des moyens qui peuvent nous aider à rendre l'air pur et faire briller le soleil dans notre âme.

DE BALZAC[1]

24 avril 1837.

On le voit, Balzac ne se faisait pas prier quand on tentait avec lui le *coup de l'album* si fort à la mode à cette époque et sans aucun doute il existe bien d'autres pages qui portent sa signature et sont restées oubliées jusqu'à aujourd'hui, parmi des souvenirs de famille. Du reste il était la complaisance même et il était toujours prêt à répondre à quelque demande que ce fût. C'est ainsi que nous avons trouvé à Chantilly une courte lettre adressée à un Milanais, dont le nom nous est inconnu, sans doute après une conversation sur l'histoire de Milan.

... Ludovic le More était si peu détenu dans une cage de fer au châ-

1. Cet album appartient à M. le commandeur Cesare Olmo, à Rome, neveu de madame Maffei.

teau de Loches qu'il avait la liberté de sortir du château accompagné des bons gens d'armes du temps.

Son concurrent François était en même temps à Tours où il était abbé de Marmoutiers, et il mourut un an après Ludovic d'une chute de cheval faite à la chasse dans la forêt de Villandry.

Ainsi l'oncle, le neveu et le brave spoliateur des deux, Louis XII, moururent presque en même temps.

Ceci est authentique et résulte des preuves exactes de l'histoire de Touraine. Le tombeau du duc Sforce était, dit-on, sous le jubé de l'église de Loches et rien n'annonçait qu'il ne fût pas digne du duc et qu'on ne l'eût pas traité avec honneur même après sa mort.

Je suis enchanté, monsieur, de vous avoir été bon à quelque chose. Agréez mes compliments.

DE BALZAC

Balzac s'était retrouvé à Milan avec le marquis de San Tommaso qu'il avait connu, comme nous l'avons vu, l'année précédente à Turin [1].

M. de San Tommaso était fort lié avec Manzoni et ce fut lui qui eut l'honneur de conduire Balzac chez le célèbre auteur des *Fiancés*.

L'historien Cesare Cantu, qui assista à cette visite, nous en a transmis le récit dont quelques parties valent la peine d'être traduites :

San Tommaso, chaque fois qu'il venait à Milan, rendait visite à Manzoni et un beau soir il y amena Balzac, l'illustre romancier, qui faisait alors un séjour en Lombardie. Je me souviens qu'il était stupéfait de retrouver sur les enseignes des boutiques les noms portés par les grands seigneurs qui le priaient à dîner ou qui lui offraient leurs loges [2].

Grand corps, grand nez, vaste front, col de taureau entouré d'une espèce de ruban qui figurait une cravate, œil de dompteur de fauves, épaisse chevelure rejetée en arrière et abritée par un grand chapeau mou, tête puissante remplie d'idées extraordinaires, avide d'argent, perdu de dettes, plein de lui-même, il voulait paraître excentrique

1. Felice Carrone, marquis de San Tommaso (1811-1843), était un érudit piémontais qui s'occupait avec passion de littérature et d'histoire. On cite encore ses *Considérations sur la Pharsale de Lucain* qui parurent précisément en 1837.

2. Le fait est exact. Presque tous les noms de la haute aristocratie lombarde sont portés par des familles de la petite bourgeoisie et du peuple où l'on retrouve des Melzi, des Litta, des Visconti, des Trivulzio et des Borromeo. Peut-être s'agit-il de *clients* de ces anciennes familles qui auraient été autrefois autorisés à en prendre le nom. Ceux qui se souviennent de *Z. Marcas* et des confidences de Léon Gozlan ne s'étonneront point que cette particularité eût frappé Balzac.

en tout pour faire parler de lui. Perpétuellement obsédé du rêve de faire une fortune colossale, comme quelques-uns des personnages de ses romans, il était venu à Milan dans l'espoir de s'enrichir par des contrats avantageux avec les libraires italiens.

Il prétendait que c'était dans les romans de Walter Scott qu'il avait trouvé le secret de la peinture de mœurs, mais qu'il avait remplacé les héros de moyen âge, les paladins, les troubadours, les châtelaines, par des employés, des chefs de bureau, des policiers et des chimistes. Il fut sans aucun doute le créateur du réalisme d'aujourd'hui [1]. *Le Médecin de Campagne, le Lys dans la Vallée, la Messe de l'Athée, le Curé de Village* étaient des romans qui pouvaient être lus même par des honnêtes gens et Manzoni connaissait certainement *Eugénie Grandet* qui est peut-être ce que Balzac a écrit de mieux.

J'eus la conviction que l'illustre français n'avait jamais lu *les Fiancés* tellement ce qu'il en dit était saugrenu. Il ne parla que de lui et d'un roman qu'il écrivait, *la Recherche de l'Absolu*, d'une comédie qu'il allait faire représenter et qui certainement ferait fureur et de ses *Juvenilia* qu'il s'occupait de rassembler, fit de longs discours sur ce vague panthéisme qu'il affectionnait et sur la craniologie. Mais on aurait vainement cherché dans tous ses discours une idée, une ombre de véritable « humanité ».

Comme Manzoni, Balzac n'avait pas la spontanéité de la forme; il y avait un abîme entre sa pensée et son premier jet et comme il avait un extrême souci de son style, il recomposait jusqu'à trois ou quatre fois ses écrits, mais sur les épreuves mêmes.

Balzac observa que Manzoni lui rappelait Chateaubriand et Manzoni lui répondit que j'avais eu la même impression; pourtant le célèbre auteur des *Natchez* avait des façons bien plus décidées que Manzoni et se donnait bien plus d'importance.

On voit que Cantu n'est guère indulgent pour Balzac. Il l'a du reste été pour bien peu de ses contemporains.

Le beau-fils de Manzoni, le comte Stefano Stampa [2], qui s'est plu à contrôler, à analyser et surtout à rectifier ce que Cantu a dit de son beau-père — et cela forme un gros volume — commente en ces termes ce qui se rapporte à Balzac :

Il est bon d'observer que Cantu, qui assistait à la visite, a décrit inexactement la coiffure de Balzac. En effet, sa chevelure, au lieu d'être rejetée en arrière, ainsi qu'on la voit dans des portraits postérieurs au voyage de Milan, se dressait en un énorme toupet au-dessus du front d'une façon vraiment ridicule et grotesque. J'avais même fait,

1. *Alessandro Manzoni, Reminiscenze* di Cesare Cantu. Cet ouvrage fut publié (s. d.) aux environs de 1880, et cette date explique la pensée de Cantu.

2. Le comte Stefano Stampa-Castiglioni, fils d'un premier mariage de la seconde femme de Manzoni.

de souvenir, un portrait de lui que tout le monde reconnaissait à première vue, à cause de la forme bizarre et originale de ce toupet.

Il est certain cependant qu'il ne cessa de parler de tout et de tous avec un ton de suffisance, qui, devant un Manzoni, pouvait être taxé de présomptueux et de ridicule.

Je me souviens, entre autres choses, qu'il se prit à dire :

» — Voyez-vous[1] ! J'ai essayé aussi du genre religieux dans *le Médecin de Campagne*, mais cela n'a pas eu le succès que j'en attendais. »

A quoi Manzoni observa, après le départ de Balzac, que pour avoir un succès *dans le genre religieux*, il ne fallait pas en faire l'objet d'une spéculation littéraire quelconque, mais qu'il était nécessaire pour traiter ce *genre* d'avoir soi-même de profondes convictions religieuses.

Il convient de citer ici un personnage politique important, un lettré de premier ordre, Nicolo Tommaseo[2] (1802-1874), qui appartenait au parti catholique-républicain. A partir de 1835, il s'était établi à Paris où il passa plusieurs années en exil volontaire. Comme Heine, comme Bœrne, comme tant d'autres auxquels la France offrit une généreuse hospitalité, il trouva bon de l'en récompenser par des expressions de mépris qu'il n'est guère possible de s'expliquer et que ses admirateurs eux-mêmes ont dû condamner.

Tommaseo était un grand ami de Cantu; il entretenait avec lui une correspondance très active; il lui envoyait de Paris des nouvelles littéraires et autres et lui suggérait des sujets d'articles à peu près comme Sainte-Beuve le faisait avec Juste Olivier.

Déjà en 1836, il lui écrivait :

Faites un article sévère sur les romans de Janin, de Balzac et de leurs semblables, ne fût-ce que pour arracher les Italiens à cette glu française où ils se sont laissé prendre.

Tommaseo n'aimait ni Balzac ni sa littérature. C'était son droit. Mais en 1837, lorsqu'il le sut à Milan et qu'il apprit l'accueil flatteur qu'il y avait reçu, son dépit ne connut plus de bornes, et le 7 avril il écrit à Cantu :

1. En français dans l'original.

2. Il fit partie du gouvernement provisoire de Venise en 1848 et fut Ministre de l'Instruction publique. Il a laissé de nombeux écrits d'érudition parmi lesquels un *Dictionnaire des Synonymes* et un *Commentaire de la Divine Comédie*. Il a également écrit des romans.

Je suis plus affligé de savoir Balzac à Milan que si l'on m'avait annoncé une nouvelle invasion des Barbares. C'est là, cher ami, qu'est la plaie de notre patrie et c'est ce qui fait vivre la vermine que vous connaissez. Azeglio[1] n'aurait pas dû le présenter à Manzoni, mais Azeglio est un peu de la même farine. Il m'a débité un jour des extravagances qui ne pouvaient sortir que de la bouche d'un noble piémontais. Du reste vous pouvez dire à cette crasse société galante milanaise que même à Paris Balzac n'est considéré que comme un personnage ridicule et bas. Ce n'est qu'un écrivain maniéré et il n'a même jamais eu le talent de ceux qui savent se créer une manière. Il décrit minutieusement les détails matériels de certaines choses, il ignore le reste et non seulement il manque d'imagination, mais encore il est absolument incapable de peindre les affections et les sentiments.

Est-il vrai qu'à Turin il était accompagné d'une femme et qu'il faisait croire que ce fût la Sand?

Il dit du bien de Milan maintenant qu'il y est; dès qu'il en sera parti il jugera la ville tout entière à la mesure des trois ou quatre gentillâtres émasculés qui auront ri de ses grossièretés de paysan. Que les paysans me pardonnent cette injurieuse comparaison! Il se moque de la Récamier parce que les gens qui fréquentent chez elle ont plus de tenue et de raideur que ceux qu'il voit et qu'ils jugent plus sévèrement ses écrits. Il loue la Girardin parce qu'elle a écrit un roman dans le genre des siens. Ceci ne veut pas dire que les habitués de la Récamier soient parfaits. Chez elle aussi on bâille! Je ne me suis jamais soucié d'y aller, d'abord parce que je n'en ai pas le temps, ensuite parce que la nature ne m'a pas fait l'échine assez souple pour ne pas offenser les illustres personnages qu'elle reçoit.

Il est bon de faire observer ici que Tommaseo qui, du reste, était un grand patriote et un fort bon écrivain, était un esprit aigri et qu'il éprouvait une singulière satisfaction à blâmer et à condamner ses contemporains, qu'on lui a reproché assez justement d'avoir médit de Foscolo, d'avoir vilipendé le pauvre Leopardi et d'avoir été le seul Italien qui eût calomnié Dante. On voit que l'auteur du *Père Goriot* était en bonne compagnie.

Nous nous sommes particulièrement étendu sur les jugements de ces deux ou trois personnages, qui, malgré leur absolue incompréhension du génie de Balzac, étaient cependant des esprits cultivés et distingués. Mais nous verrons plus tard, après son retour de Venise, toute la meute des journalistes de moindre envergure, le menu fretin de la

1. Comme nous l'avons vu, ce ne fut pas Azeglio, mais le marquis de San Tommaso qui présenta Balzac à Manzoni.

confrérie, s'acharner sur lui avec une cruauté haineuse et une injustice dont il y a peu d'exemples dans l'histoire des lettres.

Mais Balzac, même s'il les avait connues, n'était pas homme à se préoccuper de semblables attaques. Il en avait vu d'autres. Cependant il continuait imperturbablement à Milan sa vie de parfait mondain et se sentait probablement heureux d'être délivré pendant quelques semaines de l'écrasant travail auquel il s'était condamné à Paris. Chaque jour c'étaient de nouvelles visites, de nouvelles présentations et en peu de temps il finit par connaître toute la ville. Nous ne saurions naturellement nommer tous ceux que le voyageur rencontra dans les salons où il fréquentait. La tâche serait non seulement difficile mais encore sans objet, puisque la plupart de ces relations ne devaient pas avoir de suite pour lui. Nous nous bornerons à citer, en dehors des personnes que nous avons déjà nommées, le peintre Joseph Molteni, un des meilleurs portraitistes de cette époque, le docteur Rajberti, médecin et poète dont nous reparlerons plus loin, le docteur Tarchini-Bonfanti, un des plus beaux hommes de Milan, qui fut grand ami du marquis Astolphe de Custine, le comte Henri Martini, tout jeune officier de marine, avec lequel Balzac fit le voyage de Venise, et, parmi les dames, Donna Clara Carpani, parente du poète que le bon Stendhal avait si effrontément pillé dans sa *Vie de Haydn.*

Nous avons vu que Balzac était arrivé à Milan le 19 février, c'est-à-dire en pleine saison théâtrale. Deux jours après son arrivée on signalait déjà sa présence à la Scala où, sous l'égide de ses nouveaux amis, il passa d'une loge à l'autre pendant toute la soirée et obtint un vif succès de curiosité [1]. La Scala avait alors une importance capitale pour la société milanaise. Le choix des spectacles, des chanteurs, des danseuses, le luxe des décors étaient des questions que l'on discutait pendant des semaines et qui passionnaient les propriétaires de loges et les abonnés. Toute élégante avait sa loge et se faisait un point d'honneur d'y recevoir le plus

1. Le 21 février 1837, on donnait la *Straniera* de Bellini et deux ballets, *Romanow* et les *Promessi Sposi.*

grand nombre de visites possible. C'était le moyen d'éclipser une rivale et de s'affirmer comme femme à la mode. Du reste le spectacle n'était le plus souvent qu'un prétexte; le théâtre n'était qu'un vaste salon où les élégants, les hommes du monde, passaient la soirée à faire des visites dans les loges de leurs amies; ces visites étaient forcément très courtes, car il fallait céder la place aux nouveaux arrivés, mais elles étaient l'occasion d'innombrables présentations et c'est ainsi que Balzac connut en quelques heures presque tous les amis de ses amis. Cette vie de théâtre, si différente des habitudes parisiennes, le frappa profondément et il en fut enchanté. Ce qu'il en dit dans *Massimilla Doni* est d'une parfaite exactitude, mais se rapporte bien plus à Milan qu'à Venise où il a placé sa description pour les besoins de son roman :

En Italie, les loges diffèrent de celles des autres pays, en ce sens que partout ailleurs les femmes veulent être vues, et que les Italiennes se soucient fort peu de se donner en spectacle. Leurs loges forment un carré long également coupé en biais et sur le théâtre et sur le corridor. A droite et à gauche sont deux canapés, à l'extrémité desquels se trouvent deux fauteuils, l'un pour la maîtresse de la loge, l'autre pour sa compagne, quand elle en amène une. Ce cas est assez rare. Chaque femme est trop occupée chez elle pour faire des visites ou pour aimer à en recevoir; aucune d'ailleurs ne se soucie de se procurer une rivale. Ainsi une Italienne règne presque toujours sans partage dans sa loge; là les mères ne sont point esclaves de leurs filles, les filles ne sont point embarrassées de leurs mères; en sorte que les femmes n'ont avec elles ni enfants ni parents qui les censurent, les espionnent, les ennuient ou se jettent au travers de leurs conversations. Sur le devant, toutes les loges sont drapées en soie d'une couleur et d'une façon uniformes. De cette draperie pendent les rideaux de même couleur qui restent fermés quand la famille à laquelle la loge appartient est en deuil. A quelques exceptions près, et à Milan surtout, les loges ne sont point éclairées intérieurement; elles ne tirent leur jour que de la scène ou d'un lustre peu volumineux, que malgré de vives protestations, quelques villes ont laissé mettre dans la salle; mais, à la faveur des rideaux, elles sont encore assez obscures, et par la manière dont elles sont disposées, le fond est assez ténébreux pour qu'il soit très difficile de savoir ce qui s'y passe.

Ces loges, qui peuvent contenir environ huit à dix personnes, sont tendues en riches étoffes de soie, les plafonds sont agréablement peints et allégis par des couleurs claires, enfin les boiseries sont dorées. On y prend des glaces et des sorbets, car il n'y a plus que les gens de la classe moyenne qui y mangent. Chaque loge est une propriété immobilière

d'un haut prix, il en est d'une valeur de trente mille livres; à Milan la famille Litta en possède trois qui se suivent. Ces faits indiquent la haute importance attachée à ce détail de la vie oisive. La causerie est souveraine absolue dans cet espace, qu'un des écrivains les plus ingénieux de ce temps, et l'un de ceux qui ont le mieux observé l'Italie, Stendhal, a nommé un petit salon dont la fenêtre donne sur un parterre. En effet, la musique et les enchantements de la scène sont purement accessoires, le grand intérêt est dans les conversations qui s'y tiennent, dans les grandes et petites affaires de cœur qui s'y traitent, dans les rendez-vous qui s'y donnent, dans les récits et les observations qui s'y parfilent. Le théâtre est la réunion économique de toute une société qui s'examine et s'amuse d'elle-même. Les hommes admis dans la loge se mettent les uns après les autres, dans l'ordre de leur arrivée, sur l'un ou l'autre sofa. Le premier venu se trouve naturellement auprès de la maîtresse de la loge; mais quand les deux sofas sont occupés, s'il arrive une nouvelle visite, le plus ancien brise la conversation, se lève et s'en va. Chacun avance alors d'une place et passe, à son tour, auprès de la souveraine. Ces causeries futiles, ces entretiens sérieux, cet élégant badinage de la vie italienne, ne saurait avoir lieu sans un laisser-aller général. Aussi les femmes sont-elles libres d'être ou de n'être pas parées; elles sont si bien chez elles qu'un étranger admis dans leur loge peut les aller voir le lendemain dans leur maison[1]. Le voyageur ne comprend pas de prime abord cette vie de spirituelle oisiveté, *ce dolce farniente* embelli par la musique. Un long séjour, une habile observation peuvent seuls révéler à un étranger le sens de la vie italienne qui ressemble au ciel pur du pays, et où le riche ne veut pas un nuage.

Hélas! cette Scala de Stendhal et de Balzac n'existe plus aujourd'hui que dans le souvenir des très vieux Milanais qui en ont vu les derniers reflets il y a une trentaine d'années.

La foule anonyme a remplacé les charmantes femmes qui trônaient chaque soir en souveraines dans leurs loges et qui y étaient si bien chez elles qu'il était d'usage courant de dire le *palco di Casa Melzi* ou le *palco di casa Borromeo* comme si chacune de ces loges avait été un salon de leur palais. — *Tempi passati* et qui, malheureusement, ne reviendront jamais plus.

***

Ces nouvelles relations, ces engagements multipliés et ces nombreuses invitations n'empêchèrent cependant pas Balzac

1. Ceci n'est pas parfaitement exact. Une femme du monde recevait souvent dans sa loge des visiteurs qui n'auraient pas été admis chez elle.

de se souvenir du but de son voyage à Milan. Dès son arrivée son premier soin fut de s'aboucher avec l'avocat Mozzoni-Frosconi, qui s'était jusqu'alors occupé des affaires Guidoboni et avec le comte Joseph Sormani-Andreani qui, ainsi qu'un comte Cavazzi della Somaglia, avaient été autrefois chargés de la procuration du comte Émile, leur ami d'enfance [1].

Ici il est nécessaire de s'arrêter un peu longuement sur cette éternelle succession de madame Constantin. Il s'agit de détails arides et compliqués, mais qui sont néanmoins inévitables, si l'on veut connaître exactement la part que prit Balzac à la liquidation de cette maigre hoirie et surtout les raisons qui l'obligèrent à se rendre à Venise pendant le mois de mars, voyage qui n'était pas dans son programme quand il quitta Paris [2].

Madame Jeanne Constantin, née Patellani, vivait à Milan, comme nous l'avons vu, avec son fils du second lit, Laurent Constantin, et n'avait plus guère que des rapports assez espacés avec ses enfants et petits-enfants Guidoboni qui s'étaient établis les uns à Paris, les autres à Venise.

Le nom du second mari, Pierre-Antoine Constantin, n'apparaît jamais dans ces transactions et cela pour une bonne raison : un beau jour, peu d'années après son mariage, il était parti pour une destination inconnue; oncques depuis sa femme n'en entendit parler et lorsqu'elle mourut le fugitif n'existait plus qu'à l'état de vague souvenir.

Par un testament daté du 24 décembre 1821, la défunte partageait la moitié de sa fortune entre ses trois enfants des deux lits et léguait la totalité de l'autre moitié au dernier-né avec lequel elle vivait et qui sans doute était son Benjamin. Rien en dehors de ces dispositions, si ce n'est le legs d'une pendule, représentant *la Peinture*, au chevalier Carlo

1. Les documents dont nous nous sommes servi pour résumer cette première phase des affaires Guidoboni à Milan, proviennent des archives du regretté baron de Galvagna, à Venise, de la Collection Lovenjoul, à Chantilly, de l'*Archivio notarile* et de l'*Archivio di Stato* à Milan. Ce n'est du reste qu'une faible partie de ceux que nous avons eus à notre disposition.

2. Qu'il nous soit également permis d'y ajouter le très légitime désir que nous éprouvons de faire justice une bonne fois, à force de dates et de documents officiels, des plaisanteries dont on a abreuvé le pauvre Balzac à propos de cette affaire et du rôle qu'il y a rempli et qu'on s'est constamment obstiné à nier.

Moscati comme « souvenir reconnaissant de sa bonne amitié ». Pourtant la testatrice se hâte d'ajouter que si ce vieil ami mourait avant elle, la pendule dorée reviendrait à son fils Laurent. Et ce fut précisément ce qui arriva. Le vieil ami était décédé depuis longtemps en 1836. Ce Laurent avait décidément toutes les chances!

Dans l'origine, la fortune dont il s'agit était exclusivement composée de la dot et des droits paraphernaux de madame Constantin vis-à-vis de son premier mari; elle avait peu à peu diminué d'importance et avait été réduite à soixante-treize mille sept cent soixante livres milanaises, capital que le comte Émile devait à sa mère et dont il ne lui servait que les intérêts après avoir dûment garanti le tout par des hypothèques sur ses biens-fonds en Italie. Soucieuse avant tout d'avantager son fils Laurent, madame Constantin avait imaginé de tourner les prescriptions de la loi et, dès 1830, elle avait cédé à ce fils la totalité de ce qui lui restait dû sur la succession de son premier mari, contre une pension viagère qu'il s'engageait à lui servir.

On peut se figurer le désappointement des enfants du premier lit qui voyaient ainsi s'évanouir les espérances d'un héritage auquel ils avaient doublement droit. Assurément la pilule était amère à avaler d'autant plus que les biens mobiliers de la défunte — y compris la pendule Empire — étaient évalués à bien peu de chose — environ huit cents livres milanaises — et que la somme d'argent comptant retrouvée dans ses tiroirs était exactement de vingt-cinq livres et dix centimes...

La situation était tragique. Balzac l'étudia sous tous ses aspects. On sait qu'il connaissait à merveille les détours les plus secrets du temple de la chicane; il mit à profit ce qu'il avait appris lorsqu'il pâlissait sur les dossiers de Me Guillonnet de Merville et se convainquit qu'il fallait à tout prix éviter un procès et s'efforcer d'arriver à une transaction.

Avec l'aide de ses deux avocats, M. Mozzoni-Frosconi et M. Carlo Marocco, il s'appuya sur le fait que madame Constantin, qui était devenue Française par son second mariage, avait, dans son testament, outrepassé les droits que lui donnait la loi française. Il déclara le testament non valable

et mit au service de sa thèse toute son éloquence pour épouvanter le jeune héritier afin d'en tirer pied ou aile.

Sans doute on dut discuter, épiloguer, batailler, mais en fin de compte l'opinion du romancier prévalut et on aboutit à une transaction (12 mars 1837) selon laquelle le capital dont héritait le Benjamin était réduit à soixante mille sept cent soixante livres, et la différence de treize mille livres qui résultait de cette diminution devait être partagée entre le comte Émile et le mineur Galvagna. C'était peu, car cette somme de treize mille livres devait elle-même être diminuée de quatre mille livres pour les honoraires des avocats, des notaires et les frais de voyage de M. de Balzac [1].

On voit qu'ici encore, l'ineffable madame Hanska était injuste quand elle reprochait aigrement au romancier de gaspiller son argent pour aller en Italie [2].

Cependant, pour être définitif, ce premier arrangement exigeait l'approbation du baron Galvagna, père du mineur, approbation qui devait être produite dans un délai de trente jours à partir de la date de la convention. Balzac, sachant, par expérience, à quelles lenteurs et à quels mécomptes on s'exposait en traitant ces sortes d'affaires par correspondance, n'hésita pas un instant et partit pour Venise.

HENRY PRIOR

1. Sans doute ce n'était pas là le résultat qu'espéraient les Guidoboni, si nous en jugeons par une note anonyme, qui se trouve à Chantilly, et qui est certainement écrite par la séduisante comtesse Sarah :

« Quant aux papiers de famille, archives, titres de noblesse, etc., etc., bien triste moquerie pour des gueux comme nous, il faudra cependant ou les laisser en sûreté chez quelque ami de M. Visconti, ou les emporter si le paquet n'est pas trop considérable. »

La comtesse visait au solide. Nous ne saurions l'en blâmer.

2. « Chaque fois que je suis allé en Italie, j'y suis allé dans ces moments où le médecin ordonnait impérieusement le repos. *Je n'y suis pas allé à mes frais* (cela eût été impossible), mais à ceux des affaires et je n'y suis jamais resté plus de deux mois. » *Lettres à l'Étrangère*, II, 11.

LES BARBARES[1]

X

Cinq nouveaux mois descendirent vers le Passé.

Dans l'Habitation, la vie quotidienne avait repris. En dépit de la saison mauvaise qui tendait le ciel de nuages noirâtres et amenait chaque jour des tornades et des grains, Pronis poursuivait inflexiblement la réalisation de son plan. Dès l'aube, leur repas matinal achevé dans le réfectoire, les hommes se mettaient à leur besogne. Les cases délabrées avaient été reconstruites. Les avenues, longtemps abandonnées et que la pluie avait transformées en bourbiers, avaient été drainées, clayonnées; le mât portant l'étendard de France, rongé par l'humidité, avait été remplacé. De nouveaux toits et des volets neufs donnaient bon aspect à toutes les huttes. Quelques champs rapidement labourés avaient été ensemencés. Et lorsque apparurent les éclaircies, avant-courrières des belles journées limpides et tièdes et des tendres nuits étoilées, lorsque le soleil illumina de nouveau le fort, les colons s'étonnèrent que les heures pluvieuses et grises eussent passé sur eux si brèves! La tâche qu'ils avaient entreprise et réalisée peu à peu leur apparut tout entière. Parmi l'éclatante lumière de la première journée d'été, leur habitation, en effet, surgit soudain devant eux, solide, pimpante, — ressuscitée...

Comme aux années heureuses, la colonie retrouvait sa

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mai, 1er, 15 juin, 1er et 15 juillet.

campagne fertile, ses troupeaux nombreux, son fort carré, massif et intact.

Une joie frémissante animait les colons. De nouveau, comme naguère, au début de leur installation à Itolangare, ils se sentaient la même âme et les mêmes désirs, les mêmes pensées et les mêmes élans. Ces mois de labeur en commun, cet épanouissement dont ils étaient les artisans, les agglomeraient de nouveau et les liaient étroitement. Ils ne songeaient plus à leur discorde et à leur lutte.

Des douze mutins déportés en l'île Bourbon quatre mois plus tôt, ils n'avaient aucune nouvelle et ils ne se souciaient guère d'en recevoir. Dans la prison, Beaumont et La Fontaine demeuraient aux fers. Le Bourg, depuis longtemps reparti pour son chargement le long de la côte, avait tout juste touché à *Fort-Dauphin* lors de son retour, et avait aussitôt fait voile sur la Rochelle.

Andian-Razau et ses guerriers s'étaient dispersés vers leurs villages.

Au lendemain de sa rentrée au fort, Pronis avait envoyé un message à Andian-Ramak et le Seigneur de Fanjaire était arrivé au fort, seul, sans armes.

L'entrevue des deux hommes avait eu lieu dans la case du chevalier. Sans interrompre, sans donner le moindre signe d'irritation ou d'approbation, Andian-Ramak avait écouté Pronis jusqu'au bout. Mais lorsque l'autre eut terminé, il se leva.

— Cet homme, — dit-il, — a manqué à son serment, il en sera puni, je le jure!

Il regarda Pronis un instant, puis avec un demi-sourire :

— Tu es un grand chef, Razi. Tu as l'audace, la persévérance et la sagesse. Ce que je vais te dire te prouvera mon amitié, car c'est contre mon sang que je vais te parler... Tu es un grand chef et tu serais plus grand encore, ô ami, si tu aimais moins cette femme...

Sans détourner la tête, le chevalier avoua :

— C'est vrai, ô mon père, mais sois rassuré... si je ne l'aime pas moins... je l'aime mieux.

Le vieillard le dévisagea; il parut hésiter, chercha ses mots.

— Je le souhaite pour toi... et pour elle, Razi, — dit-il enfin simplement.

Et, malgré les instances de Pronis, il était reparti pour Fanjaire.

Il avait dû tenir sa promesse, car Razau, depuis lors, s'était abstenu de tout acte hostile.

Une chose, cependant, tourmentait le chevalier : en dépit de tous ses efforts, les Malgaches qui, jadis, louaient leurs services aux colons pour les travaux des champs, les femmes et les marchands qui, chaque jour, venaient jusqu'au fort trafiquer de leurs produits contre des perles et des tissus d'Europe, n'avaient point reparu. Il semblait qu'un ordre ou qu'une secrète conspiration leur défendît les abords de l'Habitation. Les colons, pour se procurer les épices, les fruits, les légumes qui amélioraient leur ordinaire devaient, à présent, aller jusqu'aux villages du voisinage. Ils y étaient reçus avec une froideur chaque fois plus accentuée qui ne laissait point de préoccuper Pronis. Et ce fut à la fin de ce cinquième mois et de façon très inattendue que du Val fut assassiné. Un groupe de soldats revenant ce soir-là de Manhale, où ils s'étaient rendus après le déjeuner pour acheter du sel, trouvèrent son cadavre allongé sur la route conduisant à l'Habitation. On ne s'était point soucié de le cacher; il semblait, au contraire, qu'on l'eût ostensiblement étalé en travers du chemin. Un large coutelas demeurait encore fiché dans son dos jusqu'au manche; dans sa main crispée, on avait glissé un « auly » au bas duquel la formule rituelle étalait sans vergogne le nom du meurtrier : Andian-Razau...

Au fort, la nouvelle fut accueillie avec une stupeur mêlée de colère. Réunis dans le réfectoire, à l'heure du souper, les hommes en avaient discuté violemment, réclamant une enquête et le châtiment du coupable.

A Pronis, Foucquembourg et Cauche le fait apparut grave singulièrement. Pour la première fois depuis leur débarquement à Madagascar, un colon était tué, sans provocation de sa part, sans qu'il eût donné aucun motif particulier de haine aux Malgaches. Ce n'était donc pas le résultat d'une vengeance, mais le début d'une campagne ouverte; ce meurtre impudemment étalé aux approches du fort prenait l'allure d'une proclamation brutale et irrémédiable d'hostilité. Cauche, mieux encore que ses compagnons, s'en rendait compte.

Assemblés dans la hutte du chevalier, ils en parlaient cette nuit-là, tandis que le camp s'endormait.

— Il n'en faut point douter, — disait le Rouennais, — c'est une déclaration de guerre que Razau nous lance. Au reste son « auly » est formel.

Pronis, sombre, se promenait nerveusement à travers la case. Il s'arrêta soudain devant Cauche.

— Oui... mais la question est de savoir s'il agit seul, ou bien si les autres princes de l'Antanossy sont avec lui. Ceci serait grave.

Il fit encore quelques pas au milieu du silence, puis, revenant vers le Rouennais, il demanda :

— Qu'en pensez-vous, Cauche?

L'autre, d'un geste vague, signifia sa perplexité.

— Voire, — dit-il ensuite. — Je suis certain d'une chose, c'est qu'Andian-Ramak n'est point mêlé à l'affaire.

— Ah! — dit Pronis avec une intonation joyeuse que le Rouennais perçut.

— Pour sûr, — dit-il vivement, — ceci est un avantage, mais il n'y a pas que le Seigneur de Fanjaire! Si les autres Roandrian soutiennent Razau et font cause commune avec lui, Andian-Ramak, malgré son influence, n'empêchera point la guerre. Il ne le pourra pas. Le conseil des Hommes-Libres l'entraînera.

— Pourtant, — dit à son tour Foucquembourg, — il est impossible d'accepter ce meurtre; quoi qu'il en puisse advenir, nous devons exiger réparation auprès d'Andian-Ramak...

Cauche hocha la tête.

— Hé! — dit-il, — je connais d'avance sa réponse, quelque chose dans ce genre : Si vous rencontrez Razau, tuez-le, c'est votre droit!

Pronis claqua des doigts avec impatience.

— Ainsi, vous nous conseillez de ne rien faire et de nous laisser occire sans protester...

Le Rouennais haussa ses maigres épaules.

— Non, — dit-il. — Je vous conseille simplement d'agir sans plus importuner Andian-Ramak. Gardons-nous, et si jamais nous réussissons à découvrir Razau, ne le manquons point. Dès à présent, au lieu de solliciter la médiation du

Seigneur de Fanjaire, avertissons-le, au contraire, que nous sommes résolus à nous faire justice nous-mêmes — justice haute et basse!

Un silence s'étendit.

Foucquembourg songeait durement. Pronis avait repris sa marche énervée. A la fin, il décida :

— Soit! attendons encore. Dès demain nous doublerons les sentinelles; d'autre part, aucun homme ne sera autorisé à dépasser les champs; ceux qui devront aller dans les villages nous ravitailler seront désormais escortés par des hommes armés; eux-mêmes devront prendre leur mousquet. Tu veilleras, Foucquembourg, à ce que ce nouveau règlement soit strictement obéi.

Durant les jours qui suivirent, les dispositions ainsi adoptées par Pronis assurèrent aux habitants de la colonie une tranquillité nouvelle. Les hommes, d'ailleurs, n'avaient guère l'occasion de s'éloigner du fort. La moisson les retenait dans leurs champs, sous les murailles de l'habitation. Ceux qui allaient aux vivres évitaient les hameaux trop lointains. Ils allaient de préférence à Manhale. Parmi la réserve des autres villages, celui-ci continuait à les accueillir avec cordialité. Au seuil des huttes, les femmes et les vieillards s'attardaient à bavarder avec les colons, les jeunes gens échangeaient avec eux des rires et des propos gaillards, les aidaient à transporter leurs achats jusqu'à Fort-Dauphin; devant la case d'Andian-Ravel, les hommes, maintenant, ne manquaient point de s'arrêter; elle leur souriait avec sa grâce coutumière et leur distribuait des brocs de « sic ». Ici, comme dans leur Habitation, ils se sentaient tranquilles et joyeux pleinement. Et après avoir violemment haï cette femme, ils éprouvaient maintenant pour elle une sorte d'admiration à la fois respectueuse et tendre. Ils la voyaient, durant leurs courses à Manhale, aller et venir à travers le hameau, surveiller leurs marchés, les conseiller, mêler son rire et son charme aimable à leurs marchandages et leur faciliter leurs acquisitions en offrant aux siens l'exemple de sa gaîté, de sa bonne humeur et de son amitié.

Razau, inquiété sans doute par ces mesures, paraissait d'ailleurs avoir abandonné la région. Les hommes qui cir-

culaient autour du fort n'apercevaient plus, comme auparavant, des groupes de guerriers; la campagne déserte leur demeurait tout entière livrée; ils étaient les seuls maintenant à y cheminer.

L'émotion causée par l'assassinat de du Val commençait à s'effacer. La vie, continuant à couler, emportait les hommes de son grand flot puissant; d'autres affaires, d'autres préoccupations occupaient leur pensée. Les travaux quotidiens et mille infinis détails de leur existence journalière les absorbaient, usaient peu à peu en leur mémoire le souvenir de la tragédie. Ils n'en parlaient plus que rarement, par hasard, sans révolte, sans fureur, car ils commençaient à n'y plus songer.

Et, tout à coup, tandis que l'oubli, déjà, s'étalait, la seconde attaque les surprit, brutale et inattendue. Trois colons, Payet, Hoareau et Alain, ne rentrèrent pas de leurs champs, un soir. Tard dans la nuit, les batteurs d'estrade envoyés à leur recherche par Pronis, fouillèrent les alentours sans pouvoir les découvrir. Mais, à l'aube, comme un groupe d'hommes franchissait la poterne de l'est pour descendre vers le parc à bœufs, un brusque tumulte remplit le fort.

Réveillé en sursaut, Pronis achevait de s'habiller et s'apprêtait à sortir de sa hutte en quête de nouvelles, lorsque la porte, violemment heurtée, bâilla. Foucquembourg et Cauche entrèrent précipitamment dans la pièce. Derrière eux, à travers la porte qu'ils n'avaient point refermée, on apercevait un moutonnement d'épaules, de têtes et de visages.

— Qu'est-ce? — demanda Pronis.

Cauche, coupant la parole à Foucquembourg, dit simplement :

— Venez... vous le saurez...

Ils sortirent aussitôt. Les colons massés sur le seuil crièrent, en apercevant le chevalier :

— Justice... Justice... Ce sont les cinquièmes, monsieur.

Sans leur répondre, entraîné par ses amis, Pronis se hâta. Derrière eux, les hommes refluèrent, les suivirent en un groupe compact et tumultueux. De toutes les huttes d'autres hommes, surgissant à demi habillés, couraient, venaient grossir leur bande, et les questions, les appels des nouveaux venus se

mêlaient aux cris, aux jurons, aux menaces des hommes qui leur répondaient. Au seuil de la poterne, le silence, subitement, se rétablit. Écartant quelques colons qui attendaient l'arrivée du chevalier, et paraissaient monter la garde autour de quelque chose, Cauche poussa Pronis doucement.

— Voyez! — dit-il.

Le chevalier eut un brusque recul, son visage blêmit. Contre la muraille du fort, tout près de la poterne et sous la plate-forme de la tour de guet, trois corps étaient accotés, rigides, les bras raidis, la tête droite. Ils avaient la face contre le mur auquel un coutelas, enfoncé dans leur dos, légèrement à gauche, sous l'omoplate, semblait les clouer, ainsi que des épouvantails.

A leurs pieds une javeline rompue gisait sur le sol et une banderolle d'écorce d' « avo » fixée à un épieu flottait allègrement à la brise matinale. D'un coup d'œil, Pronis avait perçu ce spectacle et les moindres détails en étaient entrés en sa mémoire, impitoyablement.

A côté de lui, l'abbé de Bellebarbe murmura :

— Mon Dieu! Mon Dieu! Ils ne méritaient point cette fin et vos voies sont mystérieuses et terribles.

Le chevalier parut subitement réveillé d'un cauchemar. Il regarda un instant autour de lui, puis ses yeux revinrent vers les trois corps dressés devant lui.

— Où les a-t-on trouvés? — demanda-t-il.

Et sa voix était si rauque, tellement changée que les hommes groupés autour de lui tressaillirent malgré eux. L'un d'eux répondit :

— Où ils sont, monsieur. Personne n'y a touché!

Le visage pâle de Pronis se crispa, ses lèvres décolorées tremblèrent. Il leva la tête vers le poste de guet et brusquement questionna :

— C'est bien Toury et Rosben qui ont pris la garde première là-haut cette nuit?

Les deux hommes mis en cause s'avancèrent et l'un d'eux, une sorte de colosse au visage abrupt et tenace, répondit :

— Oui, monsieur, de neuf heures à minuit, nous avons été relevés par Tardy et Jodik.

— Bien... et vous n'avez rien vu, rien entendu?

— Non, monsieur, rien... Vous savez que la nuit a été très sombre; vers onze heures, il y a même eu de l'orage...

Jodik, un petit Breton, nerveux et sec, aux yeux enfoncés, aux pommettes saillantes, dit à son tour :

— Nous non plus, monsieur!

Pronis, tout en les interrogeant, les scrutait attentivement, au visage. Il ne douta point de leur sincérité. Ils étaient parmi ses premiers compagnons, débarqués en même temps que lui du *Saint-Louis*, et, pour les avoir vus à l'œuvre depuis le début, il avait su, aux pires heures de la colonie, apprécier leur âme sans détours, tout entière absorbée dans l'accomplissement des tâches qu'on leur confiait.

Il se détourna d'eux.

— Quels sont, parmi vous, les derniers qui ont aperçu ces trois hommes?

Une voix répondit :

— Moi, et puis Jacquet-jambe-raide et La Fleur.

Pronis posa son regard sur celui qui venait de parler.

— Raconte... — dit-il.

— Ben... c'est simple. On travaillait tous les trois dans le champ de La Fleur qui nous avait demandé un coup de main. On arrangeait sa haie où une bête avait creusé un trou la nuit d'avant. Dans le champ à côté, Hoareau et Payet binaient un carreau de salades et, dans celui d'après, Alain arrosait ses plants. De temps à autre, on se criait des mots, histoire de rire un peu. Comme le soir venait et que nous avions fini de boucher le trou dans la haie, nous avons repris le chemin de l'Habitation. Avant de partir, j'ai crié à Hoareau et aux autres : « Venez-vous-en avec nous, c'est l'heure pour le souper, et v'là la nuit! »

— Oui, — approuva La Fleur, — c'est ce que tu leur as dit, même que Payet t'a répondu : « Attendez un brin, on n'a plus que deux carreaux à terminer et on arrive; » et c'est moi qui y ai dit, ce coup-là : « Viens-t'en tout de suite, mauvaise truandaille, tes carreaux ça peut attendre jusqu'à demain, tandis que le souper, c'est mauvais d'le laisser refroidir... » Ah! Bon Dieu! si on avait pu savoir! Parce que mon opinion, monsieur, c'est que ces vermines-là devaient nous guetter et qu'ils ont fait le coup juste après notre départ.

— Probable, — dit Jacquet-jambe-raide, — quand on est

arrivé à la poterne, boum, la nuit s'a affalée tout d'un coup comme elle fait toujours dans ce pays-ci.

Pronis hocha la tête approbativement.

— Vous devez avoir raison... Ils les ont assassinés là-bas et, cette nuit, pendant l'orage, ils auront transporté leurs corps ici pour nous braver...

Il s'était courbé, avait saisi la banderolle posée aux pieds des cadavres. Cauche, penché sur son épaule, l'examinait :

— C'est le même que pour du Val — dit-il tout bas, — et c'est encore signé Razau!

Le chevalier froissa violemment l' « auly », l'enfouit dans sa poche. Son masque prit une expression de fureur contenue; une flamme s'alluma dans ses prunelles. Deux taches rouges aux pommettes, il ordonna :

— Qu'on emporte leurs corps!

Il leva le front, appela Foucquembourg :

— Monsieur, — dit-il presque durement, — vous ferez mettre en berne l'étendard de l'Habitation. Il demeurera ainsi jusqu'à ce que nous ayons tiré vengeance de ces meurtres.

Il fit volte-face, promena son regard sur tous les hommes réunis autour de lui.

— Et sur ma foi, — dit-il, d'une voix tremblante de violence, — il n'y restera point longtemps, car ils nous le paieront avec sang et douleurs!

Il demeura, l'espace d'une seconde, silencieux, forgeant le projet qu'il méditait.

— L'abbé, — dit-il ensuite, en s'adressant au père de Bellebarbe, — je confie ces morts à vos soins. Ils seront ensevelis demain et nous leur rendrons les honneurs ainsi qu'il sied.

Il se tourna vers les colons.

— Après déjeuner, — annonça-t-il, — réunion générale sur la place. D'ici là que personne ne sorte de l'Habitation.

Du geste il appela Cauche et Foucquembourg.

— Venez! — dit-il.

Traversant le groupe silencieux des hommes, il rentra dans le fort, sans plus parler.

Mais il y avait dans toute son attitude une telle violence, une si formidable colère, que Jorik, de sa voix mince et chantante, songea tout haut :

— Par sainte Anne en Auray, monsieur le chevalier a sa figure de vent debout. Il va y avoir du mauvais pour les nègres.

IX

Ce fut ainsi que la guerre naquit en la presqu'île d'Itolangare, entre les Gentilshommes d'Aventure et les habitants du pays malgache. L'expédition de représailles, décidée quelques instants plus tard et acclamée par les colons à la réunion générale, eut lieu le soir même. Cauche, cette fois, ne s'y était point opposé. A la tombée du jour, trente hommes, triés parmi les plus agiles et les plus ardents, s'étaient mis en route pour Ambonetanaha, le village d'Andian-Razau. Foucquembourg en avait pris le commandement; guidant sa troupe sur le chemin déjà parcouru six mois plus tôt alors qu'ils marchaient contre Beaumont et ses ligueurs, il avait atteint le hameau au milieu de la nuit et l'avait pris d'assaut sans coup férir. Quelques guerriers s'étaient fait tuer en défendant leur hutte, tandis que la plupart des hommes lâchaient pied, entraînant avec eux, en une confuse mêlée, femmes, enfants et bœufs.

Dans la nuit tiède et paisible, les cases incendiées avaient brûlé très vite, torches immenses et crépitantes tôt éteintes. Aux reflets pourpres de leurs flammes, la campagne illuminée apparut traversée de groupes apeurés fuyant vers les montagnes proches. Des beuglements de bœufs râlaient parmi le tumulte, dominant par minute des cris de femme, des braillements d'enfants, des vociférations d'hommes.

Dans la demeure de Razau, on avait retrouvé les pistolets de du Val et son écharpe de laine bleue.

A l'aube, Foucquembourg avait regagné *Fort-Dauphin*. Dans la plaine d'Anbonetanaha, sous le ciel blémissant, les lourdes colonnes de fumées montaient droites et tourbillonnantes. Du hameau d'Andian-Razau, une seule case subsistait : celle de sa mère qui n'avait point voulu fuir et que Foucquembourg avait respectée. Parmi l'enchevêtrement de poutres et de carcasses des huttes carbonisées, au milieu des jardins dévastés et des arbres roussis, un poteau avait été planté. La pancarte qu'il portait proclamait :

Ce village a été détruit
par ordre du Seigneur des Hommes de France,
pour venger la mort de quatre des siens
lâchement assassinés par Andian-Razau et ses guerriers.
Ainsi va notre Justice!

De ce jour, le meurtre et la violence, subitement déchaînés, furent maîtres souverains en Terre madagascaroise. Ils y régnèrent despotiquement et sans trêve. Les colons vivaient à présent resserrés dans l'enceinte même du fort. A travers la campagne environnante, des troupes de guerriers malgaches surgissaient chaque jour, semblant monter la garde autour de l'Habitation. Ils étaient d'ailleurs peu nombreux et ne tentaient point d'attaquer les colons, mais leur présence interdisait aux aventuriers toute course aux villages voisins en même temps qu'elle coupait la route aux habitants de Manhale qui auraient pu ravitailler le fort. Étroitement tassés les uns contre les autres, ayant abandonné leurs cases abattues, hors des murailles, les colons attendaient le retour de Cauche. Parti pour Fanjaire au lendemain de l'expédition contre le village de Razau, le Rouennais était allé vers Andian-Ramak, porteur d'une sommation. Le texte en avait été discuté devant tous les hommes au réfectoire; sans phrases inutiles comme sans détours, elle rappelait au Seigneur de Fanjaire, le serment d'alliance et d'amitié autrefois échangé, évoquait les crimes commis par son frère et en réclamait le châtiment. Elle se terminait, brutale et sèche, par une mise en demeure. Désormais, il fallait choisir : si, dans huit jours, Andian-Razau n'était pas livré aux colons ou ne se rendait pas lui-même, Pronis et les siens parcourraient le pays, brûlant les villages, dévastant les champs, tuant les guerriers qu'ils rencontreraient, enlevant les bœufs, apportant dans cette œuvre de destruction et de ruine une implacable dureté. Seuls, les femmes, les enfants et les vieillards seraient respectés!

Nerveux et angoissés, Pronis et Foucquembourg guettaient chaque jour le retour du Rouennais. Ils savaient, pour en avoir longuement parlé, que ces heures qu'ils vivaient portaient en elles le destin de la colonie. Ils se rendaient compte de l'immense péril qui, brusquement surgi, épiait leur œuvre et

pouvait la perdre, car ils n'étaient qu'une poignée d'hommes, cramponnés sur ce lambeau de terre étrangère. Et derrière eux, il y avait l'Océan, — l'immense et rude Océan auquel ils étaient acculés; et devant eux l'île énorme dressait son enchevêtrement de forêts, de monts, de collines, son fourmillement de villages; et autour d'eux, s'étalait tout le pays madagascarois et ses habitants, ses princes belliqueux et ses guerriers dont le nombre leur demeurait inconnu. Et ils étaient soixante-treize, seuls, perdus, tapis à l'extrémité de la presqu'île, derrière leurs murailles. Si Andian-Ramak leur refusait satisfaction, si les grands de la province se joignaient à Razau, si la guerre enfin ne pouvait être évitée, de tous ces hameaux, de tous ces bois, et de toutes ces montagnes, des guerriers surgiraient et rouleraient vers le fort, avalanche sans cesse renouvelée et sans cesse accrue. En cinq jours, au moment du meurtre de Régimond, cinq mille barbares s'étaient levés prêts à fondre sur l'habitation. Cette fois, combien seraient-ils, jaillis de tous les recoins et de tous les repaires mystérieux et ignorés de l'île? Vingt mille... trente peut-être! Et, pour tenir tête à ce déferlement humain, pour l'arrêter, le repousser et le dominer, ils étaient soixante-treize, — soixante-treize fort exactement!

En vérité, de tous les dangers courus, aucun n'avait été de moitié si grave que celui-ci, et de la réponse que Cauche rapporterait allait sortir la vie ou la mort du grand espoir et de tous les rêves qui les avaient pris sur le sol de France et les avaient jetés en cette terre lointaine.

Les minutes qui s'accumulaient ajoutaient à l'anxiété des deux hommes; toutes sortes de pensées contradictoires se débattaient en leur esprit, les ballottant sans répit de l'espérance à l'abattement. Ils portaient leur cœur ainsi qu'un fardeau à chaque instant plus lourd, plus écrasant.

Le matin du cinquième jour, enfin, le cri qu'ils espéraient ardemment éclata. Ce fut la sentinelle de la tour de l'est qui le jeta :

— A venir vers nous, notre troupe de Fanjaire!

Courant presque, Pronis et Foucquembourg, qui surveillaient la mise en batterie de la Galante, la plus grosse caronade du fort, gagnèrent la poterne de l'Est. En débouchant

au pied de la muraille, ils aperçurent la petite troupe. Elle avançait rapidement, sinuant entre les champs, coupant à travers la campagne pour atteindre plus vite l'Habitation. La devançant de quelques pas, on distinguait la silhouette étroite et frêle de Cauche. Un bouquet de bananiers le cacha un instant. Incapable de supporter plus longtemps l'incertitude qui le rongeait, Pronis se mit en marche, allant à la rencontre du Rouennais. Foucquembourg l'avait suivi. Silencieux, ils cheminèrent à grandes enjambées. Cauche, tout proche maintenant, leva son bras droit, l'agita, et le chevalier et son ami remarquèrent soudain qu'une écharpe lui barrait la poitrine, soutenant son bras droit.

Foucquembourg échangea un regard avec Pronis. Il voulut parler, mais le Rouennais, hâtant le pas, arrivait sur eux. Sans leur laisser le temps de l'interroger, il cria :

— Bonnes nouvelles!

Mais, en même temps, d'un signe imperceptible, il leur montra les hommes de son escorte qui le rejoignaient.

Très vite, redoutant les questions, il se mit à marcher.

— J'ai vu Andian-Ramak, nous obtiendrons justice...

Pronis lui avait pris les mains et, l'étreignant avec force, il demanda, désignant du menton son bras en écharpe :

— Blessé?

— Oh! — dit Cauche, — rien... une éraflure à peine...

— Une... une chute?

Le Rouennais regarda fixement Pronis :

— Non... — dit-il, — un coup de javeline...

Il s'efforça de sourire avec légèreté, goguenarda :

— Un maladroit qui m'a manqué à cinq mètres, comme je sortais du petit bois devant Manhale...

Il ne s'était point arrêté, avait continué sa route vers le fort. Comme il en franchissait la poterne, Pronis demanda encore :

— Vous avez donc passé par Manhale pour revenir?...

— Oui, — dit Cauche, — pour y voir quelqu'un... et vérifier...

Pour la seconde fois, ses yeux s'arrêtèrent sur ceux du chevalier, longuement.

Comme il traversait la place d'armes et qu'un groupe de

colons le saluait au passage, il s'interrompit pour leur répondre. Sur son visage creusé de fatigue et tiraillé de crispations douloureuses, le même sourire affecté apparut. Il le garda jusque devant le seuil de Pronis, mais, la porte refermée, son masque de gaieté tomba d'un coup. Et, tout de suite, il annonça :

— Mauvaises nouvelles!... J'ai échoué... ou presque! ..

Pronis s'était assis sur un escabeau, la tête basse, il demeura un instant silencieux. Lorsqu'il releva son front, il vit Foucquembourg et Cauche, très pâles, qui le considéraient.

— Ainsi, — dit-il d'une voix presque indistincte, — c'est la guerre!...

Le Rouennais, écartant les mèches de sa chevelure collées contre ses joues poisseuses de sueur et de poussière, secoua la tête.

— Je n'en sais rien, — dit-il, — j'espère encore que non...

Un peu de sang teinta les pommettes du chevalier. Du regard il interrogea Cauche. Se traînant jusqu'à la couchette de Pronis, l'autre s'y affala brusquement; un frisson le secoua, il ferma les yeux. Pronis et Foucquembourg remarquèrent soudain une tache de sang qui, sur son écharpe blanche, près du coude, s'élargissait peu à peu. Ils s'étaient levés et doucement, soutenant le Rouennais, ils l'aidaient à s'allonger. Une étrange douceur dans la voix. Pronis s'enquit :

— C'est dangereux?... je vous demande pardon, Cauche... mais j'aurais dû... Attendez, je vais faire appeler le père de Bellebarbe pour qu'il vous panse.

Agitant sa main valide, le Rouennais dit, très bas :

— Non... tout à l'heure... après...

Il ouvrit les yeux, passa ses doigts maigres sur sa face couverte de sueur.

— Voilà... — dit-il, — c'est passé... J'ai vu Andian-Ramak... il a lu votre message...

Les deux hommes avaient traîné des escabeaux près de la couchette; penchés vers le Rouennais, ils l'écoutaient maintenant avec le même visage anxieux et grave.

— Alors? — demanda Pronis.

La réponse de Cauche tarda une seconde.

— Lui ne nous est point hostile... mais le Conseil des

Hommes-Libres et les autres princes de l'Antanossy répugnent à sévir contre un des leurs...

Foucquembourg eut un geste accablé.

— Après les menaces que nous leur avons faites, — dit-il, — nous ne pouvons plus reculer...

Cauche hocha vivement la tête deux ou trois fois.

— Ce serait notre perte, — dit-il. — Ces gens-là, excepté le Seigneur de Fanjaire, confondent la bonté avec la faiblesse; ils prendraient nos hésitations pour de la peur et de la couardise. La destruction inattendue d'Abonetahana les a, malgré tout, remplis d'étonnement et de respect pour notre force et notre audace...

Pronis, se levant brusquement, arpenta la pièce, réfléchissant. S'arrêtant près de la table, il tambourina machinalement une marche du bout des ongles.

— Si je vous comprends bien, Cauche, — dit-il à la fin, — vous êtes d'avis qu'il faut continuer à les effrayer?...

Se soulevant péniblement, le Rouennais s'assit sur le lit.

— Voici le plan que je vous propose, — dit-il nettement. — Les huit jours que vous leur avez donnés expirent demain. Laissons-les passer. S'ils ne se sont pas courbés, il faut reprendre contre les hameaux du voisinage nos coups de main. Il faut agir par surprise, tantôt au crépuscule, tantôt à l'aube, parfois au milieu de la nuit... Évitons les morts inutiles. Ne tuons que si nous sommes attaqués, mais brûlons les villages et, surtout, enlevons les troupeaux. C'est là ce qui peut leur être le plus sensible. Et je crois...

Il secoua énergiquement la tête.

— Oui... je crois qu'ils céderont et nous débarrasseront d'Andian-Razau... d'autant que quelqu'un là-bas, à Fanjaire, agira sur Andian-Ramak...

Étonnés, Foucquembourg et Pronis le regardèrent.

— Quelqu'un? — demanda le chevalier.

Cauche se tourna vers lui et, lentement, le dévisageant :

— Votre femme, monsieur... C'est pour cela que j'ai passé par Manhale... pour lui expliquer la situation et lui demander son appui...

Détournant son visage, Pronis demanda :

— Et... elle a consenti...

— Elle s'est mise en route tout de suite, — dit Cauche.

Il demeura pensif un instant très court, puis il dit :

— Elle n'est plus ce qu'elle était... voici un an encore... Ne le saviez-vous pas?

Une flamme de tendresse brûla le visage de Pronis, l'illumina orgueilleusement.

— Si, — dit-il, — si...

A son tour, il considéra les deux hommes fixement; il parut prêt à parler, mais, avec un geste très doux, il dit simplement :

— Je voulais ne pas être seul à m'en apercevoir.

Une semaine encore s'égoutta, morne. Autour de l'Habitation les bandes de guerriers malgaches continuaient à rôder. Le délai imposé à Andian-Ramak était venu, puis avait passé sans qu'on eût de réponse. D'Andian-Ravel et de sa démarche, on demeurait également sans nouvelle. Le soir du cinquième jour, vingt hommes, sous le commandement de Pronis, et trente autres, guidés par Foucquembourg, sortirent secrètement du fort; exécutant une marche forcée, ils arrivèrent au milieu de la nuit devant deux villages réputés pour leur richesse et pour l'importance de leurs troupeaux. La scène qui s'était déroulée, deux semaines plus tôt, à Ambonetanaha se renouvela, identique ou presque. De nouveau les hameaux saccagés, livrés aux flammes, incendièrent la nuit ainsi que des torches monstrueuses, et l'aube tendre vit monter vers son ciel délicat les lourds tourbillons de fumée noire. Selon la tactique conseillée par Cauche, les habitants, qui s'étaient enfuis aux premiers coups de feu, furent épargnés. Il n'y eut ni morts ni blessés; seule une femme fut piétinée par un bœuf, chargeant dans la nuit. Recueillie par les colons, elle fut aussitôt pansée, soignée, puis remise en liberté. Mais dans les parcs de *Fort-Dauphin*, six cents bœufs, enlevés par les deux troupes, vinrent s'ajouter au bétail qui déjà s'y trouvait. Dès le lendemain et pendant la semaine qui suivit, les guerriers malgaches se pressèrent plus nombreux, plus provocants à travers la campagne environnante. Ils s'avancèrent tout près du fort. Jusqu'aux tours de guet parvenaient leurs gestes de défi et d'insultes, leurs cris de fureur et leurs vociférations forcenées. Comme ils serraient de trop

près les murailles, le chevalier fit armer la Galante. Elle cracha à blanc deux fois de suite, coup sur coup. Et sa grosse voix, roulant et s'étalant à travers la plaine, ricochant aux collines et aux falaises, balaya ainsi qu'une bourrasque les bandes malgaches. Dispersées et tapies à l'abri des lointains coteaux, elles n'avaient pourtant point abandonné leur encerclement. Sur le ciel vif où s'inscrivaient les arêtes molles des collines, on distinguait nettement les taches pâles de leurs lambas.

Réfugiés sur ces coteaux, les guerriers de Razau guettaient le fort, épiant ses habitants et surveillant leurs moindres gestes avec une obstination tenace et acharnée.

Puis brusquement, un matin, la campagne se révéla immense et vide. Aussi mystérieusement et aussi soudainement qu'ils avaient surgi, les Malgaches disparurent. Quelques hommes envoyés en reconnaissance gagnèrent peu à peu vers l'ouest, s'enfoncèrent dans l'intérieur, atteignirent les levées de terrain occupées la veille encore par des bandes ennemies. Au flanc des coteaux désertés, ils trouvèrent les traces des campements délaissés; des feux gardaient encore dans leurs cendres tiédissantes des braises qui achevaient de mourir, des abris de branches et de feuillages, des restes de nourriture subsistaient çà et là; quelques armes abandonnées traînaient sur le sol; une carcasse de bœuf à moitié dépouillée pourrissait lentement sous la brûlure du soleil, survolée par des charognards dérangés dans leur festin et guettant avec impatience le moment de reprendre le dépècement de cette chair presque bleuie où quelques vers déjà se tortillaient voluptueusement.

Incertain et perplexe, Pronis et ses compagnons remuaient des hypothèses diverses et contradictoires. Ils ne parvenaient point à savoir les raisons de cette brusque retraite. Cauche avait dit au chevalier, très bas, tandis que, perchés sur la tour, ils inspectaient les alentours en compagnie de Foucquembourg, le père de Bellebarbe et de trois autres colons :

— Elle a gagné notre cause, monsieur!

Il avait tout de suite compris que le Rouennais pensait à Andian-Ravel. Il y songeait lui-même. Il secoua pourtant la tête sans répondre et dans ses yeux les sentiments opposés qui se débattaient en son âme passèrent successivement : le

doute, l'orgueil, la foi et puis, encore et toujours, cette angoisse qui depuis trois semaines bientôt n'avait point cessé de le tourmenter durement, seconde par seconde, et que tout ce silence, tout ce vide nouveau aggravait de sa menace mystérieuse.

Mais comme le soir tombait et que l'ombre achevait presque la conquête du ciel mauve, le cri d'une sentinelle s'abattit sur le fort.

— Une troupe de nègres en marche vers nous!

De toutes les cases où ils s'apprêtaient à souper, les colons jaillirent tumultueusement. Ils couraient vers la poterne. Pronis, Foucquembourg, Cauche s'y trouvèrent presque en même temps. Le chevalier avait escaladé en hâte l'échelle du poste de guet. Penché sur la balustrade de la plate-forme, il sondait la pénombre à chaque instant épaissie. Le front plissé, les yeux amenuisés, Cauche regardait, lui aussi. Attroupés devant la porte, les colons scrutaient la plaine assombrie. Au delà des champs, une tache indistincte et pâle progressait. Elle disparaissait par instant au creux d'un pli de terrain, réapparaissait devant un bouquet d'arbres, avançait avec lenteur. Des haies, pendant plusieurs mètres, la masquèrent, et lorsqu'elle surgit de nouveau, beaucoup plus proche, des détails subitement s'affirmèrent. Ils étaient une douzaine à peu près, tous vêtus de tuniques claires; on ne leur voyait aucune arme : ni piques, ni javelines, ni boucliers. En avant deux des leurs marchaient, l'un agitant un pan de son lamba blanc, l'autre portant sur son épaule un colis dont on distinguait mal la forme et la grosseur.

Ils gagnèrent encore du terrain, et Pronis, brusquement, annonça :

— Foucquembourg, prends quatre hommes et va à la rencontre de ces gens!

— Quatre? — dit Cauche en levant la tête vers lui.

Pronis le regarda.

— Quatre... cela suffit pour recevoir une troupe commandée par une femme...

Et sans attendre que l'autre lui répondit, il cria :

— Que tout le monde rentre et s'assemble sur la Place Centrale. Dix hommes seulement prendront les armes.

Refluant vers l'intérieur de l'Habitation, les hommes se

hâtèrent le long des avenues. Lorsque Pronis et Cauche, quelques instants plus tard, arrivèrent à leur tour, sur la place d'armes, ils y trouvèrent les colons réunis. D'eux-mêmes ils s'étaient alignés, formant un large cercle autour du mât. La nuit était venue et, de loin en loin, un homme détaché du rang avait allumé une torche qu'il tenait à poing tendu. Groupés face à l'avenue par où allaient les Malgaches, les dix aventuriers qui avaient pris les armes attendaient, la crosse du mousquet par terre. Les quinze torches arrondissaient des halos de lumière rouge et brûlaient avec un crépitement de flammèches et des volutes de fumée poisseuse.

— Mes gars, — dit Pronis, — j'ignore ce que nous veulent ces gens qui s'en viennent vers nous... Est-ce la guerre ou bien est-ce la paix? Quoi qu'il en puisse être, nous tiendrons ferme. Si c'est la paix qu'ils désirent, nous la leur donnerons, Razau sera châtié ainsi qu'il sied, — j'entends au prix de sa vie, — et tout sera dit; mais si c'est la guerre, morbleu, nous la leur apprendrons, et si rudement que nous les en dégoûterons! Que vous en semble, compagnons?

Unanimement, les aventuriers approuvèrent. Leurs cris se croisèrent, se mêlèrent en un vaste brouhaha.

— Bien parlé, monsieur!

— Ferme! Ferme!

— Hardi-là! Bataille!

La voix du chevalier domina le tumulte :

— Ainsi donc en ira-t-il! s'ils le souhaitent! — dit-il. — Mais attendons...

— Oui, — dit Cauche, — car d'ailleurs les voici!

Le silence, d'un coup, retomba et le regard des aventuriers courut vers l'allée. La petite troupe des indigènes y débouchait encadrée par les quatre hommes de Foucquembourg. A leur tête, les précédant de quelques pas, Foucquembourg, un Malgache et Andian-Ravel s'avançaient. En atteignant le rond-point, la jeune femme cria un ordre. S'immobilisant, son escorte demeura dans la pénombre que la clarté des torches effleurait à peine. Seuls, Foucquembourg, l'indigène et Andian continuèrent de cheminer.

Ils entrèrent dans le rayonnement pourpre d'une torche en face de Pronis roide et attentif et s'y arrêtèrent.

— Chevalier, — dit Foucquembourg, — j'ai l'honneur de te demander audience au nom d'Andian-Ravel-Melor, princesse de l'Antanossy, et au nom d'Andian-Tisei, grand de l'Antanossy, tous deux envoyés du Seigneur de Fanjaire.

D'un coup de tête brusque, Pronis asquiesça :

— Qu'ils soient les bienvenus parmi nous!

La jeune femme, jusque-là immobile et muette, marcha vers lui. Lorsqu'elle fut tout près, elle dit gravement :

— Je te salue, seigneur. Je suis venue te porter les paroles de mon père, le roi de ce pays.

D'un geste pompeux et large, le chevalier se découvrit.

— Parle donc, — dit-il, sans la regarder.

Elle se tourna légèrement de façon que la plupart des colons l'entendissent mieux, puis, d'une voix nette et ferme, elle dit :

— Le seigneur de Fanjaire ne veut point que la guerre soit entre vous et les siens. Et voici ses mots, ses vrais mots, je le jure : « Un mauvais homme de notre race a trahi le serment d'amitié qui était entre nous, le serment du foie que nul jusqu'ici n'avait rompu... Il a tué des gens de la terre de France qui n'étaient coupables d'aucun mal. Pour le châtier vous avez détruit son village, puis deux autres villages encore et vous avez pris des bœufs en quantité. Mais ces villages et ces bœufs n'étaient point son bien. Ils appartenaient à des princes, à des Hommes-Libres de cette terre qui, eux, n'avaient point trahi! Et je dis ceci quand même : vous avez eu raison!

Elle laissa s'étaler et décroître le murmure de satisfaction des colons.

— En vérité, — reprit-elle ensuite, — vous avez eu raison, grandement. Mais maintenant cet homme qui vous a fait tort, nous l'avons puni! rendrez-vous les bœufs, si de ce châtiment je vous donne la preuve? car cela serait juste, exactement!

Pronis garda le silence longtemps. Son regard tour à tour interrogea Cauche, le père de Bellebarbe, quelques masques de colons.

— Oui, — dit-il enfin, posant pour la première fois ses yeux sur Andian-Revel, — oui... si cette preuve on nous la fournit...

Le visage pâle de la jeune femme se détendit : une douceur

flotta dans ses yeux, son attitude perdit de la rigidité qu'elle affectait jusque-là.

Elle leva lentement ses doigts clairs et longs.

— Ainsi a parlé le Seigneur de Fanjaire, — dit-elle, — et ses paroles, je vous les ai rapportées, fidèlement; sur mon cœur je le jure.

— Bien, — dit Pronis, — mais, une fois déjà, Andian-Ramak nous avait promis que cet homme serait puni, et il a continué à meurtrir les nôtres, trois des nôtres... Quelle preuve peut-il nous donner que cette mauvaise bête ne nous nuira plus?

Les lèvres d'Andian-Ravel eurent un curieux petit frémissement. Elle fit un geste dans la direction de son compagnon. Le Malgache, mettant un genou en terre devant Pronis, posa le paquet qu'il avait gardé sur son épaule durant toute l'entrevue. C'était un panier grossièrement tressé. Sans un mot, il dénoua la corde de raphia qui le fermait, en souleva le couvercle, le bascula.

Un objet sombre tomba sur le sol, roula, s'immobilisa, calé par une pierre. Très haut, d'un ton vibrant, le Malgache alors cria :

— Ceci est la preuve... Voyez tous, Seigneurs de la terre de France!

D'un même élan de curiosité, Pronis, Cauche, Foucquembourg et le père de Bellebarbe s'étaient approchés. Un colon portant sa torche, l'abaissa vers le sol. Et soudain, illuminée par la lueur rouge et vacillante, une tête humaine apparut. On ne voyait d'elle que les cheveux épars, un bout de nuque et la tranche du cou sectionné qui formait une bouillie rougeâtre de chairs, d'os et de sang coagulé. La face, plaquée contre le sol, demeurait invisible. Des frissons le long de l'échine, un dégoût leur soulevant le cœur, les Aventuriers demeuraient figés à leur place, n'osant pas la toucher...

Ce fut le Malgache qui, du bout de son pied nu, dédaigneusement, la poussa, la retourna. Elle oscilla, et comme elle allait encore se retourner, le masque contre terre, de la plante du pied nu appuyé sur le front cireux, il la maintint face en l'air. Les prunelles vitreuses, éclairées par la torche, posèrent leur regard vide et fixe à travers la nuit, heurtèrent les yeux

de Pronis penché vers elles. Instinctivement, le chevalier recula; de sa gorge contractée un nom jaillit, rauque, méconnaissable :

— Razau!

Alors le Malgache, se courbant, empoigna la tête par les cheveux, à plein doigts; saisissant de l'autre main, la torche du colon debout près de lui, il marcha le long de la file des colons rangés autour de la place.

La torche qu'il tenait près du visage du mort l'ensanglantait; du col tranché, des gouttes de sérosité noirâtre tombaient lentement, une à une.

De mètre en mètre, le Malgache criait à toute volée :

— Ainsi fut puni, par la volonté des Hommes-Libres, Andian-Razau, qui brisa le serment du foie!

Et la tête, balancée aux cahots de ses pas, semblait approuver ses mots, à petits hochements brefs.

XII

Ils pensaient, à force d'audace et d'énergie, avoir conquis la paix, et ils s'étaient remis à l'œuvre, durement. Par les après-midi torrides que rendait supportables l'air soufflé du large, ils s'étaient derechef courbés sur la terre féconde et rouge. Les moissons fauchées remplissaient les magasins. Dans les jardins, les plants de légumes allongeaient leur parterre; aux haies, des fleurs pointaient. De toutes les vieilles querelles oubliées il ne demeurait plus qu'un souvenir confus d'heures troubles et dangereuses pour tous. Les colons, et Pronis avec eux, ne se les rappelaient que pour évoquer les malencontres qui avaient failli en advenir. Des motifs de discorde qui naguère les avaient dressés les uns contre les autres, plus rien d'ailleurs ne subsistait. Le chevalier avait repris sa place au fort et l'avait reprise entière. Il y demeurait à présent tout au long des semaines et des mois. A peine, de temps à autre, à la tombée du jour, allait-il à Manhale souper avec Andian-Ravel. Mais, chaque fois, il regagnait l'Habitation avant l'aube. Les hommes, au surplus, ne retrouvaient plus en eux la haine qui, jadis, les avait animés contre la jeune femme. Comme Cauche, ils avaient éprouvé qu'elle

n'était plus la même qu'autrefois, nullement la même, en vérité!

Ils avaient appris sa démarche auprès d'Andian-Ramak et ils n'ignoraient point que, grâce à elle, l'œuvre de paix et de justice vainement tentée par Cauche avait été accomplie. Bien d'autres preuves depuis lors n'avaient point failli à leur révéler l'âme nouvelle de la jeune femme, cette âme à laquelle la souffrance avait enseigné l'amour de façon très imprévue.

Elle venait à l'Habitation rarement, mais pour y apporter chaque fois quelque avis ou quelque renseignement dont tous tiraient profit. Elle n'y demeurait que peu de temps, errant çà et là, librement, accueillie par les aventuriers de manière joyeuse et fort civile. Lorsqu'elle passait, les hommes rompaient leur tâche pour la suivre des yeux complaisamment. Tout comme là-bas, à Manhale, elle s'arrêtait d'ailleurs pour échanger avec eux de menus propos et des rires enfantins. Ils parlaient d'elle maintenant avec gaieté, l'appelant, de manière un brin plaisante et un brin respectueuse : « Notre Dame de Manhale. » Durant un lent mois pourtant elle cessa de les visiter et leur visage, sans qu'ils s'en rendissent compte, refléta l'air soucieux de celui de Pronis.

Un dimanche matin, à la longue, n'y tenant plus, Rosben, à la sortie de l'office, aborda le chevalier, tandis qu'il franchissait le seuil de la chapelle. Pétrissant son feutre entre ses gros doigts, l'homme, poussé par ses camarades, demanda gauchement :

— Monsieur... on vous voit toujours renfrogné depuis ce tantôt un mois... et puis... c'est justement de ce temps-là que notre dame de... je veux dire madame Andian ne s'en est point venue chez nous... C'est-y qu'elle serait en maladie?

Pronis, debout près de Cauche et de Foucquembourg, regarda le colon, puis le groupe des hommes qui, à quelques pas derrière lui, tendaient l'oreille anxieusement. Il eut un geste auquel l'autre se méprit.

— Sauf votre respect, monsieur le chevalier — se hâta-t-il de dire, — je sais... C'est point des affaires qui nous regardent... Mais not' dame nous fait défaut. Et c'est les camarades qui m'ont dit comme ça de vous demander la chose...

Pronis, amicalement, tapota l'épaule du colosse.

— Oui bien, mon gars, — dit-il, — mais vous l'aimez donc à cette heure?

Gêné, l'homme se détourna. Un silence passa. Très loin, au delà du mur de l'Habitation, on entendait le chant d'un oiseau. A la fin, avec un gros rire, Rosben confessa comme il s'excusait :

— Oui-da... monsieur... Mais elle fut douce et tant bonne pour nous, qu'on n'en est guère fautifs!

Plus haut que lui, Pronis à son tour rit, et un étrange attendrissement amollit sa voix.

— Non point... La faute en est à elle assurément! Ainsi le lui dirai-je quand je la verrai et ce, pas plus tardivement que ce soir.

Il leva la tête, considéra tous les hommes qui souriaient eux-mêmes, sans trop savoir pourquoi, — simplement peut-être parce qu'ils avaient compris que leur dame n'était point souffrante puisque le chevalier riait, très allégrement en vérité...

— Très bien se porte-t-elle, mes gars, — dit-il, — mais puisque vous en prenez souci, sachez-le : elle ne vient plus vous visiter à cause qu'elle est en mal d'enfant!

— Ma Doué! — cria Rosben, — nous v'là un de plus!

Et sa figure bronzée se plissa de contentement. Derrière lui, tous les hommes, bouche bée, s'agitèrent joyeusement et, non moins joyeusement, le chevalier cria :

— Et c'est ici qu'on le baptisera! ici même, au milieu de vous et non point ailleurs. Et ce jour-là, pour s'en réjouir nous tous en chœur, Beaumont et Lafontaine seront remis en liberté!

La clameur de satisfaction redoubla, et longuement, dans l'Habitation, les hommes en discutèrent durant les jours qui suivirent jusqu'à la cérémonie qui, deux mois plus tard, eut lieu avec pompe très grande, comme juste.

Andian, maintenant, habitait en sa case toute neuve construite par les colons, et par eux offerte en souhait de bienvenue. Elle passait les heures assise au seuil de sa hutte avec son enfantelet vagissant et se tortillant à côté d'elle, sur une natte. Et les hommes, tour à tour, sous des prétextes divers,

s'en venaient voir la « petite princesse chevalier », ainsi qu'ils l'avaient d'eux-mêmes et très gaiement surnommée. Seuls, continuaient à couver secrètement leur haine tenace La Fontaine et Beaumont, — tous deux libérés des fers au jour même où le père de Bellebarbe avait prononcé les mots consacrés sur la tête rougeaude de la fillette : « Je te baptise au nom du Père, et du Fils, et du Saint Esprit : Espérance te prénommeras-tu. »

Et du temps encore passa, durant lequel mourut La Fontaine d'un coup de pistolet qui fit éclater son crâne, ainsi que grenade trop mûre, pour s'être pris de querelle un soir, avec l'homme de garde qui ne voulait point le laisser sortir de l'Habitation à la nuit close.

Le lendemain de sa mort, Beaumont s'enfuit sans que nul put savoir où il s'en était allé, ni pourquoi, ni quel avait été son destin, — toutes choses dont les colons se souciaient peu ou prou, car la mauvaise saison, au surplus, avait fait retour. De nouveau cloîtrés en leurs huttes, ils ne sortaient plus guère, s'activant au fil des minutes, et sans trêve, du matin au crépuscule, à force travaux tels que : réparation des armes, forgement d'outils, choix des grains pour les semailles prochaines, et maintes autres petites besognes qui suffisaient à emplir leur vie quotidienne. L'enclume battait, rythmant les heures, et les hommes chantaient, se tenant en joie et en santé très gaillardement.

S'en retournèrent ensuite les beaux jours et leur soleil et leurs ciels purs. La campagne fraîche lavée par les averses fut plus verte et le sol plus gras, tout gonflé de fécondité neuve.

Mais alors, et très subitement, comme les gars de France s'apprêtaient à reprendre leur œuvre, la guerre éclata, implacable et farouche. Elle débuta d'étrange façon et les motifs premiers devaient en demeurer longtemps inexplicables.

Ce jour-là, quatrième juillet en l'an 1649, Andian-Ravel, qui était allée à Manhale passer la journée, en revint comme finissait le jour. A la sentinelle qui la saluait sous la poterne, elle ne répondit point, contrairement à ce qu'elle avait coutume; elle ne parut point même la voir tant elle pénétra en

hâte dans l'Habitation. Allant en ligne droite à la case du chevalier, son seigneur, elle en martela l'huis à coups précipités de ses poings menus.

Pronis s'y trouvait pour l'instant en compagnie de Cauche, de Foucquembourg et du père de Bellebarbe, et, tout en parlant avec eux de choses diverses et très utiles à la colonie, comme ils en avaient l'habitude à cette heure du crépuscule, la journée finie, il dégrafait son baudrier; il suspendit son geste et cria :

— Entrez!

Et Cauche qui pérorait se tut, tout net.

Elle était entrée et derrière elle, avec soin, elle avait bâclé la porte à double barre, solidement. Appuyée contre le battant, elle regarda les quatre hommes simplement et de leur visage disparut le sourire avec lequel ils l'avaient reçue.

— Qu'est-ce donc? — demanda Pronis se levant tout à coup.

Pour lors, très bas, d'un ton grave, elle annonça :

— Les Hommes-Libres ont décidé la guerre contre nous!

Foucquembourg et Cauche se dressèrent brusquement, derrière eux leur escabeau culbuta. Seul, le père de Bellebarbe ne bougea point. La tête courbée, il continua de regarder devant lui, vaguement, mais son masque s'assombrit, et, aux coins de sa bouche, un pli amer se creusa.

Pour l'instant, les trois hommes, groupés autour d'Andian-Ravel, la questionnaient.

— Pourquoi? Que s'est-il passé?

— Est-ce irrévocable?

— Mordieu! sont-ils donc devenus enragés?

Levant avec lenteur sa main qui tremblait, elle réclama le silence. Et lorsqu'il fut venu :

— La chose, — dit-elle, — est très certaine. C'est mon père qui m'en a fait avertir. Ils se mettront en marche demain pour essayer de nous prendre par traîtrise à la nuit noire. Ce sont les fils d'Andian-Razau qui commanderont les guerriers, — tous les guerriers venus des Antavares et des Matatanes. Ceux d'ici ne combattront point, mais ils ne feront rien pour empêcher les autres de nous assaillir. C'est cela seulement que mon père a pu obtenir, ô Razi, cela seulement, et c'est fort peu, en vérité!

— N'importe! — dit Pronis, — pour cela et pour beaucoup

d'autres choses encore, je lui dois reconnaissance et affection, qu'il le sache. Pour le reste, nous nous battrons comme il sied, en bons Français et en véritables Gentilshommes d'Aventures... Combien seront-ils? Le sais-tu?

Elle secoua la tête avec douceur.

— Six mille au moins, — dit-elle, — peut-être dix.

— Or donc, — dit Pronis, — ce sera un beau combat et grande gloire en retirerons-nous quoi qu'il advienne! Au surplus, nous sommes septante et sept et bien armés de fusils, mousquets et pistolets, sans compter nos caronades et la *Galante*. Nos murailles sont hautes et solides : toutes choses bien considérées la lutte n'est que tout juste égale si ceux de par ici ne s'en mêlent point!

Il riait presque et Foucquembourg et Cauche admiraient comme il convient, sachant eux-mêmes que les malencontres que l'on ne peut éviter se doivent ainsi accueillir, galamment.

— Oui bien, — dit le Rouennais, — c'est parlé en capitaine!

Et Foucquembourg, après lui, asquiesça à son tour.

Le père de Bellebarbe, seul, ne souffla mot. C'est que lui voyait en tout ceci quantité de corps meurtris et nombre d'âmes qui s'en iraient en pleine bataille, très forcenées et sans souci de Dieu auquel, parmi les coups, le sang et la frénésie, elles ne songeraient guère.

Pronis encore interrogea, la figure projetée en avant et les ailes du nez battantes :

— C'est demain, dis-tu, que le bal sera donné?

Elle confirma très vite.

— Oui, à la tombée du jour.

Le chevalier réfléchit longuement, marchant de long en large à travers la case.

— C'est bien, — dit-il enfin, — nous leur offrirons donc les violons et des meilleurs, sur ma foi!

Il se tourna vers le père de Bellebarbe toujours immobile et muet.

— L'abbé, — dit-il, — bien vous ferez de préparer incontinent provision suffisante d'étoupe et de charpie.

Le prêtre posa sur lui son regard triste. Il se leva lourdement, s'en fut à la porte; sur le seuil, l'ayant ouverte, il s'arrêta et dit très bas :

— Que la miséricorde de Dieu soit avec nous!

Derrière lui, sur un signe de Pronis, Andian sortit à son tour. Alors Pronis, le visage subitement grave, considéra ses deux compagnons.

— C'est question maintenant de vie ou de mort, — dit-il, — car ces gens-ci ne nous feront point quartier.

Et Cauche et Foucquembourg ensemble acquiescèrent d'un même hochement de tête paisible.

— A tirer à mitraille... feu!... — cria Pronis.

La détonation éclatant couvrit les hurlements des Malgaches. La charge s'abattit dans leurs rangs où des trous subitement se creusèrent.

Durant l'après-midi, après la réunion amicale où le chevalier avait mis ses hommes au courant de la prochaine agression des ennemis, toutes dispositions utiles avaient été prises. Tandis que la plupart des colons poursuivaient en apparence leurs occupations habituelles et travaillaient à leurs champs, une quinzaine d'aventuriers sous les ordres de Cauche et de Foucquembourg avaient secrètement vérifié les batteries, transporté les munitions nécessaires à pied d'œuvre et tout préparé enfin pour mettre le fort en défense. Les bœufs, dans l'enclos adossé aux murailles, avaient été liés deux à deux et les barrières de leur parc renforcées de pieux solides. De loin en loin, le long des murs, des paquets de broussailles résineuses avaient été déposés. Vers la fin de l'après-midi, les hommes réunis en armes attendaient derrière les murailles le moment d'apparaître brusquement et d'en couronner la crête. Deux caronades mises en place renforçaient la *Galante* et l'encadraient.

Et comme le crépuscule traînait ses premières ombres sur le paysage, l'attaque avait jailli. En groupes denses, les lambas clairs surgis des replis de terrain proches s'étaient mis en marche vers le fort. La nuit, s'abattant d'un coup, les cacha. Invisibles, on les entendait pourtant avancer dans la demi-obscurité. Parmi le silence des tièdes ténèbres, c'était comme un vaste froissement, comme un large chuchotement. Pareil au chant de la mer, le bruit de cette marée humaine montait

jusqu'à l'Habitation. Lorsqu'il fut tout proche, l'ordre courut, soufflé de lèvres à oreille :

— Allumez!

Les paquets de broussailles, sitôt embrasés, illuminèrent les alentours, et la troupe ennemie, brusquement révélée, hurla de male rage. Elle progressait en masse compacte, longue chenille pâle que les flammes éclairaient de moins en moins et qui se perdait au delà de leur rayonnement dans l'ombre et le lointain.

Accélérant sa marche, la colonne d'attaque courut, puis se rua, et ce fut comme elle atteignait presque les dernières toises la séparant des murailles que Pronis avait crié :

— A tirer à mitraille! Feu!

Sitôt que la *Galante* eut craché, les deux petites pièces l'escortant donnèrent à leur tour de la voix, coup sur coup, en écho. Dans les rangs ennemis déjà flottants, le désarroi naquit... Des hommes par grappes avaient culbuté; des vides disloquaient leur masse; elle tourbillonna, s'immobilisa une pleine minute. La *Galante* rechargée gronda derechef et l'on put suivre à travers les files malgaches le passage de son boulet, labourant un long sillon à même la matière humaine.

Des hommes blessés s'égaillèrent, courant à l'aventure parmi la vallée. Quelques-uns disparurent au fond de l'ombre que les broussailles incendiées n'atteignaient point. D'autres, après quelques pas, s'abattaient d'un coup, roulaient, se traînaient avec des râles et des hurlements.

La colonne assaillante, refluant à son tour, recula de quelques toises, puis, tournant les talons, elle s'enfuit précipitamment en une tourbe confuse et vociférante. Quelques coups de mousquet saluèrent sa retraite, couchant encore des lambas çà et là un ennemi. Ayant regagné les ténèbres, la troupe s'y réfugia, disparut.

Aux flammes dansantes des brûlots, la plaine s'allongea sombre, émaillée par places de taches claires : cadavres abandonnés que la lueur des brasiers éclaira durant un moment. Puis la nuit paisible et transparente reprit son règne, voilant toutes choses de sa pénombre fragile, tissée de lune. La douceur nocturne s'étala et le silence s'alourdit plus épais.

Seule, de minute en minute, régulière et désespérée, la plainte d'un agonisant la traversait.

Dans le fort, derrière leurs murailles intactes, les colons se gaussaient et s'éjouissaient de cette victoire facile et rapide tout autant.

En haut, sur la plate-forme d'une des tours de guet, Pronis, Foucquembourg et Cauche demeuraient renfrognés cependant. De l'Habitation, rien n'avait souffert, ni être, ni chose. Mais tout ceci n'était, ils le savaient, que prélude et bagatelle. La lutte elle-même commençait à peine. A dire vrai, elle n'allait débuter et sévir qu'à partir de cet instant, car le sang, le sang des Hommes-Libres avait coulé, abondamment, et rien ne le saurait faire oublier et pardonner, — fors une défaite totale, ce qui n'était point le cas.

— De la sorte, — expliquait le Rouennais, — les voici repoussés, mais certes point battus. Il nous savent sur nos gardes et vont agir en conséquence.

Il s'interrompit avec brusquerie, une idée surgissant en lui.

— Avons-nous de l'eau en suffisance? — demanda-t-il.

Ce fut Foucquembourg qui répondit :

— De l'eau, des vivres et des munitions pareillement, de quoi tenir deux mois de temps, pour le moins...

— Holà! — dit Cauche, — entendons-nous bien... de l'eau sans compter sur celle du puits?

Le lieutenant branla la tête affirmativement.

— Oui donc... j'en ai fait remplir trente tonnelets et huit pièces qui sont en magasin.

Le Rouennais, se penchant sur la balustrade, fouilla un temps la nuit transparente et douce.

— Je pense, — dit-il ensuite, — qu'il serait bon de mettre nos bœufs de ce côté-ci.

Pronis, accoudé près de lui, opina vivement :

— J'y songeais tout juste, — dit-il. — On les parquera au bout de l'avenue Royale, sous le bastion du sud.

Il se tourna vers Foucquembourg.

— Va-t'en là-bas, — ordonna-t-il, — et t'en occupe sans tarder!

Ainsi se traîna le reste de la nuit. Poussé sous la poterne et le long de l'avenue, le troupeau entra dans le fort et l'emplit

de ses mugissements. L'aube parut comme les dernières bêtes s'engouffraient dans l'Habitation et que se refermaient sur elles les lourds battants de la porte.

Lors, le soleil émergea lentement de l'océan comme si la houle le soulevait et le poussait; le ciel d'un bleu épais se teinta de rose, pâlit, devint transparent et léger, et la lumière, qui le gonflait peu à peu, attaquant à son tour les ténèbres qui pesaient sur la terre, les refoulèrent et les pénétrèrent. L'obscurité, s'évaporant soudain comme par magie, dévoila le paysage.

Juchés sur des caisses, des échelles, des tables, les colons, par-dessus les murailles, regardaient devant eux avidement, et tant il était changé, ils eurent peine à reconnaître le décor familier de leur vie. Sur les flancs des collines, et plus loin derrière elles, aux pentes dénudées des premières montagnes de l'intérieur, des cases avaient surgi, innombrables. Sur le fond verdâtre des coteaux, elles apparaissaient ainsi qu'une poussière de taches sombres, tandis que sur l'écran rougeâtre des monts, par contre, elles semblaient un pointillé, clair, compliqué, enchevêtré. A travers la plaine et au milieu des champs dévastés, une marée de lambas blancs ondulait. L'armée ennemie, campée à l'entrée de la presqu'île, la bloquait. Quelle était sa force? Nul n'aurait pu le dire, pas même ses chefs, sans doute, car, ainsi que des courants traversant de leur remous la face calme des eaux, des colonnes de guerriers escaladaient la crête des collines, s'enfonçaient dans la mer, des hommes déjà installés aux alentours, y serpentaient un peu, puis, se mêlant à eux, s'y perdaient, s'étalant de même qu'une inondation à chaque heure grossie. Submergées par leur flux, les lointaines prairies disparurent soudain pâles ainsi qu'un parterre de fleurs blanches; puis, les champs des colons et leurs jardins enfin, jusqu'à l'extrême portée des canons et des mousquets, furent envahis à leur tour.

Et les Aventuriers, de rage, crièrent et blasphémèrent, poings tendus!

Le puits encore demeurait libre; pour y atteindre il fallait en effet, longer le bastion nord de l'Habitation. Deux troupes, conduites par des Roandrians reconnaissables à leur tunique de couleur, tentèrent l'aventure vainement. Dédaignant d'employer leur caronade, les colons les dispersèrent à coups

de mousquet. Elles s'enfuirent, abandonnant sur le terrain trois morts et un blessé dont les gémissements vinrent battre les murs de l'Habitation monotonement, jusqu'au moment où Pronis, le montrant à Cauche, commanda :

— Qu'on me ramène cet homme-ci... Peut-être en tirerons-nous maints renseignements bons à connaître!

Le Rouennais, sitôt sorti avec quatre hommes, chargea le nègre sur ses épaules et le ramena sous la poterne. Au loin, les vociférations des Malgaches éclatèrent, passèrent en rafales au-dessus du fort. Ils n'osèrent pourtant nulle attaque.

Le soir d'ailleurs venait, — le premier soir de l'étrange lutte et que tant d'autres devaient suivre, impitoyables.

Debout devant le nègre qui geignait en soutenant à deux mains sa cuisse brisée, Pronis l'examinait. Le silence, trois entières minutes, régna, introublé. Puis, le chevalier, en malgache, interrogea :

— De quelle province es-tu?

L'autre, sans lever la tête, continuant de regarder fixement sa chair saignante, dit :

— Des Antavarres, comme les autres.

— Tous les autres?

— Non... il y en a aussi des Matatanes...

L'homme écarta le bras et entre deux plaintes :

— Beaucoup... et beaucoup encore...

— Et qui sont vos chefs?

— Andian-Tisséi, Andian-Palona, et puis...

Il marqua une hésitation et son regard oblique courut autour de lui.

— Et puis? — le poussa Pronis penché sur lui.

— Et puis, Andian-Marovoulle qui est de votre sang...

Pronis s'était redressé. Ses yeux heurtèrent ceux de Cauche. Il répéta sourdement :

— Andian-Marovoulle qui est de notre sang?...

Le nègre, pensant qu'il l'interrogeait encore, précisa :

— Celui qui était l'ami d'Andian-Razau...

Une fois encore Pronis et le Rouennais se considérèrent à la dérobée.

— C'est lui, — poursuivait le nègre, — qui commande avant tous les autres chefs. Dans votre langage, c'est Beaum...

— C'est bon, — coupa brusquement Pronis. — Qu'on le conduise chez le père de Bellebarbe.

Et il recula de quelques pas pour que les hommes qui l'entouraient ne pussent voir son visage que la fureur et l'angoisse tout ensemble venaient de pâlir d'un coup.

XIII

A la vérité, les choses maintenant touchaient à leur fin finale, — et d'espoir, il n'en restait plus guère, sinon de mourir en hommes de cœur et d'esprit. Sans trêve — comme sans merci — la lutte durait depuis un mois tout plein.

A force d'assaillir et d'être repoussés, les Malgaches étaient parvenus à réduire l'Habitation à ses extrêmes retranchements et à ses ressources ultimes. Au hasard des attaques un colon ce jour-ci, puis un autre, certain soir, avait rendu son âme à Dieu. Pour dire juste, les pertes — à les bien considérer — avaient été légères. Mais ils n'étaient que soixante-dix-sept, très exactement, et chaque disparition, dans un nombre si petit, creusait un vide immense. Présentement, en ces premiers jours d'août, ils n'étaient plus derrière leurs murailles toujours intactes qu'une quarantaine environ. Or, là-bas, dans la petite plaine, toute blanche de lambas, le flot des ennemis s'enflait sans arrêt. Pour dix que balles, boulets et mitrailles fauchaient à chaque assaut, quinze autres accouraient des lointaines provinces où s'en allaient les recruter les Roandrians.

C'était, comme il était facile de le comprendre, guerre sans quartier que voulaient ces gens et pour laquelle ils ne cessaient d'appeler, par l'aide de leurs sorciers, magiciens et autres faiseurs de sortilèges, le ban et l'arrière-ban des guerriers madagascarois.

Aussi bien, malgré blessures, massacres et morts, encerclaient-ils maintenant Fort-Dauphin très étroitement et de tous côtés. Le puits avait été occupé et sitôt comblé d'immondices, de charognes et de pierrailles. Tout autour du fort, les ennemis campaient à présent, à moins d'une portée de mousquet, car les colons, dont les munitions s'épuisaient grandement, ne tiraient plus que de temps en temps, lorsqu'un

rôdeur téméraire ou inconscient poussait par trop loin l'insolence et s'en venait au pied même des murs assourdir les Aventuriers d'outrages et de blasphèmes très impudiques.

Leurs troupes, conduites de façon experte et prudente, — à l'européenne, — guettaient la minute de l'hallali dernier. L'heure en devenait d'ailleurs plus proche chaque jour — et c'était miracle et chance incompréhensibles qu'elle n'eût point déjà sonné...

Parmi les survivants de l'Habitation, baugés derrière leur enceinte ainsi que bêtes aux abois, peu étaient encore saufs. La plupart, assommés de fatigues et de privations, usés d'insomnie et de fièvre, se traînaient sauvages et muets. Quelques-uns, meurtris de plus ou moins graves blessures, agonisaient lentement, accrochés à leur poste de combat. Pronis était de ceux-là. Une javeline, deux semaines plus tôt, lui avait traversé la jambe, comme à la tête d'une quinzaine de ses gens, il dégageait, hache au poing, les abords de la poterne ouest qu'une bande de Malgaches avaient assaillie, en pleine nuit. Devant la plaie, bénigne en apparence, il avait haussé les épaules dédaigneusement et les autres avec lui. Andian-Ravel seule, ayant examiné le fer du javelot, avait gardé un visage contracté par la crainte et la douleur. Mais elle n'avait rien dit, se contentant de panser de ses propres mains qui chaque fois tremblaient un peu plus, la blessure de son Seigneur, y appliquant force herbes et mixtures connues d'elle seule. Et, au dixième jour, devant la plaie violacée et l'enflure qui déjà immobilisait le membre jusqu'au genou, elle avait pleuré longuement.

Lors Pronis avait compris.

— Donc, elle... elle était enduite de poison? — dit-il doucement, lui caressant les cheveux.

Elle avait tourné la tête, mais les épaules secouées de spasmes, elle sanglota plus lourdement.

Il garda le silence quelques instants, puis :

— Et... et le poison, le connais-tu?

Elle le considéra d'abord, muette. De sa gorge hoquetante un mot enfin sortit :

— ... Kapoky...

Il leva les yeux sur elle avec curiosité, et, l'attirant à côté

de lui sur la couchette où il était assis, il la baisa à deux ou trois reprises avec grande tendresse; ensuite, il dit :

— Kapoky? C'est Thangin, n'est-ce pas?

Du menton, elle fit signe que oui, très vite.

Malgré lui, son visage se serra et d'un geste machinal il essuya son front où un peu de sueur venait de sourdre froide. Et ce ne fut qu'au bout d'un long moment qu'il demanda de nouveau, la voix légèrement rauque :

— Et... ce... sera long?

Elle l'étreignit farouchement et plusieurs secondes s'écoulèrent avant qu'elle put répondre.

— Le sais-je? — dit-elle. — Peut-être quinze jours... peut-être moins... ou plus...

Une crise la secoua, — elle gémit et se tordit les bras. Lui, silencieux et rude, considérait sa jambe gourde et gonflée. Après quoi, la prenant contre lui :

— C'est bon! — dit-il, — mais nul autre ne le doit apprendre...

Et il avait poursuivi sa tâche, — sans plus souffler mot de la chose, et défendant à Andian-Ravel qu'elle en parlât le moindrement.

Mais chaque heure, il mourait un peu. De la jambe l'enflure et l'humeur maligne étaient montées jusqu'au genou, avaient envahi la cuisse. Une fièvre continuelle le brûlait et crispait son corps de frissons. Il ne parvenait plus à marcher, ni même à se tenir debout sans qu'on l'y aidât. Au surplus, la douleur croissante tordait ses nerfs plus atrocement de seconde en seconde.

L'avant-veille de ce cinquième jour de septembre où, allongé sur une natte dans la plate-forme du poste de guet, il causait avec Foucquembourg, les Malgaches avaient tenté l'assaut à deux reprises, — et au plus fort du combat les hommes étonnés de ne plus entendre la voix de leur capitaine avaient levé les yeux vers la tour, là-haut, d'où il les commandait et encourageait, veillant sur tous à la ronde. Cauche, accourant en quête d'ordre et de nouvelles, l'avait découvert évanoui de tout son long, les bras ballants à travers la balustrade. Ainsi était-il resté inconscient, toute une longue après-midi et une partie de la nuit.

Pour l'instant, ayant retrouvé semblant de force, mais sentant le jour proche où les biens de ce monde ne lui seraient plus rien, il disait à Foucquembourg, son ami :

— C'est donc aujourd'hui qu'ils nous attaqueront encore?

— Oui... Si l'homme que nous fîmes prisonnier avant-hier n'en a point menti.

Pronis tourna la tête vers la plaine et regarda l'aube blanchissante dévoiler le paysage.

Il se révélait peu à peu identique à ce qu'il était depuis un mois que durait cette guerre. Les collines, les montagnes avaient leur moucheture de cases d'où montaient çà et là des fumées vite confondues sur le ciel bleuâtre. Dans la plaine, à travers les champs et les jardins et tout autour du fort, des troupes ennemies circulaient déjà. On les distinguait nettement. Les unes traînaient des bœufs qu'on égorgeait et dépeçait en quartiers pour le repas de la journée, d'autres ramenaient fagots de bois et paniers de riz, d'autres encore s'exerçaient à la sagaie et au javelot sur des buts qu'on avait costumés d'oripeaux européens. De temps à autre, des Malgaches se tournaient vers l'Habitation et par bravade s'avançaient tout près de ses murs pour les cribler de projectiles qui n'y atteignaient point mais entouraient le fort d'un cercle de sortilèges et de maléfices; car sur chacun des objets lancés une formule magique vouait les colons aux esprits malfaisants et aux forces occultes qui les devaient faire mourir, de mort horrible et surnaturelle.

Ils y projetaient pareillement les restes de leurs festins et maintes immondices. Et le fort était ainsi enclos en un cercle de puanteur fait de la pourriture des chairs saignantes et des bêtes crevées dont le soleil flambant activait la décomposition.

Une heure avait passé sans que les deux compagnons eussent échangé une parole. Tous deux pensaient à la même visiteuse qui bientôt viendrait les quérir, — l'inexorable et dure visiteuse : la mort. Mais l'un et l'autre y pensaient de façon différente, — Foucquembourg avec le secret espoir encore de lui échapper, — et Pronis résigné, calculant simplement l'instant auquel elle apparaîtrait devant lui pour son

impitoyable et ultime appel. Et soudain, comme s'il répondait à quelque secrète songerie, il dit, sortant de son mutisme :

— Bien ai-je agi en mettant uniforme de gala et chapeau à plume...

Étonné, Foucquembourg le regarda sans comprendre. Le chevalier eut un sourire vague et ses yeux, ironiques et désespérés à la fois, se posèrent sur sa tunique à broderies, ses chausses de drap fin galonnées d'or et sur son feutre gris qu'une plume ornait, blanche. Il passa ses doigts maigres parmi les dentelles de son jabot et le chiffonna, une seconde, complaisamment.

— Comment s'en va Cauche, ce matin? — interrogea-t-il sans transition.

Foucquembourg abandonnant la rambarde sur laquelle il s'accoudait vint s'asseoir sur un escabeau près de Pronis.

— Fort mal, — dit-il. — Il a craché le sang, par deux fois, cette nuit. Andian, ta femme, est dans sa case avec le père de Bellebarbe.

Il s'arrêta pour hésiter longuement, après quoi :

— Je ne pense point qu'il aille jusqu'à ce midi, — dit-il très bas.

Pronis détourna la tête, sans mot dire, mais sa main, qui traînait sur la balustrade, en griffa le bois — nerveusement. Lorsqu'il ramena son visage vers son ami, celui-ci le vit tellement ravagé de tristesse et de souffrance qu'il lui prit la main.

— Oui, — dit-il, — cela me fait peine, car il fut, entre tous, compagnon fidèle et brave homme... et de sûr conseil en toutes les heures tant pénibles que nous vécûmes...

Le chevalier hocha la tête et dit, grave subitement :

— Notre prime rencontre fut presque bataille... mais depuis nous nous aimâmes en frères, très tendrement... Sa mort, en vérité, m'est douleur plus grande que la mienne propre...

Ils se turent, n'étant point gens à causer longuement, et l'essentiel ayant été dit — et entendu, de cœur à cœur.

Le soleil, maintenant haut, commençait à brûler. Parmi la horde barbare, en face d'eux, une sorte de brusque frisson courut. Des groupes s'agglomeraient. Quelques Roandrians, dont les tuniques de couleur formaient taches parmi les lambas

clairs, faisaient «kabary». Et la fin de chacune de leurs périodes était souligné de clameurs.

Pronis, montrant à Foucquembourg toute cette agitation, commanda :

— Qu'on batte le tambour et que chaque homme occupe son poste; l'attaque ne tardera point!

— Oui, certes, — dit Foucquembourg, — et puissions-nous, ce coup-ci, la repousser encore...

Le chevalier regarda un instant une invisible image surgie devant ses yeux. Après quoi, il répéta :

— Oui... ce coup-ci encore...

Et plus bas, — si bas que Foucquembourg ne l'entendit point, il conclut pour lui-même :

— ... Et pour la dernière fois, — très certainement!

Cramponnés à leurs murailles, les aventuriers luttaient depuis deux heures. Sans arrêt, la *Galante* et ses compagnes moindres crachaient leur mitraille dans la masse hurlante des assaillants. Elles y défonçaient chaque fois des vides rouges, fauchant les barbares par grappes. Ils s'acharnaient cependant, tourbillonnant au pied des murs, s'efforçant de crever, à l'aide d'un tronc poussé en catapulte, la lourde poterne de l'ouest. Un colon, par instant, frappé d'une sagaie, s'écroulait de son échafaudage, s'effondrait sur le sol où il demeurait, râlant. Nul ne se souciait, en effet, d'emporter son corps, et nul n'en avait le loisir. Ils savaient tous, en effet, que cette ruée sauvage et sans merci signifiait pour eux, en cas de défaite, massacre et supplice auquel quiconque ne réchapperait! Blessés, titubant d'épuisement et de fièvre, ils s'incrustaient à leur poste, farouchement, jusqu'à ce que la mort les jetât par terre, comme une délivrance et comme un bienfait. Allant de l'un à l'autre et penchés sur les grands corps amaigris que l'agonie secouait et tordait, Andian-Ravel et le père de Bellebarbe donnaient à leurs ultimes moments la douceur apaisante d'une caresse et d'une bénédiction. La jeune femme, de ses mains tendres et légères, effleurait les visages douloureux, — prenait entre ses paumes les pauvres doigts que l'approche de la mort raidissait et glaçait peu à peu. Et ils s'en allaient, serrant désespérément la douce main féminine jusqu'à la

suprême seconde, tandis que la voix exaltante et grave du prêtre leur parlait avec ferveur des gloires éternelles et des grandes joies paradisiaques réservées aux élus.

Et les hommes, un à un, achevaient de succomber. La *Galante* hoquetait toujours, mais, à ses côtés, l'une des deux pièces l'encadrant s'était tue. Par-dessus les vociférations des Malgaches et le choc assourdi de la poutre martelant les battants de la poterne, un cri éclata :

— Le feu! Le feu!

Levé d'un effort qui le fit haleter, se cramponnant à la rambarde de la plate-forme, Pronis à force de bras parvint à se mettre debout. Un bref instant, il demeura vacillant, les yeux clos, près de chavirer encore dans un étourdissement, — un instant très bref. Lorsqu'il put enfin ouvrir les yeux, il regarda. Par-dessus les toits de la chapelle, contre la muraille tournée vers l'est, une case brûlait.

Retournés instinctivement, d'un seul élan, les Aventuriers voyaient, par-dessus le faîte des huttes les entourant, monter et tourbillonner une lourde colonne de fumée. Quelqu'un cria :

— C'est not' magasin!

Et quelques hommes, déjà, sautaient de leur échafaudage, prêts à se ruer là-bas, vers cette case où avaient été enfermés les vivres, les munitions et les armes de l'Habitation. Mais la voix rauque et violente de Pronis les arrêta, ordonnant :

— A vos postes!

Or donc, ils continuèrent à se battre, tandis que, derrière eux, l'incendie détruisait leurs ressources dernières. Et ils savaient que, désormais, rien ne pouvait les sauver, fors un miracle de la Vierge très miséricordieuse vers laquelle, en cet instant de péril sans second, ils se tournaient désespérément. Proche le magasin, le logis de Foucquembourg s'embrasa. Et les deux foyers voisins mêlèrent, sous le ciel sans nuages et pesant, les volutes de leurs fumées, leurs flammes droites, le crépitement de leurs brandons et le bruit de leurs successifs écroulements.

Et lorsque la dernière s'effondra, une autre, là-bas, commençait de brûler, à son tour...

Autour du fort, les hurlements des Malgaches déferlaient, pleins de haine joyeuse. Ils avaient arrêté leur assaut; sûrs à présent de tenir leur proie, ils contemplaient l'agonie du fort, l'accompagnant d'insultes et d'outrages.

Du temps coula de la sorte... Poussées par le vent, les flammèches et les braises voletaient de case en case et les huttes, une à une, se tordaient et disparaissaient. Seules, demeuraient sauves celles qui se trouvaient dans la partie ouest de l'Habitation et qu'avait protégées la brise portant vers l'est.

Et soudain, pareille à un cri d'espoir, une lointaine détonation passa sur l'océan, franchit les falaises et les collines et traversa le fort. Interdits et blêmissants, les hommes tendirent leurs regards hallucinés, là-bas, au delà des murailles et des flammes et des terres, vers cet horizon vide où l'invisible présence d'un navire avait surgi incroyablement! Une autre détonation retentit, rapprochée et plus distincte, et la clameur des aventuriers couvrit ce deuxième éclatement.

Dans la plaine, les guerriers malgaches, eux aussi, avaient compris... On les vit tourbillonner, se débander, flotter; une vocifération forcenée éclata, et, comme toutes les pièces encore intactes du fort hurlaient sur eux, ils se replièrent, s'enfuirent, emportés par une brusque panique.

Et les colons, secoués d'une crise démente d'allégresse, crièrent encore, proclamant à la horde en déroute leur joie frénétique... Trois hommes, à genoux, tête découverte, remerciaient pieusement la Bonne Vierge de son intervention et autour d'eux couraient d'autres hommes s'accolant et dansant. Les portes grandes ouvertes de la mort venaient de se refermer, et la vie, de nouveau, leur tendait les mains, — ses mains orgueilleuses, chargées de toutes les joies et de tous les espoirs..

Groupés autour du père de Bellebarbe sous le poste de guet, ils écoutaient à présent Pronis. Sa voix tombait sur eux, nette encore.

— Compagnons, mes gars, cette fois encore, nous fûmes victorieux. Ces gens madagascarois auront connu ce qu'il en coûte de nous faire la guerre... Ils la voulurent et très cher la payèrent... Mais, las! compagnons, nous aussi l'avons cher payée... Du moins le vieux renom de France et les armes

du roi n'auront point eu à souffrir en tout ceci... Nous nous sommes battus, ainsi qu'il sied, sans jamais craindre ni céder. Et c'est gloire unique qu'il nous reviendra lorsqu'on saura, en terre de France, que septante et sept nous étions — et qu'un mois tout plein nous combattîmes et repoussâmes dix mille barbares, très acharnés, qu'un traître de chez nous conduisait.

Il s'interrompit, chancela, s'agrippa à la rambarde de la plate-forme. Lorsqu'il reprit, il dit, s'adressant à Andian-Ravel, sa femme, qui derrière lui, sanglotait :

— Non point... la chose ne veut pas de larmes. Tu t'en repartiras en mon pays rochelois, avec Espérance, notre fille. Pour moi, qui vécus en Gentilhomme d'Aventure, je devais mourir de même, un jour ou l'autre!

Il se pencha un peu plus, posa ses yeux sur les colons qui le regardaient, tête levée.

— Et ce jour-ci est le mien... — dit-il avec force. — Or donc, mes gars, ce navire au-devant duquel Foucquembourg s'en est allé, vous apporte, à n'en point douter, force et soulagement. Je ne sais point si vous demeurerez ici ou si vous vous en retournerez vers le pays français... mais...

Il s'interrompit, sa face se crispa — une faiblesse le fit trébucher. Il essuya son front couvert de sueur et leva une main incertaine et molle.

— ... Mais une chose est sûre, — reprit-il d'un ton à chaque seconde moins distinct, une chose : le pavillon de notre maître fut planté ici, par nous — les premiers! Et après nous d'autres viendront, — d'autres, tôt ou tard... qui feront ce pays terre de France...

Un hoquet le secoua, — il haleta — puis, se dressant d'une pièce, il jeta :

— Vive le Roy!

Et comme les colons reprenaient son cri, il bascula soudain, s'affala sur la rambarde où il demeura ployé en deux, bras ballants, — mort.

Et son chapeau emplumé de blanc tomba sur les hommes, en dessous de lui, et qui pleuraient.

JEAN D'ESME

TABLEAUX DE PARIS

Madame Karen Bramson. — Dans le jardin d'un hôtel de la rive gauche, pendant une soirée qu'éclairait dans les godets de verre la lueur dansante des cires et quelques effets lunaires réalisés par des projecteurs de lumière électrique. Lorsque j'arrivai, se dressant sur la pénombre, une femme immobile, debout, vêtue de noir, faisait, autour de son buste et de sa tête, *danser* ses bras et ses mains.

L'orchestre jouait en sourdine. L'air du soir faisait trembler des feuilles au-dessus de nos fronts. Et, par-dessus le frémissement des spectateurs pressés sur les chaises, les épaules nues des femmes sous des tulles opalisés, les bras *dansaient*, tantôt comme des serpents qui se dressent sous le bâton du charmeur; tantôt comme la flamme onduleuse au-dessus des tisons, dans l'âtre paisible; tantôt comme ces étendards que la rafale agite, qu'elle déploie et fait claquer; tantôt comme roule la mer, vague après vague... Leur flexibilité, leur souplesse évoquaient celles des lianes. Parfois ces deux bras paraissaient se fuir aux épaules de cette femme. Les mains, comme la mouette, s'envolaient. Parfois, ils se rapprochaient, se cherchaient, se nouaient contre elle, sous son visage, se blottissaient sur sa poitrine, comme on voit sur le marbre que brûle l'ardeur de midi s'accoupler des lézards pour une sieste fraternelle.

D'épais et rebelles cheveux noirs, environnaient le visage. Je m'informai. Ces bras étaient ceux d'une femme de lettres célèbre à l'étranger, ces cheveux sombres appartenaient à une Danoise, un peu de Séville par le sang; — le personnage qui fixait ainsi l'attention de trois cents personnes était

madame Karen Bramson, auteur dramatique et romancier, que la France venait de remercier de son ardente amitié pendant la guerre, en lui offrant la Légion d'honneur.

Pour répondre au désir de quelques amis, madame Bramson avait accepté de paraître ainsi, un soir de juin, dans le privé, entre deux chanteurs célèbres.

Et ce fut la première fois que je la rencontrai.

La seconde, c'était chez un Ambassadeur de France, à dîner. Après le repas, qu'elle avait animé de ses boutades, de la vivacité de ses réparties et de l'originalité comme de la profondeur des mots qu'elle lançait, tantôt comme des apostrophes, tantôt dans un gazouillement, — après le repas, brusquement, madame Bramson disparut. Les conversations continuaient, lorsque nous vîmes entrer une pauvresse étrange, au visage ravagé par les abandons, la misère, les illusions perdues... Nous nous étions tus. La désespérée traversa la pièce et disparut à l'opposé, sans que nous ayons pu trouver de consolation à lui offrir, tant ses malheurs dépassaient toute mesure.

Quelques instants après, parut à une autre porte, une femme de chambre dont la vue confondit la maîtresse de maison. Elle vint remettre une lettre, dit gravement quelques mots d'anglais, sans l'ombre d'accent et disparut. Je ne sais même pas si plusieurs personnes, toutes à leur conversation, l'avaient remarquée.

Mais, soudain, nous vîmes entrer un camelot si fantaisiste, si espiègle, qui parlait espagnol et l'argot parisien tour à tour, avec tant de brio, qu'il fallut bien que le cercle se formât pour entendre ses boniments et ses fariboles. Nous eûmes encore, par la suite, une cantatrice italienne qui vocalisa l'air de Bianca, dans *Rigoletto*, ne s'exprimait qu'en italien et ne comprenait point d'autre langue. Nous entr'aperçûmes, un instant, il m'en souvient, une veuve qui avait perdu ses dernières économies à Longchamp. Que sais-je encore ?...

Le talent de mime et de comédienne de madame Karen Bramson est inépuisable, et si l'auteur de *Parmi les hommes*, n'était un romancier et un dramaturge si fécond, l'on pourrait craindre qu'elle n'eût manqué sa vie en ne se faisant point actrice.

Mais c'est pareillement une errante, une grande voyageuse. Un de ses amis, auquel je demandais récemment de ses nouvelles, me répondit en haussant les épaules :

Bateaux... Sleepings... Palaces... ou campagne déserte!... C'est toujours elle...

Le lendemain, elle était à Chantilly, fraîchement débarquée de Londres où elle vient de remporter, ainsi qu'à New-York, un grand succès avec *Tiger Cats* (*les Félins*).

Il n'est rien de moins féminin — au sens que l'on peut donner à ce mot en matière littéraire — que le talent de madame Bramson. Son âme ardente, son cœur généreux, son goût de l'aventure l'entraînent vers l'action, vers les grands mouvements humains. La politique joue un rôle important dans ses œuvres. Elle excelle à peindre les hommes de gouvernement, les révoltés, les gens en place, à mettre aux prises le présent et le passé et à faire jaillir dans ses dialogues de farouches apostrophes que bien des hommes politiques voudraient avoir trouvées à la tribune.

Les titres de certains de ces romans, par exemple ceux-ci, publiés en français : *Une Femme libre* et *le Révolté*, expriment déjà la forme du tempérament littéraire de madame Bramson. Dans ce dernier ouvrage, antérieur à certaine affaire de Cour d'assises, le héros, un médecin, professe qu'il faut supprimer les gens qui souffrent — et il les tue.

En 1923, un drame de madame Karen Bramson, eut une très brillante carrière à l'Odéon : le *Professeur Klenow*. C'est là que je la vis, parfaitement souriante et calme, pour la troisième fois. M. Gémier avait apporté grand soin à monter la pièce. Il en tenait un des rôles principaux, à côté d'un des meilleurs artistes de Copenhague, M. Paul Reumert, qui fit au public parisien cette surprise de jouer en français, sans presque d'accent et avec un talent remarquable. M. Gémier présentera de nouveau, en octobre prochain, un ouvrage inédit de madame Bramson : *les Yeux qui s'ouvrent*. M. Jouvet en doit jouer un autre, sur le *Diable*, à la Comédie des Champs-Élysées, et le Théâtre-Français, enfin, a reçu *Bonheur*.

Si l'on songe que madame Karen Bramson écrit ses pièces, indifféremment et sans aucune aide, en français, en anglais

et, bien entendu, dans sa langue maternelle, le danois, et qu'elle n'en a jamais tiré un seul de ses romans : *le Dernier Roi, Crime d'amant, l'Amour exige,* etc., on conviendra que cette grande voyageuse, cette mime, cette souple femme, qui sait faire *danser* ses bras et ses mains, — est aussi un infatigable littérateur.

***

FEU D'ARTIFICE.

« Portraitiste attitré du vieux Versailles, Lobre! »

Robert de Montesquieu récitait ce vers des *Perles rouges,* en se drapant de sa pelisse, de son manteau, de sa pèlerine, de ce qu'il portait ce jour-là sur les épaules, pour donner plus d'agrément à la minceur étudiée de sa silhouette. Ses mains gantées de suède tenaient un chapeau de feutre clair; une fleur jaillissait de sa boutonnière. Aristocratique, boldinesque, surcomposé, précieux, il marchait sur la pointe des pieds, prêt à s'envoler, bondir, et, riant, claironnant, tintinnabulant, ému, ineffable, éperdu de Barbey d'Aurévilly et de Sarah-Bernhardt, jouait son personnage à merveille, de l'ongle de l'orteil, à la pointe du cheveu frisé au petit fer.

Lequel a, mieux que vous, traduit l'âme des choses?
Dans vos panneaux pensifs, l'odeur des vieilles roses....

Je réentends la voix, ce soir, en montant l'escalier de l'immeuble voisin du théâtre de Versailles, avant de frapper au premier palier, où demeure, pendant la belle saison, ce fameux :

« Portraitiste attitré du vieux Versailles, Lobre! »

La porte ouverte, il nous semble pénétrer chez Oudry ou Perroneau. Imaginez quelque artiste élégant et laborieux du XVIIIe siècle. Rien n'a dû bouger sur la boiserie de la petite salle à manger blanche, ni les gravures d'après Chardin, ni les cadres de bois sculpté, ni les fraîches porcelaines à fleurs de printemps, ni les assiettes de faïence des manufactures disséminées à l'entour de Paris, dont la pâte est laiteuse — ou de Marseille, qui ont le marli vert et rose, de ce vert et de ce rose évoquant une poignée de fraises des bois sur une

feuille de ronces. Un petit souper est préparé sur la table... Qui attend-on? Le marquis de la Villette, d'Alembert, M. de Marigny, Helvétius... l'abbé Prévost?... Et des femmes charmantes, échappées du salon de madame de Genlis ou de mademoiselle de Lespinasse... Voici du vin de Champagne à rafraîchir dans un seau de métal... La Camargo doit-elle venir après l'Opéra ou, vous, charmante Fel, qui embellîtes de votre sourire les derniers jours chagrins de La Tour?

Voici, tout simplement, en veston noir, ce :

« Portraitiste attitré du vieux Versailles, Lobre! »

qui semble toujours rajeunir chaque printemps, comme son vieux parc, comme ce château, dont il connaît les moindres corniches, boiseries, cheminées et serrures, pour y être demeuré des jours, des mois entiers, seul à peindre, dans chaque pièce silencieuse. C'est ainsi qu'il se saisit de leurs vieux secrets, l'un après l'autre, parce qu'il n'arrive aux chambres de les livrer que dans ces moments de complète solitude où elles s'abandonnent, enfin, à celui qui a forcé leur mystère.

Que de fois nous avons *vu*, sur des toiles de Lobre, ce qui nous était demeuré secret de ces appartements royaux que nous imaginons emplis par l'Histoire. L'atmosphère, il semble que cet homme la recrée de façon inexpliquable, grâce à des collaborations qui ne vont point souvent de pair, la science, l'opiniâtreté et l'enthousiasme, dans cette mesure d'impondérables, qui crée le beau mensonge de l'art.

... Derrière Maurice Lobre, placé dans l'embrasure de la porte qui sépare la salle à manger du salon, j'aperçois les fenêtres ouvertes sur le parc de Versailles et le bassin de Neptune, à la fin d'une journée d'été, à demi baignant déjà dans la nuit bleue, à cet instant où, la chauve-souris remplaçant l'hirondelle, flottent dans la nature des tiédeurs et des vapeurs d'alcôve... Quelques ampoules électriques dissimulées parmi les basses branches des ormes, donnent au feuillage une vivacité de vert, qui rejette plus loin ce cirque immense du bassin et de sa ceinture d'arbres, dans lequel on ne saurait dire combien se trouvent de milliers de spectateurs, attendant le feu d'artifice, de têtes pressées, de visages rapprochés, aux reflets d'une colonnade éblouissante.

Un bruissement de voix monte de ce peuple, si nombreux et si compact. Ces murmures semblent un cinquième élément ajouté à ceux qui sont tous rassemblés-là, — pour offrir, avec l'eau et le feu, dans cet air assoupi d'une fin de journée splendide, au milieu des arbres que la terre a couverts de leur riche parure, une fête, comme l'offrande de l'été à l'année. Vue de ces petits appartements anciens où nous sommes, avec, devant les yeux, l'espèce d'écran dentelé et mouvant que font les ramures des ormes, l'eau de Neptune dépouille d'instant en instant ses dernières vêtures de jour. Elle s'assombrit, comme pour refléter plus intensément la lumière, l'étreindre dans de noirs réseaux, la sertir d'obscurité, tandis que la nuit se fait opaque et que les massifs accueillent les ténèbres, alentour.

Je ne sais si les feux d'artifice offerts par le roi Louis XIV à sa cour étaient aussi bruyants que les nôtres? Je ne le pense pas. Il me semble que celui de ce soir l'emporte encore sur ceux de mon enfance pour la violence de ses détonations. Cette sorte de galante mousqueterie à la Lune que sont les fusées et les bouquets, doit avoir progressé, comme la guerre que se font les hommes. Les charges de poudre sont plus considérables et les déflagrations de cette poudre elles-mêmes plus expansives... Je ne sais si la sorte particulière de plaisir que causent à l'organisme ces tonnerres, n'est pas égale à celle qu'en éprouvent les yeux. On y pourrait conduire un aveugle. Toute cette artillerie se dépense dans un large concert qui exalte. C'est une manière d'athlétisme auditif, qui rehausse le plaisir de vivre de quelque chose de noble, qui n'est si bien à sa place nulle autre part qu'à Versailles.

Cette brillante pyrotechnie elle-même ne saurait être suivie ailleurs si agréablement que de ce logis, pendant que nous causons, accoudés à l'appui des fenêtres. Dans l'appartement de Maurice Lobre, éclairé de lueurs si douces, les meubles sont sortis des mains de ces paisibles et si intelligents artisans d'autrefois, chez qui la connaissance et l'étude se doublaient du plaisir qu'ils avaient à ne fabriquer les choses que de leurs mains, — non pas en série! Lorsque dans la conversation, nous détachons notre vue de ces vases de

bronze qui ornent les margelles du bassin, transformés en fontaines de feu ou de ces arceaux, le long desquels la flamme court avec la souplesse du serpent, dans une suite de détonations, nous apercevons sur les murs de l'appartement ces toiles de Lobre, qui sont comme de laborieux et indestructibles monuments élevés à la gloire de Versailles.

A nos pieds dans le parc, contre des bordures faites de treillage, des femmes montées sur des chaises sont tombées les unes sur les autres, dans un grand hourvari que l'ombre enveloppe. Et puis, soudain, une fille que, peut-être, l'excès de sonorité de ces sèches explosions incommode au paroxysme, se trouve mal et fait de grands cris de bête blessée. Il faut 'emporter, membres raidis, tête ballante. Deux hommes y suffisent à peine, que l'on devine se frayant passage à travers la foule...

Les dernières fusées se dissolvent. Le néant aspire encore quelques fleurs de lumière... La nappe si singulièrement limpide de tant de visages qui reflétaient la vivacité des embrasements, se trouble, des trous s'y forment aux clartés nouvelles de quelques globes, destinés à contenir, de leur lueur, l'impétuosité de gens, qui ne songent déjà plus qu'à retrouver leurs autos, leurs cars ou rejoindre la gare.

Dans la petite salle à manger, tandis que les fenêtres ouvertes laissent entrer la dernière rumeur que pousse devant lui le parc pressé de retrouver son silence, — aux flammes des bougies, autour de la table blanche, aux porcelaines légères, peintes de fleurs, nous buvons une coupe de vin de Champagne, mangeons des fruits, en regardant sur les murs les vieilles gravures d'un temps paisible — que nous ne semblons plus destinés à connaître, mais dont, parfois, il arrive que des hommes épris du passé nous réservent encore l'évocation.

Réminiscence si parfaite, si enveloppante, ce soir, après la fête royale, — que, lorsque nous retrouvons dehors la foule, l'odeur de l'essence, les cars bondés d'étrangers, — nous regrettons qu'elle ne puisse passer la grille du vieux château ou le seuil de cet artiste, dont Robert de Montesquiou s'efforçait de louer les mérites :

« O vous par qui Versaille est encore vermeil ! »

***

EXPOSITION D'ART ANCIEN ESPAGNOL. — Le prestige de l'Espagne est ineffaçable pour ceux qui franchissent l'Atlantique afin de venir s'enivrer en Europe de passé. Son intelligence, sa gloire, ses parures, ont quelque chose qui tient à la mémoire, comme le souvenir du sang répandu; c'est une image sertie dans l'or, et chaudement éclairée par la braise des autodafés. La foi, qui s'est maintenue là, si tenace, est une cause de cette puissance évocatrice, qu'on ne peut nier. Il ne s'écoulera peut-être pas — hélas! — de bien nombreuses années avant que cette dernière magie s'efface de notre Vieux Monde, pareille aux ultimes reflets du couchant qu'on voit, le soir des quais de Cadix, plonger dans l'Atlantique sombre.

L'annonce d'une Exposition d'art ancien espagnol, organisée par des hommes compétents et de goût, nous avait enchantés. Nous nous souvenions de ces tapisseries d'après des cartons de Goya, montrés au Petit-Palais, à la fin de la Guerre; nous évoquions celles de Madrid, tissées d'or, exposées en 1900, au pavillon de l'Espagne. Et puis, nous songions à Vélasquez, au Greco, à Goya, ces maîtres de la peinture, non seulement en Espagne, mais dans le monde.

Hélas! Les organisateurs des expositions ont des désirs, ils font des projets, ils s'exaltent, ils ne doutent de réaliser ce dont ils rêvent. Ils croient aux précédents; ils se fient aux promesses; ils s'abandonnent aux assurances qu'on leur fait, à l'amabilité qu'on leur témoigne. Il faut un bien malin renard pour éventer l'inertie des possesseurs, le vernis superficiel de tant de concours qui se sont offerts, de participations agréées, et qui fondent, au dernier moment, comme neige au soleil.

La valeur réelle ou fictive prise par toute œuvre d'art, même lorsqu'elle est discutable, finit par rendre son transport si onéreux qu'on doit bien vite renoncer à la faire figurer à des rétrospectives charitables, sous peine de courir à la faillite de l'entreprise. Et puis, les susceptibilités des collectionneurs sont infinies. Que devenir, alors, quand elles se compliquent de sujétions diplomatiques et internationales?

D'ailleurs, quel rêve inconséquent de vouloir faire tenir

l'Espagne dans deux ou trois salles! C'est une présomption qui ne pourrait s'admettre que si l'on pouvait réunir des chefs-d'œuvre non contestés. Et, malheureusement, la plupart de ceux-là, les musées en ont la garde. Il faut se rabattre sur les collections privées. Nous en avons vu naître de bien surprenantes, depuis la guerre. Ce sont naturellement les plus acharnées à s'offrir. Une participation à quelque exposition authentifie, à de certains yeux peu connaisseurs, certaines toiles, plus que douteuses. Mieux vaudrait espacer les tableaux et n'en point montrer de comparables à quelques Vélasquez et Goya, trop aveuglément accueillis, pour cette évocation de l'Espagne.

Le musée du Louvre s'était montré bon prince en prêtant un Ribera et un Zurbaran, mais on les peut retrouver au Louvre même, — en meilleure compagnie.

Nous aurons vu là, entre autres, cependant, une *Déposition de Croix*, du Greco, sortie d'une collection parisienne, qui est une bien belle toile, émouvante, troublante, avec toutes les géniales imperfections du Greco, car ces deux mots peuvent demeurer jumeaux à son sujet. Le repliement du corps, l'abandon du bras tombant, la sérénité du visage et tout ce qui flotte éternellement d'inquiète sensualité dans l'œuvre de ce peintre, se trouve fixé avec un rare bonheur sur ce tableau.

Et, mon Dieu, n'y eût-on contemplé qu'une telle inconnue, qu'il faudrait être reconnaissant déjà aux organisateurs d'une exposition, — qui ont toujours donné, sans compter, beaucoup de leur peine et de leur temps.

***

Paysage... — Un grand orage a noirci l'horizon et le ciel, tandis que nous continuons de rouler vers Paris, au soleil de cette fin de journée dominicale. La foudre court au-devant de nous. Nous la talonnons et la gagnons... Mais ses ténèbres nous dépassent encore. Vers nous, venant de Paris, dont nous ne sommes plus qu'à une trentaine de kilomètres, des compagnies de cyclistes apparaissent, ruisselants de pluie, et des automobilistes, derrière des vitres moirées par l'averse, entre des nickels étincelants. Ils considèrent avec surprise

notre ensoleillement, notre sécheresse et nous leur rendons leur curiosité.

La route goudronnée est devenue brusquement, luisante et noire. C'est là que la première cataracte s'est ouverte. Notre soleil y miroite comme sur une ardoise fraîchement lavée. Les arbres à nos côtés, avec des tons de jeune chou, ont l'air de lampions verts sur les fonds à l'encre de Chine de la nuée.

Et vient vers nous, comme émergeant du déluge, un monstre mugissant, une automobile longue et basse, d'un rouge vermillon intense, voiture de course, qui envoie de chaque côté de ses roues de longues moustaches d'eau.

Sur les flancs de cette chaussée nègre, des mares se sont formées que la terre ne peut boire. La nuée de cyclistes vêtus de tricots *khaki* ou *magenta*, s'y précipite pour éviter le bolide rouge... En long cortège, derrière nous, des chauffeurs pressent la poire des *klaxons*.

... Je songe à Wells... Aux voyages étranges que feront nos petits-enfants...

... Mais, à l'instant où se cachent les rayons du soleil et où nous recevons les premières gouttes froides de la pluie, — tandis que nous imaginons cet avenir si furieusement lancé vers l'inconnu, — des tilleuls dressés sur les ténèbres de l'orage comme de gros lampions verts, tombe un parfum sucré et doux, qui semble, lui, tout entier venir encore, intact, suave et pur, du paradis terrestre...

***

Danseurs. — Une sorte de grande baraque, à gauche de l'Esplanade, un théâtre improvisé, avec des sièges étroitement serrés sur le plancher, devant une estrade basse. Des courants d'air frais soulèvent des portières de toile ou de tapis, sur des ouvertures, au delà desquelles on aperçoit, dans la nuit, le tourniquet de l'entrée, des spectateurs indécis, des spectateurs en expectative. Une exclamation du barnum à leur barbe les décidera-t-elle? Tout est fait de plus ou moins de lumières, le soir, de plus ou moins de bruit, dans ces représentations. S'il fait frisquet, si la pénombre l'emporte sur la

lueur, le silence sur le vacarme, adieu foule et recettes. De telles constatations ne sont pas à l'honneur de l'humanité.

... Il fait frisquet, l'orchestre marchande son bruit, la lumière est mesurée... Nous entrons, cependant, parce que ce que j'appelle là *orchestre* émet un de ces bruits composites, stridents, dont les désaccords évoquent des pays orientaux et lointains, des terres âpres et ensoleillées, des races dont le mystère nous attire, par ce qui n'est en elles, sans doute, que sommeil et poussière — et que nous prenons, par leur incapacité à rien formuler, pour la pensée et le diamant.

Sur certaine chair ambrée, près du petit triangle d'émail bleu qui luit entre des paupières bistrées, le lambeau de soie rose d'un turban... Des bras qui rament en cadence autour d'un torse balancé... Des franges d'argent, du rose encore, bridant d'étroites hanches. Et voilà l'imagination partie, — malgré les rangs de chaises vides, le courant d'air frisquet, les regards de mercanti qui guettent ce public clairsemé et agressif, craignant toujours de ne pas être satisfait pour son argent et qui ne veut point qu'on lui en donne trop, car il est las d'une journée de travail ou d'inaction et toujours attendu, toujours pressé — mais avec beaucoup d'exigences quant à la qualité.

Il faudrait que la tente fût basse et que nous sentions l'Orient déferler contre ses toiles ocres, que le sirocco desséchât l'air de la nuit et que, de loin, les cris gutturaux des chanteurs ou le tam-tam d'une danse de plein vent nous parvinssent aux oreilles... Ici, ne croirait-on pas que l'on va couronner une rosière?

Cependant, des hommes couleur de pain bis, vêtus comme des haquenées, dont les lèvres épaisses ont l'aridité du désert et le regard le brillant du soleil du midi dans la trame d'un tapis, — des hindous, font sortir d'un panier, de petits serpents raides, qui oscillent entre leurs doigts, comme l'aiguille aimantée sous la vitre d'une boussole.

Ils ont l'air de prier, — ils dansent. Ils tournent et c'est peut-être une prière. Une prière qui dure plus qu'un *Ave Maria*. Le vertige nous prend devant tant de tours ininterrompus. Quelle monotonie dans tant de vitesse! Quelle mélancolie dans le plaisir. Les regards de ces danseurs, de ces char-

meurs, de ces mimes, qui sont au maharajah de Jeypour, semblent avoir traîné sur le monde entier. Je pense qu'ils ont déjà traversé toutes nos capitales et qu'en Hindoustan, ils paraissaient davantage vivre.

Mais, voici sur l'estrade, ceux pour qui je suis venu : les danseurs thibétains. Le Thibet est à la mode. Il est peu et, surtout, mal connu. Il a gardé ce mystère que possédaient encore, voici quelque cinquante ans, le Japon, Ceylan et les îles Océaniennes. De jeunes ménages en mal d'errer ont bien gâté tout cela! Des compagnies de navigation ont exporté des hordes de curieux trop fortunés sur les rives lointaines; des palaces émergent aujourd'hui des sables du Pacifique comme des torpides et roides forêts de Bornéo. Le Thibet aura ses grandes routes cosmopolites, ses stations, ses funiculaires — et ses *funicula*. Ne le peut-on déjà parcourir... au cinéma!

Voici les danseurs thibétains. Ils sont rouges et noirs. Ils sont chinois, mongols, kalmouks. Ils dévident de grands gestes ronds qui, tout à coup, forment l'angle obtus. Ils font surtout un bruit infernal. Trois des leurs tapent sur des peaux sonores, à tour de bras. Cinq autres font cette danse guerrière. Un branle pour la lueur des résines dans les ténèbres encore âpres du printemps, autour d'un cadavre offert à des dieux amateurs de chair.

Je m'en vais, sans attendre la fin.

Je ne sais, si j'ai vu passer dans l'ouverture de la porte quelque claire silhouette de Parisienne dont le halo fut pareil à un baume pour ma vue. J'ai entendu des pas criant sur le gravier. Je voudrais voir en ce moment, après tant d'exotisme — et tant de modernisme, aussi, dans cette Exposition des Arts décoratifs, — je voudrais voir, devant un dessin de Watteau, une rose France, dans un vieux vase de Sèvres, sur le marbre d'une commode de Riésener.

***

Soieries. — Lyon nous a réservé, elle aussi, son Exposition, qui est comme un corollaire de celle du département du Rhône, sur l'Esplanade, et où l'on peut voir les plus récemment tissées de ses magnifiques soieries. La réunion, — on pourrait

presque dire intime ou privée — organisée rue de la Ville-l'Évêque, est consacrée à l'*Art lyonnais*, c'est-à-dire qu'on n'y voit pas seulement de belles étoffes d'autrefois et leurs cartons, exécutés par des décorateurs ayant une manière de génie, mais, encore, les toiles d'un certain nombre de peintres locaux et de beaux imprimés, de belles éditions, des XV, XVI, XVIIe siècles, etc.

Mais, qui dit Lyon, évoque, avant tout, le tissage de la soie, ces brocards épais à l'œil comme à la main, qui créent pour le plaisir de nos sens quelque matière n'existant point dans la nature. Ces soies ont été comme un épiderme que le créateur n'avait pas osé faire si brillant, ni si doux dans le plumage même de ses oiseaux. On y voit une imagination toujours renouvelée à travers les siècles, la verve d'un conteur des *Mille et une Nuits*, qui flatte la sensualité et ouvre à la rêverie tous les chemins.

La ville de Lyon est grise aux yeux du voyageur. Elle n'a point de grand pittoresque. Son fleuve et sa rivière lui font une belle parure d'eau, mais c'est une ceinture sévère. Le Rhône ne s'est pas encore abandonné là comme dans ses méandres provençaux, il garde la température du lac qu'il vient de traverser. Son eau est demeurée calviniste, presbytérienne. Le génie français arrange de-ci de-là bien des choses, mais, enfin, ce n'est pas faire injure aux Lyonnais que reconnaître cette première impression que cause leur cité.

Au sortir d'une de ces grandes voies qui semblent presque toujours un peu vides, un matin de l'avant-dernier printemps, traversant Lyon, j'étais monté au Musée des Étoffes. Je me trouvai transporté à l'instant dans une région éthérée, un monde nouveau. Cette ville qui nous réserve ainsi, miraculeusement, cette surprise, a ses secrets, comme le Désert ses oasis, comme le sommeil ses rêves enchantés. Si nous y pouvions vivre quelques jours ou quelques semaines, apprendrions-nous que ce qui est si volontairement rude et fermé, enferme les plaisirs de vivre, comme ces palais de l'Orient fabuleux, dont l'extérieur n'offre ni fenêtres ni balcons, rien que de grands espaces de murs, jadis passés à la chaux?

Cette joie que procurent les belles étoffes, nous aurions voulu

la retrouver intacte à l'exposition de la Ville-l'Évêque. Malheureusement, les Lyonnais ne pouvaient nous apporter tout leur musée. Le choix des étoffes exposées est déjà d'une grande richesse. On trouve là quelques beaux échantillons du maître en ce genre, de celui qui a renouvelé au XVIIIe siècle, cet art si décoratif, lui a donné sa période véritablement française : Philippe de la Salle et deux de ses plus fameux émules : Bony et Pernon.

Et puis, il y a là Puvis de Chavannes, avec le portrait de madame Puvis de Chavannes, prêté par le musée de Lyon. C'est une toile célèbre, qui date de la fin de la vie du maître. Le modèle est vêtu de noir. C'est une image de deuil, un portrait à mi-corps, où est comme déposé tout le miel de cette noble flore humaine que le génie de Puvis a créée.

Et d'autres Lyonnais, Chenavard, Flandrin, Ravier, Saint-Jean, qui peignit des fruits comme Van Huysum, — pour la Cour de Neuilly...

Et le charmant Pillement, qui amusait la reine Marie-Antoinette et n'est représenté que par une toile...

Paris est la cité animatrice, sans laquelle il semble que beaucoup d'obscurité se répandrait un peu partout sur la province. Elle tient le bâton du chef d'orchestre. Chez elle on vient s'instruire et l'on vient aussi mourir. J'y pensais en parcourant la biographie des peintres lyonnais donnée au catalogue. Mais il est utile, il est indispensable que chaque ville conserve sa personnalité, son art particulier, ses traditions. Une exposition comme celle de l'*Art lyonnais* est, non seulement un hommage de la ville de Lyon à sa grande sœur, — c'est un acte de fierté, qui plaît.

ALBERT FLAMENT

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

Il y a eu, à l'Odéon, une comédie bien amusante : non pas le *Faust* de MM. Louis Forest et Robert Dumas, mais la parade que ces deux auteurs ont donnée comme intermède sur la scène, et qu'ils ont ensuite prolongée dans la presse. Ce *Faust* n'avait pas été très bien accueilli à la répétition générale, et la critique des journaux quotidiens s'était montrée assez sévère. A la première représentation dont il paraît que le succès fut immense (mais je n'y étais pas), nos deux auteurs s'avancèrent à la rampe, entre deux explosions d'enthousiasme, et M. Louis Forest, comme chef de collaboration, harangua ce public en délire. Il proclama, comme le Créateur, que son œuvre était bonne, quoique simple adaptation; il nota la critique d'infamie, et la taxa d'ignorance. Après quoi, il développa longuement ces points de vue dans une demi-douzaine de feuilletons, à *Comœdia*. Tous les critiques qui ne s'étaient point pâmés d'admiration devant le *Faust* de l'Odéon — et la vérité m'oblige à dire que les admirateurs furent rares — ont ainsi prouvé, pour M. Louis Forest, qu'ils ignoraient les éléments de la question et n'avaient jamais lu Gœthe. Ayant avoué qu'il préférait la traduction de Gérard de Nerval, M. Lucien Descaves a démontré par là qu'il ne l'avait pas lue non plus! Je ne suis pas fou, quant à moi, de cette traduction, d'ailleurs incomplète, mais vénérable parce que Gœthe lui-même l'appréciait et que Berlioz en a mis des fragments en musique, dans la *Damnation*. Je conçois pourtant qu'on la préfère à l'arrangement odéonien... Je n'ai vu qu'un trait d'ignorance authentique parmi ceux que cite M. Louis Forest. Quelqu'un s'est étonné que Marguerite donnât à Faust le prénom d'Henri.

Incontestablement, ce quelqu'un ne sait pas Gœthe par cœur; mais au témoignage de M. Louis Forest lui-même, ce n'est pas un critique, c'est une simple spectatrice anonyme, dont on a entendu les réflexions par hasard. On en peut entendre bien d'autres, dans tous les théâtres et tous les musées. Ces naïvetés et balourdises n'empêchent pas les bonnes pièces de réussir, ni la critique d'en faire l'éloge.

En dehors des polémiques personnelles, M. Louis Forest a soutenu cette thèse générale qu'on n'avait pas goûté son adaptation parce qu'elle était fidèle, et qu'on ne connaissait *Faust* que par l'opéra de Gounod, dont elle s'éloignait nécessairement pour se conformer au texte. Or je me souviens qu'en sortant de l'Odéon, je disais à un ami : « Ces adaptateurs ont suivi le texte aussi fidèlement que possible, mais ils y ont mis une vulgarité effarante. » Il y a, entre M. Louis Forest et la critique, un malentendu de principe. M. Louis Forest croit qu'une adaptation est exacte lorsqu'elle reproduit l'ordre des scènes, les événements de l'action et la suite du dialogue, sauf les coupures indispensables en l'espèce, qu'on ne lui reproche pas. Il n'a pas compris que tout cela n'était que la matière et la lettre, qu'il aurait fallu restituer l'esprit, la beauté du chef-d'œuvre. Gœthe est un grand poète : le contresens suprême est de le traduire en vers de mirliton.

M. Gémier a sa part de responsabilité dans l'affaire. Comme tous les artistes de son rang, lorsqu'il se trompe, ce n'est pas à demi. Jouant Méphisto, il avait l'air de jouer Chopart, dit l'Aimable, du *Courrier de Lyon*. Méphisto n'est pas cette gouape ni cet arsouille. C'est un diable civilisé, comme le remarquait déjà madame de Staël, un ironiste supérieur, un vrai gentilhomme, comme disent les librettistes de Gounod, qui sont ici plus près de la vérité : d'ailleurs le mot est dans Gœthe, ainsi que l'épée au côté et la plume au chapeau. Lorsque la pièce fut jouée en Allemagne du vivant de Gœthe, celui-ci approuva que Méphisto portât le riche costume rouge qu'on lui voyait naguère à l'Académie nationale de musique.

Il y a du réalisme et du burlesque dans *Faust* : qui n'en convient? Mais de la poésie aussi, et avant tout. Sous prétexte de rejeter la convention, MM. Louis Forest et Robert Dumas l'ont tout dépoétisé. M. André Rivoire avait eu raison de les

en blâmer au sujet de Marguerite. Ils l'ont accusé d'en être resté à « Salut, demeure chaste et pure... » Eh! je consens que Gounod ait quelque peu idéalisé et affadi l'aventure. Mais il y a bien dans Gœthe quelque chose qui ressemble à la cavatine. Faust s'écrie bien : « Salut, doux crépuscule qui règnes dans ce sanctuaire! » Et ledit sanctuaire n'est que la chambre de Marguerite, laquelle n'aurait pas fait tant d'impression sur lui si elle n'avait aucun charme poétique.

Il est vrai seulement que c'est un charme à l'allemande. Gœthe insiste un peu trop pour le goût français sur les qualités ménagères de sa Gretchen, sur ses mains abîmées par les travaux domestiques. De même, Werther s'extasiait sur Charlotte distribuant des tartines à ses petites sœurs. Il y a même dans *Faust* une singulière rudesse de mœurs, et ici les adoucissements que Carré et Barbier ont jugés nécessaires permettent de comparer deux états de civilisation. Dans l'original, c'est Faust lui-même qui a l'idée des bijoux et Marguerite saute dessus sans hésiter : dans l'opéra, l'idée appartient à Méphisto, et dame Marthe intervient tout de suite. Les amants doivent être plus délicats, chevaleresques et désintéressés pour un public de chez nous. Les bas calculs nous paraissent convenir mieux au diable et à la commère qui font un bon couple d'entremetteurs. Le flacon de narcotique que Faust donne à Marguerite et qu'elle accepte, pour endormir sa mère et recevoir son amant chez elle la nuit sans que la vieille s'en aperçoive, voilà qui n'était pas non plus possible à Paris, avec ou sans musique de Gounod.

On constate ces différences, on n'en fait pas grief à Gœthe qui peignait d'après nature, pas plus que Weiss n'accable Molière en remarquant chez la Rosine de Beaumarchais une supériorité du même genre sur Agnès. D'ailleurs, l'affinement des mœurs et des manières est une chose, la poésie du sentiment en est une autre. Toute primitive et un peu rustique, Marguerite, cette fille du peuple, et d'un peuple encore assez voisin de la barbarie, n'en chante pas moins l'adorable mélodie du rouet (où M. Louis Forest est seul à voir un accès de frénésie sexuelle) et n'en représente pas moins légitimement l'éternel féminin, sauvé et sauveur par l'amour.

Enfin, sur un point capital, nos adaptateurs éperdument

gœthiens et si fiers de leur respect pour Gœthe, se sont comportés comme de simples librettistes. Ils n'ont porté à la scène que le premier *Faust* et ont bel et bien fini sur le trio de la prison. Autant chanter : « Anges purs, anges radieux... » Du reste, ces anges figurent parfaitement dans Gœthe, dernière réplique de Marguerite. J'ose dire qu'éliminer purement et simplement le second *Faust* c'est trahir Gœthe et que cela peut n'avoir pas grande importance dans un opéra forcément conventionnel, mais que cela en a beaucoup dans une adaptation qui vise à la fidélité, et qui s'en vante. MM. Louis Forest et Robert Dumas se récrieront sur l'impossibilité matérielle. Mais d'abord on pourrait représenter le *Faust* complet en plusieurs journées comme la *Tétralogie* de Wagner : je crois qu'on l'a souvent fait en Allemagne. Il y aurait des amateurs, même en France, où les gens qui s'intéressent à Gœthe sont plus nombreux que ne le croient MM. Louis Forest et Robert Dumas. Si la combinaison ne paraît pas suffisamment commerciale, au lieu de nous offrir le premier *Faust* presque en entier et de supprimer tout le second, mieux vaut abréger d'un bout à l'autre et donner un aperçu du tout. C'est ce qu'avaient fait Schumann, dont le sublime oratorio ne dure pas plus de trois heures, et M. Emile Vedel, joué à l'Odéon, également, par Antoine : c'est ce qu'a tenté M. Alfred Mortier dans un « essai d'adaptation scénique intégrale » qu'il n'a encore publié qu'en librairie et que je souhaite vivement de voir aux chandelles.

« Le premier *Faust*, le seul qui compte », disait encore Edmond Scherer, si cultivé, si philosophe, et bon germanisant. Ce préjugé à régné trop longtemps Le moment est venu de reconnaître que tout au contraire, malgré tous les mérites éclatants du premier *Faust*, le second est encore supérieur par la richesse et la profondeur de la pensée. Du reste, il est indispensable pour dégager la signification de l'ensemble, et si Gœthe avait disparu avant d'écrire cette seconde partie qu'il n'a terminée que dans sa vieillesse, l'épisode de Marguerite ferait figure de prologue d'une œuvre inachevée.

Marguerite est sauvée : voilà qui va bien. Mais Faust? Qu'advient-il de son pacte avec Méphisto, et du pari engagé entre le diable et Dieu? Et ce docteur, qui a vendu, son âme parce que la science abstraite ne lui suffisait pas, que la magie

et l'intuition l'avaient déçu et qu'il ne comptait plus pour connaître et posséder le monde que sur l'expérience, il s'arrêterait après une station à la taverne, une nuit au sablat et une brève idylle qui tourne mal? Où sont l'art, la science positive, la politique, l'action, l'humanité? Tout cela est dans le second *Faust*, véritable *somme* de poésie intellectuelle, qui répond aux questions posées dans le premier et nous révèle la philosophie de Gœthe. M. Alfred Mortier en a fait une intéressante étude dans une longue introduction. Il a tort de chercher des correspondances avec le catholicisme. Gœthe n'était ni catholique, ni même chrétien, ainsi que suffirait à le rappeler la répulsion de Faust pour la cloche de la Chapelle que fréquentent Philémon et Baucis, vers la fin de la seconde partie.

Gœthe était païen et spinoziste. Il l'a toujours été et ne s'est pas démenti dans son œuvre maîtresse, qui est bien son testament philosophique, suivant la juste expression de M. Alfred Mortier. Dieu, le diable, la Vierge et les anges ne sont pour lui que des symboles, comme pour Molière la statue du commandeur et l'enfer où est entraîné Don Juan. Ces grands hommes peignaient toute la réalité humaine, donc non pas seulement la vérité objective qu'ils croyaient eux-mêmes, mais les légendes auxquelles les foules ont cru et qui ont par conséquent une existence subjective. Dieu existe dans l'esprit des hommes, disait Renan. Taine a très bien expliqué cela dans un chapitre de sa *Littérature anglaise*, à propos du *Manfred* de Byron, auquel il compare naturellement le *Faust*. Ces pages de Taine sont peut-être ce qui a été écrit de mieux sur Gœthe, qu'il a grandement raison d'admirer, mais en oubliant que Gœthe n'a fait que systématiser avec son génie propre — le plus philosophique sans doute qu'on eût vu chez un grand poète — ce procédé du mythe qui a été pratiqué avant lui non seulement par Molière, mais par Shakespeare, très laïc et positiviste, qui ne croyait certes pas aux spectres, probablement par Sophocle, sûrement par Euripide, et, qui sait? peut-être même dans une certaine mesure par Dante.

La conclusion de *Faust*, que le surnaturel ne sert qu'à poétiser et à rendre accessible aux croyants sans rien changer pour les autres, sera donc que le diable perd son pari, qu'il a

joué le rôle utile de stimulant, mais que Faust est sauvé comme tout homme qui travaille et cherche avec bonne volonté. L'aspiration vers l'idéal et le labeur consciencieux auront toujours leur récompense. Il y faut non seulement l'intelligence, mais l'amour, que personnifie en soi l'éternel féminin, et qui devient amour intellectuel, comme dit Spinoza, chez les êtres supérieurs. Et Gœthe résume le suprême effort humain dans cette formule qui contient tout : « Vivre sur un sol libre, au sein d'un peuple libre. » Le but n'est pas le bonheur, mais la lumière. *Mehr licht!* dira-t-il sur son lit de mort.

***

M. Maurice Rostand, né sous une si favorable étoile, est en train de gâcher de beaux dons par l'abus de la production hâtive. Il a fait jouer, cette saison, deux drames en vers : *l'Archange*, au Théâtre Sarah-Bernhardt, et *la Nuit des Amants* à la Comédie-Française. Tous deux sont imparfaits, et aucun n'a pleinement réussi. Mieux eût valu n'en faire qu'un et obtenir un vrai succès.

La Nuit des amants, où madame Piérat a vainement dépensé son merveilleux talent, d'ailleurs plus pathétique que lyrique, est une pièce étrange, dont je n'arrive pas à pénétrer le sens et la raison d'être. Au premier acte, qui se passe sur le pont d'un navire fleuri, non loin de Venise, Faustine, éperdument amoureuse de Paolo, l'enlève malgré les instances de Giacomo, frère du jeune amant, et malgré la guerre qui réclame les services de tous les jeunes hommes. Paolo proteste bien un peu, mais il se laisse faire et, en somme, il déserte par amour.

Au second acte, Faustine veut lui faire déserter non seulement l'armée et la patrie, mais la vie même. Elle lui propose le suicide à deux, toujours par transport de passion et avec des arguments tristanesques. Or, il est exact que Tristan et Isolde aspirent à la mort qui les réunirait pour toujours et les affranchirait du temps, du nombre et de l'espace, mais après tout ils continueraient probablement de vivre selon la coutume des amants heureux, si le traître Melot ne blessait Tristan, dont la mort rend la vie intolérable pour Isolde. Le Paolo de M. Maurice Rostand commence par accepter la proposition de Faustine,

sans que rien la justifie d'abord à ses yeux, sans qu'il y ait en apparence le moindre obstacle à leur bonheur. Il y en a un, mais lorsque Faustine en fait la confidence à Paolo, il se rétracte et se dérobe, tandis qu'il aurait dû vouloir vivre avec elle auparavant et qu'étant mieux informé, il pourrait maintenant vouloir mourir avec elle, s'il l'aimait comme elle l'aime. Ce secret, c'est qu'elle souffre d'une maladie qui ne pardonne pas, qu'elle est condamnée par les médecins et n'en a plus que pour deux ou trois mois. Elle sacrifierait donc trois mois de vie, et lui, une vie entière! La balance ne serait pas juste. Calculant par doit et avoir, il refuse le marché. C'est d'un bon comptable. Ce n'est pas d'un amoureux.

Sans doute, nous découvrirons au troisième et dernier acte, que ce n'est pas Octave, c'est-à-dire Paolo, mais Cœlio, autrement dit Giacomo, qui aimait Faustine ou, si vous préférez, Marianne. Car Giacomo est allé à la guerre et s'est fait tuer, prouvant ainsi que le véritable amant est le patriote courageux et le bon soldat, ce qui pourrait passer pour un dénouement moral. Mais M. Maurice Rostand a oublié de nous intéresser à ce Giacomo, qui n'avait paru jusque-là qu'une espèce de confident de tragédie, presque un figurant. Et il n'a pas pensé non plus que la défection finale de Paolo jetait rétrospectivement un jour fâcheux sur le premier acte, où il devient trop évident que ce n'est point par amour forcené de Faustine que ce Paolo déserte — ce qui lui eût fourni quelques circonstances atténuantes — mais par simple amour de la vie, en bon français par pure lâcheté, ce qui est désobligeant. Et voilà pourquoi la pièce me semble pécher par la base, sans compter qu'à côté de jolis vers, il y a bien des négligences.

La Comédie-Française, donne d'autre part, une série de représentations classiques, à l'usage des visiteurs de l'Exposition des arts décoratifs, qui trouveront chez Corneille, Racine et Molière des modèles d'un autre style. On ne saurait trop approuver cette salutaire entreprise. Le répertoire reparaît toujours pendant les mois d'été, mais cette fois la Comédie s'est mise en frais. Il y a des décors nouveaux, des interprétations également nouvelles, au moins en partie, et fort attrayantes.

J'ai pu assister à quelques-unes de ces représentations,

et j'y ai pris un vif plaisir. On ne se lasse pas de revoir les chefs-d'œuvre, et l'on voudrait, suivant un mot de Wagner, ne vivre que dans la société des grands esprits, ce qui est malheureusement incompatible avec le métier de critique, excepté en période de vacances... M. Escande s'est risqué à jouer Don Juan, dans l'admirable comédie de Molière, qui n'est pas la plus achevée de ses œuvres, mais peut-être la plus profonde, la plus audacieuse et la plus géniale. Je vous recommande l'étude de Théodore de Banville, dans le volume posthume intitulé *Critiques*. M. Escande s'est tiré honorablement, avec une bonne grâce juvénile, de ce rôle si ardu.

M. Bernard a été merveilleux de verve joviale dans M. Jourdain, du *Bourgeois gentilhomme*, et avec d'autres moyens, moins de finesse peut-être, mais plus de mouvement, il y a égalé son prédécesseur M. de Féraudy.

Mademoiselle Sully, lauréate du conservatoire et fille de l'illustre tragédien Mounet-Sully, qui fut sans contredit le plus grand artiste de notre époque, a fait un brillant début dans Junie de *Britannicus*. Elle y est toute gracieuse et très touchante. M. Alexandre abordait pour la première fois Néron, où Édouard de Max était puissamment original. M. Alexandre l'est un peu moins, mais son jeu énergique a fait grand effet M. Silvain est toujours prodigieux dans Narcisse... A ce propos raffolez-vous de *Britannicus*? Certes, c'est très bien fait, très bien écrit, mais de ce style oratoire et académique que Taine a défini avec force. Et les sentiments sont élémentaires. La fameuse tirade tant vantée de Narcisse, qui retourne Néron, ressemble pour le fond à ce que la première petite femme venue dirait à son mari pour l'exciter contre sa belle-mère : « Elle se moque de toi derrière ton dos! Elle se vante de te mener par le bout du nez, » etc. Ce n'est pas sorcier... La « tragédie des connaisseurs » me semble bien inférieure aux tragédies historiques de Corneille, à *Cinna*, même à *Nicomède*. Racine est avant tout un grand peintre de l'amour : ses chefs-d'œuvre, ce sont *Andomaque*, *Bérénice*, *Bajazet*, *Phèdre*, et il avait en lui une veine de poésie qui s'est même développée par exception dans *Athalie*, sous l'action de la ferveur religieuse. Mais il n'y a dans *Britannicus* ni lyrisme, ni pensée.

PAUL SOUDAY

LE BUDGET ANGLAIS

ET

M. WINSTON CHURCHILL

Le budget anglais pour l'exercice 1925-1926 a été déposé le 28 avril dernier à la Chambre des Communes par M. Winston Churchill, Chancelier de l'Échiquier, et le vote en troisième lecture a été acquis le 25 juin après des débats parlementaires infiniment plus calmes que ceux de l'an dernier.

L'importance de ce budget dérive de deux faits; — le premier est que la politique financière poursuivie depuis 1920 a actuellement atteint les principaux objectifs fixés pour le relèvement du crédit de l'État, c'est-à-dire l'équilibre budgétaire et l'aménagement de la dette, et cela permet la recherche de nouveaux progrès; — le second est que le parti conservateur au pouvoir, disposant d'une très forte majorité, semble devoir rester en fonctions pendant plusieurs années, ce qui permet d'envisager des mesures financières dont la portée dépasse sensiblement la durée d'un seul exercice.

Le budget actuel présente donc un intérêt qui le met très au-dessus de ses devanciers, et cela tient aussi bien aux circonstances qu'à la personnalité de son auteur.

On a rarement vu en effet situation aussi paradoxale que celle offerte en ce moment par la Grande-Bretagne, si l'on analyse son évolution financière et économique. Le côté financier est particulièrement brillant; depuis 1920, avec une

sûreté de vue et une persévérance remarquables, l'équilibre budgétaire a été établi et maintenu en réalisant une compression constante des dépenses et des recettes, tandis qu'une politique visant par-dessus toute autre considération nationale au relèvement du crédit de l'État, réglait la dette extérieure par l'accord Baldwin avec les États-Unis, créait un fonds d'amortissement pour la dette intérieure, réduisait la dette flottante de moitié, aménageait les échéances et procédait à d'habiles conversions; en même temps, sur le marché monétaire, un strict contrôle de la Banque d'Angleterre, une grande discipline de tous les établissements financiers et des méthodes bancaires, dont Londres possède encore l'incontestable maîtrise, poursuivaient un but identique se traduisant par une revalorisation de la livre sterling, d'abord hésitante, puis particulièrement rapide, pour aboutir en janvier dernier aux environs de la parité-or.

Le côté économique est fort différent; assurément la crise profonde de 1920-21 s'est largement atténuée, le chiffre des chômeurs qui avait à cette époque dépassé 2 millions était réduit en juin 1924 à 1 015 000, mais il s'est relevé aux environs de 1 300 000 depuis décembre dernier; parallèlement la balance apparente du commerce extérieur indique un déficit sans cesse croissant, les importations étant supérieures aux exportations en 1923 de £ 210 millions, en 1924 de £ 344 millions et pour les six premiers mois de 1925 de £ 207 millions. Et de tous côtés des plaintes incessantes expriment l'état inquiétant d'industries aussi importantes que celles du charbon, de l'acier, de la fonte et des constructions navales, affirmant que les facteurs responsables de cet état de choses sont avant tout la politique déflationiste qui, par la hausse de la livre, a fait baisser les prix dans une mesure beaucoup trop forte, et le poids des impôts directs qui écrasent complètement l'industrie et le commerce.

Dans ces circonstances, l'année financière 1924-25 s'est terminée avec un budget bien équilibré, puisqu'il laisse apparaître un surplus de recettes de £ 3 659 000, mais ce résultat est tout de même très loin des excédents considérables des exercices précédents; et depuis le début de mars les pronostics sur les recettes et dépenses de 1925-26 n'étaient

pas encourageants car on s'attendait à une augmentation de dépenses pour la marine et l'aviation, et à une diminution de recettes par suite de l'application à un exercice entier des dégrèvements consentis l'an dernier par M. Snowden, ces deux éléments creusant un déficit à prévoir de £ 20 millions. Malgré cela l'opinion publique réclamait impérieusement une diminution d'au moins six pence dans le taux de l'income-tax, ce qui, d'après le mode de calcul jusqu'ici adopté, représentait une perte de revenu de £ 18 millions pour la première année et de £ 29 millions pour les exercices suivants. Aussi les critiques financiers prévoyaient-ils les plus grandes difficultés pour assurer l'équilibre budgétaire en tenant compte des désirs de l'opinion. Enfin les milieux bancaires demandaient très vivement le rétablissement de l'étalon d'or pour consacrer le retour définitif à la parité de la livre sterling, et, d'autre part, les promesses faites dans le programme du parti conservateur aux dernières élections exigeaient des mesures sociales en faveur des classes ouvrières.

Tels étaient les éléments complexes, et parfois même contradictoires, qui apparaissaient en mars dernier quand on se demandait ce que serait le prochain budget. A ces interrogations on ne voyait d'ailleurs dans la presse qu'une seule réponse, c'est que le Chancelier de l'Échiquier aurait beaucoup de mal à résoudre les problèmes du moment, mais qu'un homme de l'envergure de M. Winston Churchill était bien de force à trouver les solutions nécessaires; on attendait en somme un coup de baguette magique. La personnalité du Chancelier, en effet, est une de celles qui ont le plus constamment occupé l'opinion publique depuis près de vingt ans. Après une carrière militaire brillante à Cuba, aux Indes, en Égypte et dans l'Afrique du Sud, il est entré en 1906 au Parlement et jusqu'en 1922 a été presque constamment ministre, aux Colonies, au Board of Trade, à l'Intérieur, à l'Amirauté où on connaît son rôle important au début de la guerre, puis aux Munitions, à la Guerre et de nouveau aux Colonies jusqu'à la chute du Cabinet Lloyd George; pendant le Gouvernement Mac Donald, il a été le premier, lui qui avait toujours appartenu au parti libéral, à prêcher l'union des partis bourgeois contre les socialistes; aussi, après le succès

conservateur aux dernières élections, M. Baldwin lui offrait-il le poste de Chancelier de l'Échiquier, le seul ministère important, sauf le Foreign Office, qu'il n'avait pas encore occupé; il y tenait spécialement en souvenir de son père, Lord Randolph Churchill, qui avait dû quitter la Trésorerie à la veille de présenter son premier budget, et parce que, dans les circonstances présentes, nul portefeuille n'est plus malaisé, par conséquent plus enviable pour un esprit audacieux et inventif; ce sont là en effet deux qualités que lui reconnaissent même ses adversaires, et c'est pourquoi on attendait de lui des résultats particulièrement brillants, des feux d'artifice, dira M. Baldwin en indiquant qu'il n'est pas dans la nature des choses d'en produire, si l'on discerne, sans vouloir les dissimuler, les limites du possible.

Néanmoins, lorsque le 28 avril M. Churchill eut pendant près de trois heures exposé aux Communes l'ensemble de ses idées et de ses propositions, l'effet produit fut considérable, et la même impression se reflétait le lendemain dans toute la presse. Le projet était en effet particulièrement riche d'idées, et, à vrai dire, il était beaucoup plus qu'un simple budget, car, outre les mesures habituelles d'administration financière, il présentait deux propositions importantes, qui, bien qu'extra-budgétaires, se rattachaient assez étroitement à l'équilibre des finances pour en justifier l'incorporation dans le budget; c'étaient la réforme monétaire ardemment désirée du retour à l'étalon d'or, et le projet d'assurances ouvrières. Le budget ainsi établi est un ensemble de mesures monétaires, fiscales, économiques et politiques dont toutes les parties se conditionnent et qui vise à tracer un cadre pour une longue période à toute l'activité économique anglaise; il contient donc des mesures complexes et nécessite un examen attentif pour être analysé et compris. Nous essaierons dans le cadre de cet article, trop bref pour un aussi vaste sujet, d'en faire saisir les lignes essentielles ainsi que le lien qui les unit, et dans ce but, après avoir résumé les éléments techniques des recettes et dépenses, nous indiquerons l'accueil de l'opinion publique pour arriver à une étude détaillée des idées du Chancelier.

I. — RECETTES ET DÉPENSES

Elles sont indiquées dans le tableau ci-contre qui fait apparaître un excédent de recettes sur les dépenses de £ 1 660 000.

Recettes. — Leur total prévu est de £ 801 060 000, supérieur de £ 1 624 000 aux encaissements de 1924-25; ainsi la diminution, constante depuis 1920, de ce que l'État demande aux contribuables est arrêtée, et c'est dans une série de remaniements fiscaux que se trouve l'application des idées de M. Churchill.

Pour introduire les réformes qui lui semblaient nécessaires, le Chancelier, par des procédés que nous verrons plus loin, a établi que le système fiscal en vigueur jusqu'au 31 mars dernier devait donner en 1925-26 un revenu à l'État de £ 826 millions, soit un excédent sur les dépenses prévues de £ 26 millions environ. Cet excédent, il l'a augmenté par des créations d'impôt dont le rendement, pour la première année, est évalué à £ 10 millions, et il a proposé ensuite des dégrèvements fiscaux dont la valeur, pour l'exercice en cours, est d'environ £ 35 millions. Les ressources nouvelles proviennent de droits sur la soie et le houblon, de la remise en vigueur des droits d'importation (droits Mac Kenna) sur les automobiles, films, montres et instruments de musique, et d'une augmentation de l'impôt sur les successions d'un montant compris entre £ 12 500 et £ 1 000 000. Ceci fait, le Chancelier dégrève; il diminue sensiblement la super-tax[1], abaisse le « standard rate » de l'income-tax de 4 sh. 6 à 4 sh. par livre, et en modifie profondément l'application en ce qui concerne le revenu du travail; en outre il élargit la préférence, ou diminution de droit d'entrée pour les produits coloniaux, fruits secs, vins, sucre.

Dépenses. — Elles atteignent £ 799 400 000, soit £ 3 623 000 de plus que l'année précédente. Le service des intérêts de la dette a diminué, par suite des conversions réalisées l'an dernier, mais le fonds général d'amortissement est augmenté de £ 5 millions. En ce qui concerne les ministères, la Marine et l'Aviation ont des prévisions supérieures à celles de l'an

1. Impôt du même genre que notre impôt global sur le revenu.

	RECETTES (en milliers de £).			DÉPENSES (en milliers de £).	
	Prévisions 1925-1926.	+ ou — par rapport aux recettes de 1924-1925.		Prévisions 1925-1926.	+ ou — par rapport aux dépenses de 1924-1925.
Douanes	102 040	+ 2 696	Service de la Dette	305 000	— 7 161
Impôts indirects	137 220	+ 2 092	Fonds d'amortissement	50 000	+ 5 000
Automobiles, etc.	17 500	+ 1 336	Construction de routes	16 900	+ 1 337
Droits de succession	66 500	+ 7 050	Fonds spécial (taxes locales, agriculture, etc.)	16 029	— 1 032
Timbres	24 000	+ 1 150	Nord de l'Irlande	4 000	+ 178
Taxe sur les terrains non construits	1 000	— 450	Armée	44 500	— 265
Impôt sur le revenu	262 000	— 11 836	Marine	60 500	+ 4 875
Super-tax	63 300	+ 620	Aviation	15 513	— 1 203
Impôt sur les bénéfices de guerre	4 000	+ 3 300	Ministères civils et pensions	222 609	— 3 525
Impôt sur le revenu des Sociétés	9 000	— 9 100	Douanes et contributions indirectes	11 391	+ 435
Recettes provenant de l'impôt	686 560	— 3 142	Postes et télégraphes	52 958	+ 2 578
Postes	57 000	+ 1 550			
Terrains de la Couronne	900	— 60			
Intérêts sur avances et divers	56 600	+ 3 276			
Recettes ne provenant pas de l'impôt	114 500	+ 4 766			
TOTAL	801 060	+ 1 624	TOTAL	799 400	+ 3 623

Excédent des Recettes sur les Dépenses . . . . . £ 1 660

dernier, respectivement de £ 4 875 000 et £ 1 203 000; les services civils sont réduits de £ 3 525 000. En résumé, dans le total des dépenses, la dette représente 44,4 p. 100, les ministères 51,2 p. 100 et divers 4,4 p. 100.

II. — L'OPINION PUBLIQUE ET LE BUDGET

Quand on se rappelle les luttes passionnées auxquelles avaient donné lieu les débats budgétaires en avril et mai 1924, on est frappé du calme dans lequel se sont déroulés cette année les mêmes événements. C'est qu'il y a douze mois le Cabinet Mac Donald ne représentait qu'une minorité, tandis que la majorité obtenue par le parti conservateur aux dernières élections est si considérable qu'il est naturel de voir l'ensemble du pays, satisfait de ses dirigeants, leur accorder pleine confiance sans discussion. De plus le caractère complexe du budget Churchill, la quantité de sujets qu'il traite, et les procédés ingénieux mais très techniques qu'il met en pratique, l'ont placé en quelque sorte au-dessus de l'opinion moyenne, qui approuve sans entrer dans le détail. Néanmoins, il est assez surprenant de constater qu'en dépit d'un premier accueil flatteur au Parlement et dans la presse, le budget n'a guère été l'objet ni d'appréciations d'ensemble, ni d'études sur certaines parties très curieuses qu'il présente. Il y a eu une sorte d'approbation par le silence, mais à coup sûr l'œuvre de M. Churchill méritait davantage.

Si d'autre part on examine les critiques exprimées, on constate qu'elles ne s'élèvent guère au-dessus des commentaires habituels en matière budgétaire; ainsi on a dit que les prévisions de recettes étaient optimistes et les dépenses excessives, que le soulagement accordé à l'industrie et au commerce était insuffisant, puisque l'income-tax n'était diminué que de six pence, que le rétablissement des droits Mac Kenna était une mesure protectionniste, que la diminution de la super-tax compensée par une augmentation des droits de succession était contraire aux principes orthodoxes, puisque c'était alléger le revenu pour charger le capital. Ce sont là des points de vue fragmentaires qui s'attachent au détail, sans toujours en saisir la nature exacte.

Les critiques ont été beaucoup plus sérieuses, et mieux présentées, lorsqu'elles ont été émises par ceux que lèsent les dispositions contenues dans le budget; dans cet ordre d'idées, les plus intéressantes ont visé l'impôt sur la soie et le projet d'assurances sociales. Nous analyserons plus loin ces deux dispositions; il suffit de mentionner ici que la vive irritation des industriels intéressés a amené M. Churchill à modifier assez sensiblement son projet d'impôt sur la soie, et quant au projet d'assurances ouvrières qui impose de lourdes charges aux patrons, à l'heure où ces lignes sont écrites, il n'est pas encore voté, et il est à prévoir que ses modalités seront l'objet de vives controverses.

Au Parlement, les opinions exprimées ne présentent pas cette année d'intérêt particulier, en raison de la majorité que le gouvernement est dans tous les cas assuré d'obtenir; et les discours des principaux orateurs financiers de l'opposition, MM. Snowden et Lloyd George, ont marqué beaucoup plus un refus de confiance, obligatoire puisqu'ils sont adversaires du gouvernement, qu'une réfutation bien convaincante des propositions de M. Churchill. D'ailleurs, le chancelier diminue le taux des impôts directs, ce qui, pour les libéraux, est difficile à critiquer; il établit un vaste projet d'assurances ouvrières, qui a visiblement embarrassé les travaillistes et il rétablit l'étalon d'or, ce que tous les partis ont toujours approuvé.

Ainsi quels qu'en soient les motifs, analyse insuffisante, point de vue personnel ou sentiment d'une lutte inutile, on ne trouve cette année dans l'opinion britannique, tout au moins dans celle qui s'exprime publiquement, ni une approbation entièrement raisonnée, ni une critique pleinement justifiée, et peut-être cela provient-il en partie des circonstances que nous avons relatées au début de cet article. Pour soulever l'enthousiasme, il aurait fallu diminuer largement le poids des impôts et le chiffre des dépenses, il aurait fallu d'un violent coup de barre renverser la balance défavorable du commerce, réduire à un petit nombre les chômeurs et ranimer les mines de charbon, les chantiers navals et les hauts fourneaux; ces beaux rêves n'étaient pas possibles et la foule, qui ne juge que par les résultats acquis, n'a pas illuminé. Peut-être aussi dans ces temps difficiles l'observateur étranger,

que les problèmes intérieurs n'affectent pas, est-il mieux placé pour rechercher la valeur réelle du budget de M. Churchill, et c'est pourquoi il nous faut maintenant analyser son œuvre, en tracer les fils directeurs, en chercher les idées.

III. — LES IDÉES DE M. WINSTON CHURCHILL

Les idées financières. — La plus remarquable, tant en ce qui concerne ses effets actuels que ses conséquences possibles dans l'avenir, est le retour à l'étalon d'or, et réalisant toute son importance, M. Churchill en a parlé avant d'aborder l'exposé même du budget. « Ce retour, a-t-il dit, a depuis longtemps été le but poursuivi par le gouvernement britannique; tous les experts anglais ou étrangers, à Bruxelles et à Gênes ont préconisé l'étalon d'or, et la commission désignée par le précédent gouvernement, qui vient de publier son rapport, est unanime à recommander sa mise en vigueur le plus rapidement possible. L'heure actuelle est propice, le change sur New-York est rétabli aux environs du pair, les prochaines échéances de la Trésorerie en Amérique sont déjà assurées, et nous sommes entrés, des deux côtés de l'Atlantique, dans une période de plus grande stabilité politique et économique; si cette occasion était manquée, elle ne reviendrait peut-être pas de longtemps, et en attendant toute la situation financière de ce pays serait assombrie par un facteur important, l'incertitude. »

Aussi, sans revenir à une circulation d'or à l'intérieur du pays, ni autoriser la frappe libre de la monnaie, l'exportation du métal est autorisée et la Banque d'Angleterre ne peut refuser de délivrer à cet effet des quantités non inférieures à 400 onces d'or fin, soit environ £ 1.700; en même temps, pour éviter des sorties trop abondantes de métal, des précautions sont prises. La Trésorerie a déjà acheté $ 166 millions pour ses échéances de l'année à New-York, et elle s'est assurée pour deux ans des crédits, de $ 200 millions auprès de la Federal Reserve Bank de New-York et de $ 100 millions chez MM. J. P. Morgan et Cie.

Il n'y a pas lieu ici d'exposer toute la querelle de l'or,

étalon monétaire international, dont nous avons déjà esquissé quelques éléments particuliers à la Grande-Bretagne dans un article antérieur [1], et ce qu'on peut dire dans cette étude, c'est que dans l'état actuel des relations économiques et de nos connaissances monétaires, il y a beaucoup d'incertitude pour l'Angleterre sur les résultats futurs du retour à l'or. Si on considère que la balance internationale des paiements d'un pays doit automatiquement, lorsqu'elle est défavorable, entraîner des sorties d'or [2], et si on pense qu'une diminution importante du stock d'or de la Banque d'Angleterre serait dangereuse pour le crédit britannique, la mesure prise par M. Churchill peut paraître inquiétante parce qu'il est à craindre, dans l'état actuel des choses, que la balance des paiements, visibles et invisibles, du Royaume-Uni ne soit, ou ne devienne défavorable. Et pour parer à cet inconvénient il est nécessaire aux dirigeants du marché d'exercer un contrôle sévère sur le crédit, éventuellement d'élever le taux de l'escompte, donc le loyer de l'argent, et d'éviter tout emprunt à consentir à l'étranger, ce qui inéluctablement ralentit les commandes de l'extérieur à l'industrie anglaise. Mais outre que ces inconvénients éventuels peuvent être atténués par une direction habile du marché, et l'expérience prouve que cela ne fait pas défaut à Londres, il y a dans le rétablissement de l'étalon métallique des avantages certains : stabilité du change, plus grande fixité des prix variables seulement avec la valeur de l'or, plus de facilités données aux affaires par l'élimination d'un facteur d'incertitude, et surtout relèvement complet et définitif du crédit national; ce dernier est indispensable pour l'Angleterre non seulement parce qu'elle est une nation essentiellement commerçante, mais parce que seule l'amélioration de son crédit permettra dans les années à venir d'alléger le poids de la dette.

Il y a donc dans le retour à l'or un risque qui vaut la peine d'être couru; la décision sans être entièrement satis-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 février 1925. *La situation monétaire de la Grande-Bretagne.*

2. C'est un point sur lequel tous les avis ne concordent pas. Le *Statist*, dans son numéro du 16 mai 1925, expose une ingénieuse théorie d'après laquelle les mouvements d'entrée et sortie de l'or sont liés, non pas à l'état de la balance des paiements, mais aux fluctuations intérieures des prix.

faisante est peut-être la moins dommageable qui se pouvait prendre, et c'est avec l'appui entier de la cité que M. Churchill s'y est rallié et en a très habilement facilité la mise en vigueur. Du reste, en cas de difficultés, la Grande-Bretagne a une puissante sauvegarde dans ses avoirs à l'étranger qu'on évalue à £ 3 milliards; ils lui permettent d'envisager sans crainte, au moins pour une longue période, les inconvénients éventuels de sa réforme monétaire.

Le deuxième point sur lequel, en matière financière, il est intéressant de scruter le projet Churchill est la technique même du budget, et ici le trait le plus original est l'estimation des recettes, point de départ de toutes les autres mesures proposées. La procédure antérieurement appliquée était la suivante; on considérait, sauf exception, que les recettes encaissées pendant une année restaient identiques l'année suivante si le système fiscal n'était pas modifié. Pour proposer des dégrèvements il fallait donc que les comptes de la Trésorerie présentassent en fin d'exercice un excédent de recettes; tel était bien le cas depuis 1921 et c'est ce qui avait permis les diminutions d'impôts précédemment accordées.

Au 1er avril dernier, nous l'avons vu, l'excédent de recettes de l'exercice 1924-25 était inférieur à 4 millions, et si on appliquait les méthodes suivies jusqu'ici, le déficit prévu pour 1925-26 était de £ 20 millions. Or, pour proposer des dégrèvements, le Chancelier devait dans son projet faire apparaître un surplus éventuel de recettes, et l'originalité de M. Churchill a été d'établir qu'un système fiscal permanent n'a pas un rendement invariable.

Dans cet ordre d'idées il a d'ailleurs plutôt procédé par affirmation que par démonstration et il s'est borné à mentionner les recettes dont il ne fait pas état. Il n'escompte pas de versements allemands pour les réparations supérieurs à ceux de l'an dernier, il ne pense rien recevoir encore des débiteurs de la Grande-Bretagne, et il n'espère pas que dans les circonstances actuelles il y aura la moindre expansion du commerce. Mais, ceci posé, il affirme catégoriquement qu'il doit y avoir amélioration dans le rendement de l'activité générale. « Je crois, dit-il, à un sûr et ferme progrès du commerce. A notre époque scientifique il n'est pas possible

pour la Grande-Bretagne, l'Europe et le monde de vivre en paix pendant une longue série d'années sans que le progrès du rendement des impôts ne soit continu. Cela est prouvé par tous les témoignages que l'on peut appliquer aux faits économiques et financiers de notre pays. » Et, partant de ce principe, M. Churchill prévoit, sur l'année précédente, un accroissement automatique de recettes de 5 p. 100. Comme il ne donne pas le détail des raisonnements qui conduisent à ce résultat, il n'est pas possible d'en faire la critique, et c'est seulement au 1er avril 1926 qu'on verra s'il a raison. Mais il y a tout lieu de croire que l'affirmation du Chancelier est basée sur un minutieux travail de statistique exécuté par la Trésorerie et les administrations qui en dépendent, et on peut faire confiance à M. Churchill, en constatant qu'il a ouvert une nouvelle voie en ce qui concerne les prévisions budgétaires.

C'est à la suite de ce travail qu'il a pu édifier toute la partie constructive de son budget, dont le trait le plus intéressant au point de vue fiscal est représenté par des modifications dans l'assiette de l'income-tax. Pour cet impôt, qui, avec son complément la super-tax, fournit presque la moitié des recettes du budget, si M. Churchill avait suivi la voie de ses prédécesseurs, il lui aurait été impossible d'envisager une réduction quelconque, mais il a procédé tout autrement en recherchant comment évoluait le rendement de la taxe par penny d'impôt, et il a établi qu'un penny, qui représentait en 1924 £ 4 900 000 de revenu, en donnerait, en vertu de la progression automatique du revenu, 5 500 000 en 1925. Il a ainsi envisagé le rendement non pas à un moment déterminé, en raison du taux, mais dans son évolution, et il en a conclu que l'income-tax et la super-tax qui avaient fourni £ 336, 5 millions en 1924, en donneraient, si on ne modifiait pas le taux, £ 359 millions en 1925, d'où possibilité de réduction de ce taux si on se propose seulement de maintenir le niveau déjà atteint des recettes du Trésor.

Pour les douanes et impôts indirects, par un raisonnement analogue à celui appliqué à l'income-tax, une augmentation progressive de la consommation est prévue et permet à M. Churchill, au moyen d'impôts nouveaux

devant donner seulement £ 5 730 000 (droits Mac Kenna, sur la soie, etc.) de compenser et au delà la perte prévue de £ 14 millions du fait des dégrèvements introduits l'an dernier par M. Snowden. Et là encore, sans donner le détail de ses calculs, le Chancelier de l'Échiquier laisse entendre qu'ils ne sont nullement basés sur des prévisions optimistes, mais sur un travail de statistique très sérieusement établi.

En ce qui concerne les dépenses, M. Churchill s'est déclaré fort désappointé de ne pouvoir les réduire, et il en a rejeté la faute sur les troubles politiques des deux dernières années; en effet, les élections générales qui ont eu lieu trois fois de suite à douze mois de distance, et toujours en novembre-décembre, époque où s'établit le projet de budget de l'année suivante, ont empêché que toute l'attention voulue soit appliquée aux économies à réaliser. M. Churchill s'est engagé au nom du Gouvernement à remédier à cet état de choses dans l'avenir. Un Comité spécial, composé d'une partie des membres du Cabinet, sera formé, et le Chancelier de l'Échiquier considère qu'une nouvelle économie de £ 10 000 000 peut être obtenue chacune des années suivantes en réduisant la charge de la dette et en diminuant les frais des Ministères. Du résultat atteint dans ce sens dépendront en partie les possibilités futures de dégrèvements.

Pour la dette, le chancelier n'avait pas à présenter d'autres propositions que l'augmentation, prévue depuis deux ans, du fonds d'amortissement général de £ 45 à £ 50 millions, mais il a fait une déclaration de principe sur la nécessité de poursuivre la politique adoptée depuis 1920; celle-ci, a-t-il dit, a réduit en cinq ans la charge annuelle des intérêts de la dette de £ 70 millions et a abaissé le taux des emprunts du gouvernement de 6 1/2 à 4 1/2 p. 100, ce qui a déjà permis toute une série de conversions fort avantageuses, et préparé la voie à toutes celles qui seront nécessaires dans les années prochaines.

Ainsi donc, au point de vue financier technique, M. Churchill s'est montré à la fois le successeur fidèle de ses devanciers et un innovateur ingénieux dont on n'a peut-être pas souligné l'originalité comme elle le mérite.

Les idées économiques. — Il a été indiqué plus haut combien la situation économique de l'Angleterre est actuellement difficile; c'est une des grandes préoccupations de l'opinion et depuis plusieurs mois on demandait des mesures budgétaires de nature à y porter remède, au moins dans la mesure du possible. M. Churchill a saisi cette idée pour en faire une des lignes directrices de son projet : « Quels sont pour le moment, a-t-il dit, les objectifs suprêmes de notre politique ? Je peux les résumer en une seule phrase; c'est d'assurer la sécurité du travailleur contre une malchance exceptionnelle, et d'encourager l'esprit d'entreprise en allégeant le fardeau qui pèse sur l'industrie. »

De ces deux principes, le second se trouve lié dans l'exposé budgétaire aux considérations du chancelier sur les impôts directs. « Le poids des impôts directs, dit-il, a un effet néfaste sur l'esprit d'entreprise de la nation, et c'est une erreur de croire que le mal est limité à ceux qui payent; il se manifeste de multiples façons dans la diminution et le relâchement de l'effort individuel, et dans la perte de la capacité d'épargne; cela se reflète, j'en suis certain, dans le grave et exceptionnel chômage dont souffre actuellement ce pays, ce chômage qui dans les usines, les mines, les hauts fourneaux et les constructions navales est la préoccupation de tout homme d'état à quelque parti qu'il appartienne. De tous les remèdes qu'on a voulu appliquer à cet état de choses le plus sûr et le plus sain est l'allégement des impôts sur les bénéfices et la production. »

C'est en partant de cette idée que M. Churchill réduit de six pence le « standard rate » de l'income-tax, ce qui constitue un premier soulagement pour tous les contribuables, spécialement pour les sociétés; celles-ci paient l'impôt intégralement, sans abattements, et en l'allégeant on facilite l'accroissement de leurs réserves, et par suite leur possibilité de développement Mais aux yeux du chancelier cette mesure n'est pas suffisante et elle doit se compléter par une diminution de la super-tax; celle-ci dans une très large mesure frappe des contribuables dont le revenu élevé est produit, non par du capital accumulé, mais par leur travail, leur esprit d'entreprise dans les affaires. « La différence entre le travailleur intellectuel largement rémunéré et l'homme dont un revenu égal provient de la

richesse acquise, est capitale »; le premier, chef d'industrie, commerçant, banquier est un élément essentiel de l'activité nationale, il faut lui rendre son effort aussi productif que possible pour lui-même. C'est là le but de M. Churchill en diminuant la super-tax très largement (de 50 p. 100 pour les revenus de £ 2 000 à £ 3 000) et en reportant sur la richesse acquise la charge ainsi diminuée, au moyen de l'accroissement des droits de succession. Cela est conforme, dit le Chancelier, aux conceptions de l'esprit moderne. Ces dégrèvements seront en même temps un encouragement à l'épargne et par conséquent favoriseront les capitaux en voie de formation par rapport au capital déjà créé; il y a là un sérieux avantage donné à la production par un régime de faveur accordé au travail.

Outre ces décisions d'ordre général, qui sont évidemment celles auxquelles M. Churchill attache, au point de vue économique, le plus d'importance dans son budget, il faut citer les mesures douanières relatives à la préférence et les droits d'entrée sur la soie, le houblon, le groupe des droits Mac Kenna, et le droit sur les dentelles (non compris primitivement dans le budget). Les adversaires du Gouvernement ont immédiatement déclaré que ces innovations ou rétablissements constituaient une évolution évidente vers le système protectionniste cher aux conservateurs; l'objection était facile à trouver et d'une utilisation politique évidente, mais ce qu'on peut rechercher ici, c'est la valeur économique de ces dispositions.

En ce qui concerne les droits de préférence accordée aux produits coloniaux, leur réintroduction après la suppression de l'an dernier se traduit au point de vue fiscal par une diminution de recettes, et si le Chancelier les a rétablis c'est pour favoriser les relations commerciales de la Grande-Bretagne avec ses Dominions et Colonies. Quant aux impôts sur la soie, et les produits visés par les droits Mac Kenna, M. Churchill a indiqué de la manière la plus nette qu'il les considérait simplement comme des ressources budgétaires, parce qu'il avait besoin d'une augmentation de recettes pour assurer les mesures qu'il prenait d'autre part. Ces droits peuvent plaire aux protectionnistes et déplaire aux libre-échangistes, mais les considérer comme une évolution vers un

système protectionniste général n'est pas défendable pour un observateur impartial.

Le droit sur la soie a cependant provoqué de très vives récriminations de la part des industriels intéressés, à cause des difficultés de sa perception; il est établi sous deux formes : un droit de douane à l'entrée en Grande-Bretagne sur la soie ou les produits qui en contiennent et un impôt indirect en Angleterre sur la fabrication de la soie artificielle et tous les produits où elle est employée. Étant donné les applications industrielles très variées de la soie artificielle et son utilisation plus ou moins importante dans un grand nombre d'articles de laine et de coton, on a vu dans le nouvel impôt une gêne très sérieuse pour l'industrie textile, et tous les représentants de cette branche de l'activité britannique ont réuni leurs efforts en vue d'obtenir une modification du projet budgétaire; M. Churchill y a consenti en diminuant sensiblement le tarif qu'il avait proposé.

Les idées politiques et sociales. — Si on veut maintenant apprécier le caractère politique et social du projet Churchill, il faut en revenir à la déclaration de principe citée plus haut et dans laquelle le Chancelier pose comme un but essentiel d'améliorer le sort et la sécurité du travailleur. A cet effet le budget propose deux séries de mesures visant le travailleur, pendant sa période d'activité et dans sa vieillesse, à partir de soixante-cinq ans.

Pour la première période, le point essentiel est la modification de l'income-tax quand le gain est celui du travail; l'abattement à la base est porté de un dixième à un sixième du revenu avec maximum de £ 250. Cette mesure peut s'appliquer jusqu'au revenu de £ 1 500, et M. Churchill a montré par des exemples concrets quel était l'ordre de grandeur de sa réforme. Pour les revenus ne dépassant pas £ 1 000, c'est-à-dire pour 90 p. 100 des contribuables, l'allégement pour le revenu du travail par rapport à celui du capital est en moyenne équivalent à une nouvelle diminution de six pence dans le taux de l'income-tax; pour un homme marié et père de trois enfants avec un revenu de £ 750, cet allégement est de dix pence et demi par livre; avec un revenu

de £ 500, il est de un shilling un penny et demi par livre, et pour un homme marié sans enfants ayant un revenu de £ 300, l'allégement est de 44 1/2 p. 100, 44 p. 100 des taux jusqu'ici appliqués, équivalent à une diminution de deux shillings par livre; tout ceci sans préjudice de la diminution de six pence par livre qui est accordée à tous les contribuables.

On voit donc que par le jeu du nouvel abattement favorisant le revenu du travail, les classes ouvrières ont une diminution considérable dans le taux qui les frappe, et quand on dit seulement que le « standard rate » a été réduit de six pence on a un aperçu très incomplet de la réorganisation fiscale introduite par M. Churchill.

Pour l'âge de la retraite du travailleur, et pour la sécurité de sa famille en cas de décès, un projet très important est incorporé dans le budget, c'est celui du nouveau système d'assurances sociales. Il n'est pas possible dans le cadre restreint de cet article d'en donner une analyse complète, mais on peut cependant en indiquer les grandes lignes pour faire juger de son importance. Le nouveau système d'assurance est destiné à compléter ceux qui existent déjà contre le chômage, la maladie et la vieillesse. Il abaisse de soixante-dix à soixante-cinq ans l'époque à laquelle l'État se charge de soulager les personnes âgées, et il prévoit des allocations pour les veuves et orphelins de tout ouvrier assuré à l'époque de son décès; ce projet intéresse donc 30 millions de personnes environ, soit 70 p. 100 de la population anglaise.

Le système adopté est celui de la contribution obligatoire pour les patrons, les ouvriers et l'État, système employé dans les assurances sociales déjà en vigueur, sauf celle contre la vieillesse. — La contribution de l'État est fixée de manière à prendre dans le budget la place des pensions de guerre au fur et à mesure de leur extinction, et c'est ce qui a permis à M. Churchill de dire qu'il ne mettait pas de nouvelles charges sur les épaules du contribuable. — Mais l'harmonie du projet nécessite une contribution patronale, et on a fait remarquer qu'elle serait équivalente à l'allégement donné à l'industrie par la diminution de l'income-tax. C'est là le point faible du projet et du budget; dans la situation actuelle de l'industrie toute aggravation du coût de pro-

duction est considérée comme néfaste et c'est probablement sur ce point que la discussion sera vive aux Communes.

Néanmoins, le chancelier et le premier ministre soutiendront le projet vigoureusement, car il constitue une partie essentielle de la politique sociale du Gouvernement conservateur, politique que M. Churchill, le 28 avril, a opposé à celle des travaillistes se bornant à diminuer les droits sur le thé et le sucre. M. Baldwin a déjà eu l'occasion d'exprimer plusieurs fois au Parlement ou dans des discours publics sa conception du gouvernement, qui ne doit favoriser aucune classe, mais rechercher uniquement l'intérêt national; et dans ce sens sa principale préoccupation est de poursuivre l'entente et la coopération du capital et du travail pour le plus grand bien de tous; afin d'arriver à ce but rien n'est plus utile, à son avis, qu'un système d'assurances sociales garantissant le travailleur contre l'imprévu et les difficultés de l'existence.

Et il est assez curieux de voir un gouvernement conservateur prendre des mesures qui, proposées par un cabinet travailliste auraient sans doute été dénoncées comme des procédés de guerre contre le capitalisme.

***

Après avoir passé en revue les éléments du budget Churchill on peut en terminant essayer de marquer sa place dans l'évolution de la vie publique anglaise, et pour cela il faut revenir aux deux idées exprimées au début de ce travail : le budget 1925-26 au point de vue financier termine une période, et il est présenté par un Gouvernement qui pense rester au pouvoir pendant plusieurs années.

En effet le grand effort inauguré en 1920 pour l'assainissement des finances publiques n'est pas fini, mais son cadre est entièrement tracé; il ne s'agit plus que de continuer à assurer l'équilibre budgétaire et à aménager la dette au fur et à mesure de l'approche de ses échéances; pour cela la technique a été pendant des années précédentes élaborée et confirmée par l'expérience, l'outil financier, peut-on dire, est parfaitement au point et on a sanctionné cet état de choses par

la réforme monétaire du retour à l'étalon d'or. — Mais tout ce travail a été accompli sans guère se soucier de sa répercussion sur la vie économique du pays, et celle-ci est dans un état qui, avec des alternatives, ne cesse d'empirer depuis quatre ans, et suscite aujourd'hui les plus graves soucis.

La doctrine anglaise a été qu'en rétablissant entièrement la situation financière on posait les bases sur lesquelles on reconstruirait par la suite l'édifice économique; en attendant, le commerce et l'industrie ont souffert et souffrent à un degré intense et il s'agit de savoir s'il est possible de les soulager précisément par une utilisation nouvelle du système financier dont l'élaboration leur a été si dommageable. — Dans ce sens le budget Churchill est un premier effort qui pose les données du problème; au moyen d'idées fiscales nouvelles il montre les possibilités de l'État et en réalise déjà une heureuse application dans ses remaniements de l'income-tax et de la super-tax; par des mesures économiques, préférences, droits Mac Kenna, il cherche à stimuler le commerce et aider quelques industries; par son système d'assurances il veut améliorer les relations du capital et du travail afin d'accroître la production. — Si on prend ces mesures en elles-mêmes sans chercher plus loin que leur résultat présent, elles semblent peu de chose en face du mal à guérir qui n'a jamais été plus intense; mais si on veut réellement les apprécier il faut les considérer comme le début d'une évolution; celle-ci par la force des choses sera lente et difficile, mais, si elle s'accomplit, on doit espérer qu'elle sera fructueuse.

Et c'est précisément parce que le Gouvernement actuel, assuré d'une situation stable, peut envisager un programme se développant sur plusieurs années, que son attitude est intéressante à noter et à suivre. Le budget apparaît alors, non plus comme une mesure administrative annuelle, mais comme un acte de gouvernement dont la valeur se précisera par ceux qui suivront, et M. Baldwin l'a souligné lorsqu'il a soutenu le projet pour le vote en seconde lecture : « Je rappelle à la Chambre, a-t-il dit, que le budget ne doit pas être considéré isolément; il a été présenté en liaison avec le système d'assurances et le retour à l'étalon d'or, et pour l'apprécier il faut rechercher comment il assure le succès de ces deux

projets; il devra être jugé aussi d'après les budgets de l'avenir, et ce sera alors au pays de décider, par les résultats obtenus pendant plusieurs années quelle a été la qualité des mesures financières qu'il propose. »

Il n'y a pas lieu d'aller plus loin que le premier ministre, et, comme cela a été indiqué à plusieurs reprises au cours de cette étude, il n'est pas possible actuellement de formuler un jugement définitif sur le budget Churchill, parce qu'il affecte toute la vie économique britannique dont l'évolution ne se peut évidemment prévoir. Mais ce qu'on doit affirmer c'est qu'il représente de la part de son auteur un effort extrêmement puissant et dont l'examen est essentiel, si l'on veut comprendre l'évolution actuelle de la vie publique anglaise.

HENRI POUYANNE

LES

NÉGOCIATIONS AVEC L'ALLEMAGNE

L'Allemagne a répondu le 20 juillet à la note française relative au pacte de garantie. C'est l'Allemagne qui a pris, le 9 février, l'initiative d'ouvrir une négociation sur ce sujet. Le gouvernement français avait répliqué le 16 juin en rappelant avec netteté les principes qui devaient être respectés au cours de toute négociation concernant la sécurité. Il s'était entendu au préalable avec le gouvernement britannique. Un récent *Livre Bleu* qui contient la correspondance franco-britannique nous permet de saisir la portée de l'accord intervenu entre Londres et Paris : il s'agit de consolider la paix occidentale sans compromettre la paix du centre et de l'est de l'Europe. Lorsque l'Allemagne est entrée en scène le 9 février, il a paru qu'il n'y avait pas lieu de se refuser à une conversation, et de risquer de manquer par mauvaise volonté une chance d'améliorer les rapports internationaux. Mais il a été bien évident dès cette époque qu'il était nécessaire d'amener l'Allemagne à s'expliquer sans arrière-pensée et de ne lui laisser aucun doute sur l'accueil qu'elle recevrait si ses propositions étaient inacceptables.

Tout ce que l'on peut dire sur la réponse allemande, c'est qu'elle permet de continuer la conversation. Le gouvernement du Reich a évité avec soin tout ce qui pouvait lui attirer une réplique définitive et faire échouer tout de suite la négociation. Il s'est gardé de se prononcer trop nettement sur les points litigieux. Ce n'est pas dire qu'il a accepté la thèse française : nous sommes même fort loin de ce résultat. Tantôt il se contente de passer sous silence certaines questions particulièrement délicates, tantôt il oppose aux principes que

nous avions formulés ses propres conceptions sans s'arrêter à une conclusion. Ainsi, à propos des répercussions que peut avoir un pacte de garantie sur l'occupation de la rive gauche du Rhin, l'Allemagne ne parle pas de la question de Cologne et ne réclame pas d'évacuation préalable. Elle ne fait pas allusion à la réunion d'une Conférence internationale. Mais en ce qui concerne son entrée éventuelle dans la Société des Nations, elle continue à ne pas vouloir se plier aux règles de cette société et demande un traitement de faveur. Bref la note allemande ne contient aucune exigence avouée, qui aurait mis fin brusquement aux négociations : mais elle réserve des possibilités de manœuvre, qui restent dangereuses et méritent d'être surveillées.

***

On ne peut comprendre la note allemande que si l'on tient compte de la situation intérieure de l'Allemagne et de la rivalité des partis. Sur l'objet final de la négociation, tous les partis, au fond sont d'accord : il s'agit d'obtenir un adoucissement, sinon une révision du traité de Versailles. L'Allemagne, tout en affirmant sa bonne volonté et en se déclarant prête à poursuivre les négociations relatives à un pacte de sécurité, refuse de se laisser imposer l'entrée dans la Société des Nations comme condition préalable à la signature de ce pacte. Elle refuse également de se laisser lier par l'article 16, et, en outre, elle déclare inacceptable la demande, faite par la France, de garantir les traités d'arbitrage avec les États de l'Est. Elle s'obstine enfin à souligner plus ou moins directement les différences qui existent entre le memorandum allemand du 9 février et la note française du 16 juin, en arguant que cette dernière pose la question sur un tout autre terrain et modifie profondément les conditions du problème. A droite comme à gauche, la thèse est sensiblement la même. Le 9 juillet, en même temps que le comte Westarp, dans la *Kreuzzeitung*, publiait un retentissant article comparant le memorandum du 9 février à la note du 16 juin et concluait, naturellement, que l'Allemagne, dans la situation nouvelle créée par M. Briand, n'a plus aucun avantage à la conclusion d'un pacte de garantie, la *Gazette de Francfort*, prenant prétexte du mani-

feste étrange récemment lancé par des radicaux socialistes français écrivait, à l'adresse des « amis de la conciliation » en France, les lignes suivantes : « M. Briand prétend qu'il est pacifiste, et nous croyons volontiers qu'il désire la paix. Mais, après sa dernière note au sujet du pacte de garantie, il faut bien reconnaître qu'il désire une paix non pas de liberté, mais de contrainte. M. Poincaré et ses devanciers cherchaient la sécurité de la France et de la paix européenne dans les canons qu'il voulait maintenir éternellement sur le Rhin. M. Briand, lui, cherche cette sécurité dans les paragraphes de la Société des Nations, qu'il veut tourner contre l'Allemagne d'une façon unilatérale, dans un système d'arbitrage et de garantie qui doit avoir pour but de maintenir l'Allemagne sous le joug et de faire de la France l'arbitre et dans les moyens de droit au lieu du militarisme. Mais le peuple allemand ne saurait accepter un règlement de la paix tel que le propose la note de M. Briand. Ce qu'il veut, c'est une paix de liberté et d'égalité de droits. » Voilà qui est significatif.

Mais, si du point de vue diplomatique, tout le monde est d'accord, il n'en est pas de même en ce qui concerne les manœuvres intérieures. Le conflit entre les nationaux allemands et le ministre des Affaires étrangères, M. Stresemann, a été aigu : des rumeurs de démission se sont répandues; on a pu croire même que la majorité allait se disloquer. C'est qu'en effet le parti nationaliste qui s'appuie sur un parti presque aussi fort que le parti socialiste et qui est organisé d'une façon presque aussi solide que le centre catholique semble traverser une crise grave depuis quelque temps. Depuis 1920 l'évolution générale du parti nationaliste allemand (*deutschnational*) a été, dans l'ensemble, une marche ascendante. Réduit il y a cinq ans à adopter pour ne pas se compromettre une attitude équivoque après le coup d'État de Kapp et de Lüttwitz qu'il avait secrètement soutenu, il a pu en 1925 triompher bruyamment lors de l'élection de Hindenburg. Cette élection a constitué non seulement la victoire de la droite sur la gauche, mais encore un triomphe des nationalistes sur les populistes; c'est-à-dire de la droite nationaliste sur la droite modérée. Les sièges gagnés au Reichstag allemand et au Landtag prussien ont permis de mesurer cette marche

ascendante. Mais sans parler des problèmes économiques et en particulier des tarifs douaniers, qui leur ont causé bien des soucis, les nationalistes ont éprouvé politiquement une déception. Durant l'année 1924, ils avaient désiré le gouvernement du Reich dont ils ont toujours été maintenus écartés grâce à la fermeté du Chancelier Marx. Au début de 1925, ils l'ont conquis. Le Cabinet Luther-Stresemann-Schiele, constitué en janvier 1925, s'appuie avant tout au Reichstag sur les nationalistes. L'élection de Hindenburg a paru tout d'abord consacrer les efforts de la propagande nationaliste. On sait la part qu'eut au triomphe du maréchal l'extrême droite du parti qui se recrute en général dans des milieux en liaison étroite avec les racistes. Parmi ceux qui se considèrent comme les principaux vainqueurs du plébiscite du 26 avril, il y a un grand nombre d'éléments fort exigeants. Ces extrémistes ne cachent pas que la suite des événements n'a pas répondu à leur attente. Ils reprochent à Hindenburg ou à son entourage d'avoir fait des déclarations presque pacifistes ne ressemblant nullement au langage qu'il avait l'habitude de tenir lorsqu'il passait en revue, à Hanovre, les élèves des classes supérieures des lycées et les associations de jeunes gens à forme militaire. En face de ces violents, les politiques et les temporisateurs du parti paraissent avoir fait prévaloir leur influence auprès du nouveau président du Reich. Les partis de gauche leur prêtent l'intention de ruiner peu à peu les institutions républicaines depuis qu'ils se sont rendu compte des risques qu'il y aurait pour eux à les attaquer de front en tentant un coup d'État. Cette méthode ne satisfait pas les impatients.

La note allemande a été une occasion magnifique pour les nationalistes de manifester leurs sentiments et d'attaquer M. Stresemann. L'article du comte Westarp contenait, à côté de conclusions auxquelles tout le monde à peu près se rallie, un passage qui a déchaîné le conflit : le leader national allemand soutenait, en effet, que le memorandum du 9 février ne devait être considéré que comme une suggestion émanant seule du ministre des Affaires Étrangères, et ne pouvant, en conséquence, engager le gouvernement du Reich. C'était, en somme, la continuation de la discussion qui divise

depuis des semaines M. Schiele et M. Streseman; c'était en outre, pour les nationaux allemands, qui cherchent à ruiner le pacte de sécurité, un moyen de se ménager une retraite, dans une question où ils jugent que l'on s'est trop avancé. Mais M. Stresemann ne pouvait accepter cette interprétation sans s'infliger à lui-même un démenti et sans se compromettre gravement. Le chancelier Luther ne pouvait désavouer son ministre des Affaires Étrangères sans provoquer une crise ministérielle. Des journées troublées se sont succédé. Des bruits nombreux ont couru, touchant la démission de M. Stresemann. Les nationaux allemands allaient-ils donc toucher au but? Si M. Stresemann s'était retiré, capitulant devant leur offensive, ils auraient atteint deux résultats : ils auraient réussi à abattre leur ennemi le plus détesté, malgré les services qu'il leur a rendus, et, d'autre part, ils auraient pu rejeter sur le ministre des Affaires Étrangères la responsabilité de la crise ministérielle. La discussion a été fort vive au Conseil des Ministres. On raconte qu'une altercation à laquelle la médiation du chancelier n'a pu mettre fin, s'est produite en plein Conseil entre M. Schiele et M. Stresemann. Les dernières nouvelles font paraître que la rupture définitive est une fois encore évitée. Le texte qui a été arrêté au Conseil de Cabinet d'hier, a donc toutes les apparences d'un compromis dans lequel d'ailleurs la plupart des concessions sont faites aux nationaux allemands. L'alerte a été chaude et la situation demeure confuse et tendue. On peut dire cependant qu'une certaine amélioration s'est produite et que la démission de M. Streseman, qui paraissait possible, n'est momentanément plus prévue. Malgré leurs attaques, les nationaux allemands semblent vouloir laisser du temps au ministre des Affaires Étrangères. Ils savent fort bien que la retraite de celui-ci ébranlerait le cabinet, et ils ont besoin de durer quelque temps encore. Ils ont tout intérêt à ne pas quitter le pouvoir avant que leur projet douanier ne soit voté. Le Chancelier Luther fait de grands efforts pour maintenir la coalition instable qui assure la majorité. Rien ne permet de croire qu'il y réussira longtemps. Ces circonstances nous expliquent la rédaction de la note allemande et nous font prévoir les difficultés qui surgiront au cours des négociations.

***

L'Allemagne nous a donné en ces temps derniers la mesure de sa bonne volonté en rompant les pourparlers pour le traité de commerce. Si nous avons réussi à lui faire signer un accord relatif à la Sarre, nous avons dû par prudence y mettre une condition suspensive et garder une complète liberté d'action pour le moment où les négociations économiques reprendront. En réalité l'Allemagne est très attentive à la marche de notre politique intérieure; elle compte sur les affaires marocaines et sur les affaires financières pour nous trouver un jour en état d'infériorité et saisir cette occasion de se faire accorder des concessions. Le rédacteur du *Berliner Tageblatt*, M. Théodor Woff est un des rares écrivains allemands qui invite ses compatriotes à ne pas trop se féliciter des affaires marocaines. Il n'est guère écouté. Les journaux de droite se réjouissent sans nuances. Les affaires de la France au Maroc vont mal, écrit la *Kreuzzeitung*. Le réveil est dur. Personne ne savait que déjà, sous le gouvernement Herriot, des Français se battaient contre les Marocains sur l'Ouergha. Brusquement, la presse française s'est mise à fourmiller de nouvelles du Maroc. On a appliqué, contre le chef kabyle, les méthodes de propagande qui nous ont si gravement nui pendant la guerre. Combien de fois avons-nous lu, que la situation ne pouvait être meilleure pour la France et « qu'Abd-el-Krim, au moment précis où il allait déclencher sa grande offensive, avait fait une chute de cheval si grave qu'il avait fallu lui couper la jambe? Après cela, ce n'est pas sans un sourire d'ironie que l'on apprend qu'Abd-el-Krim, l'amputé, a percé les lignes françaises, qu'il est aux portes de Taza, qu'il a déjà peut-être pris cette ville et qu'il se trouve ainsi dans la meilleure voie pour venir respectueusement, de sa propre personne, livrer à Fez ses armes, ainsi que le demandent les honteuses propositions de paix de la France ». Cet état d'esprit explique assez que l'Allemagne ne veuille rien précipiter; elle a entamé une négociation; elle évite la rupture; elle essaie de gagner du temps.

La réponse de Berlin prudente et courtoise se présente donc comme une simple ouverture de négociations. A ce titre, elle a été généralement accueillie avec calme, parfois même

avec faveur. On a jugé que si elle était loin de supprimer les obstacles, elle laissait subsister des possibilités d'entente. La presse anglo-saxonne en particulier, et comme on pouvait s'y attendre, a apprécié la note germanique avec indulgence et optimisme. « La note allemande, écrit le *Times* est conçue en des termes qui permettront, croit-on, de continuer les négociations dans l'espoir d'aboutir à l'accord final. On sait que l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. est prévue comme faisant partie des moyens destinés à assurer l'application satisfaisante des principes du Pacte et il y a quelque espoir que les négociations soient assez avancées pour permettre de poser la question devant l'Assemblée de la S. D. N. à Genève au mois de septembre prochain ». De son côté la presse américaine trouve très conciliante la note allemande et insiste sur le fait que l'Allemagne ne demande pratiquement aucune concession nouvelle. « C'est quelque chose d'analogue à un miracle qui s'est passé au point de vue des relations franco-allemandes dont dépend la paix ou la guerre en Europe, écrit ainsi avec enthousiasme la *Chicago Tribune*. L'armée française a commencé à évacuer rapidement la Ruhr, et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a remis une nouvelle note sur le Pacte de sécurité qui se revèle extraordinairement modérée et conciliante. Dans les milieux diplomatiques bien informés, on explique ce miracle en disant que M. Montagu Norman, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, et M. Benjamin Strong, Président de la Banque Fédérale de Réserve de New-York, qui sont restés plusieurs semaines à Berlin, ont exercé la plus vive des pressions sur l'Allemagne et l'ont menacée de lui couper les crédits si elle ne montrait pas quelque esprit de modération dans les négociations actuelles. » On va jusqu'à se demander si M. Austen Chamberlain est partisan de l'ouverture d'une Conférence immédiate et de l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. dès le mois de septembre. La question est très discutée dans la presse anglaise elle-même, puisque le *Daily Telegraph* par exemple déclare tout à fait improbable la réunion immédiate d'une telle Conférence, que la *Westminster Gazette* affirme au contraire que M. Austen Chamberlain y est très favorable, et qu'enfin le *Daily News* se contente d'indiquer qu'à cet égard la parole appartient en dernier ressort à M. Aristide Briand.

M. Austen Chamberlain n'a probablement point encore pris de décision bien ferme et le sort du problème de l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. comme celui de la question plus générale du pacte lui-même, dépendra du tour que vont prendre les conversations dans les trois capitales intéressées.

Si on essaie de se rendre compte des intentions réelles de la note, si on rapproche le texte de ce qui a été rappelé par la presse et de tout ce qu'on sait de la politique germanique, on s'aperçoit que nous sommes encore fort éloignés d'une solution satisfaisante. Au fond on discerne assez clairement ce que cherche l'Allemagne. On peut résumer ainsi ses vœux : 1° réunion d'une conférence en vue de régler, non seulement la question du pacte de sécurité, mais aussi celles du désarmement, de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, de la suppression de l'obligation pour le Reich, lorsqu'il fera partie de la Société des Nations, d'être lié à tous les engagements militaires que décidera cet organisme; — 2° En cas de conclusion d'un pacte de sécurité, les conditions de l'occupation en Rhénanie seront améliorées; — 3° l'Allemagne se réserve le droit de régler par l'arbitrage, les questions pendantes avec ses voisins de l'Est; — 4° les Alliés devront fixer numériquement le chiffre exact des effectifs des garnisons allemandes. Il suffit de l'énumération pour faire apparaître les difficultés futures de la négociation. Nous ne parlerons pas de l'évacuation de la Ruhr, puisque le premier acte de M. Herriot, il y a un an, fut de la promettre sans contre-partie. Nous ne parlerons même pas de l'évacuation des trois ports de la Ruhr, puisqu'il paraît que sur ce sujet aussi, le même M. Herriot a promis. Et pourtant il y aurait bien à dire sur ce sujet. On n'a pas oublié, en effet, dans quelles conditions ont été occupés les trois centres qui commandent les avenues de la Ruhr et du Rhin. C'était en mai 1921; les Alliés ont, sous forme d'ultimatum, communiqué l'état de paiements au Reich, qui se dérobait. Les contingents alliés occupèrent Ruhrort, Duisburg, et Dusseldorf. Pour les uns, la mesure est une sanction nettement déterminée. Pour les autres, elle était l'acheminement à l'occupation de la Ruhr que l'on envisage déjà au bout de nouveaux manquements. Au mois d'août dernier, le terme de l'occupation a été virtuellement fixé par la Conférence de

Londres. Le débat sur la mise en œuvre du plan Dawes touchait à sa fin. On avait décidé que si l'Allemagne exécutait régulièrement ses nouveaux engagements, la Ruhr serait évacuée avant le 15 août 1925. MM. Luther et Stresemann indiquèrent qu'à leur avis, l'évacuation de la Ruhr devait entraîner celle de Ruhrort, Duisburg et Dusseldorf. Cette opinion ne fut pas contredite. Bien que l'incident ne soit mentionné que dans la correspondance diplomatique allemande, on a dû reconnaître que l'engagement tacite ne serait pas contesté. La politique des concessions mène loin. L'abandon des trois ponts de la Ruhr est une satisfaction donnée à l'Allemagne dans l'espérance naïve d'une bonne volonté qui ne se manifeste pas.

Ce n'est pas en tous cas dans les propositions de l'Allemagne relatives à son entrée dans la Société des Nations qu'on trouve des preuves de dispositions satisfaisantes. L'une des causes qui détournaient le Reich de consentir à entrer dans la S. D. N. — ce dont les Alliés faisaient une condition du Pacte, — était la crainte de manquer aux clauses du traité de Rapallo et de s'aliéner la Russie. L'indignation soulevée dans la presse et dans l'opinion d'Outre-Rhin par la condamnation à mort de trois étudiants allemands accusés d'avoir voulu tuer MM. Staline et Trotski, nous montre une Allemagne de plus en plus tentée de renoncer à un rapprochement qui ne lui a pas rapporté grand'chose. Protéger Moscou? Il n'en est plus question. Ce qu'elle désire, c'est de se protéger contre Moscou, déclarent sur le ton le plus énergique, des journaux de droite qui, jusqu'à présent, évitaient de rien dire contre l'amitié russo-allemande. Alors que cherche-t-elle? Autour du projet de Pacte et de ses auteurs, les intrigues se sont multipliées dans le Cabinet Luther. Une déclaration votée par le groupe parlementaire du parti populaire subordonne l'entrée de l'Allemamagne dans la S. D. N. à son exemption des obligations résultant de l'article 16, et à l'évacuation préalable, non seulement de la Ruhr, mais encore de la zone de Cologne et des autres villes occupées à titre de sanctions. Le contrôle militaire sera abrogé. L'Allemagne conservera tous les droits que lui laisse le traité de Versailles et ne renoncera pas à la possibilité de le modifier. Entre elle et ses voisins orientaux n'interviendra

aucun garant particulier. Autant de points très proches du programme national allemand et faits pour surmonter l'opposition de l'extrême-droite, mais non pour faciliter les négociations avec les Alliés.

Cet article 16 que l'Allemagne veut éluder, quel est-il? Il stipule que tous les membres de la ligue, s'engagent à rompre toute relation avec un État agresseur et qu'ils prendront les dispositions nécessaires « pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société ». Imaginez la Pologne attaquée par la Russie : l'Allemagne pourrait ravitailler la Russie, et la Pologne ne pourrait être secourue que par le couloir de Danzig, à la merci de quelques groupes allemands. C'est ce que l'article 16 veut éviter; c'est ce que l'Allemagne se refuse à empêcher. En outre, dans la note française, M. Briand a établi un lien entre le pacte rhénan et les traités d'arbitrage avec les voisins de l'Allemagne, ce qui obligerait l'Allemagne à renoncer à toutes modifications de ses frontières, à moins de donner à la France un rôle d'arbitre. Ici M. Stresemann a songé qu'il serait avantageux d'engager la négociation et qu'il serait même habile d'entrer dans la Société des Nations afin de diminuer dans les conflits possibles entre l'Allemagne et ses voisins, le rôle de la France, sous couleur d'augmenter celui de l'organisation internationale de Genève. En entrant dans la Société des Nations, l'Allemagne voudrait empêcher le pacte de devenir une consolidation de toutes les frontières allemandes.

On ne doit pas se faire d'illusions : l'Allemagne en négociant cherche à remettre en cause les principes même de la Société des Nations et les obligations qui découlent pour elle des traités. Ce n'est pas dire qu'il faille se refuser à la conversation. Mais il faut se rendre compte qu'elle est faussée par les arrière-pensées allemandes. C'est à nous de montrer ce que les propositions allemandes ont au fond d'inacceptable. C'est à nous de nous tenir fermes aux principes posés dans l'accord franco-britannique et d'opposer à l'Allemagne qui manœuvre les volontés unies des alliés.

ANDRÉ CHAUMEIX

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Traité de Géographie physique, t. I,
par **Emmanuel de Martonne.**

La grande faveur qui, dans le monde entier, avait accueilli dès son apparition en 1909 le *Traité de Géographie physique* de M. Emmanuel de Martonne, ne s'est pas refroidie en quinze ans. Trois éditions se sont tour à tour épuisées. Une quatrième est devenue nécessaire. Celle-ci représente une refonte complète de l'ouvrage primitif, désormais plus vaste, plus difficile d'accès peut-être pour le grand public, mais capable de répondre complètement aux besoins des spécialistes. Il comprendra non plus un, mais trois volumes : dans le premier — le seul paru actuellement, — la première partie (*notions générales*) comporte assez peu de modifications, sinon une place plus étendue faite aux nouvelles théories sur la nature de la lithosphère; la seconde, (*le climat*) développe la description des types régionaux, en en modifiant et en en simplifiant la classification. La troisième (*hydrographie*) s'est enrichie d'exemples de régimes fluviaux (le Niger) et lacustres, ainsi que des résultats les plus récents de l'océanographie.

Le tome II sera tout entier consacré au *relief du sol*; le tome III contiendra la *Biogéographie*, qui n'occupait que 150 pages dans la première édition.

Des modifications typographiques heureuses, paragraphes numérotés, usage plus judicieux du petit texte, bibliographies méthodiquement classées, rendront plus aisées la lecture et la consultation de cet ouvrage fondamental.

La Terre, sa structure et son passé,
par **Louis de Launay.**

Voici un remarquable petit livre de vulgarisation, très clair, d'une lecture attachante, mais en même temps plein de faits, très à jour, sans remplissage ni fausse littérature, et propre à rendre service, même à ceux qui se sont attachés à l'étude de la géologie et de la géographie. Il marque très heureusement les progrès et surtout les limites de notre connaissance sur toutes les questions relatives à la nature et à la genèse de notre planète (notamment dans le chapitre relatif à l'intérieur de la terre), et il fait sentir fortement tout ce qu'ont d'éphémère et de changeant les aspects qui nous semblent éternels d'un monde en perpétuelle transformation. Il dégage bien l'essentiel des notions

actuelles sur l'origine et l'aspect de la terre, sur l'érosion et la sédimentation, l'orogénie, les tremblements de terre et le volcanisme.

Les Alpes françaises, par **Raoul Blanchard.**

Sujet immense et complexe, que des travaux récents de géologie et de géographie physique, des études plus récentes encore de géographie humaine ont renouvelé. M. Raoul Blanchard était particulièrement qualifié pour le traiter, non seulement parce qu'il est directeur de l'Institut de Géographie alpine de l'Université de Grenoble et que les Alpes françaises n'ont pas de secret pour lui, mais aussi parce qu'il est excellent professeur, qu'il enseigne et pratique parfaitement l'art de faire une bonne leçon d'agrégation. On sait que cet art modeste, mais subtil, qui nous vient tout droit des écoles de rhétorique de l'antiquité, permet à qui le possède de rendre claires les choses obscures, et, après six heures de méditation, de partir en spécialiste de la religion assyro-chaldéenne ou des vues politiques de Frédéric II. En outre, M. Blanchard aime les Alpes en touriste, en sportif et il veut les faire aimer. De là ce petit livre très clair, très informé, sans pédantisme, illustré de bons croquis, et qui renseigne le lecteur avec une compétence toujours égale, aussi bien sur le glaciaire des hautes vallées que sur l'état présent de l'industrie électrosidérurgique.

Alpinisme hivernal, par **Marcel Kurz.**

Ce sont surtout des Alpes suisses qu'il est question ici, et uniquement au point de vue sportif : M. Marcel Kurz montre comment l'usage du ski a rendu facile l'exploration pendant l'hiver de la haute montagne, et jusqu'aux arêtes terminales; il fait un tableau minutieux de l'état des Alpes dans cette saison : climat, effet des vents, régime des avalanches, aspects divers de la neige; cette suite d'observations directes, ce résumé d'une expérience, offre un grand intérêt géographique. Viennent ensuite les conseils pratiques sur l'équipement et la technique du skieur. Enfin le récit fort pittoresque de longues courses l'hiver dans les Alpes témoigne des étonnants résultats obtenus par cette méthode nouvelle de progression. Vingt héliogravures fort belles illustrent l'ouvrage.

Les monographies de la « Dépêche coloniale ». Collection Octave Homberg.

La France semble, depuis une quinzaine d'années, prendre conscience de l'existence de son empire colonial, et de l'immensité de la tâche à accomplir pour l'animer, l'outiller, l'exploiter rationnellement. Or cette tâche s'impose de toute urgence : car nos colonies

contiennent, inexploitées ou mal exploitées, les matières premières que nous achetons à l'Inde, aux deux Amériques, à l'Égypte, à l'Australie, — très cher, en livres et en dollars. La *Dépêche coloniale* a entrepris la rédaction de courtes monographies, destinées au grand public, aux milieux industriels et financiers, et présentant, matière par matière, l'état de la question et le programme à réaliser. Voici par exemple le thé : en une brochure de 24 pages, sont exposés très simplement : l'historique du commerce du thé, sa culture et sa préparation, sa production et sa consommation (courte analyse des méthodes anglaises), l'état du marché français alimenté pour les 4/5 par l'étranger, l'état de la production indochinoise (elle exporte annuellement 900 tonnes, elle devrait en exporter 5 000), ses défauts, son avenir. — D'autres brochures paraissent ou vont paraître sur le pétrole, la soie, la laine, le caoutchouc, sur les industries coloniales; certaines traiteront même de la conservation, de l'accroissement et de la formation technique de la main-d'œuvre. Ainsi ce programme d'exploitation rationnelle conduit nécessairement à prévoir l'aménagement de la main-d'œuvre, indispensable instrument de production. Par une admirable harmonie, l'utilisation économique de notre Empire, par cela même qu'elle comporte l'organisation de l'assistance et de l'hygiène, semble devoir entraîner, comme conséquence seconde, l'épanouissement physique et moral des indigènes, en un mot leur bonheur, et l'on est amené à constater non plus seulement l'aspect économique du problème colonial, mais son aspect philosophique et moral. Peut-être serait-il souhaitable que ces deux aspects ne fussent jamais séparés.

Les Sciences géographiques, par **Camille Vallaux.**

Le développement rapide et très brillant des sciences géographiques en France, qui a fait naître des enthousiasmes justifiés et des systématisations parfois excessives, a provoqué de la part des tenants des sciences voisines (histoire, sociologie, biologie, etc.), de la part même de géographes, des critiques souvent intéressantes, et une revision souvent pénétrante des valeurs reconnues. Après le livre de M. Lucien Febvre sur *la Terre et l'évolution humaine*, où une certaine géographie humaine est rudement prise à partie, voici l'analyse faite par M. Camille Vallaux des *Sciences géographiques*, de leur nature propre et de leurs limites. « L'esprit et la méthode géographiques ont leur domaine à eux où ils édifient une science indépendante. Mais ils débordent aussi sur d'autres domaines où leur place légitime doit demeurer subordonnée et secondaire. » D'où les deux parties du livre, la géographie comme science autonome et les géographies auxiliaires, La première a comme objet propre l'étude des connexions à la surface du globe, des trois états de la matière; elle emprunte ses éléments à d'autres sciences, mais elle synthétise les observations recueillies

par d'autres procédés : description des *tours d'horizon* qui permettent de définir la notion géographique du *paysage*, étude des *faits de masse* qui échappent en tout ou partie à l'observation visuelle, méthodes propres d'encadrement et d'articulation. Mais ces procédés sont d'un maniement extrêmement délicat : l'auteur donne deux exemples de ces erreurs de méthode; la « fausse » théorie de l'économie destructive, la survivance prolongée des explications finalistes. L'esprit et la méthode géographiques se font sentir à leur tour sur les sciences voisines, dès qu'elles tentent des synthèses : sur la géologie, la météorologie et l'océanographie, sur la botanique et la zoologie, sur l'histoire et la sociologie. Mais, dans toutes les sciences, les explications d'ordre géographique sont limitées aux faits pour lesquelles les représentations sont possibles. On lira avec fruit, ce livre suggestif et pénétrant, que l'on souhaiterait parfois moins abstrait et plus nourri d'exemples.

J. POIRIER

*
* *

Commandant A. Grasset : La Guerre d'Espagne. Tome II.

En dépit des difficultés matérielles de toute sorte que rencontre aujourd'hui la publication d'un ouvrage historique détaillé sur une question spéciale, la section historique de l'État-Major de l'Armée n'a pas hésité à reprendre l'édition du travail que le commandant Grasset a consacré, après des années de recherches et d'efforts, à la guerre d'Espagne (1807-1813). Le tome premier avait paru en juin 1914; deux mois après, l'auteur était gravement blessé à la bataille d'Ethe : l'ouvrage paraissait compromis. On n'accueillera qu'avec plus de faveur encore sa continuation.

Le tome premier exposait les préliminaires : conquête du Portugal par Junot; invasion de l'Espagne préparée par des intrigues et par l'occupation des places de la Navarre, de l'Aragon, de la Catalogne; arrivée de Murat à Madrid à la tête de trois corps d'armée improvisés; révolte populaire transmettant la couronne du roi Charles IV à son fils Ferdinand. Le tome II montre les troupes françaises lancées à travers le pays insurgé qu'elles connaissent mal, et sur les populations duquel beaucoup de leurs chefs se font des illusions, à commencer par le chef suprême, Napoléon lui-même, et par son lieutenant Murat, qui commence par attendre fébrilement sa désignation comme roi d'Espagne et s'indigne quand il apprend la nomination de Joseph. Il faut voir comment ses trois colonnes sont bien vite arrêtées : celle de Bessières devant Saragosse, celle de Moncey devant Valence, celle de Dupont à Andujar (après avoir enlevé cependant Cordoue). Le tome II de l'ouvrage du commandant Grasset raconte les péripéties de la tragique semaine qui vit le mouvement insurrec-

tionnel s'étendre à toute l'Espagne et menacer de tous côtés nos troupes aussi impuissantes à progresser qu'à garder même leurs communications.

Ce récit est fondé sur une connaissance parfaite des sources originales françaises et espagnoles; et d'abondantes références sont données sur tous les points qui méritent une justification. La méthode de travail du commandant Grasset apparaît très solide et sérieuse; mais l'abondante richesse de sa documentation ne nuit en rien à la clarté et à la vigueur de la narration. Celle-ci est en même temps un texte scientifiquement établi et une vivante évocation du passé : deux caractéristiques que l'on retrouve au même degré dans les autres ouvrages de l'auteur, notamment dans ses monographies relatives aux batailles des frontières.

Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-71.

Interrompue elle aussi par la guerre, la publication des documents tirés des archives du Ministère des Affaires étrangères et relatifs aux origines de la guerre de 1870 vient d'être reprise. Le tome XVI, actuellement paru, est intéressant non seulement en ce qu'il renoue une tradition, mais encore à cause de son contenu : celui-ci s'étend sur la période du 14 avril au 12 mai 1867. C'est le moment où la question du Luxembourg est dans toute son acuité. Un tel recueil, naturellement, ne se résume pas. Parmi toutes les dépêches du Ministre et de nos divers représentants à l'étranger, il faut tirer à part, croyons-nous, celles de M. Rothan, consul général à Francfort, un des plus perspicaces observateurs de la vie allemande et de la politique prussienne. Rothan a notamment mis en lumière (lettre du 19 avril) le fait que la Prusse, sûre de posséder une grande avance sur la France dans ses préparatifs militaires, pouvait être tentée d'en profiter pour entrer en campagne immédiatement; on sait que Bismarck dut reculer; mais n'est-il pas curieux de voir une semblable conviction dénoncée comme une cause possible de guerre en 1867 alors qu'elle en fut une, et déterminante, en 1870 et en 1914? Grande leçon, que feront bien de retenir les réorganisateurs de notre défense nationale, en même temps que l'idée souvent exprimée par Rothan, que l'Allemand dissimule plus facilement que le Français.

Général Baumgarten-Crusius : Le Haut commandement allemand pendant la campagne de la Marne en 1914 (Traduction française).

L'ouvrage du général Baumgarten-Crusius, dont a récemment paru la traduction française, date déjà de plus de quatre ans. Sa lecture n'en est pas moins à recommander aux Français, car l'état d'esprit

qui s'y révèle est allé en s'accentuant et en gagnant des cercles tous les jours plus larges de l'opinion allemande. L'état d'esprit, disons-nous, et non certains points de la démonstration. En de nombreux endroits, en effet, Baumgarten-Crusius s'écarte des thèses orthodoxes qui devaient triompher plus tard; et il serait curieux, si c'était possible, de rechercher l'origine de ces transformations et de ces déformations. Contentons-nous d'en citer une assez importante : Baumgarten-Crusius reconnaît que, à la bataille des frontières, les IVe et Ve armées allemandes disposaient d'une certaine supériorité numérique; dans l'ouvrage du Reichsarchiv paru à la fin de l'année dernière, un tableau comparatif des forces alliées et allemandes fait ressortir au contraire, sur le front de ces mêmes armées, une importante supériorité numérique française; il est vrai qu'une note figurant au bas du tableau nous dit : « Vu le manque de bases officielles suffisantes, les indications relatives à la force des troupes de la coalition ne peuvent prétendre à une précision absolue; dans les cas douteux, on a toujours pris les nombres les plus élevés, si bien que, en particulier, la force de l'armée française est peut-être évaluée trop haut. » On comprend alors que Baumgarten-Crusius, quatre ans auparavant, ait pu reconnaître une supériorité numérique allemande, là où les hommes du Reichsarchiv discernent une écrasante supériorité française. Et ces gens-là prétendent faire de l'histoire.

En réalité, ni les uns ni les autres n'en font. Mais du moins Baumgarten-Crusius nous prévient-il, sans le vouloir expressément, d'ailleurs : son livre porte le sous-titre bien instructif de *contributions à l'étude de la question de la culpabilité*. Ce sous-titre à lui seul est charmant. L'étude de la campagne de la Marne en 1914, c'est-à-dire des premières semaines de la guerre, démontrerait l'innocence de l'Allemagne? Elle suffirait à détruire le faisceau de preuves rassemblées par les historiens non allemands qui ont étudié les semaines immédiatement antérieures au conflit? Il nous semblerait, au contraire, que, si l'étude des opérations d'août et du début de septembre 1914 peut prouver quelque chose quant aux intentions de l'Allemagne avant le déclanchement des hostilités, c'est à coup sûr sa culpabilité : un acte comme la violation de la neutralité belge ne peut procéder que d'une volonté réfléchie qui n'a pris sa décision qu'après un sérieux examen du pour et du contre; les mortiers de 420 qui pilonnent les forteresses montrent le degré où a été poussée la préparation de l'armée allemande, degré tel que la comparaison avec les armées françaises et russes a donné au grand État-Major prussien une si haute idée de sa supériorité qu'il a poussé de toutes ses forces à l'ouverture des opérations.

Mais le général saxon considère le problème sous un aspect plus abstrus. Et, si nous l'avons bien compris, son raisonnement est en gros le suivant. L'armée allemande était un instrument d'une puissance inégalée et le miracle de la Marne, c'est celui qu'elle a accompli dans

sa marche jusqu'auprès de Paris et dans sa victoire tactique sur la Marne contre un ennemi six fois supérieur en nombre (la bonne foi de Baugmarten-Crusius quant aux effectifs est des plus vacillantes); si cette victoire tactique n'a pas conduit à un grand succès stratégique, c'est que le malheur de l'armée allemande a voulu que ses destinées fussent confiées à des hommes sans force d'âme et sans volonté de guerre arrêtée. Ils perdirent la tête à la première péripétie grave. Et notre auteur condamne avec virulence le premier G. Q. G. allemand, et aussi le second, formé autour de Falkenhayn. Il trouve les mêmes faiblesses chez les hommes politiques allemands. Il conclut que ce qui a manqué à l'Allemagne ce fut une volonté de guerre bien précise. On ne peut donc plus parler de culpabilité allemande.

Que les dirigeants allemands de 1914 aient été des velléitaires, c'est fort possible, et on peut l'admettre. Mais s'ils n'ont pas eu de volonté de guerre ferme et arrêtée, leurs velléités et leurs tentatives d'intimidation (celles-ci, comme il est naturel, avec l'espoir d'une réussite rendant inutile l'accomplissement de la menace) ont tout fait pour amener l'ouverture des hostilités : ce n'est pas les innocenter de dire qu'ils ne se sont pas trouvés à hauteur des événements, qu'ils avaient déclanchés. Guillaume II n'avait pas voulu cela, c'est-à-dire la défaite allemande; mais il avait rêvé de l'hégémonie européenne : qu'il ait voulu passer du rêve à la réalité sans avoir pris absolument toutes les précautions possibles en vue du succès, l'histoire le dira; mais qu'il l'ait voulu, cela ne fait aucun doute. Essayer de l'innocenter en disant que cette volonté n'a pas été éclairée et vigoureuse, c'est une duperie. Et le plus grave, c'est que cette légende, largement répandue et savamment entretenue dans le peuple allemand, est des plus dangereuses pour la paix du monde : car elle aboutit à la glorification de la volonté guerrière chez un peuple dont les moyens de nuire sont restés formidables. D'ailleurs Baumgarten-Crusius ne s'en cache pas : il envisage la victoire de l'Allemagne « dans la bataille économique qui se livrera pour l'hégémonie mondiale ». Mais n'accepterait-il pas volontiers que la lutte économique se transformât en une lutte armée?

J.-M. BOURGET

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

3 *Juillet.* — La Chambre achève l'examen du budget rectifié de 1925. — Le Sénat adopte le projet de loi autorisant la revision des prix des baux à longue durée. — La Commission d'enquête parlementaire au Maroc fait connaître à la Commission de l'armée les conclusions de son voyage.

4. — Un décret du ministre des Finances publie les conditions du nouvel emprunt. — Les négociations du *modus vivendi* économique franco-allemand, sans être officiellement rompues, sont provisoirement suspendues. — La Commission des finances du Sénat procède à l'étude du budget de 1925 que lui a renvoyé la Chambre. — Le gouvernement britannique, en raison de l'ingérence des autorités soviétiques dans les agitations de Chine, envisagerait le rappel de son représentant à Moscou. — Le dernier recensement (Sarre non comprise) fait ressortir à 62 500 000 habitants la population de l'Allemagne. — Swaton et Changhaï sont le théâtre de nouveaux désordres xénophobes.

5. — A l'occasion de la fête de l'Aït-el-Kebir, le bey de Tunis envoie ses vœux au sultan du Maroc. — M. Mussolini passe, à Ostie, une revue de la flotte italienne. — Dans la basilique de Saint-Pierre de Rome, cérémonies pour la béatification des soixante-dix-neuf martyrs de Corée.

6. — Le Conseil des ministres nomme le général Naulin commandant supérieur des forces françaises au Maroc sous la haute direction du commissaire résident général, maréchal Lyautey. — Le Sénat achève la discussion et vote l'ensemble du projet de loi sur la liberté commerciale. — La Commission sénatoriale des finances achève l'examen du projet remanié de budget pour 1925. — La situation militaire au Maroc s'améliore par suite des succès remportés par nos troupes au nord de Taza. — La Conférence de Madrid poursuit ses travaux; l'accord de principe est acquis sur les conditions de paix à imposer à Abd el Krim.

7. — Les présidents des délégations française et allemande pour les négociations d'un *modus vivendi* économique décident de rester en contact. Les délégations tiendront une nouvelle réunion le 15 septembre. — Le Sénat vote le projet de mise à exécution de la deuxième tranche du programme naval. Il aborde ensuite le projet relatif à l'Institut international de coopération intellectuelle. — Mort de M. Eugène Pierre, secrétaire général de la Présidence de la Chambre. — Une agression chinoise s'est produite à Port-Bayard sur le territoire français de Kouang-Tchéou.

8. — La Commission du suffrage universel repousse successivement tous les systèmes de votation envisagés par sa sous-commission et s'ajourne à octobre. — Par 400 voix contre 151, la Chambre ratifie, en l'amendant, la convention de Washington sur la journée de huit heures.

9. — Après un vif débat qui nécessite une séance de nuit, la Chambre vote les crédits pour le Maroc. — Le Sénat achève la discussion du projet de budget de 1925. — Après un entretien avec le roi Alphonse, M. Malvy quitte Madrid, l'accord de principe sur une politique commune des gouvernements français et espagnol étant acquis. — Le gouvernement britannique répond à la note espagnole relative à la zone de Tanger. La Grande-Bretagne estimerait que les événements actuels ne motivent point une modification du statut de Tanger.

10. — Le garde des Sceaux saisit la Chambre d'un projet de loi fixant, à partir du 1er janvier 1926, la législation sur les loyers. — La Chambre vote, avec quelques modifications, le budget des dépenses de 1925 qui lui était renvoyé par le Sénat. — Le Sénat adopte le projet de loi réorganisant le service administratif en Alsace et en Lorraine. — Mort de M. René Quinton, président de la Ligue nationale aérienne. — Les délégués français et espagnols achèvent la rédaction de l'accord politique relatif au Maroc. Le texte en sera soumis demain aux deux gouvernements.

11. — La Chambre vote pour la troisième fois le budget de 1925. Elle apporte de nombreuses modifications au texte sénatorial de la loi des finances. Par 263 voix contre 261, sur l'intervention pressante de M. Caillaux, elle prononce la disjonction des textes relatifs à la taxe sur le chiffre d'affaires.

12. — Après trois séances mouvementées, la Chambre vote pour la quatrième fois le budget de 1925. Sur la taxe relative au chiffre d'affaires, le gouvernement pose la question de confiance et l'emporte, par 325 voix contre 245. M. Auriol donne sa démission de président de la Commission des finances. — M. Milliès-Lacroix, président de la Commission sénatoriale des finances, est démissionnaire. — M. Caillaux est élu sénateur de la Sarthe, sans concurrent. — Après ratification des deux gouvernements, l'accord franco-espagnol sur l'affaire marocaine est signé à Madrid.

13. — Les deux Chambres achèvent de se mettre d'accord et votent le budget de 1925. — Les pourparlers pour le renforcement de la protection de Tanger se poursuivent entre les gouvernements britannique, espagnol et français.

14. — Célébration de la Fête nationale. La revue traditionnelle ayant été supprimée, une cérémonie militaire à laquelle participe le Président de la République a lieu à la tombe du « Soldat inconnu ». — Abd el Krim reprend l'offensive en direction de Fez.

15. — Le président du Conseil confère avec le le maréchal Pétain, le général Debeney, chef d'état-major général, et le général Jacquemont, chef de son cabinet militaire. Les besoins du corps expéditionnaire du Maroc, en matériel et en effectifs, font l'objet de cet entretien.

16. — Le Président de la République passe, à Cherbourg, la revue des flottes de l'océan Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord. — Le maréchal Pétain se rend au Maroc pour assurer sur place, d'accord avec le maréchal Lyautey, l'utilisation des renforts envoyés au résident général. — Devant la 10e Chambre correctionnelle, procès de M. Charles Maurras poursuivi pour menaces de mort conditionnelle à l'égard du ministre de l'Intérieur.

17. — Le maréchal Pétain est arrivé à Rabat et confère avec le maréchal Lyautey. Le général Naulin après s'être entretenu avec le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères quitte Paris pour aller prendre possession de son poste au Maroc. — La 10e Chambre correctionnelle condamne par défaut M. Charles Maurras à deux ans de prison et 1 000 francs d'amende.

18. — Les troupes françaises commencent l'évacuation de la Rhur. Elles ont quitté hier Recklinghausen.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. .	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table décennale (1903-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 114, avenue des Champs-Élysées, Paris.